Supplément Radio-Télévision

Le lâchage

nvoyée à Kinshasa après les

Sexy ou sexiste

The state of the s

A CHARLES OF A

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 OCTOBRE 1991

Les préparatifs de la conférence de Madrid

Washington presse Israël et le monde arabe Le docteur Garretta réclame d'adopter un comportement « responsable »

M. Georga Bush a souligné, vandredi les parties d' «agir» et de «parler» « de façon d'Etat, M. James Baker, a demandé à toutes du monde erabe et des Palestiniens.

25 octobra, le « netura historique » de la aussi responsable que possibla». La délégaconférence sur le Proche-Orient qui s'auvrira à tion israélienne à la conférence de Madrid, Madrid le 30 octobre. La président américain dont la liste a été rendue publique vendredi, s'est toutefois refusé à tout commentaire pré-comprend una majorité de « durs » - soit cis afin de ne pas « compliquer malencontreu- membres du parti Likoud, soit hauts fonctionsement le processus » de paix. Le secrétaire naires – peu suspects de faiblessa à l'égard

Terre et paix

par Jean-Pierre Langellier

A Madrid, mercredi 30 octobre, e rideau se lèvera sur un nouvel ecte de l'interminable drame proche-oriental. Pour la première fois, enfin, depuis quarante-trois tien de soldats franens, tous les ecteurs seront en cele eu Zeire, la preuve d'un indigne « soutien à Mobutu». Le scène : Israel, ses voisins arabes et les Palestiniens. N'étant d'emblée Zaire n'est pas le Rivanda, où se d'accord sur rien, chacun dira son texte, écoutant l'autre sans l'entendre, Mais, quelques jours plus tard, si la pièce se poursuit loin

de plus en plus explosive au fil des jours, ne permettait plus de tergiverser davantage. Les tar-dives déclarations officielles de la France en faveur de la démocratisation n'ent pas été enten-dues. Le « gouvernement de consensus Bruxelles at Washington - appelait de ses vœux n'a pu voir le jour. L'intransigeance et la roue-rie du président zaïrois ont fini par désespèrer les plus patients ou les plus optimistes.

A PRES avoir limogé «son»

Abouillant premier ministre,

M. Etienne Tshisekedi, principal chef de file de l'opposition, le meréchai Mobutu, un moment tenté de le remplacer per un général, e cru pouvoir sauver la face et ebuser l'Occident. Le nouveau chaf du gouvernement, M. Mungui Diaka, est certes un civil et lui aussi membre de l'opposition, mais al semble beau-coup plus accommodant que son prédécesseur à l'égard du prési-dent. Ce « choix », en vérité, n'en est pas un. Les capita occidenteles n'ont pas é dupes. Les Zaïrois non plus. n'en est pas un, Les capitales occidenteles n'ont pas été

La nouvelle vague d'émeutes et de pillages qui e preequa eussitôt suivi constitue un désaveu cinglant pour le chef de l'Etat. Mais elle souligne aussi la faiblesse d'une opposition balbutiente, peu organisée et profon-dément divisée. Cette dérive politique est lourde de dangers: le souvenir sangiant des guerres de sécession du Shaha da sécasion du Sheba est encore dens toutes les étrangères, prâce auxquelles, jusque-là, les « dégâts » ont été limités et un bain de sang évité. risque de laisser le Zaire dans un meurtrier buis-clos, semblable à celui qu'ont connu le Libéria ou

> Décidément, la démocratie a du mai à s'acclimater à certains pays d'Afrique. Le message du président Mitterrand, lancé lors du sommet francophone de La Baule, en juin 1990, a toujours du mei à passer. Pas plus au Zaire qu'à Madagascar ou au Cameroun, les appels à l'ouver-ture n'ent conveincu les dirigeants de se rendre à la « raison démocratique >----

Lira nos informations paga 6



des sunlights, s'ouvrira le grand

jeu, celui de la terre et de la paix. Entre l'Etat juif et ses ennemis, les positions de départ ne peuvent être plus lointaines. Chaque camp se cramponne de longue dete à sa propre interprétation de la célèbre résolution 242 du Conseil de sécurité, référence acceptée de tous. Israël estime s'être mis en règle avec l'ONU en restituant à l'Egypte le Sinaï, soit 90 % des territoires ecquis eo 1967. Pour la communauté internationale, tout reglement du conflit suppose

Lire la saite et l'article de

qu'Israel se retire de Cisjordanie et de Gaza; pour le monde arabe, lem-Est et le plateau du Golan.

Les vieux mots d'ordre de la droite israélienne, mille fois répétés, conservent - à ses yeux toute leur force; all n'y a pas de territoires occupés», «La Samarie, la Judée et Gaza nous appartiennent», «Sur cette terre, il n'y a pas de place pour deux», «Nous

PATRICE CLAUDE page 4

L'affaire de la transfusion sanguine

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

un « jury d'honneur »

Inculpé le 21 octobre dans l'affaire de la contamination d'hémophiles par la virus du sida, le docteur Michel Garretta, qui s'était refusé à toute déclaration depuis sa démission en juin du poste de directeur général du Centre national de transfusion sanguina (CNTS) a accordé un antretien eu Monde, dans lequal il réclame, notamment, la constitution d'un « jury d'honneur intarnational » et invoque la responsabilité partagée de personnalités politiques, administratives at médicales.

entretien alimente de nouvelles dont j'étais la cible. La décision quer avait comme bnt évident mentaire, de permettre à l'institution de fonctionner dans la dignité et le respect des malades, des donneurs de sang et des professionnels de la transfusion sanguine. Il se trouve qu'un certain nombre d'informetions fausses sont veoues s'ajouter au premier

lynchage médiatique. Je crois dès lors qu'il est nécessaire de rectifier ces informations.

faire que de tenter de se défendre Il est absolument terrifiant d'être continuellement en position d'acd'être un otage de la presse.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCH Lire la suite page 15 et nos informations page 22

La Pologne et son Eglise

Jusqu'à la veille des législatives, la hiérarchie catholique aura eu une stratégie ambiguë

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

PROCHE-ORIENT:

de la guerre

à la paix?

Un numéro spécial du Monde

pour mieux comprendre les enjeux

politiques, économiques et religieux.

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

«L'avortement? Les partis politiques en parient suffisamment pour avoir le soutien de l'Eglise, mais pas trop non plus car ils savent que Cette réflexion d'une étudiante de lagnelle se trouve toute la Pologne, surtout en cette période électorale, des que l'on évoque le rôle de l'Eglise. Une embiguïté que les prises de position de la hiérarchie catholique ne cesse d'ailleurs d'ali-

Certes, il est difficile de s'oppo-ser à une institution qui irrigue tout le pays et a été un des fers de lance du combat contre la dictature communiste. A de rares exemples près, encun homme politique, journeliste, caricaturiste même, n'ose ainsi attaquer de front. Mgr la majorité des Polonais ne sont. Giemp et ses quailles. La photo pas d'accord avec les positions trop d'une personnalité prise à côté du tranchées de l'Eglise sur ce sujet.» pape reste encore un sésame efficace pour les candidats eux élec-Varsovie résume l'ambiguité dans tions et des crucifix ornent la plupart des edministrations. Mis à part les anciens communistes et certains groupes de gauche, tous se référent aux valeurs fondamentales

JOSÉ-ALAIN FRALON

2.831.800 Bougies!

Lire page 22 l'erticle d'ALAIN LEBAUBE sur l'aggravation du chômage

page 7

Les dépenses de l'enseignement privé Un arrêt du Conseil d'Etat sur la financement

Le débat sur le mode de scrutin Le chef da l'Etat s'interroge sur l'opportunité d'une réforme

Le G7 et l'économie soviétique Américains et Européens divisés sur le remboursement de la dette de l'URSS pag

Retrouvailles Chine-CEE

Normalisation commerciale at « cadeau politique » deux ans et demi après le « Printempe de Pékin ».

HEURES LOCALES

Bourgogne: un carrefour au bord des vignes Poursuivant eon tour de France des régions, le Monde Poursuivant eon tour de France des regions, le Monde présente aujourd'hui la Bourgogne et ses quatre départements. Pays da haute réputation vinicole et gastronomique, la région cherche à tirer profit d'un réseau de transports exceptionnel et de la proximité de la capitale pour attirer les chefs d'entre-Lire page 12 et 13 l'enquête d'ANNE CHAUSSEBOURG

Egalement au sommaire ■ Una âme dans le béton. ■ Construction : retour à la rigueur.

■ Le casse-tête des déchets ménagers. Pages 9 à 11

M. Bernard Kouchner, invité dimanche à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 22

Deux filières pour les ingenieurs A l'occasion du congrèe

de le Conférence des grandes écoles, le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a précisé, vendredi 25 octobre à Toulouse, sa volonté de réduire à quatre ens la durée de formation des ingénieurs. Ce niveau, inférieur d'un en eu « stendard » ectuel, sereit eccesible eoit par lee écoles, soit par des formatione universitelres, et en particulier par les nouveaux instituts universiteires professionnelisés (IUP) lencée cette ennée.

Un diplôme d'ingénieurdocteur pourrait être délivre après deux années supplémentairea consecrées à le recherche.

Lire page 14 l'article de GÉRARD COURTOIS

Le retour de Ferrat

Un bon sourire d'ertisen sous la moustache raide de mousqueteire, Jeen Ferret revient avec un nouvel album, et c'est comme s'il n'éteit jamais parti. Cela fait trente ene. Trente ens qu'il perla d'emour et de colere simultanément, imperturbablement, de la même voix paisible et tendre. Le monde change. Et tenore. Le monde criange. Et Ferrat le voit changer surtout depuis qu'il s'en est éloigné, qu'il vit dens un village et a renoncé à la scène. Cuatorze chansons nouvellee pour le dire avec des musiques qui obéissent aux mots, sens idées préconçues, un peu jazzy a'il la faut, et même rock à la rigueur, ou comptina, ou menuet, peu importe. Jolies, en tout cas, et orchestrées à la perfection par Alain Goraguer, complice de toujoure. Quetorze chaneone pour affirmer qu'être fidèle à ses idées ne eeureit empêcher un honnête homme de se réveiller.

Lire page 17 l'entretien avec DANIÈLE HEYMANN

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A L'ETRANGER : Agéle, 4,50 DA; Marco, 8 DH; Tuckie, 750 m; Alemagos, 2,50 DM; Asmicia, 25 SCH; Beigique, 40 FB; Ceneda, 2,25 S CAN; Amilies/Réunion, 9 F; Côts-d'hoiro, 485 F CFA; Decembrit, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-8., 85 p.:

Srèce, 220 DR; Infende, 1,20 £; Italia, 2 200 L; Lusambourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 PL; Portugel, 170 ESC; Sénégel, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (others), 2,50 S

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télècopleur : (1) 40-68-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-55-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

Les Rédacteurs du Monde ».
Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguel-Devallet, directeur généra
Philippe Dupins, directeur commercia
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél: (1) 46-62-72-72
Télese MONDPUB 634 128 F
Téléra : 46-62-98-71. Société filiale
in SARI, le Monde et de Médiar et Réjus Europe Se

Imprimerie du a Monde s 12, r. M.-Gunsbourg 94852 (VRY Cedex

Reproduction interdite de tout article, any accord evec l'administration

et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

anzeignements sur les microfilms e Index du Monde au (1) 40-65-29-33

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 · Tapez LEMONDE ou 36-15 · Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90

TARIF

FRANCE

460 F

290 F

1 620 F

BELGIQUE LUXEMB PAYS-BAS

572 F

1 123 F

2 456 F

ETRANGER:

par voie aérience

tarif sur demande

pour vous abonner

reuvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

OR PAR MINITEL.

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs on

provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Le Monde Edice per la SARL Le Mon

rt Beuve-Méry (1944-1969) ques Feuvet (1969-1982) dré Laurens (1982-1985) dré Fontaine (1985-1991)

Corneté de direc

Nom:

Adresse:

Code postal:

Localité : .

Pays:

nes avant leur départ, en indi-leur numéro d'abonné.

AUTRES PAYS

CEZ

799 F

1 560 F

E soir-là, la Chambre des communes jouait à guichets fermés. Des six cent trente députés britanniques, uo seul maoquait à l'appel, absent pour cause de crise cardiaque. Toute la journée, la Strangers Gallery avait été envahie par les téméraires qui espéraient une place dans la tribune du public. Jean Monnet lui-même avait eu du mal à co obtenir une.

Jamais, depuis la guerre, Westminster o'avait connu telle afflueoce. Jamais un vote n'était venu clore uo débat aussi long. Cent soixante seize députés avaicot pris la parole, six jouroécs avaient été consacrées au même sujet... Il est vrai qu'il n'en fallait pas moins pour voir aboutir dix années de tergiversatioos, de rebondissements qui avaient empoisonné la vie politique iotérieure autant que les relations extéricures.

Quatre mois plus tôt, le gouvernement conservateur avait accepté l'eotrée de la Graode-Bretagne au seio du Marché commun. Restait à ratifier cette décision de principe. Ce jeudi 28 octobre 1971, les élus du peuple sont appelés à se pronoocer. Le peuple, lui, est contre. Mais - aucun doute - ses représentants sont pour. A quelle majorité? C'est là le suspense d'une soirée dont, en réalité, l'intérêt réside surtout dans la solennité.

«Assommé» pendant des années de statistiques, d'estimations cootradictoires, d'arguments de circonstance, le graod public, tout en étant réticent, a fini par se désiotéresser de la question. Le dernier soodage du Daily Express en témoigne: 49 % des personnes interrogées soot bostiles à l'entrée de leur pays dans la CEE, 30 % y soot favorables et, surtout, 21 % c'ont pas d'opinion. La cause ce mobilise pas. Quatre jours avant le vote, ils étaient à peine cinq mille à participer à la maoifestation organisée entre Hyde Park et Trafalgar Square par les «anti-européens».

La classe politique, en revanche, est fébrile. Car ce vote constitue un test vital, à la fois pour le gouvernement conservateur et pour l'opposition travailliste. Edward Heath, qui vient de subir un revers à l'occasion d'élections partielles, a besoin d'une majorité d'au moins cinquante voix. A défaut, soo gouvernement serait privé de l'autorité nécessaire à la poursuite de sa politique.

«Le grand large »

Côté travaillistes, l'enjeu est eocore plus important. Harold Wilsoo est sur des charbons ardents. Le dirigeant du Labour n'a pas su maintenir la cohésion de son parti : le débat sur l'Europe a exacerbé les divergences cotre l'aile gauche, violemment anti-européenne, et la droite, doot on sait qu'elle votera avec les conservateurs. Environ un tiers du groupe parlementaire travailliste, une minorité prestigieuse - plusieurs ministres en font partie, - est favorable à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun.

Si, ce soir-là, les couloirs de la Chambre bruissent de rumeurs et de spéculations, c'est que, ponr la première fois depuis la guerre, les députés (du moios côté conservateurs) sont appelés à se pronoocer en arbitres suprêmes. Quaraote-huit heures avaot le début du débat, le gouvernement a décidé de ne pas imposer de discipline de vote. Sans doute Edward Heath espérait-il, en prenant cette décision, que le Labour « suivrait » eo laissant lui-aussi le vote «libre». Mais le groupe parlementaire travailliste s'est finalement prococé COAtre.

Les députés conservateurs vont donc

conscience les poussera à soutenir le . goovernement. Mais ils devroot le payer d'un peu de vague à l'âme... Car l'insularité reste une valeur sûre co Grande-Bretagne. Qui eut dit que Londres céderait un jour aux sirènes du continent? Churchill n'avait-il pas déclaré que la Grande-Bretagne choisirait toujours ele grand large »? Un ministre britannique n'avait-il pas affirmé que soa pays o'avait a rien à faire avec cette Communauté européenne», « une association de pays battus»? Les dispositions o'étaient pas des meilleures...

La Grande-Bretagne avait été invitée aux premières oégociations en vue de la réalisation du marché commun. Jean-François Deniau s'en souvient : «Jamais son digne représentant n'ou-

conscience. Nul doute que leur tannique n'a demande au Parlement de prendre, comme ce soir, une décision d'une importance aussi capitale», lance solennellement celui qui a conduit le Royaume-Uni vers la Communauté europeenne

Le «cheval de Troie» de Washington

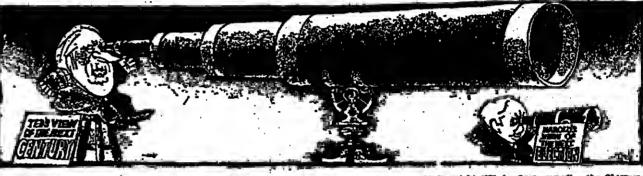
Arrivé au pouvoir eo juin 1970, Edward Heath s'est employé à coovaincre le président français, Georges Pompidou, d'adopter uoe voie différente de celle de soo prédécesseur. En janvier 1963 et novembre 1967, les éclats du général de Ganlle avaient provoqué l'interruption des deux premières séries de négociations sur l'adhésion du Royaume-Uoi. La préoccupation

ne peuvent admettre son ralliement à politique gouvernementale.

in tollieren

«On aurait pu faire tomber Heath!) Ainsi se résume la colère de la gauch. travailliste. Le moins que l'on puiss dire, c'est que cet argument n'a pas ét suivi : pas moins de 69 députés travail listes ont défié les consignes de vote d Harold Wilson. Le dirigeant du Labour doot l'autorité a sombré daos la bataille, promet immédiatement si revanche en annonçant que, s'il revien au pouvoir, il renégociera les termes de l'adhésion.

Une heure après le vote, des feux de joie soot allumés sur la côte française, i côté de Boulogne et sur la falaise du cap Blanc-Nez, ainsi qu'eo face, à Douvres. Malgré la brume qui enveloppe le Channel ce soir-là, un homme a fait le



(Dezita de Troy. (C) Copyright 1971, by Opera mundi - the Observ

vrait la bouche, sinon pour y insérer sa pipe. Enfin, un jour. Il demande la parole à la surprise générale. C'était pour tenir le discours d'adieu suivant; a Monsieur le président, messieurs. Je voulais vous remercier de votre hospitalité et vous indiquer qu'elle va cesser à partir d'aujourd'hui. En effet, je regagne Londres. Fonctionnaire sérieux, il me gêne de perdre mon temps et de ne pas justisier le modeste salaire que me verse mon gouvernement. J'al suivi avec intérêt et sympathie vos travaux. Je dois vous dire que le futur traité dont vous-

parlez et que vous êtes charges d'élaborer » b) s'il est conclu, n'a aucune chance

» c) s'il est ratifié, n'a aucune chance d'être appliqué.

» Nota bene : S'il l'était, il serait d'ailleurs totalement inacceptable pour la Grande-Bretagne. On y parle d'agriculture, ce que nous n'aimons pas, de droits de douanc, ce que nous récusons, et d'institutions, ce qui nous fait horreur. Monsieur le président, messieurs, au

revoir ct bonne chance (1). » Ouel cinglant désaveu la Chambre des communes s'apprête, uoe quinzaioe d'années plus tard, à infliger à ce zélé fonctioonaire! Eo ce 28 octobre 1971, avant le vote final resteut deux temps forts, les discours de M. Wilson et de M. Heath. Le premier manque pour le moins de souffle. Mais personne, en réalité, ne s'étoooe que lo force de conviction fasse défaut au dirigeant travailliste : o'a-t-il pas retourné sa veste à deux reprises, se battaot contre la demande d'adhésico de 1961, co déposant une lui-même en 1967 pour, cette fois, contester, si ce n'est l'adhésico elle-même, du moins les modalités selon lesquelles elle avait été négociée?

«Ce soir, le monde regarde Westminster!», s'exclame quant à lui le premier ministre, avec la foi qui l'habite depuis qu'en 1961 il a négocié à Bruxelles la première demande d'adhésion. Ted Heath est de ceux, pas si combreux, qui admettent la perte de prestige de l'exempire et voient dans l'Europe la possibilité d'uo recouveau. « Jamais, en temps de paix, un premier ministre bri-

majeure du général étant la redéfinition des liens entre l'Europe et les Etats-Uois - et Londres étant, vue de Paris, le «cheval de Troie» de Washington, - les laborieux pourparlers bruxellois de 1961-1963, puis de 1967, étaient apparus avant tout comme une confrontation franco-britannique. Ou, pour reprendre l'expression d'uo auteur anglais, une « danse guerrière rituelle », stoppée net sous le coup du veto parisien.

Georges Pompidon, lui, voyait dans l'élargissement une bouée de sauvetage pour une Communauté européenne bien. mal en point. Paris suggéra une réunico » a) n'a aucune chance d'être conclu; uc des Six au sommet. Et c'est à La Haye, le 2 décembre 1969, que les membres fondateurs - Belgique, Fraoce, Italic, Luxembourg, Pays-Bas et RFA - lancerent le signal de l'ooverture de la CEE aux quatre pays candidats: le Danemark, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvese (dont la population rejettera l'invite, par référendum, en septembre

> Le dossier avait trop traîné, les multiples débats avaient été trop fastidieux... A Loodres, lorsque la Chambre des communes cut enfin à se prononcer, tout, de la politique agricole commune à la contribution britannique au budget communautaire, en passant par la sauvezarde des jotérêts du Commonwealth. tout, avait été dit et redit, loévitablement le discours d'Edward Heath fut convert par les clameurs des «anti-européens». Mais le spectacle fut sans surprises : chaque réplique était connue. A tel point que, selon la journaliste Anne Laurens, « on eut un débat sinistre et qui venait trop tard, suivi d'un vote triste ct couronne par une manifestation lugubre de « joie spontanée (2). »

> Pour les conservateurs, le résultat est inespéré: 356 députés se soot pronoocés pour l'adhésion, 244 ont voté contre, 22 se sont abstemus. La victoire d'Edward Heath dépasse toutes les prévisions. La majorité est de 112 voix, alors que le gouvernement la situait dans une fourchette de 55 à 80! Sur les bancs travaillistes, M. Roy Jenkins, le chef de file des « pro-européens» du Labour, se fait invectiver: « traître!, traitre!», crient ceux de soo parti qui

déplacement, un homme amer qui célébre lui aussi l'événement autour du feu. Harold Macmillan, le pionnier, celui qui avait le premier essayé d' «accrocher» l'île au continent, est bien seul en ce -28 octobre 1971....

Macmillan le pionnier

L'ancieo premier ministre avait su convaincre une partie de la City qu'une adhésion permettrait de donner au pays un rôle à l'intersection des trois cercles Europe-Etats-Unis-Commonwealth. Il avait fair la fortune politique de celui qui empochait seul le bénéfice de plus de dix années d'efforts, Edward Heath. Il avait - de manière ambigue il est vrai - déposé en 1961, contre vents et marées, la première demande d'adhésion. Mais Harold Macmillan avait cu le tort d'avoir raison trop tôt. Ce jour-là, il resta dans l'oubli.

La ratification était acquise, mais les Britanniques o'avaient pas pour autant clos le dossier. Harold Wilson tint ses promesses : reveoos au pouvoir en 1974, les travaillistes évoquèreot la renégociation du traité d'adhésion. A recours au verdict populaire? En adopmoios que le goovernement o'ait tant cette solution, le Labour dut faire face à une sentence sans appel : lors do référendum de juin 1975, les Britanniques se pronoocèreot à 64,5 % co faveur do maintien de leur pays dans la Communauté.

L'affaire était eofin traochée, mais une question restait sans réponse, celle que le Luxembourgeois Gaston Thorn. alors ministre des affaires étraogères, s'était posée en janvier 1972 au lendemain de la signature des traités d'adhésioo : «On a parlé de tout avec les candidats, sauf de l'essi atiel; que sera l'Europe de demain, et que sont-ils prêts à en faire?»

MARJE-PIERRE SUBTIL

(1) L'Europe interdite, Jean-François Denian, édi-

(2) L'Europe avec les Anglais, Anne Laurens, éditions Arthaud, collection «Notre temps», 1972.

pouvoir se prononcer en leur ame et "GRAND JURY" RTL - Le Monde dimanche 18h30 en direct sur BERNARD animé par **Henri MARQUE** avec André PASSERON et Jean-Pierre LANGELLIER (le Monde) Dominique PENNEQUIN et Pierre-Marie CHRISTIN (RTL)

te 00]U Dε mi na en tio Fra VO l'aı m o frai par der affe ma per lor M. 3,4 pro d'E fui coc foi ma du ca: rev de ave taii Pai cai

Cn coı de≤ ¢tí ćić . le : ret par fira DOI tre He eni plu

depute be

" .. IT.hre dag!

mmedialenen,

- COC STATE

A fer ihre ale

in the street,

: - 30 g 5 5.

11 47 43

7.

11.000

livrement do Labe

Les présidents des six Réoubliques yougoslaves ont passé, vendredi 25 octobre, plus de temps dans l'avion qu'à la table des négociations : la septième session plánière de la Conférence de paix de La Haye n'e duré que trois heures, déjeuner compris. Aucun progrès n'a été accompli sur la voie d'une solution pacifique de la crise, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, avant de nouveau exprimé sa farouche opposition eu modèle de règlement politique proposé par la présidence de la

LA HAYE

de notre correspondant:

En dépit des quelques précisions et aménagements apportés à la première version de leur texte, présente la sémaine dernière, les médiateurs européens envisagent toujours de substituer une « asso-ciation souple de Républiques sou-veraines et indépendantes » à l'actuelle fédératioo yougoslave moribonde. Mais Belgrade ne veut pas en entendre parler, surtout si cette transformation est guidée depuis l'étranger.

M. Milosevic s'est, une nouvelle fois, posé à La Haye en « défen-seur de la Yougoslavie», déplorant notamment que le nom du pays ne soit pas une seule fois mentionné dans la version amendée du plan. européen. Fort du rejet de ce dernier par les membres du «bloc serbe », qui a fait main basse, début octobre, sur la présidence fédérale, ainsi que par le Parle-ment-de Belgrade, M. Milesevic a superbement ignore la mise en garde du président de la Confé-rence, Lord Carrington, qui s'était entretena avec lui en leto à tête pour souligner l'isolement de la

Le président serbe o'en a pas moins campé sur sa position. Esti-ment que la proposition européenne comportait « peu de nouveoutés, malheureusement », M. Milosevic a priocipalement repoussé les mesures du chapitre 2 consacré à l'épineuse question des minorités et des groopes etbniques. Les rédacteurs du texte ont

complété celui-ci en précisant que buer aucun statut spécial. D'autre les régions jouissant d'un stetut d'autonomie au sein d'une République seraieot démilitarisées, le respect de leur statut relevant d'un contrôle international. De plus, ils ont supprime la référence explicite ioitialement faite à le sitoation « des Serbes majoritaires dans cer-taines régions de Croatie ». M. Milosevic a estimé, en conséce, que les Serbes de Slavonie et de Krajina oe se voyaient attri-

part, il a juge « inacceptable » la disposition prévoyant implicitement la restauration de l'eutonomic du Kosovo et de la Voivodine, provinces annexées de fait par la Serbie. M. Milosevic, en l'occurrence, a dénoocé « une immixtion dans les affaires intérieures de la République » sans craindre de donner l'impression de refuser ao Kosovo et à la Voivo-

déclaré que l'armée yougoslave

devait cesser ses attaques contre Dubrovnik et lever le blocus des villes, ports et aéroports croates. « Ils n'ont pas pu nous briser, mal-gré toutes les jorces à leur disposi-tion», a-t-il affirmé.

Des combats et bombardements

se sont toutefois poursuivis ven-dredi en Croatie, faisant dix morts et près de quatre-vingts blessés,

elon la radio croate. A Sisak, à

60 kilomètres au sud-est de Zagrèb, les combats auraient fait cinq morts: la ville è été bombar-dée par l'artillerie lourde et des avioos fédéraox ont laché des

bombes à fragmentation, toujours selon la radio croate. Les autres combats se sont déroulés, de nou-

vean avec force, à Vukovar ainsi qu'à Osijek et d'autres villes ao sud de Zagreb.

de la région mootagneuse du Sandjak, dans le sud de la Serbie

ct du Mooténégro, ont commence à se prononcer sur leur autonomie malgré l'interdiction des autorités serbes. Les opérations de vote, organisées par le Parti musulman

de l'action démocratique, ont du

être arrêtées vers midi, la police serbe ayant fermé des bureaux de

vote, alors que 60 % des électeurs avaient déjà voté. Mais le scrutin, prévu pour durer trois jours,

devait se poursuivre clandestine-

ment. Quelque 440 000 personnes,

dont deux tiera de musulmaos, habitent le Sandjak, à cheval sur

la Serbie et le Mooténégro. -

Vendredi matin, les musulmans

Alors que les combats se poursuivent en Croatie

Une trêve est intervenue à Dubrovnik

Une trêve est intervenue, vendredi 25 octobre, à Dubrovnik, mais les combats se poursuivaient au sud de Zagreb. Les musulmans du sud de la Serbie et du Monténégro ont commencé è voter sur leur autonomia melgré l'interdiction des autorités serbes.

Les armes s'étaient tues, samedi matin 26 octobre, à Dubrovnik, selon la radio croate de ce port ou cinquante mille personnes soot assiégées depuis plus de trois semaines. L'armée yougoslave et les forces croates avaient conclu, vendredi après-midi, um nouveau cessez-le-feu dans la région. Le commandement militaire a appelé les habitants souhaitant quitter la ville à se déclarer à l'antenne locale de la Croix-Rouge ou à la Mission des observateurs de la CEE avant dimanche midi.

L'armée yougoslave avait annonce, vendredi soir, la fin de ses opérations dans cette région en indiquant « avoir rempli ses objec-tifs », avec la « maîtrise des princi-paux points de résistance à Ivanice et Brgata, près de Dubac », à quelques kilomètres au snd de Dobrovnik. Elle acconce qu'elle attendra sur les positions acquises des décisions politiques et mili-taires, mais s'apprête à exiger « la reddition des unités paramilitaires et la remise de leurs armes ».

A Zagreb, de retour de La Haye, le président Franjo Indjmao a

dine ce qu'il exige pour les Serbes de Croatie.

Lord Carrington pensait qu'un accord sur la question des minori-tés faciliterait la discussion sur la future organisation constitution nelle du pays. Il en e été réduit à constater que « des objections » subsistaient et que les groupes de travail ellaient devoir remettre leur ouvrage sur le métier. « Ajour-ner la conférence serait pire », n fait valoir evec un certain fata-liame l'ancien acerctaire au

Lassitude slovène

Mais son obstination o'est pas du goît de la Slovénie qui, selon son ministre des affaires étran-gères, M. Dimitrij Rupel, trouve que « la cunférence commence à durer ». Lasse de participer à un processus qui ne la coocerne pas du point de vue institutionnel et qui ne l'intéresse que s'il aboutit à la création d'une zone de libre-échange evec les antres Républiques yougoslaves, la Slovénie indépendaote estime, seloo M. Rnpel, que les médiateurs européens font fausse route en voulant « imposer un modèle unique - l'association de Républiques indépendantes -alors que les væux sont variés. On ne pourra pas satisfaire tout le

'M. Rupel a, en outre, l'impres sioo que la présidence de la Conférence « écoutait la Serble plus que guiconque ». Les représentants slovenes ont demaodé la création d'un groupe de travail sur la « succession ». En d'autres termes, employés par un diplomate qui a le sens de la formule : « Il s'agit de passer devant le notaire afin de régler le partage des biens du défunt ».

Contrairement à l'habitude, aucune date o'a été fixée pour la tenue d'une nouvelle séance of nière. Lord Carrington a expliqué qu'il préférait attendre d'avoir ren-contre, lundi 28 octobre à New-York, le secrétaire général des Nations unies qui doit présenter. Nations times qui doit presenter, le même jour, son rapport sur la sitnatioo eo Yougoslavie au Conseil de sécurité – ainsi que la réunion, également lundi, mais à Bruxelles, des mioistres des affaires étrangères des Douze.

La Bulgarie venant d'établir des relations diplomatiques directes avec la Russie

Le ministère soviétique des affaires étrangères bat de l'aile

La Russie e lancé une offensive contre les structures de la diplomatie soviétique et reçu le soutien de la Bulgarie, premier Etat à établir des relations diplomatiques avec la Fédération de M. Eltsine.

MOSCOU de notre correspondant

L'événement o'e guère retenu l'attention, sauf celle de M. Gorbatchev, qui o'a paa do tout apprécié : la Bulgarie a étabb des relations diplomatiquea directes avec la Russie à l'occasion de la récente visite à Moscou du nouveau président bulgare, M. Jeliu Jelav. L'ex- « élève modèle » du eamp socialiste a donc donoé, ectte fois, le manvais exemple, puisque aucun autre pays étranger o'avait encore en cette endace. exception faite du cas très particu-

lier des pays baltes. Sofia peut espérer que ce geste de pionnier hi permettra d'entrer dans les bonnes grâces de la Russie, même si, dans l'immédiat, les retombées économiques en soot modestes ; la Bulgarie devrait obtenir un peu de pétrole russe (mais beaucoop moins qu'elle n'en souhaite) en échange de produits alimentaires.

Le prix a payer a été une réaction de mauvaise humeur de Mikhail Gorbatchev, dont l'emploi du temps s'est soudain trouvé trop chargé pour lui permettre de recevoir le président bulgare, qui pourtant venait pour la première lois à Moscou ès qualités.

Mais, bien plus que pour les Bulgares, apparemment fort satisfaits de l'accueil que leur a réservé Boris Eltsine, c'est pour le «centren, et tout particulièrement pour la diplomatie « soviétique », que l'incident paraît de manvais augure. Une semaine après que le président rosse ent donné uo vigoureux coup de semonce en oubliant de mentionner le ministère des affaires étrangères (le " MID » eo rosse) dana le très courte liste des ministères «centraux» auxquels la Russie reconnaiasait eneore uce utilité (le CHRISTIAN CHARTIER | Mande du 19 octobre), M. Andrei Kozyrev, le ministre russe des affaires étrangères, est revenu à la façon moins brutale que aon patron, mais plus explicite: « Le ministère des affaires étrangères de l'URSS dans sa forme actuelle ne répond ni aux intérêts de la Fédération de Russie ni à ceux des autres Républiques, et ne sert pas nnn plus la constitution d'une

Petite méchanceté

M. Kozyrev, qui, il y a une dizaine de jours encore, pa pourtant s'accommoder d'un partage des tâches entre son propre ministère et le « MID » de l'Uoion, enviaage désormais un «MID» soviétique réduit à la portion congrue, un « département de pulitique étrangère » qui « ne devroit conserver qu'un rôle de coordinotion et de consultotian dans le cudre d'une réduction sensible de l'appareil ». Dans la foulée, le mioistre russe annooce uoe diminotion des effectifs des ambassades d'URSS et ajoute une petite méchanceté: « Nous n'allons pas seulement le faire pour des raisons économiques. Notre principe est que les ambassades devraient être dirigées par des diplomates, pas par les services secrets...»

Bref, les fonctionoaires du kMID», dans leur grand immeuble de style stalinien flamboyant désormais passablement décrépi ont toutes les raisons d'être moroses et de lever les yeux an ciel qoand on les interroge sur l'avenir de leur ministère. Que le ministre soviétique Boris Pankine parcoure le monde, que les dirigeants occidentaux fassent mine de le prendre très au sérieux ne sau-rait faire illusion pour personne. « Le sol se dérobe sous ses pas », pour reprendre l'expression otilisée par un haut sonctionnaire américain à propos de M. Gorbatchev lui-même. Et l'offensive déclenchée par la Russie contre le «MID» contribne, à son tour, à affaiblir la position du président soviétique à la velile de sa reocontre avec M. Bush à Madrid.

JAN KRAUZE

TURQUIE : après la mort de dix-sept soldats dans des attaques de postes-frontières

L'armée reprend ses raids contre les séparatistes kurdes

de notre correspondante

La mort de dix-sept aoldats tures, tues, jeudi 24 octobre, par les combettants séperatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lors d'attaques contre trois postes-frontières près de Cukurca (provioce de Hakkari), e incité l'armée turque à effectuer une nouvelle incursion en territoire irakien, la troisième en trois mois, pour détruire les camps des mili-tants kurdes dn PKK.

Seion le porte-parole du gouver-nement, M= Imren Aykut, quatre cents à cinq cents combattants du PKK ont participé nux attaques, parmi les plus meurtrières qu'ait connues le sud-est de la Turquie depuis le début du conflit armé entre séparatistes kurdes et forces armées turques, en 1984. L'intervention des forces armées, conduite avec des troupes terres-tres et le support aérien de chasseurs F-104 et d'hélicoptères, a

GRECE: violences à Athènes.

— Deux jeunes ont été blessés et vingt-cinq autres arrêtés par les. brigadea anti-émentes qui oot prigadea anti-ementes qui obt princité, vendredi matin 25 octo-bre, dans l'Ecole polytechne d'Athènes pour y déloger une qua-rantaine d'occupants, responsables du sacrage de nombreuses salies et d'un incendie qui a ravagé les locaux du rectorat. Jendi soir, à l'issue d'une manifestation de trois mille collégicos, qui protesteot, depuis denz semaines, contre le ement des examens dans les collèges, quelque deux cents « morginaux », seion la police, ont commencé à provoquer des incidents, aveot qu'un groope de

D'autres événements saogients D'autres événements saogients avaient seconé la région dès mer-eredi. Cinq entres soldeta, au moins, ont tronvé la mort dans une embuscade près de Silopi. Le même soir, un train express a été iotercepte par une vingtaice de militants du PKK près de Mus. Un bomme n été tué ct trois autres blessés lorsque les combat-tants kurdes ont ouvert le feu à l'nrme automatique après avoir

«sermonne» les passagers.

Avec cette nouvelle escalade de la violence disparaissent les espoirs de voir le prochain gouver-oement: adopter une politique de eompromis à l'égard des douze millions de Kurdes de Turquie. Le président Dzal avait récemment tendu une main hésitante nux Kurdes en suggérant la possibilité L'élection au Parlement,

dimenebe 20 octobre, de vingtdeux nationalistes kurdes du Parti populiste social-démocrate aurait

l'école en lançant des pierres et des cocktails Molotov en direction des policiers, qui ont répondu en utilisant des gaz lacrymogènes. -(AFP.)

I IRLANDE DU NORD : ED catholique tré. - Un catholique, Sean Anderson, âgé de trente-deux ens, a été tué, vendredi soir 25 octobre, par un tireur embusqué, sur une route déserte près du village de Pomeroy, à 64 km à l'ouest de Belfast, en Irlande du Nord. Des voisins de la victime attribuent ce nonveau meurire sectaire aux loyalistes protestants de la province britanoique. C'est le sixième catholique abattu en deux semaines en Irlande du Nord. -

cauaé de lourdes pertes anx pu permettre un réchaussement des rebelles, e déclaré M= Aykut. pu permettre un réchaussement des nautés, avec, notamment, une participation possible des députés knrdes à un gonvernement de coalition. Mais les récents combats risquent de renforcer l'opinion de M. Demirel (dirigeant du Parti de le joste voie) et des militaires, favorables à une attitude inflexible, et done à une dure repression des séparatistes.

La Pologne et son église

Suite de la première page

Pourtant, comme l'Eglise polo-naise semble bien peu sure d'elle! Comme si, eprès le combat elair et sans ambiguité contre le communisme, elle paraissait mal armée pour lutter contre ses nouveaux ennemis, beaucoup plus respectables, à savoir les partisans d'un Etat démocratique et laïque. D'autant plus que ces derniers sont souvent des eatholiques pratiquants et ont été de tous les combats contre la dictature.

Le vœu le plus cher de l'Eglise aurait été de porter sur les fonts baptismaux uo « grand » parti

NICOLE POPE démocrate-chrétien du type de la L'Autriche est-elle antisémite?

Les vieux démons sont-is toujours vivaces en Autriche? Une marche silencieuse contre l'anti-sémitisme a réuni amviron huit mile personnes à Vienne, jeudi 24 octobre, le jour même où un sondage indiquait qua la quasi-absence de juifs dans le pays n'empêche pas l'entisémitisme de continuer à sévir en Autriche. Le président Kurt Waldheim, le chanceller socialiste Franz Vranitzky et le vice-chencelier consarvateur Erhard Busak avaient apporté leur soutien à la manifestation, organisée notam-ment par l'association des étu-diants autrichiens à la suite de la récente profanation d'un grand nombra de tombea dans un cimetière juif de la capitale autrichienna lie Monde du 14 octobre). Toutefois, ni la président ni e chanceller n'étaient présents. Selon le sondage, réalisé par l'institut Gallup auprès de deux mille Autrichiens de plus de que-torze ans, entre 20 et 30 % des rents » - (AFP, Reuter)

attitude négative face aux juifs»; 31 % des Autrichiens na voudraient pas cavoir un juif en tent que voisin»; 20 % pensent que les emploie de responsabilité devraient être interdits aux juifs; 13 % estiment qu'un propriétaire ou loueur d'un eppartement devrait cavoir le droit de refuser un locataire juif »; 50 % estiment que «les juifs sont eux-mêmes responsables de leur persécution dans le passé » et 20 % souhaiteralent «ne pas avoir de juifs dans le paysa .

Néammoins, M. Simon Wiesenthal, le célèbre chasseur de Nazis a affirme qu'il n'a « plus l'impression de vivre aujourd'hui en Autriche dans un pays antieemita . M. Wlasenthal juge « qu'aujourd'hui, les jeunes gens, qui ont entre 18 et 30 ans, sont totalement différents de leurs CDU allemande ou de le DC italienne. Mais cet espoir n'a pu se réaliser en raison notamment de la dispersion des forces politiques polonaises, même de celles se

réclamant ouvertement de l'Eglise. La hiérarchie cetbolique s'est inquiétée de la progression dans les sondages de l'Union démocratique, le parti de Tadeusz Mazo-wiecski, qui constitue pour l'Eglise le vrai «danger laïque», en dépit de la fin déclarée de l'ancien pre-

Elle a'est inquiétée aussi de la popularité – ootamment chez les jeunes – de l'estuel premier minis-tre Jan Krzysztof Bieleeki, qui s'est pronoccé pour la séparation de l'Église et de l'Etat. Cela a obligé l'Église à intervenir de plus en plus directement dans la cam-

Après s'être contentés de demander aux Polonais d'accom-plir leur devoir électorel, les évêques ont précisé ensuite qu'il fallait éliminer les partis favorables à la liberté de l'avortement en fait, essentiellement, les anciens communistes. Ils ont fait ensuite savoir officiellement que seules les formations «se déclarant ouvertement paur le droit à la vie » devaient recueillir les voix des

> «Un juif doit voter pour un juif»

Pour que les choses soient encore plus claires, pour que Dieu reconnaisse définitivement les siens, l'Eglise a fait circuler, sous le monteau cette fois, une liste des cinq ou six partis recommanda-bles. Parmi cux, l'Alliance du centre - parrainée ioitialement par le président Lech Walesa - et l'Action catholique, une nouvelle formation onverlement intégriste, dont le slogan est « Famille, nation, Etat ..

Pour Wiodzimierz Dobrowolski, trente et uo ans, un des responsa-

bles de ce parti, « le communisme a rejeté la famille et la gauche a rejeté lo nation ». Il evouc que Mgr Jozef Michalic, l'évêque de Gorzow, a toute la sympathie de son mouvement, qu'il est difficile « de ne pas admirer le courage de ses opinions », qu'en plus, «il a passe de longs sejours au Vatican» et qu'il o'y a done rien à redire eux récentes déclarations de l'évêque.

Le 29 septembre, celui-ci avait

tont simplement affirmé : « Je le

dis souvent et je le répèterai tou-

jnurs : un catholique doit voter paur un cothalique, un chrétien paur un chrétien, un musulman pour un musulman, un juif pour un juif, un communiste pour un communiste, un maçon pour un maçon.» Le porte-parole de l'épiscopat, l'abbé Brunra, qui rappelle aussi que l'évêque Michalie « est très intelligent et o un grand avenir ». 6

quelques difficultés, malgré tout, à justifier eette profession de foi bien peu œeuménique. Mais on sent qu'an fond de lui-même, cette déclaration ne l'a pas vraiment choqué.

Une des inconnues du scrutin de dimanche était donc de savoir quelle serait la portée réelle de cette offensive de l'Eglise, notamment dans les campagnes, où les curés jouent traditionnellement un grand rôle.

Si eette offensive devait schouer, e'est-à-dire ai les partis se réclamant ouvertement de l'Eglise réalisaient des scores peu glorieux et si, co revanche, l'ennemi aujourd'hui déclaré de la hiérarchie - à savoir l'Union démocratique - confirmait la bonne position qu'elle a eu dans les sondages, alors les élections du 27 octobre pourraient marquer une date importante dans l'histoire de la Pologne. Elles pourraient, en effet, contribuer à la recomposition d'un paysage politique tout à la fois débarrassé du spectre du communisme et allégé de l'emprise de

JOSÉ-ALAIN FRALON



47.

Same to

%c, . : = ±

.

 $L_{k,j}(\underline{x},\underline{y},\underline{y}) = (1,2,2,3)$

Le gouvernement israélien a présenté, vendredi 25 octobre, la composition de sa délégation à la conférence da paix de Madrid. La plupart des membres de cette mission sont considérés comme des «durs». Cependant, au cours d'une conférence de presse, le président George Bush a parlé de « patience » et da « compréhension » mais a soigneuse ment évité les questions trop pressantes sur les chances de succès de la conférence. Il a notamment refusé de répondre à un journaliste qui lui demandait comment il serait possible d'espérer un déblocage de la situation quand laraël fait savoir qu'il refuse de rendre des territoires en échange de la paix, principe de base da la politique américaine au Proche-Orient, «Je ne repondrai pas à cette question, a-t-il dit. S'il y a une chose que je refuse de faire c'est de compliquer malencontreusement le processus. » M. Bush a souligné qu'il n'avait nullement l'intention de tenter d'imposer una solution aux participants. Par ailleurs, M. Yasser Arafat a affirme vendredi qu'il accepterait tout ce que les délégues palestiniens à la conférence accepteraient, parce que « chaque Palestinien représente l'OLP ». Le président de l'organisation palestinienne a reconnu que la conférence ne serait « pas facile » et qu'il faudrait encore « plus d'efforts pour aboutir à une paix réelle ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

l'aı

par der affe ma per lor M. 3,4 pro d'E fut

rete

Comme prévu, le ton continue de monter en Israel avant la conférence de paix à Madrid, Le gouvernement de Jérusalem a demandé, vendredi 25 octobre, à Washington de retirer l'accrédita-tinn d'un membre de la délégation palestinienne à Madrid, M. Saeb Erakat, qui avait proelamé la veille sur une chaîne de télévision américaine son appartenance virtuelle à l'OLP.

Les autorités israéliennes ont répété à l'envi qu'elles ne oégocieraient pas avec «l'organisation ter-roriste» de M. Yasser Arafat. M. Itzhak Shamir, le premier ministre, l'a d'ailleurs répété dans un entretien la veille avec le New York Times. Toutefois, il a déclaré vendredi soir à la télévision : « Je ne vais pas 6 lo conférence pour la faire exploser, mais pour y présen-ter les positions israéliennes.»

Faisant connaître la composition de la délégation qui l'accompagnera dans la capitale espagnole, le chef du gouvernement a confirme que c'est lui, et persoone d'autre, qui conduira les négociations.

Les treize conseillers israéliens

Outre le premier ministre Itzhak Shamir, la délégation israélienne comportera treize membres, dont voici la liste:

- M. Yossi Ben Aharon, cinquante-neuf ans, secrétaire général de la présidence du Conseil et principal conseiller de M. Shamir. Il devrait être chargé des négocia-tions bilatérales avec la Syrie. Certains le considérent comme encore plus «dur» que M. Shamir.

- M. Elyakim Rubinstein, quaraote-quatre ans, secrétaire du cabinet et proche collaborateur de M. Shamir. Il devrait être chargé des négociations avec la délégation jordann-palestinienne. Il était membre de la délégation israélienne aux négociations de paix

avec l'Egypte.
- M. Benyamin Netanyahu, quaranto-deux ans, vice-ministre des affaires étrangères et ancieo ambassadeur à Washington. Il est député à la Knesset saus l'éti-

- M. Uzi Landau, quarante-huit ans, député du Likoud et partisan de la colonisation des territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza. It semble avair été choisi en tant que représentant des 100 000 coluns des territaires

- M. Eliahu ben Elissar, einquante-neuf ans, député du Likoud. Il a été le premier ambas-sadeur d'Israël en Egypte après la signature du traité de paix en 1978. Président de la commission aux affaires étrangères et à la

défense de la Knesset. - Mr Sarah Doron, soixanteneuf ans, présidente du graupe parlementaire du Likoud à la

- M. Joseph Hadass, soixantetrois ans, directeur général du ministère des affaires étrangères. - M. Zahnan Shoval, soixante et un ans, ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis.

- M. Shlomo Ben Ami, ambass deur d'Israël en Espagne. M. Eyian Bentsur, einquante-trois ans, directeur général adjoint du ministère des affaires étrangères, charge du département

Amerique du Nord. - M. Salai Meridor, trente-six ans, conseiller du ministre de la

défense, M. Moshe Arens - M. Yekutiel Mor, quaranteeioq ans, général de brigade, membre de l'état-major du ministère de

- M. A.sad Assad, conseiller

M. Shamir a d'ailleurs rejeté la proposition d'un membre de l'entourage du ministre des affaires étrangères, qui lui suggérait de prononcer le discours d'ouverture, puis de laisser la place à M. David Lévy, cela afin de sortir de la «mini-crise» qui a agité le gouver-nement et la classe politique israélienne dans son ensemble.

S'estimant «humilié» par l'élimination de la délégation des hommes de san ministère. M. Lévy avait snit savoir mercredi soir qu'il ne se rendrait pas à Madrid, Samedi matio, il refusait toujours d'accompagner M. Shamir en Espagne, mais une dernière entrevue entre les deux bommes ayant été arrangée pour dimanche matin, ayant le conseil des ministres, un chaogement de dernière minute n'était pas à

Les treize conseillers choisis par M. Shamir ont été recrutés, pour l'essentiel, dans les rangs les plus «durs» de son parti, le Likoud, et parmi les hauts fonctionnaires les moins suspects de libéralisme à l'égard de la question arabe. Pour faire bon poids, des sièges de délé-gué ont été offerts, d'une part, à un représentant des colons juis de Clsjordanie et de Gaza, d'autre part, à un membre de l'opposition

Le premier, M. Yisraël Harel, a décliné l'invitation, jugeant, à la suite d'un éditorialiste de *Haaretz* le matin même, que la conférence était une sorte « de viol collectif à

l'envers », l'administration américaine ayaot plus ou moins contraint et les Arabes et les juiss se retrouver pour négoeier, « alors que ni les uns ni les autres n'en ont vraiment le désir ». Le second, le général de réserve BenElizaer, vice-président travail-liste de la commission parlemen-taire des affaires étrangères et de la défense, a été évincé par le cabioet du premier ministre, après que le Parti travailliste ent fait savoir que ce représentant défen-drait à Madrid la position de sa formation et non celle de M. Sha-

Regain d'Intifada

Plusieurs élus du parti de M. Shimon Pérès se trouveront cependant dans la capitale espagnole mercredi prochain, à titre d'observateors privés. D'autres encore devaient participer samedi soir à Tel-Aviv à une grande manifestatioo de soutien au processus de paix, convoquée par le mouvement La paix maintenant. Les organisateurs, soutenus par la plupart des partis de ganche, espé-raient plusieurs dizaines de milliers de personnes, mais la mobili-sation des Israéliens, en faveur ou en défaveur du processus lance par les Américains, est apparue parti-culièrement difficile ces dernières

Querelles inter-israéliennes d'un côté, déchirements inter-palestiniens de l'autre. Des affrontements violents ont eu lieu ces derniers jours dans les territoires occupés, entre partisans et adversaires de la conférence. On a pu noter, entre autres, que l'appel à la grève géné-rale lance pour le 24 octobre par le mouvement islamiste Hamas et ses alliés avait été assez largement suivi uo peu partout dans les régions palestiniennes, sans qu'on sache très bien le rôle joué dans cette affaire par les techniques habituelles d'intimidation et de violence. Eo tout cas, les délégués palesticiens ont pris veodredl matin à Jérusalem l'autobus pour Amman et la cérémooie des adieux s'est déroulée dans un certaio climat d'émotlon. Quelques larmes, des poings levés, et deux ou trois «V» de la victoire sur cipe interdit par les autorités.

En fin d'après-midi, à son arrivée à Ammao, Mas Hanane Ashraoui, porte-parole de la délégatioo palestinienne en route pour Madrid, a déclaré qu'à son avis l'Intifada allait s'intensifier dans les jours qui viennent, de manière, a-t-elle laissé entendre, à renforcer la légitimité de la délégation. Elle a ajouté que les négociateurs pales-tiniens abordaient le processus de paix avee on eruel handieap, « puisque notre peuple est retenu en otoge par un occupont ». Dans heure qui a suivi cette déclaration, un ministre d'extrême droite du gouvernement israelien, M. Rehavam Zeevi, a demande « l'arrestation immédiate » de M= Ashraoui à son retour.

PATRICE CLAUDE

« Israël doit tout rendre, » Le Likoud et son chef Itzhak Shamir proposent « la paix contre lo paix » à l'ennemi, qui exige « la terre», pour prix de cette même paix. Le désaccord est entier, la méfiance épaisse, et l'objet initial d'un éventuel marchandage, infime.

Pour Israël, le dialogue doit se nouer sans condition préalable et sans qu'on préjuge de l'épilogue; il faut laisser toutes ses chances à la négociation, qui sera souveraine. Ensuite, comme le disait David Lévy, ministre des affaires étrangères, « on fore travoilles se gères, « on fero trovoiller sa geres, « on jero trovotter su matière grise pour trouver une solution acceptable par tous». Pour les pays arabes – la Syrie en pre-mier lieu, – l'Etat juif doit rapide-ment s'engager à des concessions territoriales. Ces professions de foi maximales n'ont rien pour sur-preodre, avant d'aussi cruciales tractations.

La terre contre la paix? Itzhak Shamir appartient à uoe famille politique pour qui cet échange est o priori impensable. C'est affaire, à ses yeux, de sécurité et d'idéologie. Ayant posé en postulat la haine arabe envers Israel, il attend de l'enoemi la preuve du fond d'hymne palestinien, en prin-cipe interdit par les autorités.

Terre et paix

A quoi les Arabes répondent :

de l'isolement altier face à on monde hostile.

Sûr du « bon droit » de son pays et peu enclin aux révisions déchi-rantes, M. Shamir brandit la sécurité comme un argument massue qui, au nom de l'impérative « profondeur stratégique », conjure la vieille « peur géographique », exchut le retour an passé, le repli sur la « ligne verte » d'avant 1967, mais aussi banalise la conquête et légitime l'appétit territorial.

La vulnérabilité ressectie pendaot la guerre du Golfe, les. réjonissances des Palestioiens lors-que les Scud tombaient sur Tel-Aviv et la dépendance économique accrue à l'égard des Etats-Uois o'ont fait que renfercer ce souci de sécurité, ao seos étroit do terme. Le premier ministre oublie seulement que, la sécurité totale restant une illusioo, le cootrôle d'uo surcroît de territoire n'est qu'un élément parmi d'autres de ela sécurité politique» d'un Etat où entrent aussi ca jeu la solidité des institutions, la vigueor de l'économie, la cohésion nationale.

Pas de « nouveau Sadate »

Les soupçons du Likoud se la première fois depuis sa défaite, l'idée d'une négociation directe avec l'Etat juif honni, la Syrie a, certes, accompli un geste décisif. certes, accompli un geste décisif qu'Israel réclamait depuis toujours et auquel il se devait de donner et auquel il se devan de donner une suite favorable, saof a se renier sans vergogne. Pourtant, Hafez El Assad o'est pas un « non-veau Sadate», et Madrid ue sera pas Camp David. On chercherait en vain dans le

moode arabe les sigoea d'une volonté de réconciliation compara-ble à celle qui animait le président ble à celle qui animait le président égyptien assassiné. Si le dialogue s'engage à Madrid, imposé par l'Amérique, c'est sortoot parce qu'aueun des partenaires n'anra voulo déplaire à celle-ci, ni osé torpiller son initiative. Mais le chef de la diplomatie syrienne a refusé d'avance de serrer la main de n homologue israélien, et la propagande de Damas o'a en rien préparé l'opinion à une conversion des esprits. La paix des eœurs n'est pas pour demain.

La réprobation d'Israel reste vive et - pour prendre un seul exemple - le représentant de l'Ara-bie saoudite, fidèle à une visille babitnde, continne de quitter ostensiblement la saile lorsque le délégué juif monte à la tribune des Nations onies. L'état de guerre demeure le fondement juridique des relations entre Israel et ses des relations entre Israel et ses voisins, Egypte exceptée. Presque autant qu'hier, Israel est en quête de légitimité. Aux yeux du monde arabe – et pour reprendre une distinction sartrienne – ce pays existe mais n'est pase, faute de légitimité.

Une patiente conquête . .

Terre contre paix? Pareil com-promis contredirait surtout l'idéopromis contredirait suntout l'idéologie du « Grand Israël », chère
aux héritiers du «révisionnisme»
de Zeev Jabotinsky et Menahem
Begin. Dans la trilogie judalque
terre-peuple-Bible, le Likoud privilégie résolument la terre, fidèle à
une conception du sionisme exaltrée et maximaliste Il a comme tée et maximaliste. Il a comme axiome la primauté des droits éternels du penple juif « de lo Méditerranée au Josadain». Aux droits partiels et concrets à vivre sur la même terre qu'Israéliens et Palestiniens ont recu de leur bis-toire commune, le Likoud oppose un druit total – et imaginaire – nu bénéfice d'un seul des deux peu-

Il en deceste une «stratégie de MARCEL NIEDERGANG la pérentité e, au nom de laquelle,

à partir des collines au biblique, l'occupant «maille» le sol de localités juives, isole les villages arabes, fragmente la société palestinienne, cootrôle les ressources en eau, étend son emprise sur l'économie locale.

Déjà cent cinquante implanta tioos en Cisjordaoie, uoe quinzaine à Gaza... Peu importe, des lors, si la majorité des quelque cent mille résidents juifs y sont indifférents à l'idéologie ambiante, si ces jeunes couples en quête d'air pur et d'un appartement bon marché se comportent plus en banlieusards qu'en colons. Ce qui compte aux yeux du pouvoir, c'est l'approche do point de non-retour, audelà duquel tout compromis territorial deviendra impossible, tout

projet d'autonomie vide de sens. L'irreversibilité de cette conquête patiente et minutieuse compromettrait la recherche d'un règlement équitable du problème palestinien et, du même coup, les chances d'une paix véritable. C'est parce qu'elle a senti ce danger que l'administration Bush tient tant à un egel s des implantations. M. Shamir et ses amis rétorquent, avec un brin de cynisme, que la poorsnite des implantationa est favorable à la paix... puisqu'elle oblige les Arabes à négocier rapi-

dement ce qui peut l'être encore. Le Likoud justifie aussi le maintien de ce faux statu quo au non de ses principes. Quoi? « Geler» les implantations? Mais ce scrait admettre aujourd'hui qu'on avait tort hier. Bien plus: ce serait déjà - accepter l'idée d'un possible partage du « Grond Isroël », au nom d'une symétrie, toujours niée, entre deux oatiooalismes également légitimes; ce serait reconnaître la vraie oature du conflit israélo-palestinien : un ehoc eotre deux peuples aux droits

imprescriptibles. Eo atteodant, le Likoud s'est bieo gardé d'aonexer de jure la Cisjordanie et Gaza. D'abord parce que les accords de Camp David interdisent qu'on touche au statut « provisoire » des territoires Mais, surtout, pour ne pas créer dans les frontières de l'ancienne Palestine mandataire une entité binationale où la présence de plus de deox millioos de eitoyens Arabes meoacerait le caractère «juif» de l'Etat. Quant aux principes, M. Begin avait naguere tranché: «On n'annexe pas son propre pays ! »

L'«après-Madrid» durera - s'il dure - plusieurs années. Maître d'œuvre de la négociation, le gouvernement américain détient, à terme, la cié de son succès. Pour un président des Etats-Unis, disait Jimmy Carter, le Proche-Orient est un « job à plein temps ». Beaucoup dépendra donc de la patience de l'Amérique et de son obstination.

L'inéluctable relève, an sein du Likoud, pourrait infléchir sa politique vers plus de pragmatisme. En tant que projet de peuplement, le sionisme s'était fixé deux objec-tifs : installer en Israël une majorité juive; y faire venir la majorité des Juis. Le premier objectif fut atteint, ie second reste une chimère. 11 n'empêche : l'intégration du million de inifs soviétiques arrivés - ou attendus - en Israe sollicite toutes les énergies du pays et exige beaucoup d'argent... américain. Si les Etats-Unis maintiennent leur pression, la droite israélienne, une fois rajeunie, devra un jour choisir entre les territoires et. les dollars de l'Oncle Sam.

D'ici là, ltzhak Shamir pourrait préparer, s'il le voulait, la tâche de ses successeurs. Car sans lui la négociation ne peut commeacer, mais avec lui elle ne peut aboutir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

AMÉRIQUES

COLOMBIE : alors que le pays subit un regain de violence

La campagne électorale s'est achevée dans le désenchantement

Salze milliona d'álecteura étaient invités à désignar, dimanche 27 octobre, les cent sobiante et un députés et les cent deux sénateurs du nouveau parlement colombien. Le précédent, élu en mars 1990, a été dissous par l'Assemblée constituante, qui a siégé de février å juillet 1991.

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Scepticisme, désenehantement, confusion: l'ambiance n'était pas précisément à l'enthousiasme à la veille des élections. C'est l'apathie qui l'emporte dans la population, lassée sans doute par la multiplica-tion des consultations – quatre pour la senle année 1990 – et peu séduite par une campagne sans vrais débats sur les questions essentielles : les conséquences de la politique éconnmique néo-libérale du gouvernement, la montée du chômage, la hausse spectaculaire de la délinquance, le trafic de drogue toujours aussi vivace avec son cortège de corruption, et les lenteurs de la pacification.

La violence politique, qui a fait plus de vingt morts ces derniers jours, connaît un regain de vigueur. Accrochages entre militaires et guérillerns, attentats, enlèvements et règlements de comptes saoglants sont le pain quotidien. «A Medellin et dans le département d'Antioquio, dit un général, il y aura encore plus d'homicides en 1991 que l'année dernière ». Le gouvernement a décidé de reprendre, tout de suite special de M. Shami; pour les après les élections, le dialogue de alfaires druzes. - [Reuter.]

les mouvements rebelles de la Coordioation Simon-Bolivar. Ceux-ci rédigent des déclarations de bonnes intentions mais ne contrôlent manifestement pas les multiples bandes armées devenues autocomes, tout en se réclamant de l'idéologie de la

Les électeurs, qui doivent aussi choisir, pour la première fois au scrutin direct, les vingt-sept gouverneurs du pays, n'ont que l'embarras du choix devant un trop-plein de candidats. Deux mille aspirants à un siège de député, quatre-vingt-neuf listes libérales, cinquante-deux du Parti conservateur orthodoxe et 45 de l'Alliance démocratique M-19 (ex-guérilla légalisée en 1990) pour le Sénat! Meetings et fanfares n'ont certes pas manqué. Mais les banderoles, innombrables, donnent aux meitales de versières de albumé de capitales de province des allures de fête foraine désertée. Les candidats, sans distinction de couleur politi-que, se sont tans réelames da « changement » et ont promis une « nouvelle Colombie », dans la ligne de la Constituante, dont les travaux avaient secoué l'opinion avec ses perspectives de bouleversement du jeu politique traditionnel. Apparemnt, la ferveur est retombée et les experts procostiquent un taux estention record.

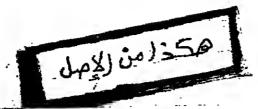
Confusion et divisions

D'autres arguments militent en favent de l'abstention. D'abord, un système électrial compliqué, surtout pour les paysans : les photos et les numéros des candidats de toutes les listes concurrentes figurent sur le même bulietin de vote géant, le tar-jeton. Ensuite, le panachage presque général. Des personnalités libérales ou conservatrices très connues se

retrouvent sur des listes du M. 19 de M. Aztonio Navarro no du Mouvement de salut oational (MSN) de M. Gomez Hurtado, conservateur dissident. De «ieunes loups» font, certes, leur apparition à gauche comme à droite, en parti-culier dans la Nouvelle force démocratique (NFS) dirigée avec brio par M. Andres Pastrana, ancien maire de Bogota et fils de l'ex-président conservateur Misael Pastrana. Mais l'impression globale est que les caci-ques et les vieux politiciens sont

revenus en force. Le parti libéral au pouvoir se présente en ordre dispersé bien que l'ancien président Lopez Michelsen ait mené une campagne énergique en faveur de l'unité et du regroupe-ment postélectoral de tous les élus libéraux, pour reconquérir une majorité au moins relative dans le nouveau Congrès. Mais c'est le président Gaviria, dont la cote de propularité et apparent de la cote de propularité et apparent et le le constant de la cote de propularité et apparent et le le constant de la cote de propularité et apparent et le constant de la cote de propularité et apparent et le cote de la cote de l popularité est encore très élevée, qui reste le vrai joker d'une forma-tion qui hésite à s'engager carrément sur la voie de la modernisa

«En fait, commente le sociologue Fabio Sandoval, les vieux partis sont morts et les nouveaux sont encore en gestation». L'ancien président ibéral Carlos Lleras Restrepo, nota-bie respecté, est plus sévere. « Je suis atterré, dit-il, je n'ai jamais vu une telle confusion». Et M. Carlos Lemos, libéral lui aussi et ancien mioistre du gouvernement Barco, estime que le « grand problème du pays est éthique et non pas politi-que». Un sondage récent semble lui donner raison. Plus de 90 % des Colombiens n'accordent aucune credibilité aux « politiciens » toutes tendances confondues...



Le Monde e Dimanche 27 - Lundi 28 octobre 1991

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

TÊTE-A-TÊTE.



La France et la Belgique ont décidé, vendredl 25 octobre, le départ de leurs troupes stationnées eu Zeire depuis les émeutes de fin septembre (nos dernières éditions du 26 octobrel. « Notre action de coopération est interrompue» et «donc l'ensemble des coopérants civils et militaires quittent le Zaîre», e déclare la porta-parole du ministère françeis des effairee atrangères, en juatifiant cette décision par «l'absence d'évolution a politique.

Les ressortissants étrangers restés au Zaïre après les émeutes et pillages des 23 et 24 septembre ont recu ordre, vendredi 25 octo-bre, de quitter immédiatement le pays, où l'on craint de plus en plus une généralisation des vio-

Pour la cinquième journée consécutive, la ville minière de Lubumbashi, dans le Shaba, a été snumise à des pillages. Des émeutes ont éclaté dans la région

du bas Zaire, qui entoure Kin-shasa. Selon des sources diplomatiques, des soldats ont participé à des pillages à Moanda, Lukala, Inkisi, Boma et Mbanza-Ngungu. A Moanda, port sur l'Atlantique, des émeutiers unt mis le feu à des installationa de la enmpagnie pétrolière Zairep, d'après une source contactée par téléphone. A Kinsbasa, où des manifestations nnt fait au moins eing blesses jeudi, les domiciles de trois responsables de l'opposition ont été

attaqués. Le plus important groupe d'op-position zaïrois a réclamé l'envoi d'une force internationale de maintien de la paix pour protéger la population après le départ des troupes françaises et belges. « Ces gouvernements [français et belge] devraient mettre sur pied une force d'intervention internationole au Zaire, en mesure d'assurer lo pro-tection de la population sans dis-tinction », a déclaré l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) dans un communiqué mation de l'Union sacrée - la

est dirigée par M. Etienne Tahise kedi, que le président Mobutu a limogé, lundi, de son poste de pre-mier ministre, au profit de M. Mungul Diaka. L'Union sacrée a décidé d'ex-

clure de ses rangs le nouveau pre-mier ministre et son parti, le Ras-semblement démocratique pour la République (RDR). Le mouvement a également appelé à une grève générale. Son président a, par ail-leurs, salué «l'arrivée des journo-listes de l'Office zaïrois de radio-té-lévision (OZRT) dans la grande famille du changements. Le per-sonnel de l'OZRT a en effet décidé, lors d'une assemblée géné-rale, de «libèrer l'information».

Les ambassadeurs de la CEE à Kinshasa ont remis au président Mobutu un message scion lequel « In CEE et ses Etots membres considèrent que la mise en place d'un gouvernement qui ne corres-pondrait pas aux critères de consensus et de démocratisotion de la définis dans sa note du 21 octobre entraînerait de graves conséquences sur les plans diplomatiques, politiques et économiques».

coalition d'opposition, - l'UDPS Avant de « lâcher » le président Mobutu

La Belgique, les Etats-Unis et la France se sont concertés

BRUXELLES

de notre correspondant

L'époque où la Belgique soupconnait la France de jouer son propre jeu au Zaire pour prendre la place de l'ancienne puissance coloniale dans ce pays est révolue. Les décisions d'évacuation annoncées, vendredi 25 octobre, par Paris et Bruxelles avaient été pré-cédées, la veille, dans la capitale belge, d'une réunion tripartite entre M. Mark Eyskens, ministre belge des affaires étrangères, le sous-directeur pour l'Afrique au Quai d'Orsay et un haut fonction-naire de l'adornistration amériattitude commune et d'évaluer ses

Les Belges poussaient beaucoup à l'accélération d'un processus de retrait, e'est-à-dire au «lâchage» eomplet de M. Mobutu. Ils n'avaient pas à prendre, comme l'ont fait les Français, la décision d'arrêter la coopération avec le Zaīre, puisque celle ei avait été suspendue après le massacre des étudiants de Lubumbashi, en 1990. En revanche, ils devaient se

o L'Ethiopie demande le soutien de la France. - La première délé-

gation ministérielle éthiopienne à

venir en France depuis la chute du président Mengistu en mai dernier a demandé, vendredi 25 octobre.

le soutien « politique et économi-que » de Paris. Elle a rencontré plusieurs membres du gouverne-

ment ainsi que des responsables industriels et a également transmis

à M. Mitterrand un message du

o MAROC : vinleats affronte-

ments entre étudiants. - A Fès, sur

le campus universitaire, onze étu-diants ont été grièvement blessés,

vendredi 25 octobre, lors de heurts

entre partisans de différentes ten-

dances, luttant pour le contrôle de

l'Union nationale des étudiants

marocains. Selon l'agence maro-caine MAP, la police e rétabli l'or-

dre et arrêté plusieurs personnes.

Il y a trois semaines, des incidents similaires avaient éclaté à Oujda.

O MALI: plainte des enfants de l'ancies président pour détentinu arbitraire. — Les cinq enfants et le

petit-fils de l'ex-président Moussa Traoré unt porté plainte pour leur « détention orbitraire dons un

camp militaire» depuis le 26 mars 1991, a indiqué, vendredi 25 octo-

bre, le journal malien indépendant

les Echos. Selon le quotidien offi-

ciel l'Essor, ils « pourraient très

prochainement retrouver leur liberté de mouvement » . - (AFP.)

o NIGÉRIA: huit condamnations

à mort. - L'Organisation des liber-

tés eiviques, organisme nigérien

des droits de l'homme, a annoncé,

rendredi 25 oetobre, huit nou-

celles condamnations à mort, pro-

noncées par le tribunal militaire

qui jugeait des personnes accusées d'avoir participé à la tentative de coup d'Etat d'avril 1990 (le Monde

du 26 octobre). Selon cette organi-

sation, certeins condamnés

auraient déjà été exécutés. - (Ren-

- (AFP, Reuter.)

président Meles Zenawi.

décider au sujet du sort de leurs trois mille compatriotes restés an Zaïre - principalement à Kinshasa et dans le sud du pays - sur un total de quelque dix mille lors de l'envoi, fin septembre, d'un contingent qui s'élève maintenant à huit cents parachutistes. Les militaires étaient les premiers à réclemer l'évacuation totele, en raison des difficultés de leur mis-

> Nouvelle démarche diplomatique

En pleine campagne électorale, face à la pression d'une partie des formetions politiques flamandes qui n'ont jamais aimé le régime du maréchal-président, le gouvernement beige ne veut surtout pas de la mort d'un soldat ou d'un civil qui serait immédiatement exploitée par ses adversaires. A l'issue d'un conseil de cabinet restreint, vendredi, le premier minis-tre a été fort clair. Il « insiste vivement » pour que tout le monde parte « dans les plus brefs délais » sous « la protection ultime » des parachutistes. On estime cepen-dant à Bruxelles que de nombreux

religieux ne tiendront pas compte de cette invite. Des missinnnaires ont déjà exprimé leur «stupéfactions devant la politique du pre-mier ministre. Pour sa part, l'émissaire américain ne pouvait dooner qu'un avis, son peys n'ayant pas de nombreux ressortis-sants à protéger. Mais il avait son mot à dire, dans la mesure où les Etats-Unis pourraient être sollici-tés en matière de transport aérien. Le gouvernement de M. Martens tenait, en outre, à ce qu'une décision lourde de conséquences pour un pays qui e eu tant d'intérêts au Zaire ne soit pas prise après un seul tête à tête avec Paris.

Les Américains, qui voient peut-être au-delà du Zaire et redoutent probablement les conséquences de la disparition de M. Mobutu sur la situation en Angola, ont obtenu qu'une dernière chance soit don-née au dictateur : les ambassadeurs des Etats-Unis, de la France et de la Belgique feront très rapi-dement une nouvelle démarche en vue d'obtenir la mise en route d'un véritable processus démocra-tique, avec élections libres.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Paris était la dernière capitale à coopérer avec Kinshasa

cessé toute coopération evec Kinshese. La mêma année, pour cause de non-respect des droits de l'homme, Washington avait mis fin à son aide militaire. En revanche, Paris continueit d'aider l'ancien Congo beige : un budget de 100 millions de france était prèvu pour cette année. Mais l'ampleur du soutien français eveit néenmoins beeucoup

Depuis 1984, Paris a accordé au total, un milhard de francs à Kinshasa, au titre de l'aida civile Au ministère de la coopération on prend soin de préciser qu'à versements directs aux autorités zatroises, maia d'asaiatanca à des projets. De 1986 à 1988, le montant de catta aasistance avait aucmenté, à la suite de . l'élaboration d'un programma d'ajustement structurel économique et financier avec les organismes internationaux da crédit. mais avait beissé depuis 1988-1989 quend ces organismes avaient jugé la cause zal-

roise désespérée. L'an passé, l'aide s'est élevée à 980 millions de francs, dont 596 millions de francs de remise de dettes - la France avait décidé eu aommet de Dakar, en 1989, d'annuter 995 millions de francs da la dette zatroise. En 1991, il était prévu d'allouer 100 millions de francs et la Caisse centrale de coopé-

En 1990, Bruxalles eveit ration économique deveit financer des projats pour 230 mitlions de francs. Une partie seulement de cas sommes a été

Près da quatre milla Français vivaiant au Zaīra avant laa émeutes at pillages des 23 at 24 aaptambra, il n'an raatait plus, ces demiers jours, que six cents, auxquels Paris a demandé de quitter le pays. Se trouvaient parmi aux cant-quatra-vingta coopérants, dont quaire-vingtdix relevant du ministère de la

Ce chiffre n'inclut pas les quatre-vingt-seize militaires français qui jouaient le rôla da conseillers Kinshasa et dans une école de blindés en provinca, dana la cadre d'un accord d'essistance et da cocoération techniqua lis France et le Zaire ne sont pas liés par un accord de défense). Quelques samaines event les troubles de la fin de septembre, c'était un Français qui commandait encore la trente et unième brigade, celle dont les soldats ont mis le feu aux poudres en se livrent, les premiers, aux pa-

L'essentiel des troupes francaises intervenues lors de ces émeutes, afin de protéger les ressortissants étrangers, a quitté le pays. Ne reste à Kinshess qu'une compagnie de parachutistes, soit cent cinquente hommes, qui devraient pertis des que les opérations d'évacuation seront terminées.

DIPLOMATIE

Au sommet de Madrid

MM. Gonzalez et Mitterrand soulignent leur approche commune des questions européennes

Felipe Gonzalez ont souligne une fois de plus, jeudi 25 octobre à Madrid, le convergence de leurs analyses sur les principaux événements internetioneux. Sur tous les sujets abordés. « nos pays sont sur des positions proches », e d'emblée souligne M. Gonzalez lors de le conférence de presse commune.

de notre correspondant :

Sur l'épineuse question du terrorisme basque que la presse espasion de la visite présidentielle, le chef du gonvernement espagnol s'est déclaré satisfait de la coopération avec la France, qui «a été constante depuis 1983 », même « s'il fout redoubler d'efforts ». M. Mitterrand s'est dit prêt à « intensifier autant qu'il le faudra les mesures de répression contre le terrorisme », « Lo Fronce, a-t-il ajouté, ne refuse rien à ce qui est

MM. François Mitterrand et conforme à le souveraineté natio-slipe Gonzalez ent souliené une conforme à le souveraineté natio-nale espagnole et française Nous sommes vraiment à la disposition pour faciliter le retour à la paix civile en Espagne.»

A propos de la conférence sur le Proche-Orient qui doit s'ouvrir le 30 octobre dans la capitale espagnole, aucun des deux dirigeants ne s'est risqué à faire le moindre pronnstie sur aes résultats. M. Gonzalez s'est refusé à indi-quer si les travaux allaient se poursuivre à Madrid au-delà de quelques jours. M. Mitterrand, pour sa part, a estimé on's être parvenu à un accord sur les procédures, c'est déjà un résultat remar-quable. Le fait que les adversaires en présence soient désormais face à face mais dans un dialogue, c'est un grand progrès», a-t-il conclu.

L'essentiel des ponrparlers a porté sur l'Europe et la réunion de Maastricht des 9 et 10 décembre au cours de laquelle une «unioo politique» poorrait être créée. «L'accord est total entre les deux parties, précise le communiqué commun, quant à la nécessité de développer une politique extérieure et de sécurité commune incluent, à

échéance fixe, l'objectif d'une défense européenne, élément substantiel d'une véritable union politique. » Les difficultés, à Maastricht, ne viendront pas de l'Espagne. M. Mitterrand a fait remarquer que de toute façoo il y avait « une infinité d'expressions diplomotiques » pour les résoudre.

Evoquant le prochain sommet de l'OTAN à Rome les 7 et 8 novembre, le chef de l'Etat a déclaré, sur un ton amusé : « La grande difficulté, c'est qu'il n'y a plus d'ennemis même s'il y o encore des armes. Je me demande s'il n'y en pas qui en cherchent désespérément. Cherche en nemis désespérément : ça vous roppelle quelque chose? » a lancé M. Mitterrand, en ajontant : « Plutot que d'avoir l'esprit chagrin, plutôt que de ne rencontrer que des diplomates éplorés car c'est difficile de faire la guerre tout seul. que l'on doit s'efforcer de batir des que nous faisons en Europe. » MICHEL BOLE-RICHARD

Un «cadeau politique» à Pékin

La CEE normalise ses relations avec la Chine

Les Douze ont décidé, plus de deux ans eprès la répression du «printemps de Pékin», de normaliser leurs relations avec la Chine, «Il est de notre intérêt que l'économie chinoise ne soit pas isolée», e déclare le viceprésident de le Commission, M. Frans Andriessen.

PEKIN

de notre correspondant Ils étaient trepte-deux pour for-mer la première haute délégation

se rendre à Pékin depuis ce qui est maintenant pudiquement évode 1989». A leur tête, M. Frans Andriessen (Pays-Bas), vice-président de la Commission.

But avoué de cette expédition : reprendre, maintenant que les pays de la CEE le font à titre bilatéral, les relations entre la CEE et la Chine en dépit, selon M. Andries-sen lui-même, dea « forts sentiments des opinions d'Europe's sur la question des prisonniers politi-ques ou du Tibet. Il s'est livré à plusieurs variations sur la nécessité de samener la Chine au sein de la communanté d'affaires mondiale, car « il est de notre intérêt que l'économie chinoise ne soit pas iso-

Ce nouveau «cadeau politique»,

selon le terme employé par des diplomates européens, est double-ment payant pour Pékin puisqu'à la gratification morale s'ajoute un constat de quasi-impuissance sur le problème de plus en plus pres-sant du déficit commercial européen avec la Chine. Il était, selon les chiffres européens, de 6,7 mil-liards de dollars en 1990, et devrait doubler cette année. Pékin lenr oppose-ses chiffres, qui feçaient apparaître un déficit chi-nois de 2,3 milliards.

Simple « inconsénient » de ces « stotistiques aux caractéristiques chinoises, elles omertent les exportations indirectes, via Hong-long, soit 7,2 milliards de dollars américains en 1990; Pour les Européens, la cause de ce déficit tion des importations chinoises de haute technologie et un renforce-ment croissant des barrières douanières incluant une prolifération de tracasseries administratives.

La définition chinoise des droits de l'homme

Autre épine dans le pied euro-péen, évoquée notamment avec le premier ministre M. Li Peng, les candidatures de la Chine et de Taiwan au GATT. L'économie continentale « n'est pas à propre-ment parler conforme aux critères du GATT», mais les Occidentaux ont besoin d'inclure la prospère île nationaliste dans le système. Pélan

rejoindre le GATT avant Taiwan, qui serait considérée, comme aujourd'bul Hongkong, comme « territoire douanier séparé ».

Cette dispendieuse ambassade européenne nura permis l'inaugu-ration d'un centre de bio-technologie à Pélcio dont le financement avait été bouclé avant la crise de 1989. Mais le Parlement européen semble peu disposé à rouvrir les crédits à la Chine en raison du problème des droits de l'bomme. En guise de contre-attaque, à un inoment où les Etats-unis s'effor-cent eux aussi de forcer les bar-cières douanières chinoises, le commission de l'ONU a appelé les netions industrialisées à ouvrir tations des pays en voie de déve-loppement au lieu de formuler « des propos superflus » sur leur

A Pekin, M. Li Lanqing, vice-ministre du commerce extérieur, a promis à M. Andriessen « non pas un document, mais plutôt un livre entier » sur la définition chinoise des droits de l'homme. Pour s'entendre tout de même rétorquer qu'il existait déjà sur ce sujet une déclaration universelle, à laquelle Pčkin a souscrit. Le dielogue de sourds n'est pas près de prendre

FRANCIS DERON

Manœuvres pour la succession de M. Perez de Cuellar

De nouveaux noms sont lancés pour faire échec aux candidats africains au poste de secrétaire général de l'ONU

Au cours des scrutins Informels pour le succession da M. Javier Perez de Cuellar, dont le mandat expire le 31 décembre, le vice-premier ministre égyptien, M. Boutros Ghali, et la ministre des finances du Zimbebwe, M. Bernerd Chidzero, ont obtenu checun nauf des quinze voix (1).

> **NEW-YORK** (Nations unies)

de notre correspondante

Depuis dix jours, la course s'intensifie à New-York, Vendredi 25 octobre, les quinze membres du Conseil de sécurité ont procédé à un second avote blanca, une orocédure qui a valeur indicative et ne les engage pas formellement, au cours de laquelle chacun vote pour autant de candidats qu'il le sou-

Lors d'une première consultation de ce genre mardi dernier, deux des six candidats africains, MM. Boutros Ghali et Chidzero, avaient obteno dix voix chacun. Quelques délégations occidentales, dont les Américains et les Britan-niques, ont alors introduit (appa-remment sans les consulter tous) cinq nouvesux « candidats » : le premier ministre norvégieo, Mª Gro Harlem Bruntland, le

dais, M. Hans Van Den Broek, ainsi que le prince Saddrudine Aga Kban, représentant spécial du secrétaire général pour les affaires humanitaires de la crise du Golfe.

Les représentants des pays non alignés au Conseil ont protesté contre ces nouvelles candidatures. M. Van Den Broek, ne savait apparemment pas que son nom avait été présenté. Quant à M. Mulroney, il a démenti être

Le président du Conseil de sécurité pour le mois d'octobre, l'am-bassadeur indien M. Gharekhan, a proposé une date limite pour l'in troduction de nouveaux candidats. Proposition « catégoriquement » refusée par la délégation américaine qui a encore présenté un autre candidat vendredi après-midi en la personne de M. Krzysztof Skubiszewski, ministre polonais des affaires étrangères.

candidats-surprises jusqu'à ce qu'elles réussissent à trouver un nom qui recueille un large soutien ». Cette tentative n'a pas eu

M. Brian Mulroney, le miniatre des affaires étrangères norvégien, M. Thorvald Stoltenberg, le ministre des affaires étrangères necriandaire Miller Ver Des Parallers des deux, arison pour l'instant de la détermination des non-alignés, soutenus par la France, en faveur d'un Africain. MM. Boutros Ghali et Chidzero, oot loutefois, tous les deux, zero, cot toutefois, tous les deux, perdu uce voix ac cours du deuxième tour du vote blanc, ven-

redi soir. Le futur élu doit recueillir neul dea quinze voix au Conseil de sécurité, mais les membres permanents de ce Conseil disposent chacun du droit de veto. Le candidat choisi par le Conseil de sécurité doit ensuite être étu par les cent soixante-six pays membres de l'Assemblée générale. Les consultations bilatérales se poursuivront lundi. AFSANÉ BASSIR-POUR

(1) Résultats des votes blancs: Neuf voix: M. Boutros Chali, Egypte M. Bernard Chidzero, Zimbabwe Sent vnix: M. Olusegun Obasanja,

Nigeria Six volx : M. Nguema Français M. Jaroes Janah, Sierra-Leone

M. James Jinah, Sierra-Lone
Cinq voix: prince Saddrudine Aga
Khan, Iran
M. Grian Mulroney, Canada
M. Hans Van Den Brock, Pays-Bas
M. Kenneth Dadzie, Ghana
M. Michel Doo Kingue, Cameroun
Quatre voix: M. Nsamze Terence,

Deux voix: M= Gro Harlem Brust-land, Norvege M. Thorvald Stottenberg, Norvege Une voix: M. Krzysztof Skubiszewski,

par der affo lor M. 3,4 pro d'E

Le Conseil d'Etat se prononce sur une circulaire de 1985

Demi-victoire pour l'enseignement privé

Depuis des mois l'enseigne-ment privé se plaint de ne pouvoir être aidé aussi largement que les écoles publiques par les collectivités locales. Le droite est veeue à son secours et exige du gouvernement qu'il revienne sur la réglementation mise en piece par M. Jean-Pierre Chevenement, en 1985, pour mettre fin à le querelle scolaire, après que les sociaistes eurent renoncé au projet Severy. Salsi per des gestion-naires de l'enseignement privé. en mai 1985, le Consell d'Etat s'est prononcé, vendredi 25 octobre, sur une des circulaires contestées du ministre de l'éducation nationele. Il n'e donné aux requérants qu'une satisfaction juridique limitée. mais leur e fourni de solides erguments pour continuer leur

lectrand soulignent

européennes

TOTAL SQUARE

ions avec la th

Si la loi du 31 décembre 1959, dite « loi Debré», a obligé l'Etat et les collectivités locales à fournir aux écoles privées ayant signé des «contrats d'association» les mêmes sommes que celles qui sont attri-buées aux établissements publics pour leurs frais de fonctionnement, elle n'a pas prévu d'aides aux dépenses d'investissement. eux dépenses d'investissement.
Aussi les gestionnaires de l'enseignement privé, faute d'obtenir une modificatinn da la législation, espéraient-ils que le Conseil d'Etat en donnerait une interprétation moins restrictive que celle qu'avait retenue M. Jean-Pierre Chevènement, lorsque, munistre de l'éducation nationale, il avait, par trois circulaires du 13 mars 1985, mis fin à la guerre scolaire.

Pont l'essentiel, le Conscil a doné raison, vendredi 25 octobre, au gouvernement. Puisque les collectivités publiques sont contraintes, en vertre de la cloi Debrés, de ne financer que les dépenses de fonctionnement due privé », ceini-ci demandait que les frais de grosses réparations et les dépenses de location soient considérés comme du a fonctionnement » et non comme de « l'Investissement ». Pour les premiers, les juges administratifs n'nat en aucun-mai à répondre que c'était impos-

Pour les secondes, la question éteit plus arduc. M. Mercel. Pochard, commissaire du gouvernement - qui, contrairement à ce que son titre indique, n'est pas chargé de défendre les positions ministérielles, - a expliqué que si les dépenses de lucation de les dépenses de Incation de bâtiments étaient bien, en termes

comptables, du tonctionnement, la lni de 1959 préciseit que les dépenses de functionnement des classes sous contrat devaient être prises en charge «dans les mêmes conditions que celles des classes constituents de l'enseignement

public».

Or les cullectivités publiques étant, dans la plupart des cas, proporiétaires des bâtinients qu'elles mettent à la disposition de l'éducation nationale, «il n'y o pas véritablement » à leur charge des « dépenses de location des immeubles qui permettent de donner lieu à équivalent à verser à l'enseignement privé». Le Conseil d'Etat e entièrement partagé cette analyse.

Traitements différents

Les défenseurs du «privé» n'ant pas pour eutant tout perdu. Loin s'en faut. D'abord parce que le Conseil a aussi suivi M. Pochard, lorsque celni-ci a expliqué que la liste, établie par unc des circulaires de 1985, des dépenses de l'enseignement primaire qui pouvaient être couvertes par le remboursement des frais de fonctionnement ne pouvait en eucun cas boursement des frais de fonctionnement ne pouvait en eucun cas
être limitative, maleré sa « rédaction très rigoureuse». Pour mettre
les points sur les «i», le Conseil
dans un de ses considérants e précisé que la circulaire contestée « ne
fait pas par elle-même obstacle à la
prise en compte des dépenses afférentes au secrétariat et à l'administration des établissements privés».
Or les réquérants s'appuyaient justement sur une interprétation, jus-Or les requerants s'appuyaient jus-tement sur une interprétation, jus-qu'alors contraire, pour pruver l'inégalité de traitement. S'il leur a donné juridiquement tort, l'arrêt leur a donné raison dans les faits. . Un autre point de la décision ne

peut que les satisfaire. En intro-duction de sa circulaire. M. Che-venement affirmait; «Il convient venement affirmatt; «Il convent de rappeler que le concours finan-cier opporté par les collectivités ter-ritoriales aux établissements d'en-seignement priré qui concourent au service public ne peut porter, conformément à lo-loi du 31 décembre 1959, que sar les dépenses de sonctionnement, à l'ex-clusion de toutes dépenses d'inves-tissement » Or le Conseil d'Etat e estimé que le ministre se trompait dans son interprétation de la légis-lation. Il a donc annulé cette par-tie du texte ministériel.

Le « loi Debré » effectivement n'e apporte qu'une dérogation partielle, et strictement limitée, à une lni du 30 octobre 1886 qui interdit d'accorder des fonds publics au bénéfice des écoles primaires privees. Pour l'enseignement secondaire il n'en va pas de même.

Comme l'a fait remerquer M. Pochard, le Conseil d'Etat, le 6 avril 1990, a eu l'occasion d'in-

A l'occasion de son congrès annuel

Le RPR veut affirmer son unité et sa combativité

Le congrès du RPR, qui a ouvert ses travaux samedi 26 octobre à ses travaux samedi 26 octobre à politique européeane. Le projet a été préparé par une consultation des fédérations entreprise eu prinder de des princes de la mouvement. Esche les dirigeants du mouvement, tâche qui revient aux Assises nationales, reunies tous les trois ans.

Le congrès, qui siège tous les ans sur nn ordre du jour fixé par le conseil national, doit approuver le appojets du RPR présenté sous le conseit national, don aprésenté sous le titre: «La France en mouvement; rassembler pour changer». Ce texte d'une centaine de pages, accompagné de dix solutions concrètes sur e les problèmes qui préoccupent le plus les Français» (le Monde du 23 octobre), constitue en réalité la contribution du RPR à un futur programme de gouvernement de l'opposition tout entière. En le présentant dès maintenant, M. Chirac et ses amis ont d'abord voulu montrer que leur parti- possédait déjà un projet comptèrement élaboré, prêt à l'usage; mais toujours susceptible de s'intégrer dens un ensemble de propositions que préensemble de propositions que pré-sentera l'Union pour la France au printemps prochain.

L'élaboration de ce texte a tenu compte des conclusions communes déjà tirées par les états généraux de l'opposition pour les matières que ceux-ci ont traitées. Il en reste cependant d'autres qui n'ont pas

Ractificatif. - Dans notre compte rendu d'une réunion du PCF à Lyoa (le Monde du 26 octobre), nne erreur de transmission nous a fait écrire que des militants reprochaient à M. Charles Fiterman de glisser vers le « socialisme démocratique ». Il fallait lire : vers la « social-démo-

encore été apordées, en mine la politique européanne. Le projet a été préparé par une consultation des fédérations entreprise eu printemps dernier. Celles-ci ont envoyé des contributions qui représentent environ neuf cents pages. La synthèse a été faite par des groupes de travail

La première journée du congrès devait être occupée par les travaux de trois commissions, consacrés respectivement à l'authrité de l'Etat, la vie des Français et l'am-bition de la France.

An enurs de la jnurnée de dimanche, avent le disenurs de M. Chirac, les dirigeants du RPR devaient s'efforcer de montre que celui-ci ne connaît plus les divisions ni les luttes de courants qui l'ant egité et que l'autnrité de M. Junné comme secrétaire général M. Juppé comme secrétaire général
n'est plus contestée. Ils devaient
également accentuer leurs critiques
contre les socialistes afin de souligner le souci du monvement d'être à la pointe de l'opposition contre le chef de l'Etat et contre le gou-

M. Chirac devait notamment M. Chirac devait notainment demander une mndification des institutions, comme il l'a exposé dans le Monde du 24 octobre, et M. Balladur se démarquer nettement de la politique économique de M. Bérégovoy. Ce souci d'éviter toute confusion avec le gouvernement en matière économique se mant en matière économique se retrouvera encore dans d'autres domaines, notamment dans celui de l'immigration, pour lequel la RPR veut tenter de récupérer ou de détourner à son profit les séductions que les idées véhiculées par l'extrême droite exercent sur son

electorat

la célèbre «loi Falloux», en expliquant qu'elle permettait aux col·
lectivités locales qui le souhaitent de mettre à la disposition des établissements privés «un local exisiant», et même de leur acccorder une subvention e n'excédant pas le dixième des dépenses annuelles de l'établissement nnn cuuvertes par les finds publics versés au titre d'un contrat d'association». Mieux même, le commissaire du gouvernement, qui e été suivi, sur ce point aussi, par le Couseil, e fait remarquer qu'aucune disposition législative n'exclusit ni ne plafonnait des subventions d'investissement aux établissements privés d'enseignement technique.

Curieusement, il oppareit que les établissements privés ne peu-vent recevoir oucune aide des communes inraqu'ils investissent pour leurs écoles primaires, mais qu'ils penvent bénéficier d'une subventinn des départements na des régions, sous un plafond de 10 %, larsqu'ils se livrent eux mêmes opérations pour leurs lyces ou leurs collèges, et qu'il n'y e même eucume limite pour les éta-blissements techniques.

Le Conseil d'Etat n'e pu que faire eppliquer la législation en vigueur. Mais en rappelant cette situation, qui n'est guère compréhensible, il a indirectement indiqué qu'il serait peut être raisonneble da modifier la loi. Les défenseurs de l'enseignement privé défenseurs de l'enseignement privé en espéraient-ils vraiment plus?

THIERRY BRÉHIER

M. Mauroy estime que M. Chevènement est «perdant sur toute la ligne»

Les querelles de courants au PS

M. Pierre Mauroy a répondu, le 24 nctobre, aux critiques de MM. Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen sur le sort réservé à régionales les candidats des autres des candidats aux élections régionales. Pour le premier secrétaire du PS, qui s'exprimait dans les couloirs de l'Assemblée nationale, l'ancien ministre de la défense est « perdant sur toute la ligne». « Il parle de refonder la gauche, e-t-il observé. Qu'il refonde, déjà, son courant, qui est en grave diffi-culté! » «En 1982-1983, a continné M. Mauroy, M. Chevènement n'était pas d'accord avec la politique que je proposais. Il n quitté le gouvernement. Il n eu tort. Pendani la crise du Golfe, ministre de la défense, il était en désaccord, il est parti; à nouveau, il a eu tort. Et, maintenant, il a encore tort. C'est la troisième fais. Celo fait beaucoup. » Le premier secréteire a affirmé que, dans la formation des listes de candidatures eux élections régionales, M. Chevènement a cu «son compte, pour ce qu'il repré-

Quant à M. Poperen, M. Mau-roy a déclaré que, e lui aussi, il a des difficultés ». « Heureusement qu'il est ministre l, a-t-il ajnuté. Mais son courant, c'est quoi?» Les membres du comité directeur et parlementaires de ce courant ont publié une déclaratinn appelent « tous ceux qui croient à un nouvel avenir pour le PS à se rassem-

> Dans un amendement au « projet » socialiste

M. Quilliot dénonce le rôle de la technocratie

M. Roger Quilliot, sénateur du Puy-de-Dôme, maire démissinnnoire de Clermant-Ferrand, et M. André Betlon, député des Alpes-de-Hante-Provence, nnt déposé un amendement en « pro-jet » socialiste sur « le rôle et la place de la technocratie dans notre système politique». Les deux parlementaires estiment que la technocratie s'est constituée, « au travers des institutions de la Vi République, en un système politique global, exerçant ane influence détermimante sur les principaux instruments administratifs, sociaux, economiques et financiers».

Constatant que le débat est stérilise, ils jugent que «la politique se restreint de plus en plus à des débats parcellaires ou conjoncturels, ou à la recherche de la reconnaissance médiatique plus qu'à celle de la reconnoissance sociale ». Cet amendement'a reçu la soutien d'une quinzaine da députés socia-ANDRÉ PASSERON listes de toutes tendances.

Le débat sur le mode de scrutin

M. Mitterrand réfléchit...

MADRID

de notre envoyé spécial Au soir de sa brève visite offiietle à Madrid, vendredi 25 octobre, M. François Mitter-rand eveit l'humeur malicieusa. Quand une journaliste française lui e demandé, à la fin de sa conférence de presse, ce qu'on pouveit lui snuheiter pnur snn soixante-quinziàme enniversaire, qu'il devait célébrer le lendemein, il e répondu en badinant : « D'y arriver l... »

Quand un journaliste espagnol, moins amène, a estimé que la France manifestait eujnurd'hui, dans se contribution à la lutte contre lea terrorietee besquee, mnina de détarmination qu'à l'époque du gauvernement de M. Jacques Chirac, il lui e simplement répliqué per une pirouette : «Moi, je ne me mêle pes de vos problèmes de politique intérieure...» C'est le pre-mier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, qui e remis l'auteur de la question à sa place en affir-mant que, sur ce terrain, le renfarcement de le canpération entre le France et l'Espagne devait beaucoup, depuis 1981, à M. Mitterrand,

La veille eu soir, déjà, en marge d'une réception à l'Elysée, la préeldant de la République était apparu très guilleret à ses

PS risque d'être emporté», affir-ment les poperenistes.

Les responsables des élections

au scerétarlet national du PS,

pour les élections réginnales. « Il

ne faudralt pas qu'au nom d'insa-tisfactions incales, certains dirigeants du PS masquent mal des motivations plus stratégiques », sou-

lignent les deux responsables, en ejoutant que «le travail collectif de

In commission électorale est par-venu à une équitable représentation globale de chaque sensibilité ».

rement satisfait de la poursuite des négociations entre les infirmières et la minietre de la santé et surtout de la détente enregistrée chez les agriculteurs à le suite de ses rappels à l'ordre, complétés per ese propos apaisants au Journal du Centre qu'avait inspirés sa conversation du mardi 22 nctobre au matin avec le présidant de le FNSEA, Raymond Lacombe.

Chamboulement ou statu quo?

Il aveit invité ses interlocuteurs à l'optimisme en affirment se propre eérénité tout en déployent déjà son ironie... au détriment des prapasitlans de réfarme constitutionnelle formuléae per M. Jecquee Chirec, le même jour, dans le Monde.

Selon certsins de cea auditeurs, M. Mitterrand s'eet réjoui de voir la révision da la Constitution de 1958 recummendée aujnurd'hui par caux-là mêmes qui se paseient en gerdiene intransigeants des tables de la Lol fondamentale quand il préconieeit naguare, par exempla, d'élargir la recours au référendum. Maie le présidant da le République, en ce domaine, n'a pas l'intention, pour la moment, de « brusquer les choses».

En ravenehe, M. Mitterrand sembla un peu plus preesé d'avancer dans sa réflaxion sur les eventeges at les inconvénients d'envisager une modification du mode de scrutin pour les prochaines élections evec retour partiel à la proportionnelle. Il en beaucoup été queetion dans l'evinn qui le trensparteit vendredi matin à Madrid en compagnie da MM. Ralsnd Dumae, Pierre Joxe, Pierre Bérégovoy et

M= Elisabeth Guigou. Le ministre des relations evec le Parlement s'était joint à eux à le demande parsonnelle de M. Mitterrand. M. Jean Poperen n'avait pas grand-chose à faire en Espegne, vendradi, maie le chaf de l'Etet snuhaiteit la consulter eprès avoir randu hommege, mardi, sur France-Inter, au moda de scrutin mixte (mi-majoritaira, mi-prapartiannel) désormeis eppliqué aux élections municipales à partir de l'une de ses propositions.

Toutefois, à en juger par la moue qu'affichait, vendredi soir. M. Poperen avent son retour à Paris, rien n'est encora décidé. Compte tenu de la complexité du sujet, rien n'est exclu nan plus. Ni un chemboulement total ni... le statu quo.

La préparation des élections régionales dans le Var

Le PS rejette la tête de liste désignée par M. Tapie

de notre correspondant régional Premier accroc pour M. Bernard

courants « pour écarter des listes régionales les candidats des autres sensibilités ». « Où il faudrail ras-sémbler, ils divisént, ils écartent, ils éliminent : vertige suicidaire où le Tapie dans la constitution des listes de le majorité présidentielle en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le député des Bouebes-du-Rhône eveit désigné, jeudi 24 oclobre, comme tête de liste dans le Var M. Marc Egloff, conseiller général (MRG) des Bouches-du-Rhône et au sceretariet national du PS, MM. Jean-Claude Petitdemange, rocardien, et Gérard Le Gall, jospiniste, ont affirmé, de leur côté, que «nul n'est aujourd'hui spolié» dens le composition des listes adjoint su maine d'Aix-en-Provence (nos dernières éditions du 26 octo-

nisme ayant compétence sur quinze départements du Sud-Est. Dens un communiqué, publié

vendredi 25 octobre, la fédération socialiste du Var e manifesté son «étonnement» au sujet de «la procédure utilisée», en rappelant qu'elle avait désigné, dès le 15 juin, les membres de sa liste, conduite par M. Maurice Janetti, ancien sénateur du Var, et que celle-ci evait été nffi-ciellement ratifiée, le 13 octobre, par la convention nationale du PS. adjoint au maire d'Aix-en-Provence (nos dernières éditions du 26 octobre).

Ce choix, n prinri surprenant, s'expliqueit par le feit que M. Egloff est bien connu dans le département du Var, nù il fut, de 1964 à 1979, directeur adjaint des services d'incendie et de secours evant de terminer sa carrière à la tête du Cernier interrégianal de coordination npératinnnelle de la Sécurité civile (CIRCOSC), un orga-« La désignation unihatérale de

Un colloque du Club Vauban sur « la modernité du politique »

Réformer les institutions pour répondre au déficit démocratique M. Avril a pleidé paur nue Fevareau, président de l'Associa-

Depuis sa création, en 1984, per M. Antoine Veil, le Club Vauban tente de révéler parmi les élus les «profondes convergences » qui, « sur les principaux sujets de société, transcendent la ligne de démarcation électorale ». Des consensus sont epparus, en effet, lors du colloque organisé le 24 octobre, à l'Assemblée netionale, sur le thème « la modernité du politique », et notamment celul-ci : pour répondre au déficit démocratique, il faut réformer les institutions.

dn Club Vanban, parmi lesqueis dn Club Vanban, parmi lesqueis MM. Jacques Barrot, Alain Carignon, Jean-Pierre Delalande, Jean-Pierre Fnurcade, Yves Galland, Beraard Knuchner, Henri Nallet, Robert Savy, Jean-Pierre Soisson, Bernard Stasi, Dominique Strauss-Kabn Jacques Tnuhnn. Miebet Kabn, Jacques Tnubnn, Miebet Vanzelle et Me Simone Veil, ont constate « un moloise de notre société politique » et préché pour « une réforme en profondeur de nos Institutions ». M. Pierre Avril, professeur de droit, a dénonce le dés-équilibre institutionnel qui existe au détriment du Pariement ainsi que les transferts, de droit et de fait, de la souveraineté: avec l'af-firmation du rôle du Conseil constitutionnel, « in priorité absolue donnée à l'Etat de droit va à l'encontre de la démocratie, de l'expres-sion populaire».

M. Avril a pleidé pnur nne «reparlementarisation» du régime, tandis que M. Barrot a préconisé, an contraire, un changement radical. «Je suis pour la VF République», a dit le président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire pour le régime présidentiel. «Actuellement, a-t-il ejnuté, nous sommes au temps de la démocratie indéchiffrable. (...) Le seul contre-pouvoir qui existe, face au président, est celui de la rue. » S'inscrivant en faux contre les critiques visant l'importance donnée à l'Etat de droit, M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, a affirmé : «Il n'y a pas de démocratie sans Etat de droit ni même sans divinisation de l'Etat de droit.»

. «Sortez ии реи»

M. Carignon e remis en cause, ui aussi, le système politique. «La vie publique ne fonctionne plus, a affirmé le maire de Grenoble. C'est le cadre d'ensemble qu'il faut modifier. Les hommes sont bans, le système est mauvais.» Selon Mª Veil, le changement le plus facile. le changement le plus facile, anjourd'hui, est le passage eu régime présidentiel. « Notre régime, dans sa logique et dans son évolution, est beaucoup plus présidentiel que parlementaire », a-t-elle souli-

Les universitaires ont apporté un éclairage différent, dénnnçant le « masochisme de lo classe politi-

tion française des constitutinana-listes, « marche plut 3t bien par rapport à [ceux de] 'etranger's.
Aussi M. Genrges Vedel e-1-il tancé cette exhortation : «Sortez un peu à l'extérieur!» Pour M. Olivier

Dubarnel, « la révisinn radicale est inutile et impossible ». « C'est un choc illusoire, a-t-il assuré. Le révi-sinnnisme radicul n été de inut sinnaisme radicui n'eté de indi temps, en France, le refuge des poli-tiques. » il e reconna, néanmoins, qu'un consensus est en train de se dessiner sur certaines réformes ennstitutinnelles d'empleur, notamment la réductinn du mandet présidentiel à cinq ans. Outre le débat sur les institu-

Outre le debat sur les instru-tions, l'interrogation a porté aussi sur la société française : « Est-il possible de la réformer?», « Com-ment expliquer que 41 % des Fran-çais jugent la palitique camme destruire activité pou honorable?» étant une activité peu honorable?» Selon M. Pascal Perrineau, nos sommes en pleine «crise d'adaptation, de transition. La société a changé, le système politique n'a pas changé au même rythme ».

mange au meme rythme v.

M. Dominique Strauss-Kehn,
ministre délégué à l'industrie et au
commerce extérieur, et M. Jean-Pierre Delalande, députe (RPR) du Val-d'Oise, estiment que la société est etriale» : «Il y a ceux qui sont dans le coup, ceux qui galèrent et ceux qui sont exclus, » Pour M. Strauss-Kahn, nous devans eccepter de « ne pas nous occuper uniquement des plus défavorisés » ct a musuchisme de lu classe putti-que » et encourageant leur auditoire à s'ouvrir un peu sur l'extérieur. Le système français, selon M. Louis

La question des anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée a dominé, vendredi 25 octobre, l'examen du budget du aecrétariet d'Etet aux

M. Louis Mexandeau est un minis M. Louis Mexandeau est un ministre que l'opposition ménage volontiers. Se faisant le porte-parole de ses amis politiques, M. François Rochebioine (UDC, Loire) a admis que la nomination de M. Mexandeau à la tête du secrétariat d'Etat aux anciens combattants active changé le clistat de la la dispute que les associamat ». «Le dialogue avec les associa-tions d'anciens combattants, a-t-il pré-

Mais l'indulgence pour le ministre o'a guère valu pour les comptes que celui-ci a présentés ao point que, privé de majorité, il a dû en réserver le vote. Le fonds de solidarité destiné aux anciens combattants d'Afrique du Nord âgés de plus de cinquante-sept ans et confrontés au chômage de longue durée fut parmi les disposi-tions les plus âprement discutées. Ce fonds a bénéficié d'une rallonge de 100 millions de francs provenant de l'eoveloppe supplémentaire de 150 millions débloquée, jeudi 24 octobre, par le premier min

Mais les députés de droite et du PC ont estimé que l'enjeu, pour

LIVRES POLITIQUES

U soir de sa vie, un honnête

cette carégorie d'anciens combattants, n'était autre aujourd'hni que l'octroi d'une retraite anticipée à cinquante-cinq ans. M. Christian Cabal (RPR, Loire) n'a pas manqué d'établir un parallèle avec les promesses présiden-tielles aux agriculteurs.

L'autre motif d'inquiétude dans ce L'autre motif d'inquiétude dans ce budget, dont le montant de 26,9 miliards de francs accuse une baisse de 1,08 % par rapport à 1991, est la réorganisation des services administratus se traduisant par une suppression de quatre cents empiois. «Le fonctionnement du secrétoriat d'Etat et de l'Office national des anciens combattants [ONAC] en souffrira». a jugé M. Daniel Le Meur (PC, Aisne). D'une même voix, MM. Jean Laurain (PS, Moselle) et Jean Brocard (UDF, Haute-Savoie) oot aussi exprimé, sur ce sujet, leur «préoccuexprimé, sur ce sujet, leur «préoccus pation» et leur «souci».

M. Mexandeau dut enfin s'expli-quer sur la baisse des crédits de fonctionnement affectés à la «politique de la mémoiren, c'est-è-dire les céré-monies nationales et la documentamontes nanonaies et la documenta-tion historique. Dans un vibrant plai-doyer, il s'est engagé à tout mettre en œuvre pour contrer «les tentatives de falsification de l'historie qui se multi-plient» afin que «le socie des valeurs fondamentales de la République ne soit pas remis en cause».

Bataille de chiffres sur le logement social Dans ce cadre général, si les crédits affectés au logement - d'un montant de 54,5 milliards de

francs – subissent une baisse de 9,53 % par rapport à 1991, le gon-vernement a cherché à privilégier le «secteur locatif social». Ainsi le

soutieo aux prêts locatifs aidés (PLA) devrait-il porter sur quatrevingt mille logements supplémentaires, soit cinq mille de plus que les années précédentes.

Se permettant au passage « une petite remarque polémique ». M. Quilès a rappelé que le gouvernement de M. Jacques Chirac

n'avait prévu, en 1988, que cin-qoante-cinq mille prêts locatifs

aidés. En outre, deux cent mille logements sociaux seront rénovés,

conformément aux engagements du président de la République de réhabiliter un million de logements

en cinq ans.

A chacun ses chiffres. Ceux dont dispose l'opposition ne soot pas moins éloquents. En recourant à d'autres indicateurs, tels les préis d'accessinn à la propriété (PAP) et les aides personnalisées au logement (APL), M. René Beaumont (UDF, Saone-et-Loire) aboutit à la conclusion mivante : «Sur l'ensym-

(ODF, Saone-et-Loire) aboutit à la conclusion suivante: « Sur l'ensemble du secteur social aidé, les chiffres sont édifiants: trois cent vingt et un mille logements en 1979, cent vingt-cinq mille à présent. Voilà ce qu'il faut dire pour rester fidèle à l'homêteté!» De son côté, M. Jean Tibéri (RPR, Paris) a cherché à relativiser les mesures gonverne-

relativiser les mesures gonverne-meotales visaot à stimuler le

construction privée, « Vous accor-dez des dégrèvements, a-t-il expli-qué, mais, en même temps, vous créez un impôt, la « participation à la diversité de l'habitat » dont le

montant risque d'être superieur aux aides nouvelles.»

Faute de majorité, le vote de ces crédits a été réservé. Toutefois, les députés ont voté à l'unanimité l'ar-ticle 86 du projet de loi de finances, isolé pour la circonstance,

relatif à l'allocation de logement social Jusqu'à présent cette alloca-tion de logement social (ALS),

attribuée sous certaines conditions de ressources, ne bénéficiait qu'aux

ménages résidant en lle-de-France

et dans les départements d'outre-mer. Elle sera désormais étendue à

tous les ménages résidant dans des agglomérations de plus cent mille

habitants - ce qui représentera cent soixante-dix mille bénéficaires de

plus - en attendant sa généralisa tion, en janvier 1993, à l'ensembl:

du territoire. FRÉDÉRIC BOBIN

O Une majorité de Français favo-rable à un mandat présidentiel de

cicq aos. - Selon un sondege IPSOS publié dans l'hebdoma-

26 octobre-1er novembre), 75 %

des Fraoçais soot « très » ou

«assez» favorables à la réduction à cinq ans de la durée du mandat

présidentiel et, permi ceux-ci, 76 % peosent que, si uoe telle réforme était votée, M. Mitterrand

devrait se l'appliquer à lui-même, c'est-à-dire terminer son mandat en 1993 (sondage réalisé par télé-phone les 17 et 18 octobre auprès d'un échantillon national de buit

cents personnes agées de dix-huit

en cinq ans.

L'examen de la partie «urba-nisme et logement» du budget du ministère de l'équipement, logement, des transports et de l'espace, e donné lieu, vendredi 25 octobre, à une bataille de chiffrea entre le gouvernement et l'opposition sur la portée du soutien eu logement

Construire trois cent mille logements par an : telle est l'ambition que poursuivent M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, et M. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat au logement, afin de répon-dre en partie aux besoins du pays, estimés par l'INSEE à trois cent vingt mille logements neufs par an.

A lui seul, espèrent-ils, ce projet de budget devrait, à travers un dispositif d'incitations à l'investissement, permettre la construction de vingt mille à trente mille logements suplémentaires daos les dix-buit mois. «La France, avec 5,5 logements pour mille habitants, continue à construire largement plus, exception faite de la Hollande, que les autres pays européens», a souli-gné M. Debarge.

ANDRÉ LAURENS

Un Européen

homme politique se penche sur son passé. Né au début du siècle, il e vu succomber la Troisième République dans le désastre de la seconde guerre mondiale et la Quatrième sous la manace d'une guerre civile. Il a contribué à l'installation de la Cinquième, qui n'e pas exactement répondu à ses espoirs Pendent ce temps, il a rempli toutes sortes de mandats (locaux, nationaux, internationaux), il e gouverné et présidé aux destinées d'un des principaux courants politiques du pays. On devine qu'il e des choses à dire.

Dans cétte longue et riche expérience, Pierre Pflimlin privilégie la dimension qui fut et qui reste la plus tournée vers l'avenir pulsqu'il intitule son ouvrece Mémoires d'un Européen. Cependent, ses souvenirs les plus instructifs, pour ses lecteurs, ont trait au passage de la Quatrième à la Cinquiàme République et aux débuts de calle-ci. S'il les falt revivre, ce n'est point pour en tirer gloire ni pour régler des comptes, mais pour apporter as contribution « à la recherche sur l'histoire de ce demi-siàcla » L'ambition est modeste, le témoignage précieux.

Engagé dana l'action politique, aux fonctions les plus hautes et à des moments-clés, Pierre Pflimlir a su garder la distance, et parfois la mettre, avec son rôle public. Il a'est pleinement engagé dans la carrière sans s'y identifier totalemant, eu risque de ne pas touattendait de lui, de ne pas sa coular dens la stature que son parcours, son personnage, son éloquence et certaines de ses prises semblaient lui destiner. Il y a une part de mystère dans la politique. comma dans toute aventura humaine, et une plus grande part dus. Ceux qui a'y lancent ne sont paa soumis qu'aux ballottages électoraux. Il est arrivé à Pierra Pffimlin, pria dens la tourmenta, ce qu'il est advenu à d'autres hommas politiques dont la justasse des vues. la fermaté das ongagaments, ne furent pas en phase avec lea nécassités immédiates de l'histoire. Il ne suffit pas d'avoir raison, il faut avoir raison au bon moment.

Ainsi, en mai 1958, à l'un des tournants de cette douloureuse gestation qui conduisit les Francais à se résigner à la parte de leur empire colonial, au plus fort de la plus grave crise politique de la Quatriàme Républiquo, Pierre Pflimlin est eppelé à prendre la direction du gouvernement. La nouveeu président du conseil avait le réputation d'un démocrete-chrétian profeasant des vuaa libéralas sur la queetion algérienne, ce qui n'était pae la cas de tous ses emis. Libérales, c'est-à-dire ouvertes à une éven-

dans la tourmente *nationale*

tuelle évolution, à terme, du statut des dépertements français d'Algérie, que d'eutres voulaient conserver tels quels dans le République.

Pierre Pflimfin n'était ni un prophète de l'émencipation des peuples coloniséa ni un bradeur de dence, précautionneusement, de préparer l'evenir, ce qui est le minimum à attendre de la respon sabilité politique. Mais quand, sur fond de frustration et de crispation conservatrice, la passion a'en mêle, la moindre lueur de lucidité, le plua modeste innovation, a'interprètent comme des signes de faiblesse ou de trahison. En réalhé, on prêtan à Pierre Pflimlin plus que ce qu'il disah touchant à l'Algérie, en ce sens qu'à ses yeux l'urgence étah ailleura. I donnait la priorité à la réforme de l'Etat, aux movens de gouverner plus qu'à l'action gouvernemen tale à entreprendre, tant le fonctionnement de la Quatrième République lui paraissah inadapté au

Pierre Pflimlin voyait juste et il fut da ceux qui demandaient des modifications constitutionnelles. dont la suite montra qu'elles anticipaient le régime de la Cinquième République. L'histoire lui rend justice sur ce point, mais elle a enregistré aussi qu'il se préoccupait des moyens de prévenir l'incendie alors que le feu était déjà dans le maison. De ce décalage historique avec la réalité, il n'était ni le seul ni le plus responsable. Le paradoxe est qu'il en fut la victime parce qu'il se trouvait le dernier détenteur d'un pouvoir à bout de souffle, alors qu'il se comptait parmi ceux qui jugezient lo système politique de l'époque avec le plus de lucidité et la question algérienne avec le moins d'aveualement.

S'agissant de l'Algérie, le plu part dea dirigeants de l'époqua préconisaient, dans le mailleur des cae, la temporisation là où il ent fallu de l'eudace et du courage. Pierre Pflimlin raconte que Robert Lacoste, socialiste à poigne - dont Guy Mollet, leader du parti, se demandait s'il était socialiste - lui confiait en 1957, alors qu'il avait en charga l'administretion et la pecification da cette colonie : «Il se peut que l'Algérie devienne indépendente mais notre rôle d'homme politique est de faire en sorte que cela n'arrive pas prématurément, que des transitions scient assurées. > Il serait trop facile, après coup, de 391 pages, 150 F.

juger evec condescendance les acteurs de la Quatrième République. Ceux de la Cinquième, y compris le plus prestigieux d'entre eux qui ne menquait pas de lucidité, ont, tout autant, peiné à la tâche, avec les mêmes ambi-

Il serait trop facile aussi d'accuser les hommes politiques en général, comme cela se produit actuellement, car ils ne sont paa seuls à façonner l'esprit public. Plerre Pfilmlin qui, toujours en 1957, craignait, la guerre se prolongeant, un retournement de l'opinion, note comme un fait naturel que la «bonne tenue» de celle-ci en faveur de l'action militaire e'expliquait alors par «l'optimisme officiel entretenu par la plus granda partie de la presse ». Les médias feraient bien d'entretenir leur mémoire, an ce qui les concerne, lorsqu'ils s'érigent en uges.

A l'instar des autres caciques de la Quatrième, qui bien souvent l'evaient précédé, Pierre Pfilmlin a'est, sous la pression des cadres de l'ermée d'Algérie et de le population européenne de cea départements, rangé sous l'autorité du général de Gaulle en mai 1958. Toua ont contribué àl'élaboration d'un nouveau régime dens lequel la leader alsacien aurait pu, à l'évidence, retrouver d'aussi grandes responsabilités que dans la précédent. De Gaulle, « le seul grand homme » qu'il sit rencontré dans sa vie publique, lui en fait miroiter la possibilité à plusieure raprises. Mala, si fortes qu'aient été les affinités et l'estime réciproques des deux protaconistes, leur collaboration e tourné court.

Elle a achoppé d'abord sur le désir de Pierre Pflimlin de prendre du champ, ensuite sur deux désaccords: I'un portant sur l'orientation présidentialiste du régime, auquel l'ancien maire de Strasbourg voulait préserver sa vocadon parlementaire et l'autonomia du gouvemement; l'autre, plus décisif, sur l'Europe, Européen d'avant le guerre, conforté dans ses convictions après le conflit, Pierre Pflimlin s'inscrit dans le sillege des pères iondateurs (Monnet, Schuman, Adenauer, De Gasperi) an faveur d'una antité supranationale. Il estime que l'attachement gaulliste à l'Etat-nation a retardé le construction euro-

L'histoire, comme on dit, tranchera. En attendant, elle dispose du témoignage d'un acteur da premier plan, interlocuteur appré-cié du général de Gaulle, qui livre des informations Inédites et apporte un éclairage personnel sur la manière dont est née la Cinquièma République ot dont elle a évolué dans l'esprit de son fondateur

Mémoires d'un Européen, de la IV- à la V- République, de Pierre Pfilmiin, Fayard.

COMMUNICATION

Les dix ans de la FM

M. Georges Kiejman prépare une réforme de la loi sur l'audiovisuel

M. François Mitterrand, prési-dent de la République, e ouvert vendredi 25 septembre à Paris le colloque « Vive la radio », destiné à célébrer les dix ans de la FM. « Sans la radio, la démocratie serait muette », a déclaré d'emblée le chef de l'Etat, rendant ainsi hommage à un secteur en pleine mutation et à l'essor duquel il a grandement contribué dès son arrivée au pouvoir en 1981. Ce colloque a surtout représenté une tribune pour les radios périphériques : elles commencent à faire pression sur un ministère de la communication qui prépere une réforme de la loi de 1986 sur l'audiovisuel, et notamment de son chapitre sur les concentra-

« Enthousiasmo et désordre » : c'est en ces termes que M= Michèle Cotta, directeur de l'information de TF I et ancienne présidente de feu la Hante Auto-nité de la communication audiovisuelle, a décrit au cours du colloque «Vive la radio», vendredi 25 et samedi 26 octobre à Paris, lc paysage radiophonique du début des années 80, En 1991, l'enthousiasme ne s'est pas tari, mais le désordre n'e pas disparu.

En dix ans, le paysage radiopho-nique a comu une révolution qui a fait basculer définitivement les auditeurs du côté de la FM, vu l'apparition de couvelles entreprises et de nouveaux réseaux, lesquels ont mis à mal l'assise des radios périphériques. D'où un certain combre de reveodications sur l'audiovisuel.

Malgré leurs intérêts sooveot divergents, les radios privées sont parties à l'assant de la loi sur l'au-diovisuel de 1986, et notamment de son chapitre sur les concentraplus d'un réseau national (30 millions d'auditeurs potentiels). Le ministère de la communication a entrepris noe vaste coosultation qui devrait déboncher sur nne

Ariane lancera le premier satellite américain de télévision directa. - Le premier satellite américain de télévision directe, DIRECTV, de Hughes Communications Inc., sera mis sur orbite en décembre 1993 par une fusee Ariane 4. La ignature du contrat de lancement a eu lieu ieudi 24 octobre à Washington, anounce dens uo communiqué la société Arianes-pace, chargée de la commercialisation de la fusée curopéeonc. DIRECTV offrita aux Américains égoipés de petites antennes de réception de 45 cm de diamètre un large choix de programmes : informetion, sports, variétés,

modification de la loi sur l'audio

Profitant des « dix ans de la FM, les radios les plus anciennes en ont profité pour exprimer leur mécoutentement sur un certaio nombre de points clés. Ainsi RTL et Europe 1 se sont associées, ven-dredi 25 octobre, pour une émis-sion commune dans le but de protester contre le nombre insuffisant de fréquences FM qui leur sont attribuées. Comme les auditeurs sont de moins en moins sur les ondes longues et de plus en plus sur la FM – en 1990, 59 % des auditeurs écoutaient la FM contre 38 % les grandes ondes, - les deux radios périphériques a inquieteot d'être écartées de certaines por-

Couvrir tout le territoire

A l'instar de Radio-France, qui se voit fréquemment reprocher le nombre élevé de ses fréquences, elles demandent donc depuis 1990 de pouvoir couvrir tout le territoire. Même chose pour Radio-Moute-Carlo (RMC). Cantonnée au sud de la France, cette radio an sud de la France, cente radio périphérique souheite ponvoir s'étendre à tout l'Hexagone. Dans un livre blanc qui sera prochainement rendu public, M. Jean-Noël Tassez,-directeur général de RMC et président du Syodicat des radios sénéralistes demande en radios sénéralistes de mande en radios généralistes, demande en outre que l'attribution des fré-quences se fasse sur appel d'offres et que leur durée d'attribution passe de cinq à dix ans.

Exigences qui n'ont pour l'ins-tant pas l'heur de plaire au CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel), qui se fait l'avocat de la diversité. M. Jacques Rigeud, PDG de RTL, s'est en outre ioquiété d'uoe résurgence du mairigisme ». Prenaot à perti M. Jack Lang, mioistre de le culture et de la communication, qu'il sompcome de vouloir impo-ser des *quotas* de chansons fran-çaises sur, les codes, il a affirmé que ces normes étaient un «cancer qui rongeait la liberte».

Uo debat dejà vif, mais qui risone de s'intensifier au fur et mesure que le ministère de la volonté de réforme.

o Mort du créateur de la série télévisée Star Trek. - Gene Roddenberry, le créateur de la série-culte télévisée Star Trek, est mort d'nne crisc cardiaque, jondi 24 octobre, à l'âge de soixante-dix ans, à Santa-Monica (Californie). Le premier des soixante-dix-neuf épisodes de Star Trek - tous réalisés par Paramount Pictures – avait été diffusé le 18 septembre 1966 par le réseau NBC. À la fin de sa diffusion en 1969, ce feuilleton de science-fiction éteit devenu no véritable phénomène, avec sa ligne de produits dérivés (livres, jeux, vêtements) et ses clubs de fans (les trekkies). Une nouvelle série a été

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5637

HORIZONTALEMENT

 Peut vivre de ses vers. – Il. Ne voit pas le soleil. Tout ce qui a est accumulé. Préposition. – Ill. Se fait parfois dans les grandes largeurs. Petits patrés. – IV. Vivait avec le premier venu. Au début de la portée. Civil, pour faire le pont. - V. Pas décoré. Lengue

décoré. Lengue anclenne. Dans sc bouteille, il y a à boire et à manger. Mêms pas saisi. - VI. Dans la gueule du loup. Des a ni ma ux qu' on reconnaît à leur trompe. Symbole. - VII. Avancée quand il ast tord. Peut êtra double dens certains mota. Quand il ast grand, ce n'est plus le printemps. - Vill. Qui XI

au pécheur. - XI. Tenante, quand on ne perd pas de temps. Oui suffit pour passar. -XII. Peut feire tache. Fournit de l'huila. Mot qu'on ne prononce qu'en parlant du maître. - XIII. Pronom. Déchiffrée. Un animal très mou. Possessif. - XIV. Qui a donc été portée. Une maladie à laquelle sont exposées des ouvrières. -XV. Panier percé. Circule en Extreme-Orient, Napperons.

n'arrête pas de tour- XII
ner. Une bonne prise.
- IX. Donne des couleurs. - X. Pas eventi. XIV Peut êtra raprochée XV VERTICALEMENT

1. Celui qui monte plus haut. -2. Supprimer les barbes. Peuvent briller dans la nuit. - 3. Quand elle ae dilate, il y a des éclats. Fait beaucoup de bruit quand il se lève. Partie d'un lustre. - 4. Mot qui peut faire croire qu'on parle à un chien. Donna des couleurs. Préposition. Légume, en Afrique. - 5. Peut être plein de nœude. Les données du

problàme. Partie d'Eapagne. – 6. Ville de Moldavie. Utiles quand on fait le mur. – 7. Des femmes qui « respirent » le grand eir. Berceau pour des princes. - B. Peut amener à prendre des mesures. Dialecte ancien. - 9. Reste au fond de le pièce. On les fait sauter pour qu'il n'y ait plua de pouaalères. Difficuité. - 10. Ect aouvent aur le planche. Peuvent courir dans lea prés. Asile de nuit. Fétide, chez le pharmacien. - 11. Dreasar. Un homme qu'on peut voir près du bal-ion. - 12. Coule en Afrique. Nom d'hôtel. - 13. Plus vieux que jamais. Champion. Autaur d'un Livre. – 14. Travail qu'on peut faire sur un benc. Un nez vulgaire. -15. A qui on a peut-être fait la coup du lepin. Blanchit quand il est étendu. Conjonction.

tournée en 1987.

Solution du problème nº 5636 -- Horizontalement

I. Réconfort. - II. Avare. Bue. -III. Daraise. - IV. Os. Ng. Set. -V. Tif. Elite. - VI. Eola. Etau. -VII. Unanime. - VIII. Ou. Es. -IX. Emma, Rat. - X. Aérienne, -XI. Bise, Seau.

Verticalement

Radoteuse. - 2. Evasion. Mai. - 3. Car. Flammes. - 4. Oran. En. Are. - 5. Neige. io. - 6. Lémures. -7. Obésité. Ane. - 8, Ru. Eta. Etna. - 9. Testeurs. Eu.

GUY BROUTY

élé

reb par fra poi tre; ile

e casse-te

1 ...

.

Marian Total

52275476

Radio Programme 30 . Same and the

Le Monde

HEURES LOCALES

lei sur l'audiovisuel

fout le territoire

the second second second

14-1-15. "1508 # 1".

The state of the state of

ES déchets représentent-ils pour les collectivités locales ce cauchemar que l'on dit parfois? Si l'on se réfère aux batailles que livrent les riverains contre les projets d'implantation de décharges ou d'usines d'incinération, on a l'impression que d'usines d'incineration, on a l'impression que nos communes vivent une véritable guerre. Si l'on en croit les résultats d'une enquête menée ces derniers mois auprès des maires par l'institut BVA, le problème des déchets n'est plus ansai crucial : 6 % d'entre eux seulement en font une priorité. Cependant, plus de la moitié des maires

Cependant, plus de la moitié des maires considérent les ordures ménagères comme « une préoccupation importante», qui représente plus un « problème de gestion » qu'un problème d'environnement. Les communes ne se contentent plus d'enlever les poubelles de leurs administrés. Elles doivent « gérer les déchets». Et cela leur coûte de plus en plus cher, car la quantité à traiter augmente sans cesse (entre 1 et 3 kilos par habitant et par inur, selon les communes) et les niveaux d'exigence montent, tant de la part de l'opinion que de l'administration.

nion que de l'administration.

Pour les départements et les régions, la gestion des déchets apparaît encore plus difficile à régler, car il ne s'agit plus d'enlèvement des ordures, mais d'entreposage, d'élimination et, plus rarement, de valorisation. A cette difficulté s'ajoute l'étroite imbrication entre déchets domestiques et déchets industriels dont les résidus finaux (mâchefers et cendres d'incinération) aboutissent dans les mêmes sites d'enfouissement. C'est alors que resurgissent les conflits du type Montchanin, cette commune de Saône-et-Loire empoisonnée par su décharge, pourtant fermée depuis 1988.

Des produits difficiles

Malgré la construction de nombreuses usines d'incinération, qui traitent aujourd'hui le tiers des ordines ménagères en France, six en décharge pure et simple. Question de coût, bien sûr, puisque l'on trouve encore des sites d'enfouissement ruraux qui prennent des ordures à 50 F la tonne, alors que l'incinération coûte couramment entre 200 F et 300 F

C'est pourquoi le ministère de l'environnement fait actuellement tout ce qu'il peut pour obtenir l'instauration d'une taxe à la mise en obtenir l'instauration d'une laxe à la mise en décharge. Selnn le ministre, M. Brice Lalonde, qui a été jusqu'à mettre sa démission dans la balance, cette taxe aurait le dnuble avantage de rapporter de l'argent pour la filière déchets (500 à 600 millions de francs) et d'encourager les communes à limiter eu maximum le volume enfoui en décharge.

Au ministère de l'industrie et aux finances, on se montre plus que réservé à l'égard d'une formule qui transformerait les exploitants de décharges en percepteurs. On préfère donc parler d'une taxé sur les déchets eux-mêmes, modulée selon leur nature et leur quantité. Ce qui exclut d'emblée les ordures ména-gères, pratiquement impossibles à identifier.



Le casse-tête des déchets ménagers

Chaque habitant produit entre 1 et 3 kilos d'ordures par jour. Une préoccupation pour les communes et les départements

explique un inspecteur des finances. Mais on des cours du dollar, ce qui rer ne peut pas comptabiliser la production de déchets par les particuliers. »

Sans ettendre une nouvelle réglementation ni d'éventuelles subventions fournies par une nouvelle taxe, beaucoup de collectivités territoriales se sont déjà lancées dans le traitement et la valorisation de leurs déchets. Les conteneurs à bouteilles installés sur la voie publique font aujourd'hui partie du mobilier urbain. Même si ces conteneurs ne récupèrent que 15 % du verre ntilisé en France, c'est autant de moins qui va encombrer les décharges et les fours d'incinération. Et lorsque ce vieux verre ne trouve pas preneur cela arrive, - on peut toujours l'entreposer quelque part en attendant des jours meilleurs, sans préjudice pour l'environnement.

La collecte sélective des vieux papiers, elle, a en beaucoup plus de mal à se mettre en

a On peut faire payer une taxe sur les eaux place. Le prix du papier varie beaucoup en fonction de la conjoncture internationale et rentabilité de la récupératinn. Du coup, les récupérateurs exigent du papier prétrié (papier journal, papier magazine et cartnn), qu'ils tronvent généralement à meilleur compte eux Pays-Bas ou en Allemagne. Car la collecte, dans ces pays, se fait grâce à une plus grande discipline des citoyens et, souvent aussi, avec d'importantes subventinns

La chasse aux vieux frigos

La Ville de Paris, par exemple, en est enenre à l'expérimentation dans certains quartiers, en demandant eux résidents de déposer deux fois par mois leurs paquets ficelés sur le trottoir nu dans une deuxième poubelle. L'inconvénient, par rapport au conteneur fixe, c'est que les paquets laissés sur le Gazoduc contesté en Pays basque

trottoir sont souvent éventrés par la pluie... nu les eurieux qui viennent feuilleter les

Plusieurs agglumératinns urbaines se sont dotées de « déchetteries », ces centres de récupération sélective des enembrants brevetés par l'ANRED (1). Mais le tonnage récupéré dans ces bennes reste bien modeste au regard des vieux frigos et des matelas qu'on retrouve des vieux irigos et des materas qu'on retrouve encore sur les trottnirs ou an coin d'un bois. Le développement de ces déchetteries, maigré leur succès amprès du public, est entravé par le manque de débonehés afferts à certains produits de récupératinn comme les batteries, les vieux puens en les déchets de bois les vieux pneus ou les déchets de bois.

Si certaines villes comme Marseille on Si certaines villes comme Marseille ou Montpellier n'nnt toujours pas trouvé de formule alternative à leur vieille décharge, la plupart des grandes villes ont opté pour l'incinération. Certaines récupèrent la chaleur pour le réseau de chauffage urbain. Quelquesunes raffinent en se lançant dans la production de biogaz (Amiens) nu de compost (Baynnne). Mais toutes savent ce qu'il en coûte d'éliminer proprement leurs ordures (Baynnne). Mais toutes savent ce qu'il en coûte d'éliminer proprement leurs ordures ménagères, malgré les revenus d'une éventuelle valorisation. La revente des sous-produits ne paye pas le finactionnement de l'usine, loin de là.

Collecte sélective

Pour tarir à la source le flot des ordures ménagères, quelques municipalités se sont lancées dans la collecte sélective et groupée lancées dans la collecte selective et groupée des déchets récupérables : on demande aux résidents de placer dans un même conteneur (la « poubelle bleue » de Dunkerque et les bacs expérimentaux de Chambéry) des matériaux comme les vieux papiers, le verre, le métal et les bouteilles plastiques. Le tri est effectue appaire dans une usine, qui revend métal et les bouteilles plastiques. Le tri est effectué ensuite dans une usune, qui revend les matérieux à des industriels de la transfurmation. Jusqu'à présent, ces essais sont restes très timides, car les débouchés empêchent l'opération d'être immédiatement rentable. Mais qui peut quantifier les bénéfices engendres par l'économie des ressources naturelles?

ROGER CANS

Agence nationale pour la récupération et l'élimi-nation des déchets, qui va bientôt disparaître su pro-fit de la nouvelle Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEN).

Page 11, notre dossier :

■ MARSEILLE : les montagnes d'ordures envahissent les plaines da la Crau.

■ BREST : une usine d'incinération s'est édifiée sur l'ancienne décharge.

■ DUNKERQUE : la poubelle bleus, celle qui permet de « jeter intelligent », favorisa le tri sélectif des déchets ménagers.

Les maires refusent les factures de l'Etat

Pour M. Michel Giraud, président (RPR) de l'Association des maires de France (AMF). le 74 cangrès, qui a'est echevé vendredi 25 octobre, a été un « auccès», avec un account d'afficaces faire de record d'affluence (plus de quatre milla participents) et une large approbation du rap-port moral (90 % des suf-fragee exprimée, contre 87 % l'an demier).

Menifestement, l'eppel lancé – eu demler moment, il ast vrai – per le Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESER), n'a crème été entands. Paur proguère été entendu. Pour protester enntre le « trop lente : réfirme des etructures de l'AMF, la FNESER demandait à sas délégués de ne pes participer eu vote, Résultat : 33 % d'abstentions, eu lleu de 22 % l'an dernier.

La pnint fart da ce congrès, où il a beaucoup été question de finances locales, a été la visite de M. Michel Charasse. Le ministre du budget s'ast livré, non sans un certein courage, comma l'e souligné M. Giraud, at une maîtrise impressinnante da see dossiers, à une séance de questinns-réponses fort

A propos de l'« affaire des 4 milliards a sur la compansation de le taxa profession-nella, M. Charasse a rappalé qua lae allagaments fiscaux accordés eux antreprises ser-vaiant l'intérêt de la nation tout entièra. Dans la résolution finale, adoptée à l'unani-mité, M. Giraud a néanmoins însisté paur que l'Etat cam-pense lui-méma les axonérations qu'il décide, en vertu du principe seinn lequel «qui commande paie».

Ce congrès e mieux pris en campte les prablèmes des maires des DOM-TOM, puisqu'il leur e consecré une jour-née entière. Pourtant, à l'eppel dee quatra maires des plus grandes villes de la Réunion, une cinquantaine d'élus (aur les deux centa qui éteient venus) unt refusé de se rendre à l'hôtel de ville de Pene. Ils tenaient einsi à protester cantre les propos de M. Chirae sur «l'odeur» des

Une âme dans le béton

Les évêchés de la région parisienne, vingt-cinq ans après leur création, tentent de réconcilier l'Eglise et la banlieue

fenunes, qui vivent et meurent, s'ai-ment ou se combattent, prient ou se ou se combattent; prient ou se . rèrent » : ainsi s'exprimait en . désespèrent »: ainsi s'exprimait en 1940, découvrant son nouveau diocèse, l'archevêque de Paris, le futur cardinal Suhard. Jusqu'en 1966, l'Eglise ne comptait en région parisienne que deux diocèses, hérités de la Révulution : celni de Paris (Seine) et celui de Versailles (Seine-et-Oise). Leur inadaptation à la formidable expansinn de la région parisienne était, depuis longtemps, évidente.

Après des atermoiements, l'Eglise décidait, il y a vingt-cinq ans, de décidait, il y a vingt-cinq ans, de

Après des atermoiements, l'éguse décidait, il y a vingt-cinq ans, de procéder à son propre découpage et de faire coîncider son territoire avec celui des nouveaux départements d'Île-de-France, créés deux ans plus tôt, en 1964. Pour Mgr Pierre Veuillot, archevêque de Paris et principal artisan de cette réforme la taille du « départementréforme, la taille du « départementdiocèse », entré dans les mours depuis la Constitution civile du clergé (1790), correspondait bien à la mission et aux moyens de

Le 9 octobre 1966, le pape Paul VI crée donc cinq nouveaux diocèses : aux diocèses de Paris et dioceses: aux oloceses de raris et de Versailles qui sont découpés de moins de deux cents prêtres en activité dans des diocèses comme s'ajoutent les nouveaux évêchés de grande couronne - Corbeil, pour le département de l'Essonne, Pour le deux prêtres pour quinze près de deux prêtres pour quinze près de deux cents prêtres en activité dans des diocèses comme le département le seul d'alerte ; il est de moins de deux cents prêtres en activité dans des diocèses comme le département le seul d'alerte ; il est de moins de deux cents prêtres en activité dans des diocèses comme le département le seul d'alerte ; il est de moins de deux cents prêtres en activité dans des diocèses comme le département le seul d'alerte ; il est de moins de deux cents prêtres en activité dans des diocèses comme le département de l'Essonne, pour le des deux prêtres pour le deux prêtres toise pour le Val-d'Oise - et ceux

NE agginmération de la petite couronne – Saint-Denis pour la Seine-Saint-Denis, Créteil pour le Val-de-Marne, Nanterre pour les Hauts-de-Seine. Dens chacunes, qui vivent et meurent, s'ai-devient esthédrale et un nouvel devient cathédrale et un nouvel évêque s'installe.

évêque s'installe.

Depuis vingt-cinq ans, l'histoire de ces jeunes diocèses, qui comptent parmi les dix plus grands de France, se confond avec celle de l'urbanisatinn de la région parisienne, de l'expansinn de ses nouveaux pôles d'activité et de recherche, de ses migratinns, de l'explosionisatinn et l'indifférence religieuse v sont plus rapides qu'aildéchristianisation et l'indifférence religieuse y sont plus rapides qu'all-leurs. La mobilité de la population, la dislocation des familles, le nom-bre de situations d'exclusion, l'envi-ronnement anonyme sont autant de circonstances aggravantes.

. fragilisés »

Le numbre de pratiquants se rétrécit, au point d'atteindre des pourcentages très inférieurs à la moyenne natinnale de 10 % de fidèles du dimanche dans l'Essonne, le Val-de-Marne, le Val-d'Oise ou la Seine-Saint-Denis, des décartements de près d'un million départements de près d'un million et demi d'habitants. L'effectif du clergé atteint le seuil d'alerte : il est

fragilisées. L'indifférence interroge la foi des chrétiens et affecte nos communautés. Le nombre de prêtres diminue. La relève est insuffisante», écrivent, dans une déclaration comécrivent, dans une déclaration com-mune, publiée à l'necasinn du vingt-cinquième anniversaire de leur diocèse, Mgr Guy Deroubaix, Mgr François Frétellière, Mgr Fran-çois Favreau, évêques respective-ment de Saint-Denis, Créteil et Nanterre (1).

Nanterre (1).

Mais, ajoutent-ils, « cette banlleue est notre terre, nous disons non aux ghettos, non à un développement à deux vitesses, non à toute furme d'enfermement dans le matérialisme». Les évêques de la réginn parisienne mettent ainsi en place les conditions d'une nnuvelle « évangélisetion de la ville». Celle-ci passe d'abord par une plus grande « visibilité » de la présence chrétienne. Soit par les moyens de communication : dix ans après la création à Paris de Radio-Notre-Dame, le diocèse des Yvelines étu-Dame, le diocèse des Yvelines étu-die, par exemple, le lancement d'un mensuel d'informations départementales et religieuses. Soit par la construction d'édifices de culte adaptés aux nouveaux ensembles

. HENRI TINCO

(1) Pour marquer le vingt-cinquième anniversaire de leur diocèse, les évêques de Saint-Denis, Créteil et Nanterre ont organisé une célébration, dimanche 6 octobre, avec le cardinal Lustiger à la cathédrale de Saint-Denis.

Les défenseurs de l'environnement se mobilisent pour éviter l'installation d'une conduite reliant la France à l'Espagne vingt propriétés, dans leur grande majnrité à vocatinn agricule, sont

BAYONNE

de notre correspondant

IGNERA? Signera pas? Dans la petite province basque de Soule, au centre du département des Pyrénées-Atlantiques, ou attendait, ces jnurs-ci, la décisinn du préfet, M. Jacques Andrieu, concernant le projet de gazoduc qui doit traverser cette vallée pyrénéenne. Comme pour la réalisation du tunnel par le col du Somport voisin, qui, par la vallée d'Aspe, en Béarn, doit relier l'Aquitaine et l'Aragon sur un axe de transit européen entre Valence (Espagne) et Bordeaux, le gazodue franco-espagnol est une infrastruc-ture contestée an nom du respect de l'environnement.

Ce gazoduc dnit tenforcer les réseaux de distribution français et espagnol. Entre le gisement gazier de Lacq et Calahorra, dans la com-munauté espagnole de La Rioja, le tracé du gazoduc par la province de Soule, la chaîne pyrénéenne et la pravinco espagnale de Navarra, constituera un point important du maillage énergétique européen.

Etablie à une profondeur moyenne d'un mètre, la conduite devrait être mise en service en 1993: alors, 4 600 m³ de gaz transiteront chaque minute. Sur un tracé global de 50 kilomètres dans tracé global de 50 kilomètres dans coopération entre villages, le syndi-Lire la suite page 10 la seule province de Soule, cent cat intercommunal de Soule, pré-

directement concernées par ce passage. La première apposition vient ainsi d'agriculteurs inquiets. D'autres habitants attirent l'attention sur les travaux et l'atteinte au cadre de vie qu'ils risquent d'occasionner. Enfin, certains rappellent la sensibi-lité de ce secteur pyrénéen aux secousses sismiques. Et de eiter la destruction du village d'Arette, en 1967, dans la vallée voisine, par un tremblement de terre qui bouscula jusqu'aux berges de l'Adour.

Sécurité · et fidélité

L'Association Gazpars tente de fédérer tantes ces oppositions jail-lies des cartons de la Société nationale des gaz dn Sud-Ouest (SNGSO) liée au groupe Elf-Aquitaine. Le gazoduc doit traverser la vallée à la tradition industrielle centrée sur l'espadrille et l'article chaussant. Pnur autant que les entreprises locales puissent en profiter, le passage de cette conduite de gaz devrait être une chance. Telle est du moins l'analyse des industriels, point de vue partagé par la plupart des élus de Soule, engagés depuis une quinzaine d'années dans un processus de développement

local digne de considération. Acteur d'une solide tradition de

sidé par M. François Dascon, a pris une part décisive dans les contrats de pays et la construction d'un lyeée polyvalent professinnnel, capables de dynamiser à nouveau le

Les discussinns entre la SNGSO et les maires, alimentées par des expertises géologiques et écologiques (Haroun Tazieff est venu à la rescousse), se sont conclues sur un compromis. La SNGSO a faurni des garanties sur la sécurité et la remise en état des sites. Elf se serait engagée à participer à la « revitalisatinn de la vallée » par le biais de prêts à taux réduits ou en collaborant evec le Comité d'expansion locale, nu encore en fecilitant la création d'emplois.

Après l'enquête sur le terrain, les ennclusions dant le préset a pris conneissance inclinaient à ce qu'il eppose son paraphe en bas de la déclaration d'utilité publique. Néanmoins, les animateurs de Gazpars ont averti : les garanties de la SNGSO ne leur paraissent pas cré-dibles et l'association pourrait contester devant la justice la régularité de la procédure. Des actinns sur le terrain sont possibles, à l'instar des écologistes bayonnais qui, par des occupations du site, tentent de faire entendre leurs raisons aux engins de terrassement sur la future entrée du lunnel du Somport.

LES régions atlantiques du nord-nuest de l'Espagne, les plus proches vnisines de l'Aquitaine, sont les oubliées de l'investissement étranger. C'est ce qui ressort d'une étude réali-sée par la chambre régionale de com-merce et d'industrie d'Aquitaiue qui s'inquiète du « non-développement, sois de l'angurgissement » de voire de l'appauvrissement » de régions avec qui l'Aquitaine a choisi de collaborer dans le cadre notam-ment de l'Association du Sud-Europe

En 1990, les investissements directs étrangers en Espagne nnt atteint 1 829,6 milliards de pesetas, soit 47 % de plus qu'en 1989, année qui avait elle-même enregistré une hausse de 48 %. Mais sur les 24 mil-liards de francs investis par la liards de francs investis par la France, les dix-sept régions espa-gnoles n'ont pas bénéficié de la même manne. Madrid, la capitale, draine à elle seule 46 % des capitaux, et la Catalogne 30 %. L'Andalousie et l'Euskadi font pâle figure evec respectivement 5,5 % et 2,8 %.

Fra

l'aı

Réunies, la Cantabrie, les Asturies, la Galice et l'Euskadi ne drainent que 4 % des investissements étrangers. « Le Pays basque espagnol est en train de passer à côté du boom économique», constate la chambre régio-nale de commerce et d'industrie, qui pronostique une marginalisation accue de la comiche cantabrique et du nord-ouest de l'Espagne. Selon la CRCI d'Aquitaine, ces déséquilibres ne présagent rien de bon et consti-tuent « un facteur d'affaiblissement de l'ensemble de la façade atlantique

HAUTE-NORMANDIE

Le Tréport refait à neuf

E N pleine application du plan Mel-lick de réduction de la flotille de pêche française, la ville du Tréport, en Seine-Maritime, vient d'inaugure son nouveau port. D'un cout de 71 millions de trancs (MF), cet équipement entièrement financé par le conseil général va permettre l'accueil dans des conditions satisfaisantes des einquante-huit bateaux qui y débarquent régulièrement leur pêche.

Un bassin à flot (avec un niveau constant de l'eau) a été creusé spésité la construction d'une écluse et d'une échelle à poissons pour les truites de mer et saumons qui remontent la rivière la 9resie. Jusqu'à présent les pêcheurs utilisaient sin de commerce qui bénéficie aussi d'un programme de refonte d'une valeur de 30 MF.

La rénevation du port du Tréport, classé port départemental de Scine-Maritime avec Fécamp (Dieppe étant un port d'intérêt national, Le Havre et Rouen, ports autonomes), revêt un caractère très particulier puisqu'il se situe à l'extrême limite septentrionnale de la Haute-Normandie, une partie des équipements se trouvant même dans la Somme sur le territoire de la commune de Mers-les-Bains. En Seine-Maritime, on ne eraint done pas d'affirmer qu'un département normand prend intégra-lement à sa charge le seul port de

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Palavas retrouve son passè

PALAVAS n'avait qu'un seul monument historique, la Redoute, une petite tour de 12 mètres sur 12, datant du treizième siècle et invisible aux yeux du public. La Redoute avait en effet vu ses créneaux rasé l'immense châtean d'eau qui trône Jeanjean, a donc entrepris de la sor-tir de cet écrin peu reluisant en la démnutant pierre à pierre pour la reconstruire hors de l'agglomération, sur l'étang du Levant. Une quarantaine de comp

du davoir se sont rendus à Palavas afin de réaliser pour les pierres man-quantes des blocs à l'ancienne. Ils ont travaillé en public, dans les arènes, avec l'aide de trente ehômeurs recrutés pour l'occasion par la municipalité. En collaboration avec l'Association régionale paritaire pour la formation continue dans le BTP, ces jeunes ont pu ainsi suivre un stage pratique de trois semaines d'apprenti-tailleur de pierre. Une douzaine d'entre eux doivent être sélectionnés pour patticiper à le reconstruction de la tour, qui devrait être achevée pour le 14 millet 1992.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nus correspondants Etienne Bauzet (Rouen), Ginette de Matha (Bordeaux) et Jacques Monin (Mont-

Construction : retour à la rigueur

A Paris, comme dans d'autres grandes villes de France, la pratique des dérogations aux règles de l'urbanisme est condamnée par le Conseil d'Etat

EPUIS le 7 octobre, un projet de modification du POS de Paris est mis à l'enquête publique dans les mairies des vingt arrondisse-ments de Paris. Les Parisiens nnt jusqu'au 9 novembre pnur faire connaître leurs observations. Cette cnnsultatinn inbabituelle est la conséquence d'une série de décisions du Conseil d'Etat d'ebord, puis du tribunal administratif de la capitale, annulant plusieurs permis de construire et provoquant l'inquiétude ehez les promoteurs (le Monde du 12 août 1991).

Saisis par des partieuliers qui s'étonnaient de la hauteur de cer-tains immeubles, les juges ont estimé que l'article du POS sur legnel les services de la mairie s'étaient appuyés pour autoriser les constructeurs à dépasser le nombre de metres carrés normalement prèvu par l'application dn coefficient d'occupation des sols était trop vague.

Les dépassements de COS, ou surdensité, mntivés par la simple invocation d'une raison architecturante. Les juridictions administratives ont voulu donner un coup d'arrêt à ce laxisme qui est loin d'être innocent. D'une part, il entraîne l'édification d'immeubles de plus en plus élevés qui masquent l'harizan et la lumière à des centre part, il est fort rémunérateur pour les promoteurs et pour les municipalités qui touchent une taxe de surdensité pour chaque mêtre carré supplémentaire. Ainsi les dépassements de COS accordés par la Ville de Paris en 1989 lui ont rapporté 1,169 milliard de francs. En donnant tort aux services muni-

Une âme

dans le béton

Il y a vingt ans, le clergé du Val-d'Oise et de l'Essonne, par souci de discrétion, avait poliment refusé les

propositions des aménageurs. Aujourd'hui, l'heure est plutôt à l'af-firmation et le construction d'une

cathédrale futuriste à Evry commen-

cera à la prochaine fête de Pâques

(2). Le diocèse de Nanterre a égale

la Défense (voir notre encadré).

ment un projet ambitieux d'église à

Pour faire face à la pénurie,

l'Eglise teute de redistribuer ses

forces et de trouver de nouvelles-

formes de collaboration. Ainsi le dio-

cese de Nanterre, qui n'est pas le

plus riche, compte-t-il quatre-vingts

permanents salariés, titulaires d'une

a lettre de mission » de leur évêque.

Aux deux cent einquante prêtres et quatre cents religieux en activité, à la quinzaine de séminaristes en forma-

tinn s'ajoutent huit diacres perma-uents (qui peuvent être mariés)

récemment ordonnés. Trois mille cinq cents bénévoles assurent l'ensei-

Compte tenu de la forte densité

hospitalière du Val-de-Marne (Cré-teil, Villejuif, Kremlin-Bicêtre, etc.),

le diocèse de Créteil investit, quant à lui, dans le secteur de la santé. Dans

dont l'Institut Gustave-Roussy, où

passent chaque année quarante-cinq mille cancéreux, l'aumônerie catholi-

que compte uue vingtaine de per-

sonnes. « Nous essayons, sans prosély tisme, d'apporter aux malades une

présence et une écoute», explique Eliane Lambourion. Des chrétiens

sont présents dans le service des

cipaux, les juges administratifs les ont contraints à faire une nouvelle rédaction plus précise de l'article du POS sur lequel ils s'appuyaient jusqu'ici. La Ville de Paris est la première à se mettre en règle. C'est cette modification - en l'occurrence celle de l'article U 15 - qui est soumise à l'appréciation des citoyens. Aux quelques lignes assez succinetes d'autrefoia les services municipaux proposent de substituer un texte extrêmement détaillé, qui ne couvre pas moins de quatorze pages. Désormais les promoteurs ne pourront obtenir à Paris des mètres carrés dépassant ceux prévus par le COS que dans sept cas précisément énumérés. Il faudra que leur immeuble assure « un front bâti cohérent » et masque les murs-pignons des bâtiments déjà construits de part et d'autre. Autrement dit, il devra remplir ce qu'on appelle en urbanisme une « dent

Un grand remue-ménage

Pour les terrains se tronvant à l'angle de deux rues, les volumes devront « s'harmoniser avec les constructions voisines ». Des dépassements pourront être également antorisés s'ils améliorent l'accessibilité et la sécurité des immeubles, par exemple dans le cas de l'adjonction d'un ascenseur à un bâtiment qui n'en possédait pas, si des commerces sont prévus au rez-de-chaussée, s'il s'agit de fermer une loggia sur une HLM en réhabilitation, ou encore si le projet comporte un équipement public. Enfin, quel qu'en soit le motif, les surdensités seront limitées à un certain nombre de mètres carrés. Il est probable que, ainsi encadrées, les autorisa-

soins palliatifs de l'hôpital Paul-

Brousse et participent à la vie des équipes médicales, «La vie, la mort,

l'amour, le combat, c'est toute l'image de la société qui ici nous est

revelée», dit le Père Léon Burdin,

Nombreux sont enfin les chrétiens

engagés dans les zones de pauvreté

de la région parisienne. Mal relié au

centre historique de Saint-Denis, le

quartier des Francs-Moisins 'tale des

façades déshéritées. Dans cet îlot, qui

est, selon la caricature, celui de «la

drogue et du crime», vivent discrète-

ment, au milieu de huit mille habi-

tants majoritairement jeunes et

immigrés, una communauté de reli-

gieuses, des prêtres, des militants de l'Action catholique onvrière, présents

dans les comités de quartier et les

tions de dépassement de COS vont se faire plus rares à Paris. Cela ne va pas manquer de chagriner nombre de promoteurs et de diminuer les recettes de la Ville. Autre consé quence : toutes les villes de France dont le POS comporte un article 15 aussi vague que l'était celui de la capitale vont devoir se mettre au diapasnu. C'est en prévision da cette vague de modifications que le ministère de l'équipement va, dans les semaines qui vienneut et après avoir sans doute demandé l'avis du Conseil d'Etat, expédier des instructions aux préfets. Ceux-ci devront rappeler un certain nombre de principes aux municipalités qui vont modifier leur POS. Les dépas-sements de COS ne sont nullement laissés ou bon plaisir des maires mais doivent obéir à des règles pré-cises. Ils doivent être plafonnés soit en mètres carrés, soit en volume. Ils ne peuvent être motivés que par des raisons d'architecture, d'urbanisme ou d'amélioration d'un service public, et sûrement pas par la nécessité d'alimenter le budget communal au moyen de la taxe de

Ce grand remue-ménage et ce retour à la rigueur provoqués par un arrêt du Conseil d'Etat ne sont pas les premiers du genre. Déjà, en 1973, une décision historique de la même juridictinn - elle concernait alors la ville de Limoges - avait stoppe la pratique des dérogations systématiques aux règles de la construction. Une nouvelle fois les juges administratifs complètent done le code de l'urbanisme, le ren-dant plus contraignant et, en somme, ils rappellent tous les responsables de la construction à la

MARC AMBROISE-RENDU

amicales de locataires, actifs pour la réalisation du programme de DSO (Développement social de quartier) « Nous sommes là, dit une religiouse pour entendre les cris, les rires, le armes de toute une cité. » Accusé d'avoir raté les grands rendez-vous de l'urbanisation et du développement universitaire et scientifique de la région parisienne, les évêques sou haitent prendre à temps la mesure des projets futuristes, comme celui de Roissy-2, de Seine-Amont dans le Val-de-Marne, de l'extension de la Défense, « Le développement se

là. Il faut y être s, martèle Mgr Deroubaix, évêque de Saint-De-nis. Conscients du retard pris en vingt-cinq ans, ils veulent a sortir des circuits d'Eglise», encourager toutes les forces de proposition, voire de contestation, au nom d'une certaine idée de l'homme dans la ville.

(2) La construction de la cathédrale d'Evry commencera cependant avec six mois de retard par rapport au calendrie prévu, compte tenu de difficultés de finan

Une église à la Défense

«On ne construit pae à la Défense comme dans un champ de betteraves » : le Père Francis Deniau, vicaire général du diocèse de Nanterre, illustre par l'humour le bras-de-fer qui l'oppose - pacifi-quement - à l'établissement public de la Défense. Un accord de principe exists pour la construction d'une éclise sur le parvis. Ouvert en 1977, le relais Jean-XXIII --150 mètres carrés au pied des tours Atlantique et Crédit lyonnais

per le centre d'affaires, de congrès et de tourisme, surtout depuis la construction de l'Arche et avant le projet d'extension de la Défense

A l'emplacement actuel du relais Jean-XXIII, sur trois étages, le pro-jet d'égliee Notre-Dame de Pentecôte est ambitieux. Il porte sur 1 600 mètres carrés, soit «la surface de deux tours de la pre-mière génération », dit-on à l'établissement public. Les négoc sa poursuivent, avant que les archi-tectes ne se mettent au travail.

BIBLIOGRAPHIE

- n'est plus adapté à la taille prise

L'Europe communautaire et les régions

■ NARQUE, diptomate de carrière, présentement en poste à la représentation permanente de la France auprès des Communautés européennes, M. Yves Doutriaux e une faculté rare à Bruxelles : il peut se mettre dans la tête que le jargon des curocrates, leurs sieles abscons, leurs concepts, ne font pas encore partie de la culture générale. Son langage pédagogique, son esprit clair, lui ont permis d'écrire un petit ouvrage : la Politique régionale de la CEE, qui sans être plus hilarant que le sujet lui-même - sera une lecture facile et profitable pour tout élu, tout responsable local désireux de s'instruire sur la politique communautaire à l'égard des régions.

Comment est-on « èligible » au FEDER, au FEOGA et autres « fonds structurels »? Comment profiter du structurels sont appelés à compenser sais-je?

« pragramme ENVIREG » on l'image parfois négative véhiculée «INTERREG»? A quoi se reconnaît-on comme « une région industrielle en déclin», ou «une région urbaine à problèmes», ou « une région ultra-périphérique »? Le livre apporte quelques-unes des réponses essentielles pour qui a medité sur ces chiffres: 420 milliards de francs sont prévus pour l'aide commonantaire aux régions sur la période 1989-1993 et 42 % des ressortissants des Douze y ont droit è un titre ou à un autre. Encore faut-il connaître les moyens de s'attirer la manne quand on est un de ces conseils régionaux avec lesquels la Commission de Bruxelles souhaite développer le « partenariat », parfois dans le cas du « transfrontalier » par-dessus la tête des Etats.

dans les régions par les contraintes nées de la réforme de la politique agricole commune », écrit diplomatiquement M. Yves Doutriaux. Il est bien place pour evertir que l'après 1993 risque d'être moins faste pour nos entités locales, parce qu'il faudra bien prendre quelque part, dans le budget communautaire, tout l'argent nécessaire à l'Est, à commencer par l'ancienne RDA. Raison de plus pour ne pas perdre de temps, comme l'ont compris quelques régions françaises aussi actives que les Länder allemands dans le lobbying bruxel-

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

▶ La Politique régionale de la CEE, par Yves Doutriaux, 123 p., Presses universitaires «D'une certaine manière, les fonds de France, collection Que

La décentralisation méconnue

ES Français ont-lla oublié leurs leçons d'instructinn civique? Tel est la question qui vient à l'esprit à la lecture du sondage publié par l'hebdomadaire la Gazette des communes dane eon numéro daté du 21 octobre (1). A quelques mois dea élections régionales on découvre ainsi que seulement 15 % dee perannnee interrogées savent comment sont élus les conseillers régionaux. Pour les élections cantonales, le niveau de onnnaissance est un peu plus élevé puisqua 31 % ennnelssent l'existence des cantons.

eux départements et eux régions, estiment 49 % des sondés, même s'ils sont 21 % à penser que les préfets ont plus de pouvoir grâce aux lois de 1972 et 1982. Comme l'écrivent lee rédacteurs de la Gazette, « la décentralisation mérite encore quelques explications. Ces réponses devraient conduire les responsables politiques à être plus pédegogues».

(1) Sondage réalisé par CSA et la Gazette, du 27 septembre au 3 octobre, auprès un échantillon représentatif de 1,000 personnes âgées de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas.

BLOC-NOTES

AGENDA

développement régional. – Un atelier sur le rôle des technopôles dans le développement régional est organisé, mardi 29 octobre, au cours des quatrièmes Journées internationales d'Intelim européenne de l'immobilier igent et des technopôles) qui auront lieu au Palais des congrès à Strasbourg.

▶ Réseaux. 21, rue Rollin. 75005 Paris. Tél. : 43-29-15-31.

□ Intéressement. - La Fondation pour le gestion des villes et des collectivités territoriales organise un coloque sur l'intéressement di personnel et les perspectives du nouveau régime indemnitaire, mercredi 30 octobre, à Paris.

16-1) 42-56-39-70,

Congrès de l'Union des conseillers généraux de France. - Le sixième congrès national de l'Union des conseil généraux de France, qui aura lieu à Colmar les mercredi 30 et jeudi 31 octobre, doit évoquer les questions du statut de l'élu local, de l'aménagement du territoire et de l'espace rural et de l'avenir des Union des conseillers gér de France, 109, boulevard sonville, 54041 Nancy Ced

PUBLICATIONS

· Cartes thématiques. - Le ... service technique de l'urbanisme du ministère de l'équipement et du logement édite le premier ouvrage qui présente les cartes générales et thématiques sur les caractéristiques physiques d'un ite, le milieu naturei ou l'occupation humaine. Ces cartes représentent une source d'information indispensable à toute étude d'environnement et d'aménagement.

▶ 176 pages, 320 francs. A commander au STU. Arche de la Défense, 92056 Paris la Défens Cadex 04. Tél : 40-81-15-82.

D. Culture et ruralité. - Les. Editions municipales viennent de faire parettre un ouvrage intitulé l'Animetion culturelle en milieu rural, qui présente les partenaires concernés (mouvement associatif, ministères, collectivités) ainsi que les pratiques culturelles des ruraux, et notamment la lecture

>.214 p., 190 F. 4 per, rue du Bou-loi, 76001 Paris.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Chaque mois le Crédit local de France présente un thème.

Les dépenses d'investissement

ES dépenses d'investisselocales comprennent essentiellement les dépenses d'équipement (travaux et acquisitions réalisés : en direct), les subventions d'inboursements d'emprunts. Le ventilation des dépenses d'inves-tissement varie selon le type des collectivités. L'équipement domine pour les communes, alors que les subventions d'in-vestissement versées ont une importance relative plus forte pour les départements et surtout pour les régions.

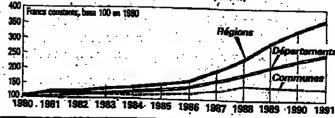
Les collectivités locales sont. en France, les principaux investis-seurs publics : leurs dépenses d'investissement (hors remboursements d'emprunts) représentent, en 1990, un peu plus de 2,4 % du PIB et plus de 50 % des dépenses d'investissement publiques totales. Les collectivités locales fran-

coises assurent arrai, pro-leurs homologues européennes, une part importante de l'investie authlic – seule l'Italie, oi sises assurent ainsi, plus que une part importante de l'intersis-sement public – seule l'Italia, où les régions bénéficient depuis 1970 d'une autonomie très large, les dépesse. D'autre part, plus que dane la plupart des autres pays européens, elles tournent leurs activités vers l'investisse-ment : en Ernero, plus de 25 4 ment : en France, plus de 25 % des dépenses publiques locales eont ennetituées par des dépenses d'investisse

. L'analyse de la structure des ment des collectivités budgets des collectivités locales montre que ce sont les régions qui consacrent le plua grande part de leurs dépenses totales à investissement (hors remboursements d'emprunts) : environ 60 %, contre quelque 25 % pour les communes et plus de 30 % pour les départements. Cependent, le poids relatif des dépenses d'investissement communales thors remboursements d'emprunts) est plus élevé, avec près de 95 milliards de francs en 1991, contra 57 milliards pour les départements et environ 30 milliards pour les régions. Depuis 1980, les dépenses

d'investissement (hors remboursements d'emprunts) des communes, dépertements et régions ont eugmenté, en moyenne annuelle et en francs constants, de 5.4 %. Le plus forte progres-sion concerne las régions (+ 12.3 %), qui ont connu une poussée de leurs dépenses d'équipement à partir de 1999 (date du transfert de compétence en ce qui concerne les lycées) et un doublement de leurs subventions versées en dix nna Les départements ont également connu une croissance importante de leurs dépenses d'investissement (avec un taux de croissance moyen annuel da 9,5 %), qui s'explique largement par les efforts déployés en matière de voirie et d'équipements scolaires.

Evolution comparée des dépenses d'investissement



amontagne de Mars

F ...

- -

3 200

....

Le casse-tête des déchets ménagers

La montagne d'ordures de Marseille

Chaque jour, quatre-vingts wagons emportent les déchets de la ville jusqu'à la plaine de la Crau, où ils sont entassés depuis 1912

de notre envoyé spécial

1. 10 - 15 400E

Codes

Contraction of the second

and the second second second

Hander of All Artering

William Artifician Artifician

Levise et la la -la

The state of the s

NEW WITHOUT TO U.S. AT DRIVERS

the second control of the second control of

Barbara yang mengani sebagai s

es dépenses

nvestissement

PUBLICATIONS

Garage Land

والمعالم والكاراتي

المصاحب ولأرا

ا ما در المعالم المعالم

AND IN THE THE

The property of the

× 1

April 18 to the second

The second second

The state of the s

الحمد المالي يحرم

A décharge d'Entressen, la phis grande d'Enrope, où la ville de Marseille déverse 1 000 tonnes de déchets chaque jour, a complètement change d'aspect an cours des dix dernières années. Finies les images choes ces tameaux camarquais des mas environnants qui cherchaient désespérément à débar-rasser leurs cornes d'oripeaux ridiules; ces arbres des alentours transformes en grotesques éponvantails de

Il est difficile d'imaginer que la butte du Ventoulet, qui domine de ses 30 mètres de haut les 145 hectares ses 30 metres de hait es telle-même, une montagne d'ordures. L'herbe et les roseaux s'y développent en harmonie, laissant à peine entrevoir au milieu de leurs tiges quelques morceanz de por-celaine ou de plastique. Seule une odeur assez forte d'un gaz étrange se dégage des entrailles de la terre. Ce sommet domine quelques étanga péisibles où des pêcheurs lancent leurs hanieçons. Tout autour s'étend la plaine alluvionnaire de la Crau.

prame annytonnane de la Clau.

Un nuage de plusienrs dizaines de milliers d'oiseant blancs est la pour rappeler que la décharge est toujours en activité. Sur un « casier » d'environ 5 hectares, le casier » d'environ 5 hectares, le caster de conforme à la légende. spectacle est conforme à la légende « dantesque » qui court depuis des années sur Entressen. Des grues pelleteuses arrachent d'une dizaine de wagons des tonnés d'immon-dices dont s'échappent, surtout, les jous de mistral, des sacs en plasti-que multicolores. Des buildozers que multicolores. Des bindosci-qui rugissent en crachant d'épais panaches de fumée répoussent ces nouveaux arrivages vers le sommet de la butte environ une dizainé de mètres plus haut. D'autres énormes pariers aux rones dentées, dites à engins aux roues dentées, dites à « pieds de mouton », tassent ces déchets. Tout autour, des grilles de plusieurs mêtres de hauteur retiennent les sacs qui s'échappent. Au nent les sacs qui s'échappent de plusieurs de la control de la contr pied des wagnns, des buvriers pied des wagnns, des ouvriers ramaissent les envalussants plastiques. Des équipes doivent même aller les rechercher dans la campagne environnante lorsque le mistral les entraîne au-dessus des barrières. Derrière la batte où sont dessure les cardines d'autres batte. déversées les ordures, d'autres bull-dozers étalent de la terre. Plus loin, on extrait des « gadoues », des couches de détritus antérieures à 1940 (avant Parrivée des bas nylon et des sacs poubelles). Elles servirout d'engrais aux plantations qui sont faites sur des coilines d'nne dizaine de mètres de hauteur.

Des déchets en couches verticales

e Jusqu'en 1980, ici c'était un c Jusqu'en 1900, ici c'esti un chantier. Aujourd'hui c'est une vraie décharge a, remarque avec fierté M. Roger Blanchet, responsable des lieux, devant ses burems ombragés de platanes et bordés de jardins, robe de la roge ferrée qui amène les de platanes et bordés de jardins, près de la voir ferrée qui amène les wagons depuis la ligne Paris-Marseille. La ville de Marseille a effectivement compris depuis ime dizaine d'années que laisser la décharge d'Entressen en l'état ne pouvait que contribuer à nuire à l'image, déjà passablement détéctorée, de la cité. Jusqu'en 1966, les ordures étaient déposées en couches verticales. Une voir ferrée était construite an fur et à mesure pour quadriller les 45 hectares de terrains achetés par la ville en 1912. C'est d'ailleurs parce que les agriculteurs de la plaine de la Crau récupéraient depuis la fin du siècle dernier les ordures de la ville pour s'en servir d'engrais que les la balle de la character de la ville pour s'en servir d'engrais que les la value de la valu pour s'en servir d'engrais que les eus de Marseille ont eu l'idée d'im-planter leur décharge dans cette zone caillouteuse à 65 kilomètres de la ville.

En 1967, alors que la zone de décharge est portée à 80 hectares, un commence à étaler les déchets par couches de 2 mètres et à les par coucnes de 2 metres et à les aroser régulièrement au printemps et en été pour éviter les incendies. La voie ferrée trouve alors son tracé définitif dans le vallon au milieu des collines de déchets anciens que les courses manufact le grad d'annuelle et a val d'an les ouvriers appellent le « val d'en-fer ». Il fant attendre 1980 pour yoir apparaître la technique du compactage, et quelques années plus tard le reconviement des conches successives par de la terre.

La régularisation administrative a commence il y n trois aus à l'incia commence ii y ii trois aus a i nice tation du ministère de l'environne-ment. La décharge d'Entressen est en effet toujours considérée comme parfaitement illégale par les antorités : aucune autorisation n'a d'ailtés : aucune autorisation n'a 0 au-leurs été demandée depuis 1912. Il n'est bien sûr plus possible de pren-dre des précautions pour protéger le sous-soi mais la décharge ne pollue baz battienjigtement ja nabbe

phréatique. Les responsables locaux du Bnreau de recherches géologiques et minières (BRGM) n'ont constaté qu'une concentration a modique » de sulfates et de chlorures en aval de la décharge. La Société du canal de Provence est par ailleurs chargée de l'entretien des zones qui ont déjà été réhabilitées et mises en culture, ce qui justifie sans doute la dénomination actuelle de la décharge: Centre de actuelle de la décharge : Centre de traitement biologique des résidns urbains.

Récupérer le biogaz

Certains habitants de Saint-Martin-de-Crau, commune sur laquelle se trouve Entressen, ne savent même pas que leur commune recort chaque juur les ordures de la ville de Marseille. Il est vrai qu'avec ses 22 000 bectares Saint-Martin-de-Crau est une des communes les plus étendrés de France et que la 22 000 bectares Saint-Martin-de-Cran est une des communes les plus étendués de France et que la déchargé se trouve à 9 kilomètres du centre-ville. « L'image d'une commune souvent présentée comme la plus polluée de France en raison de la présence de cette décharge d'une ville de 300 000 habitants, à côté d'usines d'explosifs et de nombreux pipe-lines, a cértainement conduit certains à refuser de s'y installer », reconnaît le maire, M. Claude Vulpian. Ardent défenseur du biotope de, la Cran, il regrette aussi que les émanations de gaz venant de la décharge rendent souvent l'atmosphère, de la commune aussi polluée que celle de la zune de Fos.

Mais si le premier magistrat de Saint-Martin-de-Crau appréhende la fermeture d'une entreprise dont 45 des 60 employés pourraient s'ajouter aux 450 chômeurs de cette commune de 11 000-habitants, il prépare déjà la demande d'adhésion de la ville à un syndicat inter-

sion de la ville à un syndicat inter-comment de traitement des ordures ménagères, puisqu'elle n'eura plus accès comme mainte-nant à la décharge d'Entressen. Par contre M. Vulpian apprécie les efforts de la ville de Marscille pour

mettre en place un système de récu-pération du biogaz qui s'échappe des millions de tonnes d'ordures entassées. Il pourrait servir pendant une quinzame d'années à déshydra-ter de formats foin de la Contact ter ce fameux foin de la Crau dont on dit qu'il nourrit les chevaux de la reine d'Angleterre et de l'émir du Kowest. Une activité qui emploie

plus de cinq cents personnes. Les fancons de la base militaire d'Istres et de l'aérodrome de Marid'Istres et de l'acrorrome de Mari-gnane risquent anssi un jour de ne plus être assez efficaces pour chas-ser les moneties rieuses et les goé-lands argentés qui viennent pertur-ber les vols des avions au cours de leur périple entre les calanques, les îles du Frioul et le gigantesque eself-services d'Pritressen. « self-service » d'Entres

La ville de Marseille elle-même est confrontée à ces convois qui partent chaque jour de la garc d'Arene près du port et du centre souterrain du boulevard Bonnefoy an Prado. Quatre-vingts wagons recouverts de filets qui n'empêchent pas les gabians de les poursuivre en piaillant, Malgré la crise démographique que traverse la ville (10 000 habitants la quittent chaque année), le tonnage de ces La ville de Marseille elle-même chaque année), le tonnage de ces déchets ne cesse d'augmenter : 80 000 tonnes en 1960, 300 000 en 1973, 400 000 en 1990.

Les 300 hectares que possède la cité phocéenne sur le site d'Entres-sen permettraient à Marseille de se débarrasser pendant au moins nne quinzaine d'années encore de ses déchets sur un site qui a été amé-nagé avec une certaine réussite. nagé avec nne certaine réussite.

Mais M. Rubert Vigouroux sait trop que « même si la politique n'est par que l'écologie », il ini faut faire quelque chose pour qu'on ne mantre plus sa ville du doigt. Le plan écologique qu'il a présenté en début d'année l'annançait : le conseil municipal a lancé en juillet un concours « pour la mise en œuvre de misuelles filippes comprenant deux. nouvelles filières comprenant deux usines de traitement des déchets ».

Ainsi en 1995, on inuera peut-être sur une hauteur de 25 mètres. La au golf sur ce qui ful la plus grande décharge d'Europe.

CHRISTOPHE DE CHENAY un soulagement en raison des gent dans de micro-installations.

Brest choisit l'incinération

Une usine vert et rouge est aujourd'hui installée sur l'ancienne décharge. Des milliers de goélands ant pris la fuite et les écologistes semblent satisfaits

de notre correspondant

NCINERATION on methanisation? La question nvait été posée en 1984, au moment où la ville de Brest décidait de construire une usine de traitement des ordures ménagères sur le site de l'ancienne décharge. EDF-GDF voulait que Brest s'engage dans la voie du bio-gaz et devienne la vitrine nationale d'une technologie plus propre. Mais les responsables de la communauté urbaine avaient préféré un procédé ayant fait ses

Malgré la constitution d'un comité de défense, la communauté n'a pas en de grandes difficultés à imposer la construction dans un quartier pourtant très urbanisé. L'espoir de voir disparaître la décharge l'a emporté, parmi la population, sur la crainte des fumées de l'incinération. Le seu vert des écologistes de la SEPNB (Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne) a facilité la procédure, ainsi qu'un travail d'information anprès des associations de quartier avec pour garantie de transparence, en ce qui concerne les rejets, la proposition d'installer un poste de mesures placé sous la responsabilité d'une association pour la prévention de la pollution atmosphérique.

Il est vrai que le Spernot, nû trône aujourd'hui une grande usine vert et rouge, était devenu l'endroit le plusdétestable de la ville. Dans ce qui fut autrefois un joli petit vallon dont de vieux Brestnis se souviennent à saturation était attendue comme permis d'éviter un gaspillage d'ar-

odeurs, des poussières et des nuées de goélands venant se régaler dans ces lieux. Une étude lancée par la SEPNB avait permis d'établir un comptage relativement précis des hôtes de ces lieux : 40 000 à 50 000 oiseaux. Depuis, faute d'ordures à se mettre sous le bec, le nombre de ces éboueurs des mers a sérieusement diminué. Certains ont choisi le centre-ville ponr fouiller dans les sacs poubelle lorsqu'ils ne sont pas assez vite collectés.

Le quartier n'en est pas pour autant réconcitié avec ses nrdures, Car la plaie de la décharge ne s'est toujours pas cicatrisée. D'autant que l'usine s'est avérée plus hruyante que prévu. Il a fallu faire des améliorations pour en réduire l'intensité sonore. La communauté urbaine, qui avait d'ailleurs émis des réserves quant au paiement de la facture (celles-ci sont à 95 % levées), souligne qu'il n'y a plus aujourd'hui de plaintes et estime donc que son contrat est rempli sur ce point,

Eviter les micro-installations

Mais le fait qu'on ait cessé d'empiler à ciel ouvert est déjà un grand pas vers la réhabilitation du site. Construite entre 1986 et 1988, l'usine d'incinération, qui a coûté 160 millions de francs hors taxes, traite 125 000 tonnes de déchets par an, provenant des huit villes de la communauté urbaine et de cinq SIVOM de la région de Brest. Après des réticences, l'intercommunalité a joué, elle a pris une forme très large pour résoudre un problème précis. Des cantons ruraux croulaient aussi leurs ordures, ils ont ainsi lions de mètres cubes d'immondices, trouvé une solution économique. sur une hauteur de 25 mètres. La Cette solution unique a abouti à la fermeture de cette décharge arrivée fermeture de petites décharges et a

La «qualité» des ordures desti-nées à l'incinération augmente dans la mesure où se créent, sur toute la zone de collecte, des déchetteries modernes. Dans la seule communanté urbaine, ce dispositif de tri ajouté à la mise en place de conteneurs permet de récupérer 3 000 10nnes de verre, soit 5 % du tonnage recueilli, quantité appréciable, et 40 000 litres d'huile usagée.

En valorisant les ordures ménagères, cette usine permet de faire nne économie d'environ 10 000 tonnes de pétrole. Les deux fours, d'une espacité de combustion de 18 tonnes par beure, ehauffent les bâtiments de la Sécurité sociale, es camments de la Securite sociale, six ensembles immobiliers, deux pis-cines, l'université, l'hôpital, cinq lycées, l'hôtel de ville, trois collèges ou groupes scolaires, une bibliothe que, un gymnase, soit l'équivalent de 10 000 logements.

Ce réseau (un investissement de 70 millions de francs), qui s'étire sur 14 kilomètres, est concédé à la société UTPC (filiale de la Compagnie générale de chauffe). Celle-ci achète la chaleur à l'usine et la facture aux abonnés du réseau, à qui l'on garantit au moins un prix 5 % au-dessons de l'énergie conventinnau-dessons de l'énergie conventini-nelle. Autrement dit, les recettes varient en fonction des indices éner-gétiques. Et cela influe, par ricochet, sur le coût du traitement de la tonne d'ordures. De 100 francs annoncés lors du lancement de l'installation, nn est passe à 150 francs car les dividendes de la chaleur sont tom-bés de 13 millions de francs à 5,5 millions de francs, pour un amortissement annuel de 12 millions de francs et des frais d'exploitation de 11,5 millions de francs.

Epuration des fumées

de l'environnement, la barre a été placée au uiveau des normes euro-péennes, plus dracouiennes que les normes nationales. L'usine possède une installation d'épuration des fumées très sophistiquée, permettani leur refroidissement, leur déchloruration, la esptation des métaux (mercure, cadmium), ainsi que leur dépoussiérage. Elle est en outre équipée d'un procédé «bio-stop», installé pour la première fois dans le monde selon la communuté urbaine. Il s'agit d'arrêter la fermentation des ordnres par insufflation d'air chaud afin de rendre possible leur stockage.

A Brest, la capacité de «conservation» est de 4 000 tonnes. L'intérêt d'un tel procédé est de n'avoir pas à répandre à l'air libre les ordures lors des arrêts techniques ou lors des pannes sur les fours. La mise au point du biostop s'avère cependant délicate. Des phénomènes d'auto-inflammation se sont déjà produits à l'intérieur du conteneur. Et quand, pendant le mois de septembre, l'usine a été en partie arrêtée, il a fallu recourir à la méthode ancienne de la décharge. Mais la parade est maintenant trouvée, assurent les res-pousables de la communauté.

Usine pilote, l'installation du Spernot ne peut cependant «digé-rer» l'ensemble des déchets du rer» l'ensemble des déchets du Grand Brest. Il reste 35 000 tomes de gravais et d'objets non incinérables, qu'il faut entreposer dans la décharge déjà saturée faute de trouver un autre lieu. Les projets de centre d'enfouissement à l'étude dans le département du Finistère suscitent à chaque fois de vives réactions parmi la population. D'où des retards pris quant à la réhabilitation du site de la décharge, qui doit devenir dans un avenir proche ou lointain un espace de sports et de loisirs. espace de sports et de loisirs.

M. Jean-Pierre Laizné, directeur dn service d'hygiène de la communauté urbaine, estime qu'il faudra se fixer pour objectif de ne plus rien mettre en décharge. En attendant, il fant aussi entreposer les cendres provenant du traitement des funées et dont le stockage nécessite quel-ques précautions de manière à éviter que par lessivage les métaux qu'elles contiennent soient entraînés vers les nappes. La communauté urbaine avait mené une expérience d' « inertage». Mais il n'existe pas encore de réglementation nationale sur ce point. Pour reprendre l'expression du maire et président de la communauté urbaine, M. Pierre Maille, « globalement, la situation s'est amé. liorée ». Un propos optimiste, qui prend en compte les problèmes non encore résolus, mais qui n'nublie pas qu'une plaie a disparu.

GABRIEL SIMON

Collecte sélective à Dunkerque

Le mercredi est le jour des poubelles bleues pour les habitants de la communauté urbaine du Nord, qui ont appris à trier les matériaux récupérables

UUE

de notre correspondant

E tri sélectif, à Dunkerque, est d'abord une histnire d'hommes Celle de quatre militants, dont André Gabet, trois cadres d'entreprise et un méde-cin, tous les quatre habitant Hem, dans la banliene de Lille, qui se disent, an début des années 70, qu'on ne peut continuer à gaspiller et à polhuer impunement. Ils lancent, avec toute la force du sigle choisi, les CRI (comités de recy-clage par l'innovation). Une associa-

tion se constitue et commence à dis-poser, ici et là, dans les quartiers des communes voisines, puis dans la métropole lilloise tout entière, des bacs pour récupérer les bouteilles et bacs pour récupérer les bonteilles et les vieux papiers. Tout fonctionnait alors sur l'apport volontaire : les gens dévaient se déplacer pour déposer verre et vieux papiers. « Nous avons appris, sans le savoir à cette époque, un nouveau mêtier, raconte André Color Con a découpert que la nomiun nouveau meuer, racome Andre Gabet. On a découvert que la population était demandeur : qu'elle attendait qu'on l'aide à s'organiser. Mais on s'est rendu compte aussi que notre système servait d'alibi et de bonne conscience aux collectivités et qu'il n'avait aucun avenir industriel, cur la quantité des déchets récoltés, verre et popier-carton, était trop petite. »

Expérience concluante

L'ingénieur métallurgiste s'aper-coit rapidement qu'il doit dévelop-per son projet. Grâce à l'audace d'un homme de quatre-vingt-sept ans, Albert Denvers, président de la communanté urbaine de Dunkerque, il se lance, avec l'appui de l'agence régionale de l'énergie et l'agence regionale de l'energie et celui de l'agence pour la récupération des déchets, dans l'aventure de Triselec. « Vers 1985-1986, nous apons défini l'idée de la deuxième poubelle, du vijeter intelligent à la source». Nous avons essaye de la vendre, mais nous nous sommes heuriès à de multiples obstacles lies aux mentalités, celle des élus, celle

des professionnels aussi bien du se succèdent à Dunkerque, comme ramassage des ordures ménagères que des industriels susceptibles de réintroduire les matériaux recyclés dans leur production.»

Pourtant, anjourd'hui, à Dunkerque, la poubelle hieue est entrée dans les mœurs. Trente-cinq mille foyers en sont équipés : d'ici à 1993, ce chiffre sera porté à cinquante-six mille, soit les trois quarts de la population. Resteront hors du jeu les immeubles collectifs, qui scront dotés de bacs spéciaux. La poubelle bleue est destinée à recevoir verre, papier-carton, métaux, plastique, etc., les déchets « propres et secs ». Les habitants font eux-mêmes le tri, et, au hout d'un an et demi d'expérience, force est de se sendre counté qu'ils suiest de se rendre compte qu'ils suivent plutôt bien les consignes. Mieux en tous les cas que ce qu'on espérait, paisque, sur les 16 000 touries collectées en poubelles hlenes depuis nn an, on est plus proche des 80 % que des 70 % effectivement recyclables.

Le dispositif de collecte ne s'est pas ainurdi, même si, an moment de la mise en place, il a fallu nego-cier avec le syndicat CGT des éboueurs, ce qui a retardé sensible-ment la généralisation de l'opérament la generalisation de la poubelle tion. Le ramassage de la poubelle bleue s'est simplement substitué à l'une des trois collectes hebdomadaires traditionnelles. Les produits collectés sont ache-

vers Triselec, l'usine de tri située dans la zone industrielle de Petite-Synthe, à 8 kilométres du centre-ville. De l'extérieur, rien uc laisse supposer qu'il s'agit d'une usine de traitement d'ordures ménagères. Seuls les camions et les conteneurs des produits triés prêts à partir laissent deviner l'activité de l'entreprise A l'intérieur, l'impression est la même. Les déchets sont déversés à l'abri. Un engin les dépose sur un tapis ioulant, qui les monte à la salle de tri. Celui-ci est effectué, pour une grande part, manuellement. L'idée u'en est pas toujours bien acceptée par les visi-teurs ou les délégations d'élus qui

si, en quelque sorte, on avait mau-vaise conscience à faire trier nos déchets par des hommes et des

Mais, selon André Gabet, pour l'instant, il n'existe pas de machine adaptée, et lui-même paraît d'autant moins pressé de trouver la machine adéquate que Triselec devient, en même temps, une entre-prise de réinsertion. De chaque côté du tapis, le personnel saisit cartons, papiers, plastiques divers qui s'en vont dans un grand bac, où ils sont concassés et stockés. Même chose pour les métaux captés par des aimants et les verres cassés. Les bouteilles réutilisables sont triées et stockées séparément.

Les industriels longtemps réticents

Entrée en service en décembre 1989, Triselec n'a pas encore équi-libré ses comptes - il fallait attendre la montée en charge, - mais cela devrait être le cas en 1991; amortissements compris, le coût de fonctionnement est estimé à 1300 francs la tonue pour 16 000 tonnes collectées et traitées. En 1990, l'entreprise a revendn les matériaux triés 240 francs la tonne et facturé 130 francs la tonne de produite collectée à la communauté. produits collectés à la communauté urbaine. A titre de comparaison, l'incinération est facturée 250 francs la tonne.

L'entreprise a le statut d'une société d'économie mixte, dans laquelle les concepteurs du projet ont voulu intégrer, outre les collec-tivités locales, les industriels. Mais verriers et papetiers se sont montrés, à l'époque, réticents, car cela entrait mai dans leur logique de grands monstres industriels soucieux de contrôler d'un bout à l'autre leur filière de production. Seuls à ce moment ont suivi les récupéra-teurs. Cependant, pour se mettre à l'abri des fluctuations de cours, Triselec a pu négocier à des prix garan-tis - entre 15 % et 20 % - l'achat de ces produits.

Aujonrd'hui, les choses unt bien

changé. Des grands de l'industrie se sont regroupés au sein de ERRA (European Recycling and Recovery Association), dont l'objectif est de développer la récupération des déchets ménagers recyclables. ERRA participe à dix projets pilotes en Europe, dont deux en France: Chambéry et... Dunker-que. Triselec, de son côté, se dit que son expérience est transposable dans d'autres sites, d'autres collectivités. Son coût relativement réduit (11 millions de francs pour une capacité de 16 000 tonnes), la réduction extrême des nuisances en font une unité de proximité pour une collectivité locale moyenne ou grande. Le détail est important, car qui dit proximité par rapport à la zone de ramassage dit coût réduit

de la collecte. L'idée fait son chemin. La communanté urbaine de Lille, dont la munante urbaine de Lane, dont la situation politique s'est éclnircie depuis les dernières municipales, a repris le problème de zéro et, là, on change d'échelle : de 80 000 tonnes à Dunkerque, on passe à 600 000 tonnes annuelles à Lille. Et la question est d'autant plus difficile mais plus saine à résoudre qu'nn s'y est donné pour principe la «territorialité », qui implique de traiter, de recycler et d'éliminer sur son pro-pre territoire les déchets produits. La méthode consistera à « jeter moins, trier plus et traiter mieux ».

D'ores et déjà, in métropole lilloise s'est engagée dans une expérience de collecte sélective en mettant à la disposition des babitants d'une dizaine de communes des poubelles à compartiments, qui onl l'avantage, par rapport à la poubelle bleue, d'éviter une collecte spécifique. Et André Gabet d'espérer que si Lille se met « au traitement intelligent » des déchets domestiques et, après elle, pent-être les villes du bassin minier du Pas-de-Calais, il y aurait là un « gisement » qui pourrait amener à simplifier encore le processus Triselec et à inventer une activité nouvelle dans la region.

JEAN-RENÉ LORE

4 Age on " d with read and A Company of the Comp M. Andrewson . Total . The state of the s No. New

<u> فيمسيني</u> . المحمد المراجع المراجع

BOURGOGNE: un mefou

Préfecture : Dijon Départements : Côte-d'Or (préfecture : Dijon) Nièvre (préfecture : Nevers) Saône-et-Loire (préfecture : Mâcon) Yonne (préfecture : Auxerre) Superficie: 31 591 km2 Population: 1 609 653 habitants **Principales** agglomérations: (226 000 habitants) Chalon-sur-Saône (77 000 habitants) Montceau-les-Mines (47 417 habitants) Macon

(47 000 habitants)

(42 000 habitants)

Auxerre

mo frai

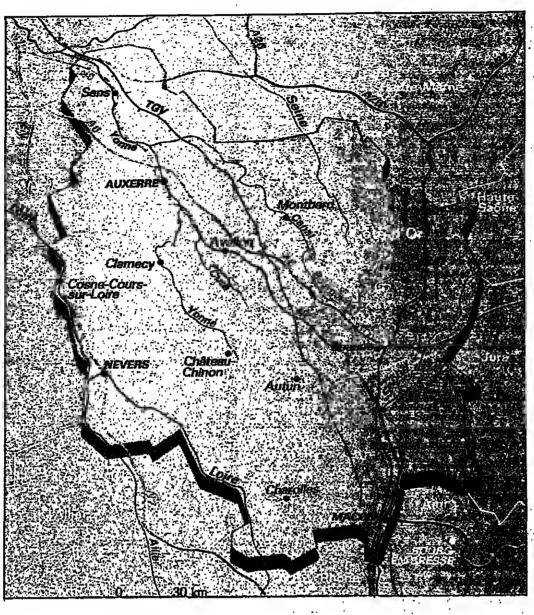
par der affe

ma per lor M. 3,4 prc d'E ful

for

ma du ca:

rev de ave taii Pai cai mc noi de bri éte



S'il est une région qui symbolise le bien-vivre, la tradition de l'accueil - non sans truculence, c'est bien la Bourgogne. Les atouts que lui confère une réputation prestigieuse se heurtent à des handicaps dont le moindre n'est pas la coexistence de deux « petits » départements avec des voisins quiprétendent représenter à eux seuls l'entité régionale. Il lui manque un homme (ou une femme), à moins que ce ne soit un projet « fédérateur ».

I la Bourgogne ne se pose plus la question de son éclatement, elle n'en subit per moins les tiraillements grand Paris, d'une Sa Loire qui regarde vers la plus méri-dionale Rhône-Alpes, d'une Nièvre toujours attirée par le Centre et d'une Côte-d'Or (Or comme

présidé per le Parti socialiste, avait voté, à l'instigation de M. François e. L'affaire est en que la Nièvre est entrée à l'Elys

phie l'atteste : les trois mers qui baignent la France reçoivent toutes un peu d'eau de Bourgogne Quatre villes (dont trois des quatr chefs-lieux de département) défini losange arrondi qui est celle de la Bourgogne administrative : Sens au nord, Nevers à l'ouest, Mâcon au sud et Dijon à l'est. Cette dernière ville, excentrée par rapport à la région et au département de la cété l'est de le ché l'est l'est le ché l'est l'est l'est le ché l'est tinence de ceux qui s'interrogent sur sa capacité à remplir son rôle de capitale régionale pour mieux décréter que, désormais, elle joue en deuxième division.

Une étude d'orientation pour l'horizon 2015 conclut à une réponse mitigée : oni, Dion assume son rôle de métropole régionale dans les domaines de la formation mpérieure, de la qualité de vie, de l'hôtellerie et en tant que carrefou pour la recherche, la culture, la réation d'entreprises, les services spécialisés, le transport urbain, la

Champions de l'ordre et champions du mouvement

Les partis conservateurs et ceux de gauche sont représentés presque à égalité dans une région qui, comme bien d'autres, est à la recherche des leaders dont elle a besoin ct Saône-et-Loire préfèrent le « mouvement », Côte-d'Or et Yonne se retrouvent dans la mouvance conservatrice. C'était déjà le cas en 1849 et en 1936 quand le scrutin impliquait un choix de société.

mitterrandisme, plus large que le seul isme mais ils trépignent, surtout dans les rangs socialistes : « A force de vouvent dans la mouvance conservent dans la mouvance conservent de sa capacité à rassent les rangs socialistes : « A force de vouvent dans la mouvance conservent de France mie) de moits craignent que son élection à la moits craignent de sa capacité à rassent des couperses de les durs couperses de les durs couperses de couperse de couperse de couperse de coupers

rée», « mesurée» : la gauche comme la droite emprunla droite emprun-tent ces adjectifs pour qualifier la Bourgogne politique. La précarité de l'équilibre de la toute jeune institution régionale leur donne raison. La droite détient la présidence de janvier 1974 à octobre 1979 d'abord pendant quatre ans avec M. Jean Chamant, élu indépendant de l'Yonne, puis avec M. Marcel Lucotte, élu indépendant de la Saôneet-Loire, qui ne la récupèrera qu'en avril 1985 pour la céder en avril 1989, en application de la législation anti-cumul, à M. Raymond Janot, UDF de l'Yonne. Encore ce dernier ne se reconnaît-il qu'une «majorité entre guillemets» puisqu'il n'est assuré que de vingt-sept voix sur un effectif de cinquante cinq conseil-

La gauche a eu son intermède avec deux socialistes de Saône-et-Loire:
M. Pierre Joxe, élu en octobre 1979, laisse son fauteuil à M. André Billardon jusqu'en mai 1983. Cette alternance droite-gauche ira jusqu'à l'attribution, de mai 1983 à avril 1985, de la présidence au bénéfice de l'âge, c'est-à-dire de celui du doyen centriste, M. Frédéric Lescure, élu de la Côte-d'Or.

L'idée de région est récente, ici comme ailleurs, et elle a eu du mal à faire des adeptes. M. Robert Poujade s'amuse encore du souvenir de ses escapades avec M. François Mitterrand, il y a une douzaine d'années. Tout deux préféraient les balades dans le vieux Dijon à discuter histoire, littérature et poésie, aux débats avec leurs coilègues. Quelque temps avant l'élection présidentielle de 1981, le maire de Dijon a même proposé à son compagnon de promenade de signer le Livre d'or de sa ville... doutant fort que l'occasion se représenterait quand le premier des socia-listes serait devenn président de la

Certains préférent insister sur le côté républicain de l'ancien duché, «La révolution de la conscience publique et la révolution du mépris» l'em-porteront sur le «juste milieu».

Plutôt favorable à la gauche sous la III République avant de l'être à la gogne somme toute n'est pas très dif-térente de l'ensemble national. Nièvre

La simultanéité des scrutins régio-naux et législatifs de 1986 a eu un double effet. Considérés comme lot de consolation pour les écartés des listes législatives, les candidats à la région se sont trouvés être souvent des semi-permanents, voire des quasipermanents de partis politiques. Réputés plus sectaires, ils se sont révélés moins politiques et plus aménageurs.

> Un combat partisan

La droite, qui ne dispose que d'une majorité relative, a, necessité faisant loi, fait en sorte de ne pas provoquer an inorté de gauche, elle-même sou-cieuse de ne pas se trouver prise au piège d'un appoint conjoncturel du Front national.

Le combat qui s'annonce promet d'être plus partisan que régional. Par crainte du désintérêt des électeurs, les crame du desinteret des electeurs, les conseillers sortants sont prêts, quand ils ne le souhaitent pas directement, à laisser aux vedettes régionales, le commandement de la bataille. C'est d'un sondage attribuant un mieux au PS dès lors qu'il mènerait la liste, s'est décidé, renonçant du même coup au conseil général (... où il avait été élu en 1985 avec six voix d'avance sur son adversaire, dans un canton de sa ville de Nevers) et relèguant en deuxième position le régionaliste nivernais, M. Eugène Teisseire.

En Côte-d'Or, les socialistes n'en finissent pas de régler leurs conflits internes. Désigné par les militants, Roland Carraz a été désavoué par la convention nationale de son parti.

Francois Patriat reprendra-t-il ses idées? « Fanfan », mascotte pour une bonne frange de socialistes et d'électeurs de centre gauche, assure qu'il ne voulait pas être candidat. Quitte à «y aller», il réclame une totale liberté pour composer sa liste.

proche pour qu'on ne distingue pas entre PS et majorité présidentielle. Le gnon.». Oni, ils y croient à ce région: - son attachement à la région, beau-

François Mitterrand pendant trente-deux ans, est encouragée par le minis-tre d'ouverture, M. Jean-Pierre Sois-

Incontournable de l'échiquier bourguignon, le maire d'Auxerre discerne la réapparition de la «strate radicale» dans le paysage électoral, « le reflux du socialisme» et «l'émergence écolo-giste». Sa discrétion dans l'enceinte régionale depuis son ralliement au mitterrandisme en 1988 (lui et M. Pierre Rebourg, élu MRG de la Côte-d'Or, s'abstiennent dans les votes serrés qui remethaient en cause la majorité relative) fait même que ses anciens amis ont du mal à le diaboliser pour le faire passer pour un traître. M. Soisson conduira sa liste apour le développement de l'Yonne à côté » de celle du PS. « Même si on souffre de la comparaison des scores des deux listes, on n'a pas vocation à perdre notre identité», estime M. Roger Lassalle, chef de file du PS dans l'Yonne. Quant à M. Henri Nallet, qui préfère se réserver pour le conseil général, il répugnait à l'idée d'affronter son «collègue du gouverne-

Comment ne pas voir dans la com-plicité entre Nièvre et Yonne, entre François Mitterrand et Jean-Pierre Soisson, le symbole d'une alliance des petits départements? Comment expliquer autrement que leur connivence résulte de leur vision commune du métier d'élu local? Ils sont l'un et l'autre de la race de ceux pour qui rien ne vaut la présence sur le terrain et le contact personnel avec les élec-teurs. Certes, leur cas n'est pas isolé : ceux dont la notoriété est la plus grande dans la région, la doivent d'abord et surrout à leur mandat qui de maire, qui de député. Ce n'est pas la dimension régionale qui est, de ce point de vue, la plus rentable.

Pourtant, certains conseillers régionaux y croient. Un Alain Suguenod, élu en 1986 dans la Nièvre, à qui le RPR a décidé de confier la mission de s'unplanter dans le Beaunois, est our composer sa liste.

Décidément, le Morvan est trop

catégorique : «Je me suis reconnu complètement dans cette entité nouvelle.» Il se définit d'ailleurs comme

régionale manque de cohérence; d'es-prit de planification», estime M. Teis-scire.

« Je reproche à la droite le choix des présidents, Lucotte, Lescure, Janot, qui n'ont rien fait pour que la Bour-gogne transforme ce qu'elle compte comme prestige en une dynamique pour ceux qui y croient et y travall-lent »: le jugement de M. Billardon, qui sera tête de liste socialiste en Saone-et-Loire est assez partagé. « l'équipe actuelle qui n'est pas conforme à la spiendeur passée » de la Bourgogne. En se posant elle anssi la question de ses locomotives pour le scrutin de mars, la droite montre scrutin de mars, a croate monte qu'elle n'est pas insensible à ces criti-ques. M. Philippe Auberger, député et maire RPR de Joigny (Yonne) reconnaît les efforts faits par la région pour les lycées, admet que « l'équipe en place est relativement soudée » mais regrette son « manque de noto-riété». Tout en jugeant que les listes qui se préparent dans son camp « manquent de peps », il ne veut pas céder aux pressions qui le condui-raient à être lui-même candidat.

> Le choix des hommes

forces lui est désormais favorable, voudrait bien prendre la région. Pretre le président sortant est rendue d'autant plus impossible que M. Janot, membre honoraire du Conseil d'Etat, est un incontestable gaulliste (en 1958, il avait été appelé par l'homme du 18 juin, alors président du conseil, pour participer à l'élaboration de la Constitution de la Va République). Deuxième obstacle : le choix d'un successeur. M. Jean-François Bazin, actuel président de l'Union pour l'avenir de la Bourgogne (qui resoupe tous les conseillers régio-naux RPR, UDF et divers droite) et vice-président de l'assemblée régionale, ne fait pas l'unanimité dans son

La «sollicitude» du RPR laisse de marbre M. Poujade, Reste M. Dominique Perben, maire de Chalon-sur-Saone et député, d'antant moins tenté qu'il est, comme M. Poujade, soumis à la législation anti-cumul. Estimant que, dans son propre département, le RPR est plus fort que l'UDF (les résultats de 1986 hi donnent raison), il revendique la tête de liste pour Mª Madeleine Mazière. C'était sans compter avec le retour sur la scène régionale de M. Lucotte (UDF-PR), sénateur et maire d'Autun; dont la baisse démographique le dispense d'envisager l'abandon d'un mandat. La partie de bras de fer est engagée : et M= Mazière, si elle est toute dispo-sée à laisser la conduite de la liste à M. Perben, ne se fera pes hara-kiri

pour M. Lucotte. Ayant appliqué le principe que lui avait glissé dans le train Paris-Nevers un proche de M. Bérégovoy, M. Simone Rignault (RPR) est

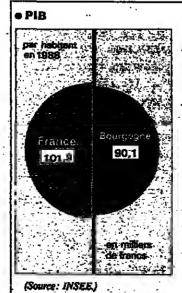
TENDANCES

UDF. Il n'empêche, elle souhaite, son températurent de battante aidant, que «les poids lourds aillent à l'assemblée régionale» où l'ambiance est « sympa-thique mais parfois trop consensuelle».

«Le consensus a ses limites », relève M. Pierre Jaboulet-Verchère. Ce M. Pierre Jaboulet-Verchère. Ce grand nom du vignoble ne s'antorise aucune indulgence avec M. Janot dont l'hostilité manifeste et volontiers affichée au Front national est indéniable. Il salive d'avance à la perspective de l'élection du président de région. Ancien du RPR, qu'il a quitté en 1981, il juge que la droite ne pourra pas ne pas tenir compte des élus du Front dont il est la tête de pont en Bourgogne.

Pourgogne.

Plutôt que d'envisager une telle négociation, M. Perben rode son argumentaire pour se persuader que c'est plutot du côté des écologistes qu'il faut chercher, si besoin est, un renfort. Voire. M. Thierry Grosjean, qui mène la liste des Verts en Saône-et-Loure est formel : « Nous ferons tout pour que le FN n'ait pas de responsabilités. »



Budgets régionaux

les archaistes du Étro.

ABA de la companya de

The grant of the second of Brown and the second

Diene and and an artist of the second

American American American

The second secon Service Control of the Control of th

ds Pro-s

a transfer of the second

Part of the

5

Sept to 1

25 M. J. C.

direct of the same

1

Real Property of the Parket

35m 75 ... 200

-

carrefour au bord des vignes

Quant au reproche à peine voilé d'une métropole régionale abritant peu de sièges sociaux d'entreprises, il pen de sièges sociaix d'entréprises, il vant pour toute la région (moins de la moitié des salariés travaillent dans des établissements ayant leur siège en Bourgogné). Patron de la fabrique de paraphuses et parasols qui emploient deux cent cinquante salariés pour un chiffre d'affaires de 160 millions de france. M. Jean-Claude, Marcot france, M. Jean-Claude Neyrat reprend ce refrain entendu et raba-ché: «Les ches d'établissement out une autonomie limitée; ils n'ont pas suffisamment la maîtrise des décisions, et les retombées économiques sont ailleurs. Même SEB (et ses cocottes) a « expairle » son siège à

. . . De se pag

Appendix me

The state

. ... Tiet ichte Get

the college

- 01 1000

Control of the contro

2-22

ere er er er er er er er er er

, in the second sector

er in the state of the state of

and the late of the second second

A to the second of the second

1 12 t talen.

Les entreprises installées en Bour-gogné appartiement, il est vrai, à des secteurs industriels qui ont comm de très grandes difficultés conjoncturelles, à quoi s'ajoute le fait qu'elles ont soufiert des restructurations, dévoreuses d'emplois. Le secteur le plus dynamique est aussi le plus récent: pharmacie (à Dion) et para-chimie, comme Kodak (à Chalon-sur-Saone), dont les effectifs sont passés de 1900 en 1978 à 3200 en 1989.

> Une industrie vanée

Atout ou inconvénient, les Bourgui gnons hesitent à francher sur la variété de leur industrie, la plus divervariété de leur industrie, la plus diver-sifiée de France. Ce sont les activités métallurgiques, contrairement aux idées reçues citant prioritairement l'agroalimentaire, qui emploient le plus de main-d'œuvre. La tradition industrielle de la Bourgogae y trouve ses racines. Yonne et Côte-d'Or comptaient à elles deux, cent dix hauts fourneaux en 1789. Le travail du métal a été rendu possible par le bois des forêts, puis par le charbon.

n'est pas effacé. Malgré les succès du pôle de conversion, l'avenir s'assombrit dans cette zone, où le secteur non métallurgique est essentiellement texmetanorgaque est essenneixement tex-tile. Quant an bassin minier, il vit l'agonie de ses puits. Restera – pour combien de temps encore? – l'exploitation de surface. e Mon pays m'enchante d'une

e Mon pays m'enchante a'une ivresse triste et passagère chaque fois que je le frôle, mais je n'oserais m'y arrêter. Peut-être n'est-il beau que parce que je l'ai perdu», écrit Colette dans la Vagabonde. Les dix-huit années qu'elle aura passées en Puisaye, dans l'Yonne, lui auront laissée except proceilleur et expressions du accent rocailleux et expressions du ferroir, et comme un regret. Le constat vaut encore : les résultats du dernier recensement font insulte à la réputation du bien-vivre bourguignon reputation on oten-vivre boungington en révélant que les départs d'habitants sont plus nombreux que les arrivées. Avec à peine plus de 1 610 000 habitants (ce qui la place an dix-septième rang des régions francrises rous une superficie qui la hisse caises pour une superficie qui la hisse à la troisième place), le nombre de Bourgnignons a augmenté quatre fois moins que l'ensemble national en huitans. Seul l'excédent des naissances explique un gain de 13 000 habitants

La brutalité des chiffres recouvre, comme toujours, des réalités hétérogènes. La vitablé de l'arc Dijon-Beaune-Chalon ou de l'axe Sens-Amerie s'oppose à l'aridité de la diagonale passant par le Châtillonnais, PAuxois, TAvalonnais et le Mozvan. A. l'inquiétant « moins de jeunes»

répond le préoccupant amoins d'emplois». Les disparitions d'emplois non salariés rencontrées en secteur agricole n'ont guère été compensées, loin s'en faut, par une progression des emplois salariés... qui sont surtout allés sux femmes et au tertiaire.

« Ce n'est pas le dynamisme qui manque, encare moins la qualité de vie ni les facilités de communication», Le tranmatisme causé par le dépôt observe Pierre Bodineau. Le président

du comité économique et social ajoute: «Mais cela ne suffit pas.» Quiconque se mêle de parler de la Quiconque se mete de parier de la Bourgogne cite la phrase de l'abbé Maurice Chaume sur cette région qui «a un centre mais pas de frontières». Cette absence fait de la Bourgogne me zone où l'on passe plus qu'un ne s'y arrête. Et beaucoup semble fait pour encourager la tendance.

Ainsi, le premier des atouts avancés dres la région, c'est son réseau de transports : antoroutes,

listes... Mais les communistes s'insurgent, tel M. Jean-Marie Langoureau, enseignant à Auxerre gent, tei M. Jean-Marie Langoureau, enseignant à Auxerre : « Il n'en sort que des petits boulots et, à terme, du chômage : la formation est devenue un lobby de marchands de soupe qui vendent des stages bidons.»

Même si elle compte plus de fonc-tionnaires que d'agriculteurs, la Bour-gogne est terre agricole. La polycul-ture domine, avec des exploitations moyennes (environ 52 hectares), dans toute la partie septentrionale et à

Le conseil régional

Président : Raymand Janot (app. UDF); 5 PC; 17 PS; 2 MRG; 1 France-Unia; 1 UDF; 1 app. UDF; 8 UDF-PR; 12 RPR; 5 div. d.; 3 FN. Résultats des élections de 1986 par département

COTE-D'OR (16 sièges) Inscr., 309 877; abst., 22,80 %; suff. ex., 229 324.

LO: 1,87 %; PC : 5,75 %, 1 6lu; PS: 28,17 %, 5 6lus; MRG: 5,13 %, 1 6lu; Un. opp: 41,60 %, 8 élua; div. d. : 3,20 %; div . d. : 2,55 %; FN : 9,15 %, 1 élu; Verts : 2,51 % . NIEVRE (9 sièges)

Inscr., 177 376; ebst., 22,07 %; suff., ex., 131 374.

PC: 14,71 %, 1 élu; PS: 41 %, 4 élus; Un. opp.: 37,23 %, 4 élus; FN: 7,05 %.

Inscr., 394 255; ebst., 24,45 %; suff. ex., 281 799. LO: 2,18 %; PC: 9,38 %, 2 6lus; PS: 31,60 %, 8 6lus; MRG dias.: 3,18 %; RPR: 23,78 %, 5 6lua; UDF

SAONE-ET-LOIRE

.(19 sièges)

22,83 %, 5 élus; FN : 7,06 %, YONNE (11 sièges) Inscr., 221 091; abst.,

22,06 %; suff. ex., 164 674. PC: 10,14 %, 1 élu; PS: 29,78 %, 3 élus; Un. app.: 45,37 %, 6 élus; FN: 10,71 %, 1 élu; div. d.: 3,98 %

l'extrême sud-est. La zone d'élevage est presque aussi vaste et occupe la partie centrale. Restent la production diversifiée de la vallée de Saône et le

La préfecture de Dijon porte encore les traces de jets de purin lan-cés lors d'une ancienne vague de mécontentement des agriculteurs. Une trentaine de cars sont «montés» à Paris rour la manifestation du pour la manifestation da

29 septembre. « Un Bourguignon ne se résigne pas», décrète un responsa-ble agricole. André Thomas, président départemental de l'Ynnne de la FDSEA le dit lors de la campagne de sensibilisation qu'il mene : «Il faudrait que nous ayons des hommes politiques suffisamment adroits pour transformer le mécontentement en lois. » Le maire d'une petite commune dn Morvan est formel : «La colère s'explique parce que nos agricul-teurs ont peur. Quand ils se sont èner-vès au Mont-Beuvray [des incidents prévisibles avaient provoqué l'annula-tinn du rassemblement de jeunes Européens conviés à visiter le site de Bibracte et empêché du même coup la venue de M. Mitterrand], c'est parce qu'ils se sentent oubliés, laissés

pour compte. » Les vins constituent le fondement de la notoriété de la Bourgogne à travers le monde et depuis longtemps. Le comité économique et social, fort d'une réalité qui pesait 4 milliards de francs de chiffre d'affaires réalisé directement par la commercialisation des vins de Bourgogne en 1989, est vigilant. Son président résume : « Attention à l'érosion des terres vineuses, à l'appropriation des vignes par des investisseurs qui profitent de successions difficiles ou des aléas financiers des producteurs, au développement à travers le monde des planta-tions de cépage pinot ou chardonnay » qui ont fait la réputation du Bour-

gogne. Pierre Bodineau salue l'effort fait par les producteurs pour se rapprocher et donner un contenu à la promotion de leurs vins, concrétisé par l'intention des membres de l'associa-tion des professionnels d'organiser, du 20 au 29 mars, « Les grands jours de Bourgogne ». Et puis il y a le projet de la création d'un institut de la vigne et du vin. Si Maurice Yanelli, président du groupe communiste au conseil régional, est d'accord pour que la région finance cet investissement «spécifique», il n'en est que

fert anormal qui aboutit à ce que la région finance à 50 % les équipe ments ».

> Réputation gastronomique

Le vin, la moutarde, le charolais, le poulet de Bresse, le pain d'épice... unt fait la réputation gastronomique bourguignonne. Mais, là aussi, « cela ne suffit pas!». Outre ses activités politiques, Jean-François Bazin a beaucoup écrit sur la Bourgogne. De ses réflexions, il tire une conclusion : « Elle est capable de faire, mais elle ne fait pas assez; il faut l'aider, l'inciter, la prendre par la main; les Bourguignons sont finalement très escargot; bien dans leur coquille, un peu lents, mais solides.»

Gondebaud, roi des Burgondes, avait reçu en 507 une lettre où, pour la première fois, apparaissaient les noms de Bourgogne et de Théodoric le Grand, roi des Ostrogoths et des Romains qui l'encourageait à ce que cette région « apprenne à considérer les sciences les plus subtiles et à louer les découvertes des Anciens». Leur devise, « Une tradition de progrès». montre que les Bourguignans d'aujourd'hui sont toujours à la recherche de cette conciliation.

ANNE CHAUSSEBOURG

La semaine prochaine : LA BRETAGNE

L'Alsace a été la première étape de ce tour de France des régions (le Monde daté 6-7 octobre), suivie par l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre) et l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre).

COUP DE CŒUR

Les archivistes du Creusot

au Crausot grince sous ses pas. La petite pièce de la demeure de la famille Schneider, mattresse du Creusot pendent plus d'un siècle, abrite tout ce qu'il y a de plus cher aux «anciens» : les œuvres des ingénieurs de l'école Schnei-der, comme le promype du marteau-pilon, l'ancêtre de celui qui trône aujourd'hui à l'entrée de la ville. Son inventeur, François Bourdon, a légué son nom à l'asecciation qui, toute l'année, ouvre son musée aux touristes.

Les maquettes de locomotives à vapeur, de structures métalliques de gares ou de ponts, ne sont que le viune de l'académie François-Bourdon, Comme Jacques de Masin, ancien cadre de Creusot-Loire, ils sont une trentaine de bénévoles qui, depuis 1985, occupent leurs loisirs à classer des documents et des objets dénichés dans les archives bicentenaires des ateliers Schneider et, aujourd'hui, empilés dans deux immeublas cédés par Framatome et Schneider SA. «Les

10.1 %

. 9,4 %

Masin commente chaque de l'ancienne salle du Jeu de paume du chêteau de la Verrerie, générations de Creusotins », affirme Jacques de Mesin.

« Tout le sens de notre travail a été récompensé, ajoute-t-li, lors-que le ministère de la culture les a classées archives historiques en mars 1989. » Depuis, le parti pris scientifique l'e emporté. A pris scientifique l'e emporte. A feur tour, les archives départe-mentales de Saône-et-Loire leur ont confié une mission de gestion des archives industrielles. Une preuva da reconnaissance accompagnée de subvendons qui ont permis l'acquisition d'un ord-Les anciens de Creusot-Loire

ont une passion coîteuse. Ils le savent et, à travers une fondation, ils ont récemment lancé un sppel eux mécènes : « Nous avons besoin de 4 à 5 millions de ravons pesoin de 4 a o millions de francs pour mener à bien notre travail et dégager un petit budget de fonctionnement pour le musée. » ils sont 10 000 visiteurs à franchir son seul chaque amée. Surpris sans doute qu'en pleine Bourgogne les circuits ne passent pas tous par les vignes.

Population étrangère

* de la population active

CHRIS MAISIAT

TGV, plus de 1 000 kilomètres de canaux. La desserte aérienne reste modeste, un coup de fouet viendra peut-être à l'horizon 2015 quand les pistes de Dijon-Longvic seront à une heure de TGV du deuxième aéroport de fret après Paris, celui de Mul-Il n'y a guere que les écologistes pour mettre un bémol à l'autosatisfacla contemplation.

tion que provoque la contemplation, chez les décideurs bourguignons, de la toile d'araignée qui s'étend. La complicaté qui lie le RPR Robert Poujade, maire de Dijon, au socialiste André Billardon, président de la communauté urbaine du Creusot-Mnntceau (CUCM), pour que le TGV dit Rhin-Rône passe par leurs ficés est symbolique de cet sppétit d'infrastructures. Si le consensus est tnut autant de mise pour les autoroutes, il est moins évident sur l'achèvement du canal Rhin-Rhône. Les plus sceptiques se taisent, les autres parient sur le taisent, les autres parient sur le détournement du trafic autoroutier au bénéfice de la voie d'eau, l'argument bénéfice de la voie d'eau, l'argument ultime étant que, au vu des sommes déjà investies, mieux vant achever la liaison permettant la navigation des péniches à grand gabarit de la Méditerranée à la mer du Nord. Que la Bourgogne soit une « zone de passage » fait dire à Roger Lassalle (PS, Yonne) que « ce plus est aussi un mains car les gens s'arrêteru peu».

> Retenir les jeunes

Robert Chapuis, ancien secrétaire d'Etat de Michel Rocard, évalue que d'Etat de Michel Rocard, évalue que et moins d'un Bourguignon sur dix et un tertiaire sur cinq environ vivent de ce rôle de carrefour ». Ancien professeur de géographie à Dijnn, il constate que « les retombées les plus évidentes » de cette position de carrefour sont pour le tourisme. Encore faudrait-il qu'il ue se limite pas à un rapide transit sur la route des vacances I La colline inspirée de Vézelay, les grandioses vestiges romains d'Autun, les majestuenses ruines de Cluny, la richesse de Beaune, les splendeurs ducales de Dijnn, le charme des petites rues d'Auxerte, les forêts du Morvan, la préhistorique Solutré... méritent mieux qu'une haîte de queiques heures. de quelques heures. Que faire? Les «politiques» unt

Que faire? Les «politiques» unt une réponse: puisque les jeunes par-tent, il fant les retenir, d'où un effort particulier en faveur de l'éducation et de la formation. La moitié des crédits du conseil régional (555,6 millions de francs pour les lycées, 196,5 pour la formation professionnelle et 65 pour l'enseignement supérieur) y passent. Madeleine Mazières (RPR), qui a sous sa coupe le secteur des lycées. sous sa coupe le secteur des lycées, assure que l'implantation des huit lycées construits depuis 1986 s'est l'aité avec le souci de participer à l'aité avec le souci de participer à l'aménagement du territoire. Et d'ironiser sur les arguments électoraux de la gauche qui, en 1986, prometraient la réalisation de quatre établissements du second degré.

Le conseil régional s'est voulu pré-curseur dans le domaine de la formation continue. Sous l'impulsiun des deux Jean-Pierre, Soisson et Worms, le conseil régional linance des ché quiers formation. Les crédits à la formation sont approuvés par les soci-



mouvemen

195 Leve

required for

Allen State Control of the Control o

Salar Spice The

D€

Fra

VO.

m o frai

affe

lor M. 3,4 prc d'E ful

coc for

ma du

taiı Pai

M. Nallet a dialogué par satellite avec 2 000 magistrats et fonctionnaires

organisė, vendredi 25 octobre, une vidéoconférence nationale aur le thême de la départementalisation, au cours de laquelle MM. Henri Nallet at Michel Sapin ont répondu aux questions de près de 2 000 magistrats et fonctionnaires. Cette opération était boycottée par lea daux principaux syndicats de magistrats, l'Union syndicale des magistrats (USM, modéré) et la Syndicat da la magistretura (SM, geuche). Ca derniar a denoncé une « opération promotionnelle qui tient lieu de

Le ministère de la justice a

de notre bureau régional « Monsieur le Garde des sceaux, sous prétexte de vouloir réformer

une institution aussi archaique que la justice, n'allez-vous pas renforcer le pouvoir de petits potentais locaux qui se servent de l'indépendance comme d'un cache-sexe pour défendre leur autoritarisme quasi

Cette question-là était-elle, comme tellement d'autres, « une bonne question »? Le ministre de la justice ne se risqua pas à le souligner, et la contourna même avec habileté, mais, sur l'écran, il ne cilla point. C'est avec une ennstante sérénisé qu'il dialogua avec le greffier en chef, et néanmoins militant CGT, qui, depuis Lille, et grace au satellite Télécom l, venait de l'interpeller avec une aussi singulière alacrité.

Cheveux longs cascadant sur les épanles, chemise largement ouverte, ce greffier griffeur mais courtois, se distinguait sans doute

des quelques centaines de magis-

En marge de l'affaire des Irlandais de Vincennes

M. Paul Barril et la procédure

La procàa en diffamation intenté au journal le Monde at à notre collaborateur Edwy Planel par l'ancien officier du GIGN, Paul Barril, a été renvoyé è une date sans doute fort lointaine à la demande des conseils du plaignant qui ont soulevé, vendredi 25 octobre, dea incidents de procédure. La 17 chambre correctionnelle de Paris se prononcera le 22 novembre sur l'aspect procédural et le fond de l'affaire ne pourra être évoqué que lorsque toutes les voies de recours euront été épuisées.

« Vous êtes du muvais côté de la borre... », remarque, sans malice, le président Jean-Yves Monfort, en constatant que les avocats de l'ancien capitaine Barril se sont installés à la place généralement réservée au prévenu. Chacun ayant repris le banc qui lui est normalement destiné, c'est pour-tant du côté du plaignant qu'une voix s'élève pour plaider des incidents de procédure, Mais qu'on ne s'y trompe pas, Me Scotti est formel : «Il ne s'agit pas de fuir le

L'invocat veut voir juger Edwy Plenel, qu'il accuse d'avoir gravement mis en cause le capitaine Barril dans un article publié dans le Monde du 21 avril 1991 sous le titre : « Irlandnis de Vincennes : les eachoteries de l'Elysée ». M. Scotti conteste seulement «l'offre de preuve de la verhé» faite par le journaliste, qui avait notamment cité comme témoin, l'ancien officier de gendarmerie Jean-Mi-

chel Beau et Bernard Jegat. Trus deux ont été condamnés le 24 septembre daos l'affaire des Irlandais de Vincennes, le premier

pour subnrnation de témoin, le second pour transport d'armes. Mais In cour d'appel ayant été sai-sie, ils ont toujours lenr qualité d'inculpés qui ne leur permet pas de témoigner sous serment sans se priver des droits accordés à la défense. C'est l'argumentation classione du esursis à statuer» que l'avocat ne demande pas explicitement, laissant ce soin au substitut

du procureur de la République. Me Scotti estime aussi que la défense du Monde ne peut pas évoquer des faits couverts par la prescription des délits, qui est de trois ans. Sur ce point, il n'est pas suivi par le substitut Marc Domingo. Lors du procès concernant les conditions de l'arrestation des trois Irlandais à Vincennes, le 28 août 1982, le magistrat n'avait pas caché sa conviction «à 95 %» sur le rôle joué par le capitaine Barril, qui n'était pourtant qu'un témoin. Et aujourd'hui il n'est plus tout à fait sûr qu'il s'agisse scule ment d'un délit : « Ce type de faits aurait pu supporter une qualification plus grave de nature criminelle dont in prescription atteint dix ans, souligne M. Domingo.

C'est aussi l'avis de Mª Yves Baudelot, défenseur du Monde. « M. Barril est soupçonné d'avoir place des armes chez les Irlandais. C'est là le vrai débat!» Et l'avocat évoque l'article 114 du code pénal qui prévoit la peine criminelle et la dégradation civique « lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un prépose du gouvernement aura nrdonne ou fait quelque acte arbitraire ou ottentataire soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou plusieurs citoyens (...) ». Se tournant vers ses adver-saires, Me Baudelot ajoute : « C'est ce débat-là que vous rejusez.»

MAURICE PEYROT

Après un accident mortel

Deux cadres de la SNCF sont inculpés pour avoir remis un rapport tronqué à la justice

Daux cadraa da la SNCF, M. Pallac, directeur adjoint du servica juridlqua à Psris, at M. Daniel Danis, chef da la division équipement à la direction régionala da Rennas, viennant d'être inculpés par M. Roucou. juge d'instruction è Rennes, « de faux et usage de faux ainsi que d'altération de documents privés de nature à faciliter la recherche d'un crime ou d'un délit ».

RENNES

de notre correspondent

Après la mort, le 15 juin 1989. à Mcssac (Illc-et-Vilaioe), d'un jeune agriculteur de vingt-six ans, M. Jean-Luc Malary, dont l'autonobile est broyée - avant de prendre feu - psr un wagon de 64 tonnes transportant des traverses en bêton, un cheminot et son supérieur immédiat - celoi-ci est défendu par l'avocat de la SNCF - sont inculpés d'homicide

rapport sur les eircnnstances de l'accident, les responsabilités retenues et les mesures à mettre en place à l'avenir pour éviter un tel

Mais c'est un condensé de ce

rapport qui sera finalement remis au juge d'instruction. Les passages sur la nou-qualification de l'agent qui a effectué la msnœuvre, la nna-confirmité de la manœuvre an règlement interne, la réorganisation ultérieure des chantiers, les essais de freinage postérieurs à l'accident n'apparaissent pas dans la version officielle. Avec l'aide de la CGT, Me Claude Larzul, avocat au barreau de Rennes, entre en possession des deux rapports, le faux et le vrai et interpelle le tribunal correctionnel de Rennes sur les « onounnlies » du dossier. Le 21 mai 1991, le tribunal correctionnel de Rennes avait décidé de surscoir à statuer e jusqu'à ce que la juridiction compétente se prononce sur le faux prétendu» par l'svocat du «lampiste».

trats, avocats ou auxiliaires de justice venus « vidéodiscuter » avec leurs ministres de tutelle -MM. Nallet et Michel Sanin. ministre délégué – deouis cinq centres interactifs, à Lille, Lyon, Rennes. Strasbourg et Tonlonse (t). Mais il donnait, aussi, tout son sens à eléchange direct » par vidéotransmission organisé, vendredi 25 octobre, plus de trois heures durant, sur le thème de la « départementalisation » judiciaire présentée, en juin, au conseil des ministres (le Monde

du 14 juin). On en était aux questions diverses et les interrogations, les critiques, les snggestions, étaient tées, à un rythme soutenu, parmi laquelle les représentants de la biérarchie et des syndicats dominaient nettement. « Pourquoi changer quelque chose qui marche si bien?», avait demandé d'entrée, et sans volonté de provocation, une greffière en chef de Lyon apparemment saisie par les vertiges d'une « gestion financière déconcentrée ». Nous ne départementaliserons que les crédits qui peuvent l'être, parce qu'ils ne sont pas « stratégiques », répondit en substance M. Nallet, qui avait insisté sur e le plus » en matière « d'efficacité, d'autorité et de collé-

au changement

gialité» que devrait constituer la réforme projetée.

Malgré son eogagement limi-

naire et solennel à ene pas toucher à la carte judiciaire, à la répartition du contentieux ni aux statuts des personnels », le garde des sceaux dut constamment se replier sur cette position défensive. Et consacrer l'essentiel de ses propos rassurer les membres d'une institution plus que jamais rétive, voire hostile, en apparence eo tout cas, à l'idée de changement.

« Pas question de supprimer des tribunaux d'instance, cela irait con-tre mes propres opinions et serait politiquement suicidaire », marte-lait ainsi M. Nallet, présentant la départementalisation de la gestion

niers payeurs généraux. Dans l'esprit du ministre, les taux a nourraient fort bien devenit les «ordonnateurs secondaires des dépenses » de justice. Cette nouvelle maîtrise de la trésorerie permettant de résoudre des problèmes quotidiens - le paiement d'henres supplémentaires anx greffiers, l'achat d'une photocopieuse, l'aménagement de locaux d'accueil, - évoqués au fil des débats.

comme une « récupératinn » des pouvoirs des préfets ou des tréso-

A la crainte exprimée par une responsable régionale de la CFDT, de voir les personnels « déplacés comme des pions» par les effets d'une « gestion déconcentrée des effectifs », M. Nallet opposa le « respect scrupuleux du statut général » et la répartition, au plus près, de « blocs de compétence ».

Beaucoup d'intervenants ayant plus nu moins vivement regretté une absence ou une insuffisance de concertation préalable, M. Nallet précisa que si les principes étaient arrêté; e pour les modali-tés», qu'examine encore un comité d'experts, la discussion restait ouverte. Avec ou sans le relais

ROBERT BELLERET

(1) Outre ces cinq centres interactifs, quelque 170 polots de réception, répartis sur le territoire métropolitain, annaient permis à près de 2 000 membres des professions judiciaires de suivre ce débat, avec la possibilité de poser des questions par télécopie. Le coût total de cette s première » technique, évalné à 600 000 F, ne dépasserait guère celui d'un déplacement ministériel lourd en

MÉDECINE

Une campagne publicitaire contre le tabac

«Fumer, c'est pas ma nature»

sociales et del'intégration, le ministère de la Santé, la Caisaanationala da l'essurence maladie et le Comitéfrançais d'éducation pour la santé ont lancé, samedi 26 octobre, une nouvelle campagne de prévention du tabagisme.

Ln pouasièra rnuge da la Monument Valley, le galop des cheveux sauvages, les pantalons de cuir du cow-boy... La nouvella campagne contre la tabac a un air da déjà vu. Le fin du spot lèva touta ambiguité : «Fumer, c'est pas ma nature». déclara svac un fort accant américnin la héroa au vissga buriné, chaassnt d'una narine revêche un filet de fumée. Il ne s'agit donc pas du cow-boy Mariboro. Mais la ressemblance n'est ni fortuite, ni involontaire.

eCette campagne ne s'attaque pas aux fumeurs mais au tabac, indique M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. Les nonfumeurs doivent se réapproprier les valeurs d'aventure, d'espace et de nature. Elles ne sont pas la propriété exlusive d'une marque ». Ce film publicitaire, diffusé sur les écrans de télévision et da cinéma du 26 octobre au 26 novembre, s'inscrit dans une nouvelle stratégie : valoriser les choix de vie sans tabac tout en soutenant une libre détermination face à la cigarette. Ne pas fumer n'est pas un renoncement mais un choix personnel.

Cette campagne est aussi le reflet de la volonté des pouvoirs publics d'être plus offensifs. Le spot s'attaque à un personnage légendaire, la cow-boy Mari-

Le miniatère das affaires boro, né en 1954 à Chicago de l'imagination du publicitaire Leo Burnett. Le groupe Philip Morris, inquiet à l'idée de voir eson» cow-boy cracher ses poumons dans la prairia, avait demandé, le 21 octobre, au Comité francais d'éducation pour la santé (CFES) de visionner le film afin de epréserver les droits de la marque». En vain. Le refus du CFES est motivé par le fait qu'il n'y a là aucun e dénigrement anvara lea marquas da ciga-

> La acciété se réserve toutefois la possibilité de saisir la justice, notamment si elle considèra qua la film aat discriminatoire. Les commanditaires de la campagne (le ministère des affaires sociales et de l'intégration, celui de le santé, la CNAM at la comité français d'éducation pour le santé) sont sereina. e Notre cible est constitude per les jeunes de seize à vingt-cing ans. Nous ne faisons que nous placer sur le terrain des valeurs », indiquent-ils.

Catta publicité interviant au lendemain de l'interdiction d'una npagne cLa pub tue » per le juge des référés du tribunal de granda inatanca da Paris (le Monde du 26 octobre). ell ne s'egit pas d'un jugement sur le fond, commente M. Durieux. A Quimper, le tribunal de grande instance est revenu sur l'ordonnance du juge des référés dans le même dosaler ». e Fumer. c'est pas me nature a a inscrit. néanmoins, dans une offensive générale des pouvoirs publics contre le tabac.

44

M. Cr.

SEC. Sec.

13 2 . 12 4

THE R. LANS.

20 - 40 - 20

27- -- 1

.....

4.2

The state of the s

Carried To

1,500

34

MICHÈLE AULAGNON

ÉDUCATION

Devant le congrès des grandes écoles ... M. Jospin souhaite créer deux filières de formation d'ingénieurs

Le ministre de l'éducation nationale a ráaffirmé à Toulouse, vendradi 25 octobre, devant le congrès de la Conférenca des grandes écolas, as volonté d'ouvrir le débat aur l'adaptation des formations d'ingénieurs. Il préconise, en particuiler, la mise en place de deux filières, l'une en quatre ans et l'autre en six ans, au fieu de l'unique filière actuelle en cinq

TOULOUSE

de notre envoyé spécial Réunis à Toulouse les 24 et 25 octobre, les directeurs de grandes écoles d'ingénieurs et de managers attendaient M. Jospin de pied ferme. Non seulement, pour la première fois depuis 1988, le ministre venait s'exprimer devant eux. Mais, surtout, les cent cinquante-huir écoles de la Conférence se sentaient menacées, voire agressées, par la volonté affichée par M. Jospin, au début de l'été, d'ouvrir le dossier des grandes écoles, de réduire à quatre ans la durée de formatinn des ingénieurs et à un an celle des classes préparatoires (le Mande du 24 octobre). Réunis à Toulouse les 24 et

Un diplôme d'ingénieur-docteur

Forts du snutien du conseil d'administration de l'École poly-d'elemique et de son président, M. Bernard Esambert, qui vien-nent de faire connaître leur opposition à la réduction de la durée des prépas ; également sontenus par le président de la commission éducatinn-formation du CNPF, M. Claude Michel - qui est veno leur dire combien cette mesure serait inopportune, – les directeurs de grandes écoles l'ont donc rap-pelé haut et fort peodant deux jours : le projet du mioistère aurait des conséquences graves sur le niveau de qualification des ingénieurs et des cadres de l'économie française, ainsi que sur la crédibi lité internationale de leurs établissements. Et chacun de réclamer concertation et débat svec les pou-

Oubliant volontairement sa pro-

M. Jospin a centré son analyse sur la place des formations françaises d'ingénieurs dans le paysage et la compétition interputionale à la veille de 1993. Il a exprimé sa volonté, « à l'instar des grands pays industriolises (Etats-Unis et Allemngne), d'instnurer deux niveaux d'ingénieurs: un niveau de référence à bac + 4 et un niveau supérieur à bac + 6, destiné à ceux

qui auront su inventeret créer ». Le niveau de référence à bac 4 - inférieur d'un an au standard actuel reconnn par la commission des titres d'ingénieurs -serait accessible soit par les écoles, soit par des formations universitaires et, en particulier, par les

formations conduisant en quatre ans an diplôme d'ingénieur maître. versité et reposerait sur un travail de recherche de deux ans, incluant « la participation active au dépôt d'un brevet ».

Autant de propositions qui ont fait monter d'un cran l'exaspération de la plupart des responsables d'écoles présents à Toulouse. Beaucoup, sans doute, sont d'ac-

nouveaux instituts universitaires cord sur la nécessité d'introduire professionnalisés (IUP) lancés cette au niveau bac + 4 un nouveau année et qui sont précisément des profii de formation de cadres techniques, intermédiaire entre les techniciona et les ingénieurs. Et Quant au niveau sunérieur en six aucun ne voit d'inconvénient à ce ans, il serait validé par un nouvean diplôme « d'ingénieur-docteur », ouvert aux diplômés de l'uniécoles ou aux diplômés de l'unique ce niveau devienne le stanque ce niveau devienne le stan-dard de base pour tous les ingénicurs. Et pas davantage de voir les écoles placées sur le même plan que des formations universiincertaines. e Rien. ne sera décide unilatéralement ni imposé», a précisé M. Jospin,

GÉRARD COURTOIS

Une « marche nationale » à Paris

Les sourds réclament « le droit à une éducation bilingue »

Près da deux mille sourds ont affectué, vendredi 25 octobre, una « marche nationala » pour réclamer le décret d'application d'una loi de janvier 1991 leur accordant «le droit à une éducation bilingue - langue des aignes et français ». Le secrétaire d'Etat aux handicepés, M. Michel Gillibert, qui e reçu une délégation, e précisé que ce décret faisait l'objet d'une étude interministérielle avant son examen par le Conseil d'Etat.

C'était un silence tout relatif. Partout des mains bavardes décrivaient des srabesques. Paotomimes volubiles d'un cortège enjoué. Des adultes et des enfants sourds, des parents, étaient venus manifester, à l'appel de la FNSF (Fédération nationale des sourds de France), pour réclamer le droit à une éducation bilingue, langue christian tual position iconoclaste de réduction à la une éducation bilingue, langue rencontrées pour éduquer son fils un an des «prépas» scientifiques, les signes et français. Dès le A cinq ans, alors qu'il était dans

tant, l'abbé de l'Epée avait donné anx sourds un langage gestnel. Mais, en 1880, au congrès de Milan, les partisans de la parole l'avaient emporté. La langue des signes devenait hors la loi supplantée par l'« oralisme». Les sourds devaient apprendre à parler. Ce o'est qu'en 1976 que le signe a retrouvé droit de cité.

En Fraoce, l'enseignement «bilingue » s'est priocipalemeot développé dans des établissements privés mis en place par des associations. « Nous manquons cruellement d'établissements bilingues, explique M. Guy Bouchsuveao, vice-président de l'Académie de la langue des signes française. Nous ne sommes pas contre l'oralisme, mais nous voulons éviter l'intégration sawage. Nous souhaitons que l'enfant acquière, grâce à l'éducation bilingue, la connaissance de sa

Une mère raconte les difficultés rencontrées pour éduquer son fils.

milieu du dix-huitième siècle pour- une école oraliste, il ne parlait toujours pas à la maison. Et puis une orthophoniste a créé une école maternelle avec un adulte sourd. et par le langage des signes l'enelle s'inquiète pour l'avenir : « Les enfants sourds n'ont pas beaucoup de choix pour leur vie professionnelle. Ils s'orientent vers le tertiaire, la bureautique ou l'Informatique, ou vers des métiers manuels, comme la cordonnerie ou l'horticul-

> Chaotal, vingt et un ans, a décidé, pour sa part, de faire des études universitaires et s'est inscrite en géographie à Paris-VII: « J'ai du me battre pour suivre les cours, expirque t-clie. L'année desnière, j'ai finalement pu trouver un' interprète grâce à des financements du Lion's Club. L'Etat ne nous donne absolument rien » Et de rêver d'one université pour les sourds, comme il en existe une aux Etats-Unis.

MARTINE LARONCHE

Un entretien avec le docteur Garretta

Suite de la première page

- L'un des points centraux de la polémique vous concernant porte sur votre attitude quant à la distribution de produits antihémophiliques potentiellement contaminés per le virus du sida.

Ce qui s'est fait en France doit avant tout être situé dans le contexte des années 1984 et 1985. Il est indispensable de voir ce qui se faisait alors au niveau interna tional. Je suis très surpris d'observer que, dans toutes les informations publiées sur ce sujet, on ne dit jamais ou presque que le pro-blème de la contamination via la transfusion sanguine est un probième mondial. Il s'est posé et se pose aujourd'hui, partout dans le monde, de la même manière. Or, quand on analyse objectivement ce que la France a pu réaliser, on constate que les décisions ont, au pire, été prises au même moment qu'à l'étranger, sonvent avant. Lorsqu'on ne retient que la dimension nationale de ce problème, nn a l'impression que la France a failli. Des lors, la contamination post-transfusionnelle suscite une forme de culpabilité. Elle est vécue comme un péché. Il faut pourtant savoir qu'ailleurs les situations sont identiques, et souvent plus problématiques encore.

«Aucune ordonnance médicale n'a été refusée»

- Qu'avez-vous à répondre à ceux qui vous accusent d'être responsable de tout ou partie de la contamination des hémophiles français per le virus du sida?

- Durant les années 1980-1985, tous les gens qui se sont exprimés sur ce sujet se sont, sauf excep-tion, exprimés dans le même sens. Toutes les décisions qui sont inter-venues dans ce domaine en France - e'est une des caractéristiques du système - ont été prises selon des mécanismes collectifs impliquant plusieurs dizaines de décideurs Toutes ces décisions ont été appliquées par plusieurs centaines d'acteurs indépendants. Je parle ici de individuelle ou collective, ont été amenés à exprimer des positions sur ces questions. Je pense aux personnes travaillant dans l'administratinn nn dans les systèmes politiques, dans la transfusion. Je pense aux scientifiques en dehors du système, aux cliniciens prescriptonre et aux associations de malades. Si, dans tons ces ensembles, quelqu'un avait eu une ficultés de transfert de technologie, conviction différente, il l'anrait

 Votre propos est-il valable pour toute la période où les problèmes se sont posés?

 Non. Mais bien jusqu'en mai-juin 1985. A partir de là, je suis d'accord pour dire que des avis différents ont commencé à s'exprimer.

- Ls débet s'sst ouvart en novembre 1984 avec les premières recommandations sméricsines enncernant la chauffage des produits destinés aux hémophiles. Quel était le au exact d'information des différents acteurs français?

- Il faut relire ces documents de manière exhaustive et non retenir, reprises, une phrase parmi d'au-tres. Les quelques spécialistes scientifiques et médicaux de l'hé-moubille sont de l'hécomme cela a été fait à plusieurs mophilie sont très bien informés. Je ue vondrais pas qu'on continue à me présenter comme je ne sais quel super-grand chef!

· Les caractéristiques de la situation française, et notamment le monopole d'Importation dont jouit le Centre national de transfusion sanguine que vous dirigiez, ont-elles pu concourir à une éventuelle lenteur quant à l'utilisation des produits chauf-

Livres auciens

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an Libratrie GUENEGAUD 10, rue de l'Odéon 75006 Paris Tel: 43-26-07-915

F.,

- Aucune ordonnance médicale de produits chauffés n'e été refu-séc. Quand un clinicien a une conviction vitale, il ne peut que faire l'ordonnance qui correspond... Dans un système différent, aux Etats-Unis par exemple, les médecins ont à cette époque pres-crit soit des produits chauffés, soit des produits non chauffés. Comme en France. Si quelqu'un avait en la conviction qu'il fallait faire dif-féremment, tont se serait passé

A cetta époque, on com-mençait pourtant à séparer les hémephiles eéropesitifs des hémophiles séronégatifs. Pour-ces ?

- En 1983, j'ai créé auprès de moi un groupe d'experts cliniciens biologistes. Ce groupe fut reconnu par le gouvernement en 1985 et intégra le Comité national de l'hé-mophilie, qui avait été créé à ma demande. Ces experts bénéficiales si alors d'une totale indépendance. Si alors d'une totale indépendance. Si ces gens-là avaient en des avis dif-férents de ce qui se faisait, ils devaient le dire. Ancun document n'existe sur le sujet. Des proto-coles thérapeutiques not été mis en œnvrc, impliquant une clnquantaine de scientifiques français de très haut niveau. Si, à l'époque, ils avaient eu des éléments récla-mant d'autres décisions, celles-ci auraient été prises. En France et ailleurs, ça n'a pas été le cas.

- Comment expliquer le glissement vers cette période de l'été et du début de l'automne 1985 au cours de laquelle vous continuez à écouler des stocks da produits dont vous saviez qu'ils étaient infectieux?

- A qui parlez-vons? Les choses sont différentes si vous parlez au doctenr Miebel Garretta, à la Transfusion sanguine ou à l'ensemble des acteurs concernés. En 1985, le problème de la contami-nation par le virus du sida n'était alors guère différent de celui de la contamination par les virus des hépatites. La première prinrité était de faire en snrte que les malades hémophiles non contami-nés ne le soient pas. La seconde prinrité, quantitativement plus printite, quantitude faire que les importante, était de faire que les malades non hémophiles transfusés ne scient pas contaminés. Sur ces deux points, en juin 1985, nous avons, je vous l'assure, l'impres-sion d'avnir bien travaillé, en égard aux conditions de l'époque.

- Qu'en est-il des difficultés techniques du Centre national de transfusion sanguine concer-nant le chauffage des produits

- Nous avons certes eu des difmais celles-ci n'out pas du tout modifié pour le CNTS - qui n'est que l'un des centres de fractionne-ment français – les dates de distributinn de pradnits inactivés. Quant à ceux qui disent aujour-d'hui avoir émis des avis notoirement différents de ce qui se faisait alors, il fant lenr demander ce qu'ils ont écrit à l'époque sur leurs convictions. Et sinon pourquoi. II est tont de même surprenant d'avoir une perte nussi systèma-tique d'archives. Ces questions seront d'aillenrs publiquement posées, puisque nous allons avoir un autre débat d'une autre nature, dans l'enceinte judiciaire.

«Personne ne m'a demandé de me taire»

- Peurquel ns pas aveir

 La Fundatinu natinuale a demandé, le 27 mai 1991, à la direction générale de la santé et aux ministères conceraés de désigner des experts internationsux dont la mission aurait été de défidont la mission aurait été de défi-nir à l'époque et aujourd'hui, sur les pians international et national, la réalité des problèmes, ce qui a été fait et ce qui pouvait l'être. Aucune suite n'a malheureusement été donnée à eette demande. J'ajonte que toutes les décisions que j'ai cu à assumer ont toujours été prises, discutées et votées par notre conseil d'administration, et denc par le représentant des denc par le représentant des ministères de la santé, de budget ainsi que par le contrôleur d'Etat. On ne pent done dire que les choses se sont faites sans que les diverses responsabilités se soient exprimées. Nous avons des tonnes de comptes rendus qui le démon-trent. Aujourd'hui, je réclame la constitution d'nn jury d'honneur international

- Dans le compte rendu du Comité national de l'hémophilie daté du 30 octobre 1985, que vous signez, vous rappalez les positions prises par le Comité national de l'hémophilie et par

la Commission nationale consul-tative de la transfusion san-guine en juin 1985 à propos de l'utilisation des produits chauf-fés st nen chauffés jusqu'en octobre de la même smée, et vous déclarez: « Ces positions réalistes et responsa-bles ont été malheureusement bouleversées per des initiatives, certaines l'imitées à des coulpositions realisates de l'autre de l'action de la courte de l'action de l'acti riers aux personnes concernées, d'autres résisées par voie de presse, concernant un public plus large et ayant un caractère publicitaire regrettable compte publicitaire regrettable compte tenu du sujet. Cela a sbouti à uns diminution beaucoup plus rapide que prévu de l'utilisation des fractions anti-hémophiliques VIII et IX non chauffées. Leur distribution est quasiment nulle eu niveau du CNTS depuie le 5-8-1985, et la eituation et contration de contration de des la compte de la co retreuve identique dene de nombreux centres. Les consé-quences ont été deublas : recours aux importations pour le concentré chauffé, et stocks de produita françaie non utilisss importants. Les stocks actuels de facteur VIII concentre chauffé françeis sont nuls. » Pouvez-vous vous expliquer sur

- Ce compte rendu a été accepté par les vingt participants de cette réunion. Nous voulions dire sur ce point que l'événement de l'été concernant l'écoulement de produits non chauffés n'avait pas été conforme à la position col-lective qui s'était exprimée aupara-vant. J'avais d'ailleurs reçu à l'époque une lettre du ministère de la santé m'interrogeant sur l'évolu-tion et les conséquences financières des importations de produits chauffés.

«L'effet pervers da rapport Lucas»

- Y a-t-il eu, oui ou non, des écoulaments de produits non chauffés eprès octobre 1985, comms le Isisse antandre le rapport da M. Michel Lucas, teur de l'inspection géné rale des affaires sociales?

- Pour ce qui eoncerne le CNTS, je confirme que l'arrêt de CNTS, je confirme que l'arrêt de la distribution de ces produits s'est fait en juillet 1985. Je précise que l'effet pervers du rapport Lucas pour ce qui me concerne est dou-ble. D'abord, il est amputé de sa partie internationale. Ensuite, il ne se fonde que sur les pièces exis-tantes. Or celles qui existent n'y sont pas toutes. Et celles qui y sont ne sont pas toutes intégrale-

- Dans quellee conditions avez-vous démissionné de vos fonctions de directeur général du CNTS? A-t-on, comme car tains l'ont dit, scheta votra

 Lorsque j'ai pris la décision de cesser mes fonctions, mon avo-cat m'a accompagné dans tous mes rendez-vous. Personne ne m'avait alors demandé de partir, et per-sonne ne m'a demandé de me taire. M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, que j'ai rencon-tré durant deux heures le samedi le juin, souhaitait que je reste. Ma décision étant prise, M. Durieux n'a pas souhaité que je l'annonce devant les responsables des asso-ciations de donneurs de sang qui ciations de donneurs de sang qui se réunissaient le lendemain à Paris. Mon départ étant dû à l'incapacité dans laquelle je me trouvais d'exercer mes fonctions, je suis parti dans le cadre de la convention collective de la fondation où je travaillais depuis direction où je travaillais depuis direction au fillons de francs]. Pajoute que le juge d'instruction avait antorisé mon avocat, M. François-Xavier Charvet, à m'annoncer que dans cette affaire je ne serais pas inculpé.

Quel était votre salaire au

- En 1990, mon salaire net a été de 899 540 francs, euxquels il fant rajouter environ 200 000 francs annuels au titre du holding Espace vie. Tontes ces sommes m'ont été allouées par le conseil d'administration et le

 A quoi servait le compte bloqué dont parle le rapport sur le CNTS de l'IGAS de 1985? A-t-il blse été utilisé uniquament, comme vous le deman-dait le ministre de le santé en 1982, à des fins de recherche?

- Je tiens avant tont à préciser que ce rapport, signé du docteur Broyelle et de M. A. Jeannet, rédigé durant le printemps 1985, ue fait nueune allusion aux problèmes de la contamination sangnine par le virus du sida. Je regrette vivement qu'un tel docu-ment, qui témoigne parfaitement de la perception des risques rela-tifs à l'époque, ne soit même pas cité dans le rapport de M. Michel

» Avant 1982, ce compte n'exis-tait pas. C'est sur une initiative de ma part, en 1982, qu'ont été mises en œrvre à la fois les procédures techniques et les procédures finan-

cières relatives à ce compte. Ce compte bloqué a fait l'objet d'in-formations trimestrielles, signées par mei-même et adressées au ministre de la santé. Ces informa-tions portaient à la fois sur l'ap-provisionnement en fonds et sur icur utilisation. Les décisions d'utilisation définitive ont toutes été prises par le ministère de la sante, avec des documents écrits de sa part.

» En ce qui concerne l'utilisa-tion de ces fonds, pour des ques-



tions de trésorerie, il fant savoir qu'elle s'est tonjours faite après une délibération du conseil d'administration. Tontes ces délibérations unt fait l'objet de comptes rendus écrits. A tontes les réunions participaient les représentants des ministères concernés, ceux de la santé et des finances. On dispose aujourd'hui d'un rapport de syn-thèse sur les utilisations définitives de ces fonds, avec le détail des entrées et des sorties au centime

- Toue les fonds qui sont paeeëe per ce compte ont-lis étà utilisés à des fins da

- Tous les fonds ont été utilisés sur ordre du ministère de la santé, Une énorme partie a été utilisée paur des pragrammes de recherche. Une partie a été en outre utilisée pour indemniser des centres qui devaient détruire des stocks de produits non chanffés. Pnnr ee dernier point, anenne décision n'a été adoptée par le conseil d'administration. Trontes les décisions ont été prises par le

ministère de la santé. l'ajouterai enfin que je n'ai été nommé direc-tenr général du CNTS qu'en décembre 1984 et que tout ce dont on vient de discuter s'est fait sous la direction du professeur Jean-Pierre Soulier et sous la présidence du professeur Jean Bernard.

- Qu'en est-il exactement de votre participation à la société américaine Haemonetics?

 Avant d'accepter d'entrer dans cette société non concurrentielle avec le CNTS, j'avais demandé l'avis du professeur Jean Loygue, ainsi que celui de mon avocat,

» Mes indemnités se sont élevées à 3 000 dollars par trimestre. En outre, j'ai en la possibilité d'acquérir deux cents actions de cette société (sur un total de cent mille) moyennant la somme d'en-viron 240 000 franes, que j'ai d'ailleurs dû emprunter. Ces actions snnt des stneks-options, c'est à dire qu'elles sont bloquées pour plusieurs années. Si elles pouvaient aujourd'hui être déblo quées, lonr valour scrait, après unpôts américains, de l'ordre de 3 millions de francs. Tontefois, leur incessibilité a une incidence sur leur valeur réelle potentielle.

- Autre élément symbolique - Autre element symbolique fort: on e appris que vous dis-tribuiez de substantiels jetons da présanca - de l'ordre de 20 000 francs, selon nos informations - aux membree du conseil de surveillance d'Espace

- La position adoptée par le conseil d'administration - y compris par les représentants des ères - consistait à mettre en œuvre une politique entrepreneuriale. Alors, vous me pariez des jetons de présence. Mais deman-dez à des gens de qualité de prendre sur leur temps, sur leurs res-pnnsabilités, pour conseiller et contrôler des structures aussi complexes! J'estima qu'il est légitime que, en contrepartie, ils soient rémunérés.

- Pourtant, de telles pratiques ne sant pes faciles à admettre pour les millions de donneurs bénévoles...

- Lorsque l'on gère une structure qui emploie quinze cents per-sonnes et qui a un chiffre d'af-faires consolidé de 1,3 milliard de francs, vanlair faire croire que, dans un système qui va devenir totalement nuvert et compétitif, cela se fera uniquement en met-tant à sa tête un dirigeant paternaliste, je dis que ça n'est pas possible. Certes, ? est difficile à expliquer. Mais l'enjeu était justement ectte révelntion culturelle. Je pense que les valeurs qui tiennent an bénévolat et au non-profit du système sont essentielles. Et qu'il est fondamental de tenter de les défendre.

- On entend souvent parler, vous concernant, de vos supposées sympathies RPR ? Qu'en est-il exactsment 7 Psi votre intermédiaire, ce parti avait-il un contrôle sur le CNTS?

- Jamais à ma connaissance, depuis que je travaille au CNTS, il n'y a eu d'interférences politiques sous quelque forme que ce soit. Les seuls axes politiques qu'on popurait citer sont ceux qui ont trait au développement de la transfusion sanguine. Et cela va bien au-delà des clivages politiques traditionnels.

» D'autre part en ce qui concerne Michel Garretta, il n'a aucune carte, d'ancun parti. Quand on a l'honneur de diriger des structures ayant une telle connotation nationale, il est à mon avis indispensable de ne pas faire valoir ses opinions politiques. Mais il est évident que, si l'on m'avait demandé d'appliquer une politique avec laquelle je n'étais pas d'accord, je ne l'aurais pas fait.

- Reste le chapitre des relations que vous avez eues à partir de 1984 avec les différents cabinets ministériels, les différents ministres de tutelle

- Chaque fois que j'ai estimé devoir le faire, j'ai transmis par écrit ou oralement toutes les informations dont je disposais. L'inculpation qui m'a été notifiée, si elle se situe dans un cadre de coresponsabilité, et si elle n'est que l'une des premières de l'ensemble des acteurs concernés, permettra sans doute un débat digne et capable d'éclairer le grand public. Si, à l'inverse, il s'agit d'une inculpation qui ne touche que quelques personnes, cela ne conduira qu'à jeter en pâture quelques têtes. Ce serait profondement injuste. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Groupe Bolloré

RESULTATS SEMESTRIELS EN HAUSSE

len millions de francs)	30.06.90	30.06.91	Variations
Produits d'exploitation	8.821	9,428	+ 6,9 %
Resultat d'exploitation	336	412	+ 22.6 %
Résultat courant	201	264	+ 31.3 %
Résultat net global (1)	248	323	+ 30.2 %
Résultat net [part du groupe] [1]	166	194	+ 16.9 %

III Avant amortissement des écarts d'acquisition.

Le Groupe a réalisé de très bonnes performances au cours du ler semestre 1991 :

 le chiffre d'affaires a progressé de 6,9 % l+ 3,5 % à périmètre comparable).
 le bénéfice d'exploitation est en hausse de 22,6 % l+ 23,6 % à périmètre comparable). Cette évolution résulte de:

☐ La bonne résistance de la partie industrielle avec en particulier une forte progression de la production de films plastiques. Les usines américaines ont bénéficie d'une forte demande.

☐ La poursuite de la progression du résultat d'exploitation des transports qui a augmenté de plus

de 20 %. ☐ Les excellentes performances de la distribution de Pétroles et Plastiques ; la division Pétrole ayant récolté le fruit des importants efforts de productivité réalisés depuis 2 ans.

Au niveau global, le maintien du résultat financier à un niveau comparable à celui du le semestre 1990 a permis d'enregister une hausse sensible | + 31 %) du bénéfice courant avant impôts. Compte tenu des éléments exceptionnels (F 192 millions contre F 171 millions au 30.06.90) et de l'amortissement des écarts d'acquisition (F 45 millions contre F 31 millions), le résultat net global s'inscrit à F 278 millions contre F 218 millions au 30.06.90. La part du groupe dans ce résultat s'élève à F 156 millions contre F 141 millions au 30.06.90.

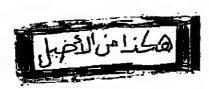
Les comptes du l'e semestre 1991 n'intègrent pas ceux de CFDV-Delmas, qui seront consolidés par integration globale au 3LI29I.

L'activité du deuxième semestre s'annonce très soutenue, en particulier dans la partie industrielle historique du groupe Ifilms et papiers), dont le bénéfice d'exploitation devrait fortement progresser par rapport à l'année précédente. La division Pétrole devrait, elle aussi, connaître une hausse

En ce qui concerne les activités Transports, le deuxième semestre devrait refléter les conséquences de la prise de contrôle majoritaire du groupe Delmas-Vieljeux, réalisée au cours de l'été et son rapprochement avec la SCAC, qui sera juridiquement accompli le 31 décembre 1991.

Sous le nom de SDV (SCAC-Delmas-Vieljeux) le nouvel ensemble: issu de la fusion des sociétés SCAC et Delmas, se placera parmi les tous premiers groupes de transports européens avec un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs et une position de leader mondial sur l'axe Nord/Sud. Les premiers éléments qui peuvent être donnés sur la situation de ce nouvel ensemble sont favorables, tant au plan de l'intégration des équipes qu'au plan des complémentarités d'activités et de la

progression des résultats. Toutefois les efforts consentis par le groupe Bolloré pour la prise de contrôle du groupe Delmas-Vielleux (qui représente un investissement de près de 2,5 milliards de francs) ne porteront pleinement leurs fruits qu'à moyen terme et péseront dans un tout premier temps sur sa structure financière et ses résultats.



1:

tei

00 1U

mi

ne

en

tio Fra

VO:

l'ai

mo frau par der affe ma pen lor M. 3,4

pro d'E fut

coc for

ma du

rev de

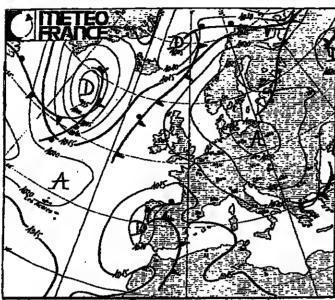
ave tair Par

mc

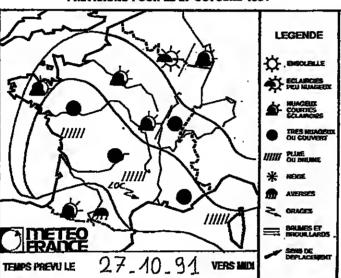
le (

rete

par fra



PRÉVISIONS POUR LE 27 OCTOBRE 1991



Dimanche: nuages et pluies pour de nombreuses régions. Beaucoup de nuages souvent accompagnés de pluie pour ce dernier dimanche du mois d'octobre.

Ce temps maussade et souvent pluvieux touchers au cours de la matinée la Bretagna, la Basse-Normandile, les Pays de Loire, le Centre, tout le Sud-Ouest, le Massif Centrel, les Alpes du Sud et les régions les plus méridionales, et les pluies pourront être importantes. Retour des éclaircies sur la Bretagne au cours de l'après-midi.

Sur la Hauta-Normendie, l'ile-de-France, la Bourgogne, le Franche-

Au lever du jour, il fera froid du Nord au Nord-Est al eu Centre-Est, evec des températures comprises

entre 2 et 5 degrés, voire 0 degré. Allieurs, elles oscilleront entre 5 et 9 degrés, mais avoisineront 10 degrés près de l'Atlantique et 12 près de la Méditérrenée. Dans l'après-mid, le thermomètre sera le plus souvent compris entre 10 et 15 degrés. Au pied des Pyrénées et près de la Médi-térranée, on pourra atteindre les 17 ou

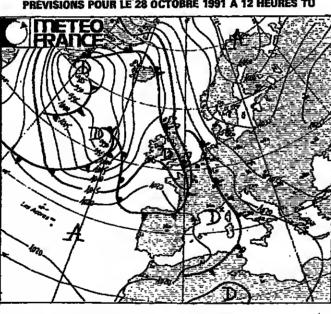
l'Alsace et à la Lorraine, après la dissi-

pation des brumes et brouillards mati-naux, les éclaircles seront belles. Mais,

les nueges deviendront de plus en plus

nombreux et annonceront la pluie pour

PRÉVISIONS POUR LE'28 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxims - minima a	t temps observé
Valeurs extrêmes relovées entre le 25-10-1991 à 18 heures TU et le 26-10-1991 à 6 heures TU	le 26-10-91

M 20-10-1381 a 16 neures 10 at R 26-10-1381 a 6 Reures 10							
FRANCE AJACCIO 19 6 BIARRITZ 13 9 BORDEABE 15 6 BURGES 9 1 BREST 11 7	TOULOUSE 10 TOULOU	4 B 23 D ER	LUXEMBOURG_ MADRID MARRAKECH MEXICO	9 3 D 13 9 C 25 16 D 21 10 X			
CAEN 11 7 CHERESOURC 11 9 CLEDIONT-FEE 13 6 DLION 12 1 GRENOSLE 13 0 LILL 11 8	C AMSTERDAM 11 C ATBÉNES 20 B BARGEONE 12 B BELGRADE 13 N BERLIN 19	8 C 12 N 25 C 11 C	HONTRÉAL	22 13 A 9 -1 * 27 12 N 21 14 B			
LIMOGES 14 6 LYOW	N BEUXELLES 11 B LE CAIRE 34 N COPENHAGUE 15 C DALAR 27 C DELSI 31	6 D 20 X 4 C 25 D	PALMA-DE-MAJ PÉREN RIO-DE-JANTIRO ROME SINCAPOUR	20 5 X 25 21 D 18 6 B 33 25 C			
NICE	D DJEBBA 23 D GENEVE 9 N HONGKONG 28 C ISTANBUL 12 B JERUSALEM 27	16 B 4 C 23 D 7 N	STOCKEOLM SYDNEY TOKYO TUNIS VARSOVIE	19 13 C 26 16 N 2 3 K			
STRASSOURG_ 11 2	D N		P 7				
averse brume ciel	ciel ciel	OFFICE	pluie team	neige			

moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

Les programmes complets de redio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le blonde radio-télévision » ; u Film à éviter ; # On peut voir ; ## Ne pas manquer ; ### Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 26 octobre

	TF 1			 ٠.
20.45 22.35 23.35	Maga: Maga:	zine : (ishus	B
0.30	Journa	ai, Mét rfic info	éo	
	Δ2			

20.45 Magazine : La Nuit des héros 22.30 Magazine : Double jeu.

FR 3 De 20.00 è 0.00 La SEPT 0.00 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL DILIC

		CANAL PLUS
	20.30	Téléfilm : Crimes et jardins.
		Les Nuis l'émission.
	23.00	Flash d'informations. Le Journal du cinéma.
		Cinéma : Zombie 3. □
1	0.30	Cinéma :

LA 5	<u>:</u>
20.50 Série : Perry Maso	
22.30 Feuilleton : Shogur 23.20 Magazine :	1.
File en coulisse. 23,50 Journal de la nuit.	

M 6 20.40 Téléfilm Un coup du sort. 22.20 Téléfilm : Enfants en danger. 0.00 Six minutes d'informations

0.05 Musique : Rapline. , 1.00 Boulevard des clips. LA SEPT

	20.55 Documentaire :
	Le Rêve perdu
٠	de Nicolas Vassilievito Kazakov.
	22.35 Le Courrier
	de Allenantotame

22.45 Solr 3. 22.55 Salsa opus 4. 23.50 Cinéma d'ani Images. 0.00 Théâtre : Le Soulier

Dimanche 27 octobre

18.20 Magazine ; Téléfoot. A 19.00, Lote sportif.

19.05 Magazine : 7 sur 7. Invité : Jacques Chirac.

20.00 Journal, Tiercé, Météo

Le Grand Bleu.

La Tête du client.

L'Equipe Cousteau à la redécouverte du monde.

et Tepis vert.

Ciné dimanch

13.20 Dimanche Martin.

14.55 Série : Mac Gyver.

17.40 Documentaire :

18.25 1, 2, 3, Théâtre.

19.30 Série : Maguy.

22.25 Magazine:

FR 3

13.20 Magazine:

13.50 Magazine:

14.45 Magazine:

20.00 Journal et Météo.

20.45 Série : Contre-jour.

23.50 Documentaire :

0.45 Journal et Météo.

Bouillon de culture

Demiers Far-West.

D'un soleil à l'autre

Faut pas rever.

18.35 Magazine : Stade 2.

20.40 Cinéma :

23.40 Cinéma :

A 2

23.35 Magazine :

TF 1	de la coiffeuse.
13.20 Série : Hooker,	21.50 Flash d'informations.
14,15 Série : Rick Hunter,	22.00 L'Equipe du dimanche.
inspecteur choc.	0.40 Cinéma ;
15,10 Série : Columbo,	On n'enterre pas
16.50 Disney parade.	le dimanche.

	LA 5		٠.	: '
13.20	Série : In:	specteu	r Mc	rse.
15.00	3.20 Série : Inspecteur Mor 5.00 Divertissement : C'est pour rire.			
	.00 Divertissement:			

15.50 Série : Un privé nommé Stryker. Divertissement:

Dimanche et la Belle. 19.00 Magazine : Dimanche 19 heures Elkabbach.

20.00 Journal et Météo 20.40 Journal des courses. 20.50 Cinéma :

L'inspecteur Harry. 22.50 Magazine : Reporters. 23.50 Magazine: Top chrono. 0.40 Journal de la noit.

M6 ·

13.00	Série :				
	Mission impossible.				
	vingt ans après.	17			
	Musique : Flashback.	٠.			
14.50	Variétés : Multitop.	le			
16.20	Série : Clair de lune.	m			

17.15 Série : L'Homme de fer. 18.05 Série : . 19.54 Six minutes

20.00 Série : Cosby Show. 20.35 Téléfilm : Grace Kelly. 22.20 Informations:

M 6 express.

22.25 Capital. 22.35 Magazine: Sports 3 dimanch Sport 6 17.15 Magazine: Montagne. 22.40 Cinéma : L'Enchaîné. o

17.45 Jef. 0.25 Six minutes 18.15 Magazine : d'informations. 0.35 Magazine: A vos amours. 19.00 Le 19-20 Métal express.

LA SEPT

5.45	Documentaire : Tambours battants.
6.35	Documentaire : Entre deux mondes.

17.40 Téléfilm : Une femme de lettres. 18.10 Téléfilm : Un lit dans les lentilles.

19.00 Documentaire : L'Anthropographe. 20.00 Documentaire :

de la chouette. 20.25 Le Courrier des téléspectateurs. 20.30 Cinéma : Le Chant des strènes. « «

21.50 Court-métrage : Apprends-moi à danser 22.15 Court métrage : La Contession.

22.30 Le Dessous des cartes. 22.40 Cinéma : lis étaient neuf célibataires. 🖛 🗷

CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

Jean Camus, Catherine Camus, t leurs enfants, Les familles Candeau, Chaperon

Mr reuve Jacques CANDEAU,

mvenu le 17 octobre 1991. du Montparnasse, dans la plus tricle

5, square Deformet, 75014 Paris.

- Françoise Duez, sa femme, Pascal et Julien Duez-Salafa, Sophie, Manu et Lucile Due

Katche, ses eniants et petits-enfants,

Jean-Piecre DUEZ, surveni le 20 octobre 1991.

Suivant son désir, ses obsèques s

12, bonlevard Pereire, 75017 Paris.

Gérard Anjoiras, directeur da personnel et des relations sociales d'Electricité de France et de

ont le regret de faire part du décès de Jean-Pierre DUEZ, chef du service relations du travail et affaires sociales

survenu le 20 octobre 1991.

Les obsèques se sont déroulées le

Né en 1938 à Tourcoing, Jean-Pierre Duez est entré au centre de distribu-tion EDF-GDF de Nice et 1962, après avoir passé le diplôme d'ingénieur de l'Ecole nationale supérieure d'électro-chimie et d'électrométallargie de Gre-noble.

noble.

Tour à tour distributeur et produc-teur, il a notamment dirigé la centrale de Chevire, en Loire Atlantique.

Sa carrière l'a égalem service de presse et à la direction du personnel et des relations sociales, où d a participé activement à l'évolution du navagement d'EDF-GDF.

Jean-Pierre Duez était âge de cin-

- M. et M= Roger Schonkroun, Michael, Annio-Rose et Danielle, M. et M~ Lucien Kalfon, -

M. et M Licien Kallon,
Patrice et Thierry.
M. et M Jean Benssid,
Yves, Bernard et Gilles,
M. et M Hubert Kalfon. Isabelle et Céline, Les familles Koubi, Lévy, Benguigti

vidal, Parents et alliés; out la douleur de faire part du décès de

M venve Makloup KALFON, nec Anna Lévy, eur mère, grand-mère et arnière-grand-

survenu le vendredi 25 octobre 1991

dans sa quatre-vingt-ouzième amée.

Les obseques auront lieu le lundi 28 octobre. Réunion porte principale du cimetière parisien de Pantin, à 10 h 30.

189, rue de Courcelles.

- Min Jacques Guillermain,
M. et Min Philippe Guillerm
et leur fils, David,
M. et Min Michel Harriague et leurs enfants, Julie et Emmanuel, M. et M= François Guillermain et leurs enfants, Jean-Baptiste, Chri

tophe et Pierre,

M= Raymond Nantille,

M. et M= Daniel Fournier Martin, Voilley, ont la tristesse de faire part du décès de

et leurs enfants, M. et M. Jean Nantille

M= Roger Boher,
M_ et M= François Boher
et leurs fils,
M. et M= Boris Boher

M. Jacques J. GUILLERMAIN, ingenieur conseil,

survenu le 23 octobre 1991, à l'âge de soixante-cinq aus.

La cérémonie religieuse sera célébrée le landi 28 octobre, à 16 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylan, avenue Raymonsi-Poincaré, Paris-16.

Ni fleurs ni couror Cet avis tient lieu de faire-part

- Defphine Juillet Me Georges Hess,

sa mère, M. Philippe Rougnon,

on père, M. Gisela Rougnon, Nathalie et Marc Luca Anne Gécile et Brano Gibom, ses serus et beaux-frères,

son beau-père, Les famillés Rougnon, Hess, Juillet, Brantz, Parges, ont la douleur de faire part du décès de Olivia JUILLET,

rurvena le 23 octobre 1991, à l'âge de

Les obsèques religieuses auront lieu lundi 28 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Romain, à Sèvres.

Le Grand Cote; 110 bis. rue Brancas.

Anniversaires Pour le premier anniversaire de la sparition tragique de

Damy CHAMOUN, - Lugrist CHAMOUN, née Abdelmout,

à l'âge de hoit aus.

une messe sera célébrée à leur intention le dimanche 27 octobre 1991, à 11 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 79, rue Galande, Paris-5.

- Le 27 octobre 1987 Marie-Rose MAMELET

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94



Novembre 1991

Premier dossier

L'ALLEMAGNE APRÈS LA RÉUNIFICATION

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

AJACCI BIARRY BORDE BOURGI BRESY	FRANC	19 6 1 13 9 15 6 19 1	TOURIS. POINTE	0-1991 à 6 SE 16 FRANCE 32 TRANGE	8 C 4 B 23 D	LOS ANG LUXEMBO MADRID MARRAE MEXICO	ECH. 25 21	3 D
CHERBO CLEMON GRENON LILLE LIMOGE LYON MARSE NANCY NANTES	OURC THER SLE S. I	13 9 13 1 13 0 14 6 14 7 3 16 2 14 4	C ATHÈNE B BANGKO B BARCEL B BELSEA K BERLIN K BEUXEL B LZ CAIE K COPENE C DAKAR C DELMI	S 20 OK 32 ONE 18 DE 7	12 N C C N C C N C C N C C N C C N C C N C C N C C N C C C N C	MOSCOUL NAIROBA	27 32 21 10 MAJ 21 20 1000. 25 18 18	12 N 14 B 6 C 15 N 5 X 21 D 6 B
PARIS-A PAII PERPIG RENNES ST-ETIE	NAN	2 5 1 8 7 1 4 11 1 3 3 1	GENEYE HONGKO ESTANBI JERUSA LISBON	MG 28 IL 13 IEM 27	4 C 23 D 7 N 16 C 12 N	VARSOVII VENISE	19 26	16 N 3 K 8 C
Α	B	C	D	N.	0	P	T	*

TU = 1emps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légele

de l'Information. Grand 16moin : Jacques Attai. De 19.12 à 19.35, le journal

20.05 Série : Benny Hill. 20.40 Cirque : La Piste des clowns.

21.55 Magazine: Le Divan, 22.20 Journal et Météo. 22.40 Cinéma :

0.25 Musique : Carnet de notes.

La Piste de Santa-Fe. EM

CANAL PLUS 15.30 Magazine; 24 heures 17.00 Les Nuis... l'émission.

17.56 Le Journal du cinéma. 18.00 Cinéma : Grandview USA. n

---- En clair jusqu'à 20.35 -19.35 Flash d'informations. 19.40 Ca cartoon.

20.25 Dis Jérôme...? 20.30 Magazine:

0.40 Court-métrage: L'Equipe du dimanche.

a course.

La rue sans joie

Le défilé des collections du prêt-à-porter s'achève. Entre les recherches techniques et l'affolement des tendances, les « grands » nº déçoivent pas

all y a un progrès technique, constatait déjà Cocteau, mais ce constatait dejà Cocceau, mais ce que je regrette dans notre époque, c'est que les choses ne nous vien-nent plus que par reflet. Il n'y o plus de pélerinage. » A Paris, dans la Cour Carrée du Louvre, notam-ment les défilies du printempe té ment, les défilés du printemps-été des créateurs et couturiers viennent de s'achever dans une grande confusion. Sous l'apparente performance de nouveaux tissus, nylon métallisé, jersey laqué, matiéres thermosensitives qui changent de couleur en fonction de la chaleur, e'est le corps tout entier qui disparaît, enseveli sous des images éphémères, mais entretenu par le tapage médiatique des tendances, l'imposture d'une certaine jeune créatinn épuisée, le genre néo-sexy que se donne une fausse élite en hypnose collective.

Tout s'amplifie, tout se montre, tout se diffuse, et une sois de plus, les femmes achèteront les petits manière d'un monochrame de prix de Kookaï, les costumes-panprix de Kookaï, les costumes-pan-talons de Et vnus, APC, Agnès B., Irié qui composent le passe-par-tout branché; les plus riches ose-ront les «basiques» d'Inès de la Fressange, l'ex-mannequin vedette de Chanel, qui a ouvert sa bonti-que avent en artifica.

L'écart se creuse, l'air se raréfie. Comme les animateurs télé qui se reçoivent entre eux, les rédactrices défilent à côté des mannequins. A part cela, la mode de l'été 1992 se joue la comédie du grand message fin de siècle.

a Le non-fini, e'est ma manière d'exprimer l'ethnique », dit Rei Kawakubo (Comme des garçons), auteur d'une collection médiatiquement radicale, d'un travail pré-eis sur l'effiloché, l'arraché (des trenehs aux pans de doublure apparente), le découpé (robes en

Lea princes de la dérision, las

modèles, e'étalt la Ridieuloua

Theatra da Charlas Ludlam at

John Vaccaro, troupe de travestis

goguenarda, suprêmemant inso-

lents, qui avaient porté au som-met l'élégance de la guenille, l'art

du grimage et de toutes las outrances. ils connaissaient préci-

dentelle de papier chimique, vestes marine lacérées nu couteau à la monde qui courait après ses certitudes. Ce n'était pas si simple à l'époque, il fallait de la bravoure.

une bouche de métro désaffectée. anti bonche de metro desarrecre, à Strasbourg-Saiot-Denis, sur le thème «Circulez, il n'y a rien à voir», Martin Margiela, costumier d'une époque formidable, décline le thème « misère » de la saison, Il est siocère, entortille ses vicilles soies des Puces comme on essore son eœur. Pourtant, au-delà de eette « fousse erasse du naturolisme » dont parlait Jean Renoir, les portraits de l'été apparaissent ici et là, images européennes en noir et blanc, crayonnées de rouge à lévres pour des silhonettes qu évoquent tour à tour Pisf, les scènes de maisons closes vues par Brassaï, les filles de joie, les tor-dues d'la musique, les démons aux

Lucio Fontana). Mais est-ce assezi pour faire de l'art, aussi destructeur soit-il? Le coup de colère épargne, bien sûr, les séries com-merciales (montrées seulement aux acheteurs dans le show room de la plnee Vendôme) plus quelques modèles, pièces à conviction d'une très grande technicienne : carrés géants, cercles de gabardine ou de polyester chinois devenus, dans un jeu d'épingles, d'étnanants four-reaux zippés.

Yohji Yamamoto met dans sa vérité un pen plus de fiction et d'amour : il y avait, dans son défilé, l'émotion du tissu pincé de toute part mais libre, l'éciat de ses robes en mousseline ooire et hlanche, hommage à Madeleine Vionnet et au corps des femmes. Beau travail sur la limite, l'équilihre, d'un souple qui n'est jamais informe, d'un simple qui ne som-hre jamais dans l'ordinaire. ance difficile atteinte sinon par des puristes comme Marc Andibet, avec ses vêtements apparemment si simples qu'ils se font oublier.

fétichistes sortent des garconnières. On peut commencer là à reparler En nrganisant son défilé dans de mode et de vêtements : en juillet dernier, Azzedine Alaïa, tonjours en retard sur le calendrier des présentations mais, d'une certaine façon, toujours en avance, a donné le ton de cette mode inspi-rée des années 40, le fameux style rétro sorti par Yves Saint Laurent On retrouve, cette saison, beau-coup de combinaisons lingerie, de peignoirs de soie dignes d'Arletty dans Hôtel du Nord, de déshabillés (Yves Saint Laurent, Jean-Paul Gaultier), de jeux autour de l'ou-

La silhouette s'allonge, les coif-fures gonfient, les chaussures de dans la pénombre, s'habilient en hommes, plus fardées que jamais. Pendant une semaine, de défilés en setes nocturnes, Paris a été le theatre d'un spectacle camp, procès d'intention à l'égard de l'Amérique bygiénique et puritaine, magnifiquement nrehestré par Thierry Mugler.

Diva de la nuit new-yorkaise, Susan Bartch était venue avec tout un arcopage de travestis finement habillés «conture». Voici, surgie des limbes une réaction an style naturel, à l'écran lisse de la bonne conscience. Après le minimalisme des années 80, la débauche d'artifiecs fixera peut-être les vraies images de cette fin de siècle tourmentée. Mais pour dire la vérité, l'artifice suppose force et rigueur. Dans l'affaissement général, les

grands, d'Yves Saint Laurent à Jean-Paul Gaultier, hrillent d'autant plus qu'ila possèdent la mémoire et le métier. Quelles que soient les circonstances, il est hien ridicule celui qui ose, dans un cortège de veuves en stretch, faire défiler la naine de Twin Peaks, le feuilleton de David Lynch, sur un air de Marlène (Michel Klein).

Il y a des choses comme ça qu'il vaut mieux laisser à d'autres. A Josef Sternberg, par exemple, parce que les haillons, il savait les rendre sublimes. Un petit trou, juste ao creux de l'épanle. Un bas filé, mais pas n'importe où Parce que c'était Mariène dans Blonde Vénus. Et qu'elle chantoit : « Je suis une femme libre ».

LAURENCE BENAIM

Le « camp » en V 0

Au Vietnam il y avait la guerre, à Cuba un paradis, les portraits du Che et d'Angela Davis s'étalaient sur les murs des chambres d'étudiants. On voyageait beaucoup en psychédélie. Alors il s'est trouvé des New-Yorkals qui ont toumé en dénsion la bonne conscience forcenéa des uns, la politisation béate des autres. Des gens qui tendaient à la société un miroir de sorcière. Ils en montraient les grimaces, les mensonges, les travestissements. C'est pour eux pour définir leur esprit que Susan Sontag e inventé le mot «camp».

Le travesti a acquis une vraie force de subversion. Parce qu'il ne se contentait pas d'intervertir les signes des sexes, mais dénonçait

Un papa

pour sourire

Une comédie sentimentale

sur les tracas de la paternité

A quel age les filles quittent-

elles leur père pour snivre un autre homme? Véronique, dite

Véro (Marie Gillain), semble pré-

coce : elle a quatorze ans et demi.

Il est vrai qu'elle a déjà l'air d'une femme et que le divorce de ses

parents l'amène à prendre des

libertés. Mais Gérard Lauzier, scé-

nariste et réalisateur, a renoncé à

son humour noir de caricaturiste

(sauf dans quelques scènes, dont

l'apparition de la mère jouée par

Il n ehoisi la tendresse, et on ne

s'en plaindra pas, pour conter les vacances à l'île Maurice de Véro

et de son père André - Gérard

Depardicu - fier de passer quelque temps avec cette adolescente mon-

tèe en graine qui l'appelle par son

prénom et le traite plus en copain

qu'en papa. Naturellement, André est jaloux des hommes qui regar-

dent sa fille. Naturellement, elle

n'en fait qu'à sa tête. Et lorsqu'elle

jette son dévolu sur Benjamin

(Patrick Mille), elle s'invente une

liaison dangereuse avec cet André,

qui, dit-elle, n'est pas son père,

mais un aventurier héroïque et

mystérieux. Le garçon marche, et le père, d'ahord, n'y compreod

A quelques gags superflus près (les scènes de plage), e'est joliment observé côté psychologie et tracas

de la paternité. Le rythme de

comédie sentimentale rappelle par-fois Jacques Becker. Voilà done Lauzier transformé. Et concerné

sans doute, comme l'est Gérard Depardieu, colosse agile qui trouve

dans son texte de quoi jouer au naturel la vérité de sa vie affec-

En face de lui, Marie Gillain, plus embarrassée de ses sentiments

que de son corps, exprime dans les jeux de l'imagination son amour filial répondant à un amour pater-

nel qu'elle souhaite plus exaltant. C'est un film à deux, le film d'un

père et d'une fille qui deviennent

complices avant de se séparer sur

une note d'inévitable mélancolie.

Charlotte de Turckheim).

MON PÈRE, CE HÉROS

de Gérard Lauzier

CINÉMA....

sément leurs eiblas at visniant juste, comme des blessés qui ne veulent ni céder ni mourir. Ils ont eu des disciples. Et puis le monde est devenu si féroce que le rire **COLETTE GODARD**

MUSIQUES

Taj Mahal: le blues comme iamais

Après une éclipse partielle

retour d'un érudit qui n'a jamais oublié de s'amuser

choses au point: ce n'est pas parce qu'on est resté sans nouvelles de lui ces dernières années qu'il avait pris sa retraite. Le grand homme (il aurait pu jouer au basket) n enregistré six albums depuis 1985. Il se trouve simplement que, contrairement à ses pré-décesseurs, Like Never Before (1) est correctement distribué en France.

On y retrouve ce qui a toujours fait l'originalité de Henry Saint Clair Fre-dericks, dit Taj Mabal, guitariste, auteur et chanteur: une couraissance encyclopédique du patrimoine musical afro-américain alliée à un goût infailli-ble et à une ouverture d'esprit éton-

Né dans l'Etat de New-York il y aura bientôt cinquante ans, Taj Mahal explique ainsi la formation de sa explique ainsi la formation de sa culture musicale: «Nous avions des cousins de Cuba, de Panama [son père était originaire de l'île de Saint-Kitts], j'ai toujours écouté de la musique jamaicaine, bien avant la naissance du reggue. Dans ma ville, il y avait un magasin de disques qui répondait aux besoins de la communauté noire. Tard le soir, on pouvait entendre à la radio des disques de Mudity Waterss.

Plus tard, au milieu des années 60.

Muddy Watersa.

Plus tard, au milieu des années 60, on retrouve Taj Mahal sur la côte ouest. Le guitanste noir a formé un groupe avec deux autres virtuoses des six cordes, Ry Cooder et Jesse Ed Davis. Les Rising Sons sont devenus depuis une légende, et sur certains marchés, l'édition purate des sessions que le trio euregistra alors affeint des sommests. Sous son nom, avec Jesse Ed Davis ou en solo, Taj Mahal euregistre alors pour CBS une série d'alburas qui ouvrent des perspectives insoupçonnées à la génération du flourer power.

wer power.

Take A Giant Step/De Ole Folks
At Home (2), The Nateh'l Blues
funt découvrir le hlues rural à
cette génération du flower power. Il
enregistre la bande nriginale de
Sounder, de Martin Ritt, et joue
dans le film. Mais au bout d'un
mument, la machine se met à
tourner à vide: « Je ne jouais que
dans des salles pleines et pourtant
je ne voyais jamais rien sur moi
dans les journaux. J'aurais pu
continuer à me tuer à la tâche; il
n'y rien de pire que la vie en tourinée. » D'où une semi-retraite à la née. » D'où une semi-retraite à la fin des années 70.

Taj Mahal en est sorti discrète-ment, eoregistrant de temps en JACQUES SICLIER

Taj Mahal voudrait mettre les temps, rapidement, pour de petits hoses au point: ce n'est pas parce labels. Il a également réalisé des qu'on est resté sans nouvelles de bui disques pour enfants en se basant es dernières années qu'il avait pris sa sur une idée simple: «Il fout que la musique soit occessible oux enfonts tout en restont ogréable pour les parents. » Comme, par ail-leurs, il se définit comme un mili-tant culturel, cette expérience lui a permis de propager la honne parole de l'béritage afro-américain : « La communouté noire americaine ne va plus au concert, tout est défini par les radios noires. Mais il faut bien se dire que la radio noire n'existe pas. La plupart d'entre elles apportiennent aux Bloncs. Aux Etots-Unis, la port africaine de l'héritage culturelle est toujaurs aussi méconnue».

Finalement. Tai Mahal a trouvé refuge sur Private Records, nn label originellement consacré à la music new age et qui a, ces temps derniers, élargi son catalogue avec Leon Redbone ou le guitariste Leo Kottke, « Pour la première fois, j'ai eu la possibilité de réaliser un disque vraiment bien pradult. Jusqu'ici, j'enregistrais en direct, là nous avons pris le temps [nvec le producteur Skip Drinkwater] de

rouver un son satisfalsant». On retrouvers sur Like Never Before quelques contemporains de Taj Mahal comme le pianiste loui-sianais Dr John, le guitariste texan David Lindley, des cadets, comme Hall and Oates — «ils ont interrangu les sessions de leur propre album le temps de venir faire les chœurs sur le mien» — et des ben-jamins — le rapper Jazzy Jeff.

Taj Mahal ne s'écarte jamais beaucoup du blues, mais il garde un œil attentif sur l'évolution de la musique: «L'essentiel de ce qui se fait n'est qu'une histoire d'argent. Quoi qu'ils en disent, NWA [le groupe de rap «radical» califor-nien qui s'est récemment retrouvé en tête des hit-parades en glori-fiant les guerres de gangal ne parle que d'argent. Le bien ne peut renir que de nas forces».

THOMAS SOTINEL ➤ Le 2B octobre à Bordeaux, le Cricketers. Le 29 à 19 h 30, Elysée-Montmartre, Paris.

(i) Private BMG. (2) On peut trouver en importation le double album Take 1 Gunti SteplDe Ole Folks 1 Home résidité en un seul CD sous la référence Columbia CGR 18. VARIÉTÉS ...

Un entretien avec Jean Ferrat

Après six ans de silence, le chanteur revient avec un album de tendresse et de colère qui parle du monde

« Votre disque s'intitule « Dans la jungle et dans le 200», pourquoi?

vert et du fermé, do long fendu

(Montana, Christian Lacroix), du

court érotiquement voilé. Voici le

ooir des reines de la nuit qui,

C'est le titre d'une chanson qui m'a été inspiré par le cinéaste Milos Forman. Vivant depuis des années en Amérique, il s'apprétait à rentrer dans son pays, la Tchécoslovaquie et disait dans une interview à la radio: «Je vis desormais dans la jungle, je m'apprête à rentrer dans le 2000. La jungle et le 200 pour définir les régimes capitaliste et communiste m'ont semblé des termes exemplaires, impliquant que les hommes redevenaient des ani-maux, bouffés par les prédateurs d'un côté, humilés comme des chiournes de l'autre, une alternative que je ne peux accepter.

- Loin de Paris, on voit mieux - Loin de Peris, on voit mieux les choses, vos chansons polémi-ques ont été nouries par la télé-vision... Et vous dénoncez le télé elle-même: « Ce. «oir ee solr/ Après la rous de la fortune/ Un PAF obsoère un PAF obsoère/ Est à la unos ...

- Autrefois il n'y avait qu'une - Autrefois il n'y avait qu'une presse à scandale, maintenant, il y aussi une télévision à scandale, toutes chaînes confordues. Je pense en particulier à cette binafisation de la délation, à cette émission où des gens masqués sont encouragés à dénoncer leurs contemporains, cela me donne envic de lancer une grenade dans le studio.

- C'est eussi à travers le télé-vision que vous avez - mai - vécu le Sicentenaire : «A six piede sous terre/ Ton bicentenaire/ lis l'ont enterré bei et bien/ Pauvre Martin pauvre misère/ C'est toujours le peuple qu'on craints ...

 Oui, pour célébrer cetre Révolu-tion qui, à travers les siècles repré-sente toujours l'essentiel du prestige peuples qui continuent de se libérer, j'ai commence cer voir j'ai commencé par voir sur nos petits éerans le oouveau prneès de cerans le couveau princès de Louis XVI et son acquittement. Puis un long plaidoyer en laveur des émi-grès de Cobience, puis une série sur les froufrous, ou les jupons, oui, c'est cela, les jupons de la Révolution... Avec, en apothéose, les représentants des sept pays les plus riches du monde regardant la défilé d'un publi-citaire, Imposture significative.

- L'actualité ne vous a-t-elle pas retrapé dans votre refuge et même parfois dépassé, lorsque disque il y a plus de trois ans. Et que vous criez : « Halte aux armes cette chanson, les Tournesols, a été la raudéaires/ Halte à la course au toute première à s'imposer. Vous neents, au moment où les savez, on me reproche souvent mes

grandes puissances commencent à longs silences, ils ne peuvent être désarmer?

- Non, parce que la France se montre d'une grande frilosité dans ce domaine et que l'on ne peut que constater que des deux vaincus de la dernière guerre à qui l'on a interdit de réarmer, l'un l'Allemagne, est en train de devenir maître de l'Europe et l'autre, le Japon, de necheter l'Amérique. Tandis que nous nous cramponness à notre netite boughe... nons à notre petite bombe... - Comment avez-vous vécu les

récents bouleversements à l'Est? - De façon contradictoire. Franchement J'ai cru au pari formidable de la perestroïka, à l'espoir que faisait lever Gorbatchev, et le plus dur est de voir que le chemin est encore bien long...

 On ne peut pas dire que le PCF ait été très en pointe. - Il y a dix aus, n'étant pas membre du parti, je m'étais opposé dans une chanson à l'analyse officielle sur site bilan globalement positifs que je trouvais très inadaptée à la réalité des closes. Ma chanson s'appelait le Bilan, cile a été tout de même publiée dans l'Humanité. dans [Hummith

_ Depuis combien de temps n'êtes-vous pes allé en URSS? - Je n'y suis jamais allé. - Ca alorsi

- Ponriquii? Vous croyez vous aussi que je passais mes vacances dans une somptueuse datcha au bord de la mer Noire? En 1966, je voulais aller ehanter en URSS. Mais ma venue a été «déconseillée». Je venais d'écrire Potemkine. L'argument avancé était que mon répertoire était «trop intellectuel et difficile à comprendre pour le public d'Union Soviétique». Je me sus alors demandé si la révolte contre l'injustice avait toujours cours là-bas. Pois quelques moées ont passé. On m'a officiellement invué à Moscou. Mais e'était juste après l'invasion de la Tchécoslovaquie, une de mes chansons. Camendes. Pévoquair. On m'a laissé eatendre que j'avais intérêt à ne pas la chanter. J'ai refusé l'invitation. En 1972, enfin, j'ai été convié sans conditions, mais j'avais du travail, je n'y suis pas allé non plus... Pnnrquni? Vous croyez vous

Une de vos chansons parie des Tournesols, au moment nû sort le Van Gogh de Pialat. Sample coïncidence?

rompus que lorque j'ai quelque chose à dire, quelque chose qui m'indigne à nouveau, qui me replonge dans mes anciennes révoltes. Très anciennes, puisque le monde m'est hombé dessus lorsque j'avais onze ans...

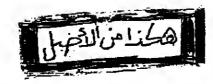
» Que vient faire Van Gogh dans tout ça? Eh bien, il illustre un point crucial pour moi, les capports de la culture et de l'argent. Alors, j'ai écrit : «Vincent ma fleur mon bel oiseau/Dans ce monde oux valeurs croulantes/ Te voilà donc Eldorado / De la bourgeoisie triomphante...».

- Vous pariez de « peuples frères », de « monde à visage

- Je prends «peuples frères» dans une acception planétaire, je pense que les terminologies meurent, mais pas les mots. Surtout quand ils servent de nouvelles idées.»

DANIELE HEYMANN





te

CO

UE

De

n8

en

tío

Fre

VO:

l'aı

mo frai

par der affe

per (or M. 3,4 pro d'E fui

coc

ma du

COS

rev

av€

tair Par

cai

éte

Cπ

élé:

le i

SAMEDI My Fair Lady [1994, v.o. s.t.f.], da George Cukor, 15 h ; l'Eventail de lady Windermere (1952), d'Ernat Lubitsch, 19 h : Il importe d'être constant (1952, v.o. e.t.l.(, de Anthony Asquith, 21 h. DIMANCHE

Exténeur nuit | 1979], de Jacques Brai, 15 h ; Jack l'éventreur | 1947, v.o.(, de John Brahm, 17 h ; le Nuit du carrefour | 1332), de Jean Renoir, 19 h ; Quelque part dans le nuit (1945), de Joseph L. Mankiewicz, 21 h.

PALAIS DETOKYO (47-04-24-24) SAMEDI

Ciamants sur canapá (1961), de Blake DIMANCHE Funny Faca (1957), de Stanley Donen

19 h ; Au risque de se perdre (1959), de Fred Zinnemann, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-79-37-29) SAMEDI

Hommage à la Warner Bros : l'Ennemi public (1931, v.o. e.t.l., da William Wellman, 14 h 30; Mean Streate (1972, v.o. s.t.f.), de Martin Scorsese, 17 h 30 : le Trésor de le Sierra Madre (1949, v.o. s.t.l.), da John Huston, DIMANCHE

Hommage à la Warner Bros ; le Faucon maltais (1941, v.o. e.t.f.(, de John Hus-ton, 14 h 30 ; le Gaucher (1959, v.o. s.t.f.), d'Arthur Penn, 17 h 30 ; Baby Doll (1959, v.o. e.t.f.(, d'Ella Kazan, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, granda galeria, porta Saint-Eus-tache, Forum des Hailes (40-26-34-30)

SAMED(L'Empire des media : Actualités cinéma et télévision : las Elections présidenet television : las Elections president tielles 1965 (1965), les Elections prési-dentielles 1969 à travers (1969), Elec-tion présidentielle 1974 (1974), Election présidentielle 10 mai 1961 (1981), Elec-

tion présidentielle 9 mai 1999 (1999), 14 h 30 : Rétrospactive de magazines d'ectualités : Cinq Colonnes à la Une. d'ectualités : Cinq Colonnes à la Une, 16 h 30 ; Médias en question : Alló... Mme Soleil (1970) de Luc Favory, Tout le monde il est beau... (1972) de Jean Yanne, 19 h 30 ; Quatrième Pouvoir ? : Bande annonce : le Quatrième Pouvoir (1995) de Serge Leroy, l'il du maître (1979) de Stéphane Kurc, 20 h 30 ; Festival cinéme axpress : le Train dans le

DIMANCHE

L'Empire des media : Actualités cinéma et télévision : l'Investiture de François Mitterand (1991), 14 h 30 ; Rétrospec-tive de magazines d'actualitée : 5 eize millions de jeunes (1994) d'Alain de milions de jeunes (1994) d'Alain de 5édouy, les Femmes aussi (1970) d'Eliane Victor, 19 h 30 ; Quarrième Pouvoir ? : le Bon Plaisir (1983) de Fran-cis Girod, 19 h 30 ; Agences photos : Sygme : une agence photo (1980) de Fernand Maszkowicz, Objecti une (1991) Julian Clerc chanta respira (1995), Raporters (1981) de Raymo Depardon, 20 h 30 ; Fastival cinéma express : le Train dans le film d'aven-

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.(: Cinaches, 8- (46-33-

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.):
Gaumont Les Halles, 1• (40-29-12-12);
Gaumont Opére, 2• (47-42-80-33);
Espace Saint-Michel, 5• (44-07-20-49);
14 Junilet Odéon, 8• (43-25-59-83);
9ratagne, 8• (42-22-57-97); Le Pagode,
7• (47-05-12-15); Gaumont ChampsElyséss, 9• (43-59-04-57); Saint-Lezare-Pasquier, 9- (43-87-35-43) ; 14

PARIS EN VISITES

« Le mateon de Nicoles Flame) (1407) et autres vieux logis pan-siens », 10 h 30, métro Rambuteau, sortie rue du Granier-Saint-Lazarre (Paris autrefois). * Tombes célàbres du Pàre-le-

chaise », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale, boulevard de Ménimontant (V. de Langlade). Cités d'ertistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures et

15 heuree, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs). € La peinture de Watteau à David », 13 h 30 et 17 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition IM.-C. Lasnier). La maison Opéra » (carte d'iden-

tité), 14 heures, 5, rue du Docteur-Lancereaux (Paris et son histoire). « Jerdins secrets et chemins inconnus de la Butte-Montmar-tra », 14 h 15, métro Bienche (C.-A. Messer).

« Le Palais de justice en activité ». 14 h 30, 4, boulevard du Palais (C. Merle).

« L'Opéra Gamier et les fastes du Second Empire », 14 h 30, en haut des marches, à l'extérieur (Connaissance de Paris).

← Hôtels at jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 40, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du

Nation, 12- (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13- (47-07-66-88); Gaumont Alé-sie, 14- (43-27-84-50); Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenella, 15- (45-779-79); Gau-mont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01). AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélan deis, v.o.) : Lucarnaire, 8 (45-44-

Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Les

ATLANTIS (Fr.): Gaumont Ambassade 9- [43-69-19-08]; Gaumont Parnasse 14- (43-35-30-40).

L'AUTRE (Fr.): Pathé Hautaleuille, 8-(46-33-79-38); Elysées Lincoln, 8- (43-59-35-14); Sept Pamassiens, 14- (43-20-32-20).

AY CARMELA I (Esp., v.o.(: Latins, 4-(42-78-47-86); Gaumont Pamassa, 14-(43-35-30-40). BACKDRAFT (A., v.o.(: Forum Orien Express, 1 (42-33-42-26); Gaumon Ambassada, 8 (43-59-19-08); George

V, 8. (45-62-41-46); v.f. : Rex. 2. [42 35-93-93(; Paramount Opéra, 9- (47 36-93-93(; Feramount Opera, 5-14)-42-56-31); Fauvette Bis, 13- (47-07-56-89); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-36-LA BANDE A PICSOU (A., v.f.(: Res

2- (42-35-83-93); Cinoches, 8- (46-33-10-92(; UGC Triomphs, 9- (45-74-93-50); Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59(: UGC Gobalina. 13- (45-91 94-95) ; Denfert, 14- (43-21-41-01(Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-09-57-57) : Pathé Impérial 2- |47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) ; UGC Danton, 8- (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8- (45-92-20-40) ; La 9astilla, 11- (43-07-48-50) ; Escurial, 13- (47-07-29-04) Mistral, 14- (45-39-52-43) ; Sept Par nassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). LA SELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint Germain-des-Prés, Salte G. de Beaure-gard, 6 (42-22-97-23) ; Les Trois Bal-

rac, 8. (45-61-10-60). 90YZ'N THE HOOD (*) (A., v.o.) : Gaumont Lea Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 9- (43-59-19-08); v.f.; Miramar, 14- (43-20-89-52). LES SRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.(: 14 Juillet Parnasse, 8. (43-26-

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denlert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavols, 15 (45-54-46-86). CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Cinoches

6- (46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15-45-32-91-69(. LE CHOIX D'AIMER (A., v.o.) : George

V, 9 (45-62-41-46); UGC 9larritz, 9 (45-62-20-40); v.f.: Pathé Impériel, 2 (47-42-72-52); UGC Montparnesse, 6 (45-74-94-94)

CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46). LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) Forum Drient Express, 1 (42-33) 42-25); George V, 6 (45-62-41-46)

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). CROC-9LANC (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12(; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) : Publicis Champs-Bységa, 8- (47-20-79-23) ; UGC Biarritz, 8-\$668, 8* (47-20-73-23) , Gaumont Les (45-82-20-40) ; v.f. : Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12) ; Rex, 2* (42-39-83-93); UGC Montparnasse, 6- (45-39-83-93]; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-79-23); UGC Biarritz, 8- (45-82-20-40); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobeline, 13- (45-81-94-95); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52) UGC Convention, 15- (45-74-93-40) UGC Maillot, 17* (40-68-00-16); Pathé Clichy, 19* (45-22-49-01); Le Gambetta, 20. (46-36-10-96).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.(: Elysées Lincoln, 9• (43-59-35-14(; Grand Pavois, 15• (45-54-46-85).

LUNDI 28 OCTOBRE

€ Oes bords de Seine à l'église

Saint-Eustache en passant par les Halles », 14 h 30, métro Louvre (M. Flameng).

« La Seine et ses vieux ponts, les hautes, le batellerie », 14 h 30, place du Chârelet, devant la fontaine (Paris autrefois). « Le quartier de la Défense, ses

galeries souterraines et ses sculp-tures », 15 heures, hall du RER, sortie K, devent la pharmacie (Monuments historiques). Exposition Géricault », 16 h 15, «De Watteau à David, les amours

des dieux s. 16 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (Approche

CONFÉRENCES

23, quai Conti. 14 h 45 : € Morale et tachnologie génétique », per J. Lejaune, membre de l'Inetitut politiques).

30, avenue George-V, 16 heures : « Toreo et costumes », par M. Chambes ; 20 heures : spectacle « Blessures mortalles », textes de . G. Llorca (Espece Kronenbourg

35. rue des Francs-9ourgeois, 16 h 30 : « Ecu, naissance d'une monnaie », par P. Jurgensen (Maison de l'Europe).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55); Denfert, 14- (43-21-41-01). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80): Lea Trole Baizac, 8 (45-61-10-60) ; v.f. : UGC Opéra, 9- (45-74-

DELICATESSEN (Fr.(: Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36(; UGC Triomphe, 9-)45-74-93-50).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47). LES DOORS (A., v.o.) : Grand Pavois, 16- (45-54-48-85).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arta I, 8-(43-26-49-18) ; Denlart, 14- I43-21-

FISHER KING (A., v.o.): Gaumont Les Hallas, 1• (40-29-12-12); Gaumont Opéra, 2• (47-42-80-33); Action Riva Gauche, 5• (43-29-44-40); 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83) ; La Pagode, 7-(47-05-12-15(; Gaumont Ambassade, (47-05-12-15); Gaumont Ambassace, 8- (43-59-19-08); George V, 8- (45-52-41-46); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Bienvenüa Montpamasse, 15-(45-44-25-02); UGC Maillot, 17- (40-99-00-19(; v.l.; Rax, 2 (42-39-93-93); Pethé Français, 9 (47-70-33-89(; Fauvette, 13 (47-07-55-88); Pathé Montparriesse, 14 (43-20-12-06); Geumont Convention, 15 (49-28-42-27); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94(; Le Gambatta, 20- (48-39-

LES FILMS NOUVEAUX

A PROPOS D'HENRY. Film amé nean de Mike Nichols, v.o.: Gau-mont Opére, 2- (47-42-60-33); Cimé Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8-(43-59-19-09); UGC Bramtz, 6' (45-52-20-40); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); 14 Juillat Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Bienvende Montparnasse, 15- (45-44-25-02); UGC Melliot, 17- (40-99-00-16); v.f.; Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94)4); Peremount (45-74-94-94-94-75-6-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-96); Gaumont Convention, 15- (48-29-42-27); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

L'AMOUR AVEC DES GANTS. L'AMOUR AVEC DES GANTS. Film italien de Maurizio Nichettl et Guido Maruli, v.o.; Ciné 6eau-bourg, 3° (42·71·62·39); 14 Juit-let Odéon, 6° (43·25·59·83); George V, 8° (46-62-41-46); UGC Triomphe, 6° (45-74-93-60); 14 Juillat Bastille, 11° (43-57-90-91); Sept Parnassians, 14° (43-20-32-20); v.f.; UGC Opés, 465.74.95-460; UGC (von Bas-9- (45-74-95-40); UGC Lyon Bas-tille, 12- (43-43-01-59); Feu-vatts, 13- (47-07-55-89); Lee Montpamos, 14- (43-27-52-37); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pethé

Clichy, 18 (45-22-46-01). FIERRO... L'ÈTÉ DES SECRETS. Film cenadien d'André Melancon : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); Cosmos, 8- (45-44-29-80); George V, 8-

(45-62-41-46). JUSQU'AU 90UT DU MONDE. Film Iranco-germano-autralien de Wirn Wenders, v.o. : Forum Hori-zon, 1• (45-08-57-67) : Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18) UGC Danton, 9 (42-25-10-30) Gaumont Ambassads, 8 (43-59-19-09(; Gaorge V, 8 (45-92-41-46); Max Linder Panorama, 9 (48-24-89-99); Le Bastille, 11 (43-07-48-80); Escurial, 13 (47-07-29-04); Gaumont Pamaese, 14 (43-35-30-40); Kinopanorama, 15. (43-09-50-50); v.l.

Pathé Waplar II, 18 (45-22-MDN PÈRE CE HÉROS. Film Irançais de Gérard Lauzier : Forum Horizon, 1• (45-08-57-57) ; Rex, 2• (42-36-83-93) : UGC Odéon, 6• Horizon, 1* (43-0-7-37), nes., 2- (42-36-83-93); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Pethé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43); UGC Biernitz, 8* (45-62-00-40); Pathé Français, 8* (47-70-33-89); UGC Opérs, 9* (46-74-95-40); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-10-15); Fauvette, 13* (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14* (43-27-64-50); Miramar, 14* (43-20-98-52); Pathé Montparnasse, 14* (43-20-12-06); 14 Juillet Boaugrenelle, 15* (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15* (48-29-42-27); UGC Maillot, 17* (40-99-00-19); Pathé Clichy, 18* (45-22-48-01); La Gambetta, 20* (45-36-10-96). 20- (45-36-10-96).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, & 146-33-10-82). HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5- (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11 (48-06-51-33) : Denfert, 14-(43-21-41-01); Saint-Lambert, 15- (45-

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.): Utopia. 5- (43-26-84-65). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) Epée de Bois, 5. (43-37-57-47) ; L'Entrepôt, 14. (45-43-41-63), JACOUOT DE NANTES (Fr.) : Lucernaire. 6- (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6- (45-74-64-94);

George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: Rex. 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9-(47-42-59-31) ; Mistral, 14 (45-39-

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Grand Pavols, 15- (45-54-46-85). LIFE IS SWEET (Brit., v.o.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-

MADAME 80VARY (Fr.(: 14 Juillet Parnasse, 6: (43-26-58-00). MILLER'S CROSSING (*) (A., v.o.(: Epée de Bols, 5· (43-37-57-47) ; Seint-Lambert, 15- (46-32-91-68).

MISERY (*) (A., v.o.) : Choches, 6- (46-MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.): Lucernaira, 6- (45-44-57-34); L'Entrepôt, 14-(45-43-41-63).

MOHAMED BERTRAND-DUVAL (Fr.): Forum Orient Express, 1. (42-33-42-29(; Pathé Impérial, 2. (47-42-

LA MORT D'UN MAITRE DE THÉ (Jap., v.o.): Espace Saint-Michel, 6- (44-07-20-49). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.(: 5tudio Galanda, 5- (43-54-72-71(: Grand Pavoie, 15- (45-54-

NIKITA (Fr.) : Les Montpernos, 14 (43-NUIT ET JOUR (Fr.-9el.: Sule.)

L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). POINT BREAK (*) (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; v.f. : Pathé Franais, 9 (47-70-33-88). PRETTY WOMAN (A., v.o.); Cinoches, 8- (46-33-10-82).

PRDSPERD'S BOOKS (Brit.-Hol. v.o.) : Germont Les Halles, 1. (40-26 2-12); Racine Odéon, 9- (43-29-

RAGE IN HARLEM (A., v.o.): Forum Orient Express, 1• (42-33-42-29); Images d'ailleurs, 6• (45-87-18-08). RAOSAHEB (Ind., v.o.): Utopia, 5- (43-

ROBIN DES 901S PRINCE DE5 VOLEURS (A., v.o.) ; Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Gaumoni Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Odéon, Opera, 2* (47-42-60-33); DGC Odeon, 9* (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 6* (43-59-92-82); UGC Nor-mandie, 8* (46-63-16-16); v.f.: Rex, 2* (42-39-83-93); Pretagne, 9* (47-20-57-97); Pathé Français, 9* (47-70-33-88); Fauvette, 13* (47-07-55-88); Geumont Alésia, 14* (43-27-84-80); Pathé Montagnesse, 14* (43-27-84-80); Pathé Montpernasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (46-22-46-01); Le Gambetta, 20 (46-38-

LE RO(DES ROSES (All., v.o.) : Epée de Bols, 5- (43-37-57-47).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Seaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5- (43-54-72-71). SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 5tudio des Ursulines, 5 (43-

26-19-09). LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : Les Montpernos, 14 (43-27-

52-37); Grand Pevois, 15 (45-54-SIMPLE MORTEL (Fr.) : Lucemaire, 6-

LA TENTATION DE VÉNUS (Brit., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83(; Patté Marignan-Concorda, 9--92-82) ; UGC Triompha, 8 (45-74-93-50) ; Gaumont Parriasse, 14- (43-

TERMINATOR 2 ((A., v.o.) : Forum

TERMINATON 2 (1 (A., v.o.): Forum Horizon, 1• (45-08-57-67); UGC Odéon, 6• (42-25-10-30); Pathé Merignan-Concorde, 8• (43-58-82-82); UGC Normandie, 8• (45-63-19-16); La Bastille, 11• (43-07-48-60); Pathé Montparnesse, 14. (43-20-12-06) ; 14 Juillet 9eaugranelle, 16- (45-75-79-79) ; v.f. : Seaugranese, 10 (43-75-75-75); V.1.: Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Rex (le Grand Rex), 2- (42-36-83-93); UGC Mompamasse, 6- (45-74-94-94); UGC Mompamasse, 8- (45-74-94-94(; Pathé Marignan-Conco 43-59-92-82(; Paramount Opéra, 9-(47-42-55-31); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); Les Nation, 12. (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95); UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95(; Mistral, 14- |45-39-52-43); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montpernasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18- (46-22-46-01); Le Gam-betta, 20- (46-36-10-96)

THE INDIAN RUNNER (*) (A., v.o.(: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94); UGC Normendle, 9. (45-93-19-19) : UGC UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95).

THE VOYAGER (All.-fr.-Gr., v.o.) : UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; 5tudio 28, 18• (48-06-36-07). THELMA ET LOUISE (A., v.o.(: Forum

Orient Express, 1- (42-33-42-26); George V, 8- (45-62-41-45). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) Ciné 9eaubourg, 3- (42-71-62-36) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55).

LES TORTUES NINJA II (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 6- (43-59-31-67); Saint-Lambert, 15- (45-32-TOTO LE HÉROS (Bal. Fr.-All.) : Ciné

Besubourg, 3- (42-71-52-38); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94). TROUBLES (A., v.o.): 14 Juillet Oddon, 6- (43-25-59-83) ; Gaumont Ambas-sade, 8- (43-59-19-08) ; UGC Blarritz, 8-(45-62-20-40) ; 14 Juillet 9eaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasae, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opére, 9 (45-74-95-40). UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) :

George V, 8- (45-62-41-46). URGA (Fr. Sov., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1• (40-25-12-12) : Gaumont Opérs, 2• (47-42-60-33) ; Parhé Haute-Opéra, 2- (47-42-60-33); reme naute-fauille, 8- (45-33-79-36); Publicis Champs-Elysées, 8- (47-20-78-23); 14-Juillet Bastille, 11- (43-57-90-91); Les Nation, 12- (43-43-04-87); UGC Gobe-lins, 13- (45-61-94-95); Geumont Alé-sia, 14- (43-27-84-50); Les Montper-nos, 14- (43-27-82-37); Pathé Wenler

nos, 14- (43-27-52-37) ; Pathé Wepler H, 18. (45-22-47-94). LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.): Forum Horizon, 1: (45-08-57-57); Pathé Hautefeuille, 6: (46-33-79-39); Pathé Marignan-Concorda, 9: (43-59-92-82); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); UGC Lyon Bastilla, 12: (43-43-01-59); Fauvette, 13: (47-07-55-98); Pathé Montparnassa, 14: (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18: (45-22-48-01).

22-46-01).

LE VOLEUR D'ENFANTS (Fc.-it.-Esp.): Pathé Hautelauilla, 6 (46-33-79-39); George V, 8 (45-62-41-48); Sept Parnassians, 14 (43-20-32-20). VOYAGE SUR JUPITER (Cen.) Cinaxe, 19 (42-09-34-00). Y A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER LE

PRÉSIDENT 7 (A., v.o.): UGC Normandie, 8: (45-63-16-16); v.f.: UGC Montpernasa, 6: (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9: (47-42-59-31); UGC Gobelins, 13: (45-81-94-95). LES SÉANCES SPÉCIALES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trob Luxembourg, 6: (48-33-97-77) 12 h. ABYSS (A., v.o.) ; Grand Pevois, 15-(45-54-46-85) 17 h 30.

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavoie, 15-(48-54-46-85) 15 h 30, ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11- (48-06-51-33) 16 h 20.

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) Grand Pavois, 15- (46-54-46-85) 12 h. ASTÉRIX LE GAULOIS (Fr.) : Le 9erry Zebre, 11 (43-57-51-55) 15 h. Zeng, 17 (43-57-57-55) 15-1.
ATTACHE MIOI ((Esp., y.o.) : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) 18 h 20.
LE BAL DES SIRÈNES (A., y.o.) : Mac-Mahon, 17- (43-29-79-89) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

bert, 15- (45-32-91-68) 13 h 30. BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5: (43-29-19-09) BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (ira-

LE RALLON ROUGE (Fr.) : Saint-Lam-

nien, v.o.); Utopia, 5 (43-26-84-65) 16 h 10. BRAZIL (Brit., v.o.); Studio, Gelande, 5 (43-54-72-71) 19 h. LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09) 22 h 30. LA CHAIR (IL, v.o.) : Studio 26, 18. (46-06-36-07) 16 h, 17 h, 19 h, 21 h. CHAMSRE AVEC VUE ... (Brit., v.o.)

(A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h. CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lembert, 15-45-32-91-68) .

Saint-Lambert, 16 (45-32-91-68) 21 h

CHÈRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES.

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) LE DÉCALOGUE 7, TU NÉ VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) : salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) 12 h. DO THE RIGHT THING (A., V.O.) ; Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09)

18 h. EXCAUBUR (A., v.o.) : Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 21 h. L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85)

FANTASIA (A.) : Républic Cinémas, 11: (48-05-51-33) 17 h ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 19 h. FASTER PUSSY CAT, KILL I KILL I

(A., v.o.) : Ciné Secubourg, 3- (42-71-52-36) 0 h 45. FATAL GAMES (**) (A., v.o.) : Grand . Pavois, 15* (45-54-46-85) 13 h 45. LES FEEBLES (*) (néo-zélandais, v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) 12 h. LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin.,

v.o.) : Le Berry Zebre, 11- (43-57-51-55) 20 h 16. LE FLEUVE (Ind., v.c.) : Reflet Logos 1, 5- (43-54-42-34) 12 h.

LA FLUTE A SIX SCHTROUMPF9 (Bel.): Seint-Lambert, 18- (45-32-91-68) (Bel.): San 13 h 30.

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 19 h 30. LES FRÈRES KRAYS (*) (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 20 h. LE GRAND BLEU (Fr.) : Grand Pavois,

15- (45-54-46-85) 17 h 15. LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : int-Lambert, 15* (49-32-91-99) 19 h 15. HAIRSPRAY (A., v.o.(: La Bastille, 11.

12 5 14

·r '···

222 A . Hay !

3 m 1 mag 2

destruction 1

182 1 0

 $g_{\mu}P(k)$

المعي الداء يحرمه والهيز

200 mg 1 . .

41.42

Acres 1871

接受工程的 化基

0.96 ----

After with first

Act to the set

23.1 . . .

4.190 00

4 . . .

.

...

2.

Fry 11

71.

73: *

 $\mathbb{Z}^{n+1}(\omega) = (\omega_{n_{n+1}(\omega)})$

Marian Salah

Contract to

Value of the second

4.

A = 1

. . . .

 $t_{\approx_{\pi_{1}, 1}}$

v¹, ...

Andrew ...

12 2

A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

A at my a

State Anna Land

18 (12 (14))

No.

19 Jan 2

A. ...

1.20

 $\gamma_{i,j} = \gamma_{i,j}$

district .

22 12 The second

10.0000 2 00000000

1.5

(43-07-48-80) O h. HENRY, PORTRAIT DF A SERIAL KILLER (") (A., v.o.): Cné Beaubourg, 3· (42-71-52-36) O h 20. HOMICIDE (A., v.o.) : Studio des Ursu-lines, 5- (43-26-19-09) 12 h. HOT SPOT (*) (A., v.o.(: Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) 22 h. HUSBANDS (A., v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-86) 22 h,

INDIA SONG (Fr.); Denfert, 14- (43-21-41-01) 17 h 10. JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'allieurs, 5- (45-87-18-09) 22 h. LOLITA (Brit., v.o.) - Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) 21 h. MARY POPPINS (A., v.f.) : Seint-Lembert, 15- (45-32-91-68) 16 h 45.

MERCI LA VIE (Fr.) : Ciné Beaubourg; 3 (42-71-52-36) 10 h 40. METAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) 0 h 30. MORT A VENISE (k., v.o.) : Escurial, 13- (47-07-28-04) 11.h 50.

LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5: (43-54-42-34) 12 h 10. PEAU D'ANE (Fr.): 14 killet Pamasse, 6- (43-28-58-00) 14 h 05, 16 h 05. LE PORTEUR DE SERVIETTE (L. Fr., v.o.) : Utopis : 5 · (43-26-84-65) 22 h 10.

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY

PYTHON (Brit., v.o.) : Cinc 3- (42-71-52-36) 10 h 45. QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 6 (43-26-19-09) 20 h 15. SALO, OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (**) (it., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3 (42-71-52-36) 0 h 10. THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 22 h 30.

THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'eilleurs, 5- (45-97-19-09) 19 h. TOTAL RECALL (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 22 h 15. LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS VERAZ (Fr. Esp.-It., v.o.) : Le Berry PAS (Pol., v.o.) : Reflet Médicis Logos Zebre, 11 (43-57-51-55) 19 h 30.

ieudīj 20 h 30; dim. 17 h (25).

ALL-DELA DU VOILE Beaucomi-Cen

tre Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16) mercredi, jeudi à 20 h 30 (26).

L'ÉTRANGE DUVRAGE DES

CIEUX. Roseau-Théâtre (42-71-30-20) (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim.

POUR EN FINIR AVEC LE HARENG

SAUR. Marie Stuert (45-08-17-80) (dim., lun.(20 h 30 (29).

LEO KRATZ ET SES ŒUVRES. Bas-tille (43-57-42-14) 19 h 30 ; dim.

JUSQU'A LA PROCHAINE NUIT.

Essation de Paris (42-78-46-42) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 19 h (29).

IVRY-SUR-SEINE (ATELIER-THEA-TRE) (48-43-70-19). Les Couleurs du

THEATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

· 17 h (29).

17 h (27).

(Les jours de première et de relêche eont indiqués entre perenthèses.) MISERAE. Théâtre de Nosle (46-34-61-04) (dim.) 19 h (23). DNCLE VANIA. Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34). Théâtre Rouge (dim.(21 h 30 (23).

LE BARBIER DE SÉVILLE: Selle Valhubert (46-84-30-60) (dim. solr, hm.) 20 h 30; sam. et dim. à 15 h (26). EXERCICES DE STYLE. Nautilius Bateau-Théâtre (40-51-84-53) (dim. soir, lun., mar.) vendredi, same 20 h 30; dimanche 15 h 30 (25).

LA VALSE AVANT LA NUIT. Arcana (43-39-19-70) (dim. soir, RÉGION PARISIENNE

CLICHY (THÉATRE RUTEBEUF) (47-39-28-58). Les Ameriumes : 21 h, din. 16 h. EXPOSITION-SPECTACLE SUR PLAN

DELAMBRE) (34-72-88-80). Roméo et Eette : 21 h. GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-29-30). Salie I. As you like it, Featival d'automne à Paris : 20 h 30, dim. 17 h, Salie II. Ajax, Festival d'automne à Paris : 20 h 30, dim. 17 h.

JUVISY-SUR-ORGE (THÉATRE DE L'ECUPSE (99-21-60-34). Les Morts d'Othello : 21 h, dlm. 17 h. MALAKOFF (THÉATRE EN APPAR-TEMENT) (46-55-43-45). Jeux de langues (théâtre en appartement) : 19 h. NANTERRE (THÉATRE PAR-LE-BAS) (47-79-70-88). La Famille Schroffenstein : 20 h 30. NEULLY-SUR-SEINE (L'ATHLÈTIC) 46-24-03-83(. La Demière Bande : 20 h 30, PANTIN (SAILE JACQUES-BREL) (49-15-41-70). Vous avez mis le monde en moi : 20 h 30. PORT-MARLY (ESPACE TOUTAN-KHAMON) (47-52-05-66). Muriel Robin : 20 h 45

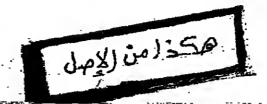
SAINT-CYR (CENTRE ELSA-TRIO-LET) (30-45-11-10). Welcome Mister Chaplin: 21 h, dim. (dernière) 15 h. VINCENNES (THÉATRE DAMEL-SO-RANO) (48-08-60-83).Dim. Le Face cachée d'Orion : 16 h.

RUNGIS (ARC-EN-CIEL, THÉATRE DE RUNGIS) (45-60-54-33), Eté et fumée : 21 h, dim. 15 h

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (49-34-67-67). La Nuit de iguane : 20 h 30, dim. (demière) 19 h. AUBERVILLERS (THÉATRE ÉQUES-TRE ZINGARD) (48-04-38-48). Opéra équestre : 20 h 30, dim. 17 h 30: BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (49-31-11-45). Des babouins et des hommes : 21 h, dim, 19 h.

D'EAU (05-00-92-00). Universeine : 17 h, 13 h 40, 20 h 20 et 18 h 40, FOSSES (SALLE JEAN-BAPTISTE

GRANDE ARCHE DE LA DÉFENSE (42-96-96-94). La Maison d'os, Festival d'automne à Paris : 20 h 45.



Le Monde • Dimanche 27 - Lundi 28 octobre 1991 19

Le poisson sans passion

Committee of the second

with a California and State of the California and t

ANTE STATE

A SECTION OF SECTION

SHEETER SHEET ALES TO THE CONTRACT OF

or the first section of the section

PROPERTY OF THE PROPERTY OF TH

A STATE OF THE STA

The state of the s

Santa and the sa

· 表達更加等等位(155 大四次)等等等。

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

And the second s

The second secon

BOOM PARTIES TANK

The second secon

The second second

20

1 1 3 RPAYS - E

 $|\mathcal{M}(x)| \geq |W(x)| + ||u_{\Sigma}||$

and the second

The State of the S

The Property of

A Company of the Comp

The state of the s

en de la companya de

Marie San Control of the Control of

D'Etaples à Concarneau et à La Rochelle, près de 1000 bateaux de pêche - pinasses côtières et chalutiers hauturiers - auront été en quelques mois envoyés à la casse, Bruxelles l'exigeais, En The second secon effet da 1987 à 1990, la France e engagé un vigoureux programme de renouvellement. de sa flottille, notamment dans le secteur artisanal, mals en allant au-delà des règles et ... plafonds communautaires fixés dans le POP (plan d'organisation de la pêche). Il fallait donc faire marche arrière, d'autant que les ressources en poissone des eaux-européennes ont considérablement fléchi ces cemières années, Lancé en mars demier par le ministre de la mer de l'époque, M. Jacques Mellick, le plan de « sorties de : flotte » aura atteint ses objectifs: 10 % de la capacité de capture en moins.

> L'actuel secrétaire d'Etat à la ... mer, M. Jean-Yves Le Drian, par, ailleurs maire de Lorient (dont le port de pêche va très mai) s'est félicité de cet aboutissement. e La plan demandá était sévère. mais indispensable dans une logique de protection de la ressource. Si nous ne l'avions pas appliqué, la France se serait. discréditée devant la Commission, » Contrairement à ce qu'on pouvait redouter, cet cautodafé maritime » n'a pas provoqué de tollé sur le littoral, les pécheurs sachant bien qu'à trop racier les fonds on hypothèque l'avenir. Il est vrai. que le directeur des pêches, de quelque 300 millions de francs (y compris les aides. européennes et celles des conseils regionaux concernés) a fait preuve de vigilance pour que le volet social du plan soit rigoureusement appliqué.

Social et aussi culturel, car les anciens bateaux de pecha thonlers, langoustiers, et autres vieux gréements - font partie : du patrimoine culturel. M. Jack Lang, ministre de la culture, a promis de soutenir leur acquisition par des musées et des associations.

C'est donc en relatif « bon élève » suropéen que la France aborde la 28 octobre à Luxembourg la réunion du ... conseil des ministres européens de la pêche. Outre des points techniques (taille minimale des poissons, maites des chaluts), l'ordre du jour comprend un sujet chaud : le projet de limitation draconienne de la longueur des filets dérivants, utilisés pour la pêche au thon dans le golfe de Gascogne.

Cible d'une campagne écologiste musclée, la France est isolée, e Traitons l'ensemble des questions de la préservation des ressources sans idéologie at sans passion», a déciaré le 25 octobre M. Le Drian. L'ennui est que les écologistes comme les pêcheurs sont en général des gens passionnés...

FRANÇOIS GROSRICHARD

La France et l'Iran ont paraphé le texte

de leur accord Les négociateurs français et iranien, chargés de régler le conten-tieux financier qui oppose les deux pays depuis douze ans, ont para-phé vendredi 25 octobre à Paris le texte de leur accord conclu dans la journée (le Monde du 26 octobre). La signatore officielle de cet accord per les mioistres des affaires étrangères français et iranico oc devrait avoir lieu que dans quelques semaines, une fois que les deux négociateurs, le secrétaire géoéral de Quat d'Orsay, M. François Scheer, et le vice-ministre iranien des affaires étran-gères, M. Mahmoud Vaczi, auront recu l'avai de leur gouvernement. Les représentants du groupe des Sept à Moscou

L'Europe et les Etats-Unis sont divisés sur le remboursement de la dette soviétique

Les représentants des ministres des finances des sept pays industrialisés devalent se retrouver samedi 26 et dimenche 27 octobre à Moscou, afin de discuter avec les dirigeants de Moscou et des Républiques de le situation financière de l'URSS. Depuis les réunions monétaires de Bangkok, Américains et Européens s'affrontent sur les conditions du remboursement de la detta extérioure de rurss.

La tache des représentants des Sept n'est pas simple. Leurs gouver-nements les ont chargés, en pleine période de désintégration de l'auto-rité en URSS, de tenter d'éclairer la situation financière du pays. Qui détient encore l'autorité monétaire, mark autorité monétaire, quels sont les projets des Républi-ques dans ce domaine, quel est le montant exact de la dette extérieure et comment sers-t-elle répartie?... Autant de questions essectielles pour les Sept, actuels créditeurs de l'URSS, amenés à parrainer la libé-ralisation économique de l'ancien geant communiste, questions auxquelles ni les contacts avec le Fonds monétaire international oi les discussions en vue de la signature d'un pouveau traité économique entre

Le programme des privatisations a commence

Le Brésil vend Usiminas aux enchères.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant Avec un mois de retard sur le vatisation du gouvernement brési-lien a débuté, le 24 octobre, avec la vente aux enchères de la com-pagoie sidérurgique Usiminas. Malgré quelques manifestations Magre quedues internes ations fostiles, provoquaot plusieurs dizzines de blesses à l'onverture des enchères, la Bourse de Rio-de-Janeiro ainsi que celles de Sao-Paulo et de Belo-Horizonte ont réalisé l'opération conduite par la Banque du développement écono-mique et social (BNDES) en un peu plus de deux heures. Le prix plancher de 1 milliard de dollars (5,8 milliards de francs), fixé par la BNDES en accord avec le gouvernement, a été dépassé, pour attemore un montant de 1,17 milliard de dollars.

Usiminas, première entreprise sidérargique du pays et septième du monde en matière de productivité, est considérée comme l'un des plus beaux fleurons des firmes nationales, parmi les deux cents que contrôle l'Etat brésilien. Loca-lisée dans l'Etat du Minas-Gerais. au sud du pays, elle emploie près de quatorze mille personnes, a réa-lisé un profit net de 239 millions de dollars en 1989 et exporte dans plusieurs pays, donl les États-Unis, le Canada et le Japon.

Un préalable aux négociations

Les acheteurs sont à 94 % des entreprises nationales, essentielle-ment la compagnie minière Vale do Rio Doce (15 %), et un fonds de placement de la Banque du esil pour un montant identique. Physicians groupes etrangers, dont les noms n'ont pas encore été révélés, s'octroient le reste, alors que la loi leur permettait d'nequérir une participation maximale de 25 %. Une deuxième vente doit être réalisée le 10 novembre. Elle portera sur les 25 % d'actinns sans droit de vote qu'il reste à attri-buer, essentiellement à destination de petits investisseurs locaux. Le personnel de l'entreprise s'est pour sa part porté acquereur des parts qui lui étaient réservées.

Cette première privatisation, après les difficultés juridiques un moment provoquées par les oppo-sants politiques et syndicaux à ce programme (le Monde du 27 septembre), constitue pour le gouver-nement la première étape satisfaisante d'un plan qui prévoit la vente d'une quarantaine d'entre-prises d'Etat dans les secteurs de la sidérurgie, de la petrochimie et des fertilisants, d'ici à la fin de 1992. Cette première phase devrait rapporter à l'Etat, selon le président de la BNDES, M. Eduardo Modiano, près de 17 miliards de dollars. La mise anx enchères d'Usiminas coostituait aussi un préalable à la reprise des négocia-

.

Républiques n'ont appurté de

Si les Républiques soviétiques ne Si les Républiques soviétiques ne ae privent pas d'exposer leurs diver-gences, les Sept non plus, notam-ment sur la question du rembourse-ment de la dette extérieure, évaluée à 65 milliards de dollars (377 mil-liards de francs). Depuis deux ans au motifs, la communanté bancaire s'interroge sur les risques de cessa-tion de paiement de l'URSS. Au cours des dernières semaines, si lès versements ont continué à être assiversements ont continué à être assu-rés, la désorganisation croissante et les revendications des Républiques ont suscité de nouvelles inquiétudes.

Assistance financière

Aujourd'hui, les Etats-Unis pro-posent que les Sept accordent à FURSS un délai de paiement de six mois à un an sur le remboursement du principal de la dette contractée à l'égard des gouvernements. Cette solution aurait l'avantage d'éviter une cessation de paiements brutale, qui acheverait de détruire la confiance des marchés financiers internationaux. Deux milliards de dollars environ bénéficieraient d'une telle mesure.

Les Européens, premiers créan-ciers de l'URSS, s'opposent vive-ment à la solution américaine, esti-

un atout que l'URSS, quel que soit son degré de désintégration interne, nc dont perdre à aucun prix. C'est pourquoi l'Allemagne ou la France – dont les banques se sont lourde-ment engagées à l'égard de l'URSS – préconisent des apports d'argent frais, répartis eatre les Etats-Unis, la Communauté européenne et le

Scion certaines informations, les membres européens du groupe des Sept demanderaient la mise en place d'un plan d'assistance finan-cière nux filiales des antorités cière nux filiales des antorités monétaires soviétiques implantées en Europe. Car ces filiales, la Banque Narodny de Londres, la Banque de l'Europe du Nord à Paris, ainsi que des établissements de Francfort, Zurich ou Luxembourg, souffrent depuis le mois d'soût d'une grave crise de confiance de leur déposants, qui se traduit par des problèmes de liquidités grandissants. Leur injecter de l'argent permettrait Leur injecter de l'argent permettrait indirectement de venir en aide à leur actionnaire principal, la Vues-hekonombank de Moscou, qui assure le remboursement de la dette extérieure de l'URSS, « Ils suvent qu'une défoillonce de notre part pourrait entraîner celle de la maison mère», expliquait un membre du réseau européen de la banque sovié-

Le maintien d'une monnaie unique en URSS n'est pas souhaitable, estime la banque Paribas

Le maintien d'un système mond-taire unique pour l'ensemble des Républiques soviétiques pourrait aggraver une inflation déjà galo-pante, selon l'analyse présentée par la revue Conjoncture de Paribas, dans son numéro d'octobre.

Cette étude constate que le systême de la planification centralisée a astreint les membres de l'Union soviétique à une spécialisation excessive les empéchant d'accéder aujourd'hui à l'autosuffisance économique et nouant de forts liens d'interdépendance entre les Républiques. Le maintien d'une mon-naie unique, dans le cadre d'une économie libre et décentralisée, ne peut, de ce fait, qu'aggraver les déséquilibres existants, le rouble, utilisé pendant soixante-dix ans comme monnaie de réserve mais qui échappe aujourd bul eu contrôle de la Banque cent ale, ne peut assumer le rôle de «variable d'ojustement », comme le font les devises des économies de marché.

Si l'on tient compte à la fois de l'augmentation des prix de gros et des prix de détail (estimée à 100 % depuis le début de l'année), conséquence ed une désorganisation nnnrchique du système de com-manies, à laquelle s'ajoute le gon-fiement excessif de la masse moné-taire, utilisé pour financer le déficit budgétaire, il apparaît néfaste de vouloir préserver une monnaie unique. Cela abantirait de fait à

exporter l'inflation d'une Républi que à une aptre. En effet, les rela-tions commerciales qui unissent les Républiques entre elles tendent à propager l'inflation.

Si, comme l'explique le rapport, la Russie connaissait, par exemple, un fort taux d'inflation se traduisant par des prix élevés, et que l'Ukraine parvenait, elle, à controler ses prix et se masse monétaire, la demande russe se monétaire, la demande russe se porterait sur les biens ukrainiens et contaminerait l'Ukraime avec cette hausse des prix. Ce qui justifierait le recours à des mesures protectionnistes – déjà employées par la Biélorussie et l'Ukraine. Les différentes entités de l'Union ne pourraient donc accéder à une véritable autonomie économique et finan-cière qu'en abandonnant le système d'une monnaie unique.

Enfin, cette étude souligne les ambiguités e la position de la Fédération de Russie au sein de ce qui reste de l'Union. Avec 61 % du PNB (produit national brut) total de l'ex-URSS et 70 % de ses exportations, la Russie jouit d'une autonal de l'ex-URSS et 70 % de ses exportations, la Russie jouit d'une autonal de l'ex-URSS et 70 % de ses exportations, la Russie jouit d'une autonal de l'ex-URSS et 70 % de ses exportations, la Russie jouit d'une autonalité de l'ex-URSS et 70 % de ses exportations, la Russie jouit d'une autonalité de la position de la région de la reseau de la reseau de la reseau de la reseau se la reseau de la reseau de la reseau se la reseau de la position de la rédération de la rédration de la rédération de la rédration de la rédr comie économique bien plus grande que les autres membres de l'Union; le maintien du rouble pourrait dooc lui permettre de consolider son pouvoir monétaire, tandis que les relations commer-eiales à l'intérieur de l'Uninn, tandis que les relations commer-ciales à l'intérieur de l'Uninn, vitales pour les Républiques, s'en trouveraient sérieusement affectées.

Les règlements anti-pollutinn, très stricts sur les gaz d'échappe-ment, mis en application par le Japon depuis 1973, furent le coup

Pour creuser l'écart avec la concurrence

Les constructeurs automobiles japonais parient sur la haute technologie

L'animation autour des stands japonais lors de la présentation à le presse des modèles du 29- Selon de l'automobile de Tokyo, qui s'est ouvert au public semedi 26 octobre, ne relève pas du simple chauvinisme. Les constructeurs nippons entendent démontrer avec ce salon - qui, pour la première fois, place côte è côte et non dans des hells différents les constructeurs japonais et étrangers - qu'ils sont à le pointe de le recherche technologique en matière eutomobile.

TOKYO

de notre correspondant

Le Salon antomobile de Tokyo, qui a lieu tous les deux ans, a pour thème cette année « l.a nou-relle relation entre l'homme, la roiture et lo Terre». Un thème pompeux signifiant plus prosaiquement que les préoccupations des constructeurs portent désormais plus que jamais sur la protection de l'environnement et les économics d'énergie, deux problèmes qu'ils estiment liés, ainsi que sur la sécurité.

Des evoitures concept » du futur aux automobiles électriques (auxquelles était réservé un stand spécial) en passant par les moteurs rotatifs à hydrogène, les moteurs à méthanol et les coussins d'air protecteurs en cas de chocs montés en série sur ecrtains véhicules, lo Salon de Tokyo témoigne effecti-vement de l'avancée technologique

En matière d'innovation, Mazda Auto (qui à partir du la novembre prendra le nom de Anfini) prosente le couveeu moteur rotatif (domaine où ce constructeur a été un pionnier) à hydrogéne qui équipe son prototype HR-X. L'uti-lisation de l'hydrogéne, énergie non polluante, n'a jamais été mise en pratique en raison de la chaleur que dégage sa combustion et des risques d'explosion.

Scion M. Takaoori Minami, directeur du déparlement de Mazda, « nous sommes parvenus à remédier à ces risques et nous devrions pouvoir inettre sur le mar-ché avant longtemps une voiture à hydrogène ». «Ceue fois, estime le président de la firme, M. Keuichi Yamamoto, qui n conservé un sou-venir amer du refus d'homologa-tion par les Américains de son moteur rotatif, nous sommes à lo pointe des technologies anti-polluconstructeurs, présente également des muteurs Diesel à méthanol montés sar des véhicules utilitaires. C'est aussi le cas du prequi expérimente sur route de tels véhicules.

de fouet qui lança les construc-teurs dans la course aux améliora-tions technologiques. Ils ne concernent cependant pas eneore les moteurs Diesel. Le moteur Diesel à méthanol devrait permettre de remédier à un problème de plus en plus urgent, le sursis accordé aux constructeurs par le ministère de l'industrie et du commerce

international arrivant à échéance. Nissan Motor présente pour sa part un coupé, TRI-X, équipé d'un moteur utilisant une mélange d'es-sence et de méthanol. Fuji Heavy Industrie mettra prochainement sur le marché un modèle compact, Rioma, utilisant ce même mélange. En mutière de sécurité, les constructeurs japonnis ont introduit sur certains de leurs modèles haut de gamme des sys-tèmes électroniques donnant des indications supplémentaires au conducteur. C'est le cas de Nissan sur sa TRI-X équipé d'un radar, qui avernit de la proximité excessive d'un autre véhicule (lorsque la visibilité est insuffisante: dans un tournant par exemple).

Le retour des « compacts »

Même système sur le prototype de Toyota, AXV-III, qui permet en outre de contrôler les accéléraen outre de controler les accelera-tions et avertit le conducteur s'il ehange de direction sans mettre son elignotant. L'ATV-X est en outre équipé d'uoe caméra qui interprète les signes sur le soi du parking et se gare eutomatiquement, sans l'intervention du chauf-feur. Des coussins d'air protecteurs sur les côtés de la voiture protè-gent des chocs latéraux. La AVX-ill comporte culin un système de navigation donnant des indications orales au conducteur. Le premier constructeur japooais consacre anouellement quelque 400 mil-liards de yens (environ 17 mil-liards de francs) à la recherche et au développement.

La conservation de l'énergie est des modèles en aluminium (telle que la NS-X). Selon les directives du ministère de l'industrie et du commerce international, d'ici la fin du aicele, les constructeurs doivenl avoir amélioré de 10% le rapport existant entre la consommation d'écergie et la distance parcourue.

Après avoir mis l'accent sur les voitures haut de gamme, lors du dernier salon en 1989, les constructeurs japonais présentent cette fois des modèles qu'ils estiment mieux adaptés à un marché morose. Les voitures «compact», de petite cylindrée, répondant à des préoccupations de conscrvation de l'énergie comme de protection de l'environnement sont ainsi fortement représentées. Pour le quotidica Asahi Shimbun, ee 29 salon eutomobile japonais est révélateur de « la compétition pour la survien dans laquelle sont engagés non seulement les construeteurs étrangers et japonais mais aussi ces derniers entre eux.

PHILIPPE PONS

Le 36° congrès du SNAV

Les agents de voyage jouent la France

Pour cêtre présents en 1993 a. les agents de voyages cherchent de nouvelles clientèles. Au cours du 36º congrès du Syndicat national dea egents de voyeges (SNAV), réuni du 24 au 26 octobre è Montpellier, il e été beaucoup question de cette ouverture qui amènera les professionnels à vendre à leurs clients la France comme le Maroc ou le Kénya.

La profession était vouée, depuis sa fondation, à faire voyager des gens fortunés à l'autre bout do monde. A partir de 1945, les agents de voyages ont contribué à démo-cratiser l'avion et l'exotisme, mais ils ont continué à vendre exclusivement les destinations lointaines. Le client poussait la porte de l'agence pour acheter «du Venise» ou «da carnaval de Rios, pas pour réserver un château-hôtel près de Concurneau, Il estimait pouvoir se debrouiller tout seul.

"Dans les années 80, nous arons ouven beaucoup d'agences dans les banlieues, mois nous n'avons pas autre de nouvelles clientèles, analyse M. Jean Perrio, président du SNAV. Depuis dix ans, nous vendons chaque année quatre millions de forfalts, soit 7 % ou 8 % des pays.

D. H.-G. bouge plus. Depuis peu, nous avons

comportement des Français qui se les banques de données permettant mettent à vouloir découvrir la aux agents de voyages de connaître France. On o vu opporofire un l'état des réservations des héberge-immobilier de loisirs de qualité ments sur le système informatique avec Pierre et vacances, Bouygues ou Maeva - qui nous a permis de construire de véritables produits avec

> Une loi-catre avant 1993

·li a fallu que les agents de voyages discutent avec les centrales «Loisirs accueil», qui étaient les bras commerciaux des départements dans le domaine du tourisme. Il a fallu vainere les réticences des agents de voyages locaux, qui redoutaient qu'on leur vale leur clientèle, et celles des départements qui craignaient que le secteur privé ne serve que ses intérêts. Aujourd'hui, le partenariat semble possible entre professionnels publics et pri-vés, mais à certaines conditions: « Il faut disposer de logements standords et cunnoître le numbre de leurs lits, par exemple, pour que le client puisse comparer les produits offerts, explique M. Perrin, Il faut que le client soit accueilli et qu'il trouve la clè focilement. Il faut enfin que l'agent de voyages qui vendra ce sejour en gile rural soit correctement rémutéré.»

Des expériences ont été menées

noté des tronsformations dans le dans le Sud-Ouest. On a connecté Esterel et, à partir du printemps 1992, les premières réservations pourront être faites pour l'Aveyron ou le Lot de la même façon que pour le Maroc ou le Kénya.

Le SNAV n'est pas pour antant rassuré sur l'avenir, que la perspec-tive de la disparition des frontières intra-européenoes en 1993 rend aléatoire. Il y a les systèmes de réservation informatisés comme Amadeus nn Sabre, qui se font une guerre commerciale sans merci. mais dont les agents de voyages ne voudraient pas être les prisonniers.

Il y a l'absence de projet touristique européen, puisqu'à Bruxelles on se préoccupe plus de protéger le consommateur que de préciser les règles du jeu professionnel. Il y 2, enfin, le gronillemeot des organismes dans le domaine du tourisme national, qui fait dire à M. Perrin qu'il est temps pour la France d'élaborer une loi-cadre pour clarifier les responsabilités et permettre aux collectivités locales, aux professionnels de tous ordres et aux pouvoirs publics d'aborder, enfin, le marché européen de façon harmonieuse et selon un ordre de batzille cobérent.

ALAIN FAUJAS | daté 6-7 octobre).

Plan de redressement pour Nicolas Schlumberger

Le fabricant de machines textiles Nicolas Schlumberger et Cie (NSC) a convoqué un comité d'enlreprise extraordinaire, mardi 29 octobre, pour l'examen d'an plan de redressement prévoyant 127 suppressions d'emplois dans son usinc de Guebwiller (Hant-Rhin), qui compte 1 050 salariés. Le groupe alsacien, qui a réalisé lors de son dernier exercice un chiffre d'affaires de 826 millions de francs, en beisse de 50 %, justifie ce plan par la « conjoncture défavorable » frappant le secteur textile. Les suppressions d'emplois se décomposeront entre 60 mises en préretraite et 67 licenciements secs. Estimont que ce plan ne repose pas sur des a critères écono-CGT, CFDT, CFTC et FO a déjà fait connaître son refus de tout licenciement

'ul Premier voi d'essai de l'Airbus A-340. – L'A-340, dernier né de la famille Airbus, a décollé, vendredi 25 octobre à 11 houres, des pistes de l'Aérospatiale à Colomiers, près de Toulouse, pour un premier vol d'essai qui a duré plusieurs heures. Ce futur concurrent de Boeing dans les très longs courriers, qui avait à son bord einq personnes, deux pilotes el trois ingénieurs navigants, avait été présenté offi-ciellement le 4 octobre à Colomiers (le Monde du 5 octobre et Ξ

bre

ter

90 1U

Đ€

na

en

tio

Fra

l'aı

mo frai par der effe ma pei lor M. 3,4 pro d'E

ful

for

ma du

ce:

avç 1aiı Pai

Cal

m¢

noi de br:

Cri cor des é1a

élé: lc : ret

par fra

poi trej lic

Ce n'éteit donc INDICE CAC 40 qu'une embellie l Le vert qui e était installé la semaine dernière Rue Vivienne n'est décidément pas à le mode en ce

séances écoulées se soldent par une perte da 1,57 % de l'Indice CAC 40, qui efface ainsi à quel-ques fractions près les geine de la semaine précédente. Lundi, mardi et mercredi, jour

de le liquidation du terme d'octobre, mirent à mal l'indicateur de le place de près de 2 %. Le liquidation, quant à elle, se solde par un bilan négetif de 2,92 % et porte ainsi à quarre le nombre d'échéences meneuelles perdantes depuis début de l'année Peredoxalement, le journée le plus noire, socialement s'entend mit modestement fin à le glissade. Jeudi, en effet, les valeurs frençeises s'eppréciarent en moyenne de 0,07 %. Cette hausse reste marginela car les débuts de mois boursiers sont en général propices eu gamis-sege des portefeuilles. Toutefois, vendredi, tout en restant fragile, le coup d'errêt à le baisse ee confirmait (+ 0,17 %) epràs bien des héeitetlons et autres renversements de tendence qui leiseèrent plus d'un opérateur pantois...

Reprise et beises des teux sont les deux maîtres mots du marché, qui n'y croit cependent plus trop. Le petit geste de la Banque de France, le semaine passée, était tellement anticipé qu'il n'a eu qu'un impect mesuré, La faiblesse du franc --

eu plus bes depuie le mois de décembre demier - si l'on ne tenait compte que de cet élément, repouese le poseibilité d'una détente du loyer de l'ar-gent à longtemps. D'autre part, le reprise, elle eussi semble difle reprise, elle eussi, semble dif-férée. Dans se demière note de conjoncture publiée vendredi 25 octobre, l'institut national de la statistique et des études éco-nomiques (INSEE) confirme qu'un rattrapage en forme de reprise e'est bien produit en Frence eprès le guerre du Golfe mais que le mouvement est en trair de se tasser. Pour l'année en cours, l'institut prévoit une croissence de l'ordre de 1,5 %, soit le moitié moins qu'en 1990.

Innovation et nouveaux produits

La France devra attendre una nette reprise mondiele, et eméricaine en particuller, pour retrouver une forte ectivité. Et les signes de croissance outre-Atlentique ne cont pes trae petente. Les dernières statietiquee publiées en font foi. Ainsi le chute des commendes de biene durebles pour le mois de septembre, et e contrario le nette eugmentetion des demendee d'ellocetions de chômage, sont la démonstration que la reprise se fait attendre.

Alors que les intervenents continuent de e'interroger sur la place parisienne, celle-ci va de l'event, certes pes comme ile l'eimeraient, mais techniquement. Cette semelne, Relit, système informetisé de ràglement-livrajson de titres, e fêté son premier verseire et e tout le mois

pour faire preuve de sa précoce meturité. La totalité des valeurs règlement mensuel e, depuis jeudi dernier, premier jour du nouveau terme boursier, intégré le système. Appliqué eux valeurs du comptent depuis le moie de juin demier, le système a eu un comportement piutôt apprécié per les boursiers. Appliqué aux valeurs à réglement mensuel. Il devrait ramener le délai entre le règlement et la livraison du titre

à cinq jours dens un premier temps, puis trois jours eu début de l'année prochaine. Il fallait initielement juequ'à treîze joure nour effectuer catte opération. Un délai qui était elors beaucoup trop long, compte tenu de l'importance des sommes en jeu. Toujours dens le chepitre innovation et nouveeux pro-

duits, le Société de compensa-tion des marchés conditionnels (SCMC) vient d'annoncer le lancement d'une action longue sur l'indice CAC 40, sur le marché des optione négociebles de Paris (MONEP) de type « européen », c'eet-à-dire exerçeble uniquement à l'échéance, par opposicein » exerçables à n'importe qual moment, comme le sont les différentes classes d'options sur le MONEP.

Ca type d'option longue n'est pas une nouveeuté en soi, mais, seion la SCMC, il répond à la demande des investisseurs. Ces derniers, en quête d'une couverture ou d'une stratégie à long terme, se voyaient dens l'obligation de « rouler » leur position d'une échéence à l'autre, faute d'échéences eupérleures à six mois sur le CAC 40. Le bilan

Produits chimiques

Mines d'or, diamants

Norsk Hydro ...

Ningola..... Bef. Gold M..

Drick Cons. lamony.

Sainte-Helen

Western Deep

Pétroles

25-10-91 Diff.

25-10-91 Diff.

+ 1.20

+ 8 + 1,10 + 0,30

70 + 1.19 24 + 0.30 36,65 + 2.30 26,30 + 1.70 43,10 - 0.10 220,10 + 4,50

4430

des cinq premières séences feit ressortir una moyenne de 1 500 contrats environ per

Du côté des valeurs, Total qui e introduit eon titre à Well Street le 25 octobrs - aura été le titre vedette de le semaine en tarminant celle-ci en hausse de 4,6 % evec, pour le seule séence de vendredi, une progreesion de 2,6 % pour 484 000 titres, soit à peu près le quart des transactions effectuées sur le règlement mensuel. D'un vendredi sur l'autre, 1,2 million de titres ont changé de mains.

Notons eccore, pour cette semaina, un eppel de M. Joseph Thouvenel, préeldent de le CFTC-Bourse, a M. Michel Cheresse, minietre délégué chergé du budget, en faveur de la suppression de l'impôt de Bourse. Cet appel, comme tous ceux qui l'ont précédé, risque, compte tenu de le conjoncture, d'être difficilement entendu, Rappelons que le suppression de cet impôt, qui «ne rapporte plus» qu'envi-ron 2 miliards de francs par en, est un vieux serpent de mer et ressort de temps à eutre. Sa suppression permettreit, selon M. Thouvenel, de rapatrier nombre de transactions e effectuant à Londres pour échapper eu fisc. De retour à Paris, elles permettraient selon lui de contribuer à le préservation de l'emploi et d'essurer le ceurvie » de le place. Mais selon toute vraisem-

blance, ce serpent-là e encore de beaux jours devant lui. FRANÇOIS BOSTNAVARON

Ciments français

Immob. Phénix.

Lafarro-Cooocc

Eaux (Gén.)

Carrefour. Oreal (L')...

iavas ..

Albert Bank.

Financo INF_ Supresci____

Lyonn. Eaux ... 644054

Bâtiment, travaux publics

25-10-91 Diff.

1 052 + 122 582 - 22 281 + 13 380,50 - 10,60 154 - 13 817 - 14 336 - 8,10

Val. en

308 203 493

Banse

142 928 286 823 547 395 559 263 379 675 407 741 246 767 333 536 133 245 616 017 338 455 242 042 509

239

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

Nore de

174 100

Eurotunaci 8478 974 364 192 049 Crédit Iyonnais 406 927 348 898 834 Lyonn Eaux 644 054 340 959 833

(*) Du vendradi 18 octobre 1991 an jeudi 24 octobre 1991 meius.

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs

17F.

C.VP Gents

4.4 Sect IC del 4.2 Balip. 4.3 Paribas set A.....

35 UFB Located

NEW-YORK

La déprime

NOCEDOW JONES battu en retreite cette semaioe. déprimée per le publication de sta-tistiques écocomi-ques et de résultats

trimestriels découpar un bond des taux d'intérêt eméricains. L'iodice Dow Jooes des valeurs vedettes e clôturé vendredi à 3 004,92, eo baisse de 72,22 poiots, soit uo recol de 2,35 % par rapport à la semaine

Le chote des commandes de bicos durables en septembre, le recul des reveotes de logements durant la même période et le bond des demeodes d'ellocatiooschômage à la mi-octobre soot vocus coofirmer que la reprise économique contione de se faire attendre aux Etats-Unis.

Le marché a aussi été déprimé par la médiocrité des résultats trimostriels des entreprises eméri-caines, et e souffert du transfert de capiteux vers le marché obligataire, où les taux d'intérêt à long terme oot enregistré une très nette progression en cours de semaioe. Selon un responsable de Goldman Sachs, de combreux investisseurs commencent à réaliser que les prochaios résultets trimestriels oe seront probablement pas beaucoup

publiés depuis deux semaines. Certains opérateurs tablent même sur une correction à la baisse de 10 %

des cours à Wali Street. Enfin, un grand nombre d'investisseurs comptent tonjours sur un assonplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale (Fed), qui oe devrait pas être écarté par la forte hausse des prix de détail en septembre aux Etats-Unis, qualifiée par beaucoup d'aberration,

indiquent des experts.
Indice Dow Jones du 25 octobre: 3 004,92 (contre 3 077,14).

	Cours 18 oct.	Cours 25 oct,
lcon	64	61 7/8
loeing	39 50	38 48 3/4
hase Man. Bank In Pont de Nemoors	18 1/2 46 3/8	18 7/8 46
astman Kodak	45 5/8 61 1/2	45 7/8 60 5/8
ord	29 1/4 71 3/8	27.5/8 69
ieneral Motors	37 7/8 44 3/8	35 5/8 46 3/4
BM	100 3/8	98 .
TTTO lidol	58 71 3/8	55 1/2 70 5/8
fizer	68 3/4 69	67 3/4 68 3/4
AL Corp. (ex-Allegis)	65 7/8 134 1/2	63 3/8 .
Inion Carbide	20 1/8 47 1/8	18 7/8
Vestinghouse	16 3/4 62 1/8	16 3/8
	A- 110	- DO

TOKYO

Pause

La Bourse de Tokyo a fait uoc paosc cette semaine, le Nikkei terminant celle-ci en modeste hausse de 11.61 points à 24 906,43 points,

nal d'une semaine sur l'antre de 0.05 %. Les échanges, bien que superieurs à cenx de la sem précédente, ont été modérés. Il s'est échangé quotidiennement en contre 357,3 millions lors de la

précédente période. Pourtant le marché evait entame première séance, le Nikkei se his-sait au-dessos de la barre des sait au-dessos de la barre des 25 000 points qu'il avait délaissée le 14 juin deruier. A la clèture, il s'inscrivait en haussee de 0,49 %. Des rumeurs, selon lesquelles la Banque du Japoo baisserait son taux officiel d'escompte evant la fin du mois, evaient encouragé les

iovestisseurs. Tontefois, des mard l'indice repassait de couveac sot ce même senil et cédait 0,25 ? Mercredi, des prises de bénéfica. cootinuèrent de l'effaibl (-0,62 %). Après deux jou d'ejostement, il devait rebood jeudi, marqoaol ooc avance (0,6 %. La dernière séance de semaine fut terne et l'indicateur la place abandonnait modesteme

0,17 %. Indices du 25 octobre : Nikk / 12 24 906,43 (c.24 894,82); Top

Le cuivre ner

1000	Cours 18 oct.	Cour 25 oc
Alcai Bridgestone Canoa Fuji Bank Honde Mytors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motocs	1 050 1 190 1 540 2 790 1 600 1 530 748 5 280 1 600	1 100 1 160 1 490 2 820 1 530 1 520 720 5 160 t 57

LONDRES Morosité - 3,3 %

Une profoode morosité s'est abattue sur le Stock Exchange au coors de le semaioe écoulée à Londres, ramenant la cote à soc oiveau le plus bas depuis la mi-juillet, sous la pression de séries de romeurs et eo l'abseoce de signes concrets de reprise. La stabilité des ventes de détail et le recul des exportations en septembre a inquiété le marché. Celui-ci s'interrogeait serieusement sur la reprise économique promise par le gouvernement pour la fin de l'année. Des spéculations sur la vente de la participation de 2,8 % du conglomérat Hanson dans Imperial Chemical Industries (ICI) ont provoqué une nette baisse du titre qui a ainsi perdu 3,9 %.

Des analystes loodooieos oot estimé cette semaine que le marde romcurs et eo l'absence de

estimé cette semaine que le mar-ché surait du mal à se maiotenir eu-dessus de la barre des 2 500 et qu'il pourrait même encore perdre uoe ceotaioc de poiots d'ici le mois prochain.

Indices «FT» do 25 octobre: 100 valeurs, 2 514,7 (c. 2 601,1); 30 valeurs, 1 929,3 (c. 1 968,8); fonds d'Etat. 86,40 (c. 86,46); mines d'or, 172,6 (c. 165,9).

	Cours 18 oct.	Cours 25 oct.
Bowster BP Charter Courtsuids De Beers Glaxo GUS ICI Reuters Shell Unilever Vickers	6,90 3,52 5,33 4,86 18,25 14,41 18,50 12,87 9,11 5,34 7,91 1,68	6,83 3,30 5,38 4,81 17,15 14,56 19 12,43 9,25 5,08 7,90 1,56

FRANCFORT Faible mais résistant + 0,5 %

En dépit d'une faiblesse per tance, la Bourse de Francfort s mootrée eccore résistante el Dax s'est maintenu dans une fe chette comprise eotre 1 560

Les sommets de hausse atte à Wall Street et le retour du l kei vers les 25 000 poiets Kabuto-cho ont donné aux pl financières allemandes une rela stabilité mais sans pour autant la cote reparte à la hausse, e bonnes dispositions de New Yor Tokyo ont surtout empêché qu mauvaise orientation du ma obligataire ne pèse sur celui actions, commentait un analy

Reste que les conjocctur tablent sur un ralentiss reprise tant en Allemagne que Elets-Uois et que ces doc entraînent des révisions en b des performances des entrer qui ne sont pas de nature à r rer les ioveetisseurs poo semaines à venir.

Iodices du 25 octobre : 1 572,03 (c. 1 563,25); Combank, 1 826 (c. 1 802,30).

	Cours 18 oct.	C ₂ 5
AEG BASF	182,50 233 282,90 241,50 638 229,50 600	19 25 26 27 64 27 66
Menneeman	266,58	2
Siomens	620,80	6:
TOTAL SECTION	225 20	-

Banques, assurances,		
	25-10-91	Diff.
AGF.	487	- 3,5

.\GF	487	- 3.50
AXA Jes-C'ie Midi]	898	- 29
		- 4
Rad Equipersent	111,20	
Bancain (C 1)	501	- 29
Cetelem	637	+ 17
('CF	170	- 3
CFF	1 007	- 100
	305	- 10
('FI		+ 33
Chargeurs	984	
CPR	273	- 1,70
Eurafrance	1 470	- 44
UAN	1 805	- 57
Midland Bank	75,90	+ 5,40
Paribas	418.80	- 14.20
	662	12
Schneider		- 3
Société générale	461,90	
Sovac	770	+ 20
Sucz (C' fin.1	313,10	- 11,20
UAP	515	- 12
0717		
Ellatures to	villas	
Filatures, te	ruics	

	25-10-91	Diff.
.\gache (Fin.)	1 100	inch,
elivViie	750	_
Damart	2 190	+ 170
DMC	306	- 24
Cial Lafavette	1 430	- 200
Nonv. Galerie	450	- 25
Printerups	827	- 18
La Roberte	4 885	+ 61
2007	28.80	- 4.20

Métallurgie

	25-10-91	Diff,
Alspi	331 356 1 360 335 424 599	- 24 - 12 - 10 + 4,50 + 11 - 13
SAGEMStrafor, Facora ValeoValioarev	1 630 778 561 319	- 15 - 22 - 4 - 0,20

Mines, caoutchouc

	25-10-91	Diff,
Géophysique	773 263,90 71 133,60 54,10 1,65	+ 44 + 11,40 - 1,65 - 0,70 - 1,30

(1) Coupon de 0,60 F. Valeurs diverses

valeurs giverses			
	25-10-91		Diff.
Accor	721	1+	6
Air liquide	670	 -	4
Arjomari	2 376	l-	4 3 3
Sic	705	+	3
Brs	313	! -	2 5
CGIP		+	
Club Med	440	+	2,60
Essilor	331	+	1
EuroDisney	135,10	! -	2,10
Europe 1	1 010	+	ll .
Etrotupnel	42,10	-	0,40
Groupe Cité	469,90	! -	5,20
Hachette	173	+	9
Havas	462,10	<u>-</u>	5,90
Marine Wendel	307	ļ_	2
Navigation mixto	1 221	-	50
L'Orial	678	+	7
Saigl-Gobain	440	-	16,80
Sanofi	1 015	+	14
Saulnes Charillon	235	+	3
Skis Rossignol	780	+	4

Matériel électrique

	25-10-91	Oiff.	
Alcatel-Alsthom CSEE Générale des eaux Interrechuique Labinal Lyon, des eaux Matra Merlin-Gerin Moulinex Radiatechnique SEB SextAvionique Thomson-CSF IBM	599 2296 819 750 3 935 528 180,50 575 147,50 1 685 258 150,40 575 320,70	- 4 + 12 - 2 + 9 - 25 - 9 - 1,40 - 150 - 12 + 4,40 + 5,50 - 3 - 8,80	
Schlumberger Siemens	2 110	- 3 - 10	

Alimentation

	23-10-91	ł_	Dill.
Béghin-Say	600	-	15
Bongrain	2 571	l+	71
BSN	965	! -	8
Carrefour	2016	1-	4
Casino G., Per	153,20	I _	0.30
Guyenne-Gasc.	1 285	I –	35
LVMH	4201	l-	2
Olipar	190		inch.
Pernod-Ricard	1170	j _	48
Promodès	2 502	۱_	88
Saint-Louis	1 308	 	19
Source Perrier	1312	 	36
	37 800	•	inch

Beghin-Say	600	~ 15
Bongrain		+ 71
BSN	965	'8
Carrelour	2016	- 4
Casino G., Per	153,20	- 0,30
Guyenne-Gasc		- 35
LYMH	4201	- 2
Olipar	190	inch.
Pernod-Ricard	1170	- 48
Promodes	2 502	- 88
Saint-Louis	1 308	- 19
Source Perriet		- 36
Nestk	32 800	inch.

N	965	-	'8		25-10-91	Γ	Di
mefour ine G., Per. yenne-Gasc. MH par mod-Ricard modès. an-Louis nec Perrer	2016 153,20 1285 4201 190 1170 2502 1308 1312 32800	- 1	0,30 35 2 inch. 48 88 19 36 inch.	6P-France ELF-Aquitaine Esso Prinagaz Soperap Total Exxon Petrofina Royal Duch	134 395 625 560 375 963 351 1 831 466,50	+++-+	2 1 4
		_	M	ATIF			

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 25 octobre 1991 Nombre de contrats: 84 224

COURS	ÉCHÉANCES							
	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT 92				
Premier	-	-	-	-				
+ hau1	106,92	106,98	107,28					
+ has	106,68	106,74	107,10	-				
Dervier	106,78	196,74	107,10	_				
Compensation	106,78	106,82	107,14	106,94				

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 18-10-91 21-10-91 22-10-91 23-10-91 24-10-91 2 114 056 | 1 971 499 | 2 002 835 | 2 441 532 | 2 951 194

	10 131 283 134 362	9 879 819		7 478 627 176 667	8 273 056 116 67
Actions					
Total	12 379 701	11 914 897	11 624 397	10 096 226	11 340 92
INDICE	S QUOTID	IENS (INS	EE base 10	0, 28 déc em	bre 1990)
Françaises . Étrangères .		119.9 117	119,4 116,6	119.3 117.1	119,2

 	·		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
INDI	CES CAC	da luadi au v	endredi)	
21-10-91	22-18-91	23-10-91	24-10-91	25-10-91
 (ba		décembre 19		1

_	0	oase	100, 28	dė	embre	1990)		_	
Genéral	493,8		488		488,4		489,3	1	488,1
			1 000, 3						
CAC 40	1 845,97	1	1 836,79	1	1 830,38	i 1	831,61	Į	1 834,80

Cours Cours 18-10-9125-10-9 67 500 67 750 386 380 295 386 375 492 490 398 Mècs Issopaise (20 fr.) e Pièce trançaise (10 fr.) ... Pièce tettee (20 fr.) 354 377 490 491 468 2 070

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

1 032 50 1 063 570 2 495 480 402 585 2 510 475 401

Pause

FRANCFOR

Talls Talls

Committee of the second

Alexander of the second

.

Angel to the second second

A marconiga a marconiga a marconiga

Appello phipological in the second of the second

Service of the servic

Marie Walt

in the early transfer to the last con-

francis of the property

والمستعادين والمستعادين

AND COMPANY OF THE PARTY OF THE

The state of the state of the

The same of the sa

And the second

A STATE OF THE STA

AND THE RESERVE OF THE PARTY OF

- Land Brown Control of the Control

OFF 5

AND THE CONTRACTOR OF THE CONT

والمراجع المراجع المراجع المعارض

و و النولو

1

Solide appétit pour le franc

Malgré l'affaiblissement récent du franc sur les marchée des. du franc sur les marchée des changes (lire ci-contre), les plus belles rénssites de ces derniers jons sur l'euromarché des capitaux out été enregistrées dans le commandant français, qui attire en la Caisse nationale des autoroutes offeait mercredi des obligations offeait mercredi des obligations ont été enregistrées dans le com-partiment français, qui attire en foule les investisseurs internalio-nant. Leur préférence pour des pla-cements en francs s'explique aisécements en francs s'explique asse-ment. Le franc reste parmi les grandes devises celle qui rapporte effectivement le plus, déduction effectivement le plus, déduction faite de l'inflation. D'une façon générale, maintenant que la rému-nération servie sur les titres en dollars est tombée à un niveau très bas, et qu'on se doute qu'elle dimimera encore, nombreux sont ceux qui redécouvrent l'attrait des obli-gations libellées dans des monnaies

> Il y a encore quelques semaines, une telle attitude aurait conduit à une telle attitude aurait conduit à privilégier l'écu, considéré comme une sorte de moyenne européenne. Cela n'est pas possible actuellement car le manché des titres en écus est livré à la spéculation la plus effrénée. Le marie allemand, quant à lui, est vu avec suspicion. On est à la veille d'importantes négociations salariales outre-Rhin; susceptibles d'attier l'inflation et. d'autre part. d'attiser l'inflation et, d'autre part, les antorités de Bonn tardent à faire connaître leur réponse aux injonctions de la Cour constitution-nelle de Karlsruhe qui, en juin, les a sommées de revoir les conditions d'imposition des revenus des place-ments de capitaux. Il faudra vraisemblablement attendre le 12 novembre pour que se dissipe cette importante meetitude fiscale.

> En comparaison, le franc français
> a hien des mérites aux yeux des
> étrangers, que les tensions sociales
> du pays ne parviennent pas à
> effrayer. Certes la devise est faible,
> car le loyer de l'argent au jour le
> jour est maintenant inférieur en France au niveau allomand. Mais ponr ce qui est des titree: à moyenne et à longue échéance, les rendements sont toujours enpé-neus à ceux qui sont associés au gression des prix ait diminué. En termes récla, un peut tabler sur un revenu de l'ordre de 6 % en francs pour une durée de dix ans alors

que le taux correspondant pour un placement en marks est inférieur à 5 %

d'une durée très rare, cinq ans, pour un montant total de 1,7 milliard de francs. Elle proposait au départ une rémunération supérieure de 34 points de base (ou centièmes de points de pourcentage) à celle des fonds d'Etat. Les tirtes out mis moins d'une heure à trouver preneurs. Le succès a été tel qu'en fin de semaine les obligations ne rapde semaine les obligations ue rap-portuent plus à leurs détenteurs que 28 points de base de plus que les titres du Trésoc.

L'accueil fait à la seconde trans action, pour le compte du Crédit foncier de France, a certes été très bon, mais beaucoup plus mesuré. Cela tient à sa longue durée, supé-rieure à douze ans. L'opération est intéressante d'un point de vue technique, son volume n'est pas fixé d'avance. Il sera de 2 milliards de francs an minimum et pourra aller jusqu'à 2,5 milliards.

Spéculation effrénée sur l'écu

Ce seront les investisseurs eux-mêmes qui décideront de l'augmentation. Ils ont insqu'au 4 novembre pour le faire, et s'il le veulent ils pourront accroître de 25 % le montant de leur investissement, aux conditions initiales, même si, entretemps, les cours avaient monté. Cest la première fois qu'une telle formule est utilisée sur l'euromarché. Il s'egit d'une techniqua épronée sor le marché antional des obligations en francs et qui e été mise au point par la SNCF. Autre partieularité de l'euro-emprunt du Crédit foncier, son echéance est exactement la même que celle d'une sèrie d'obligations du Trésor, aunquelles il peut donc se mesurer directement. A son lancement il rapportait 43 points de base de plus. Les deux emprunts . première apparition de leurs débi-teurs, la Caisse nationale des auto-

rontes et le Crédit foncier, sur le marché de l'eurofrane sane la sarantie de l'Eut qui, jusqu'à la fin de l'année dernière, leur était systématiquement accordée. Dans les deux cas, le Crédit lyonnais assure la direction et le secrétariat des

Les perturbations du marché de l'éen sont directement liées au débat en cours sur la valeur de ce panier de devises européennes. On devrait en redéfinir la composition au mois de décembre. La question a un aspect très politique paisque de sa solution peut dépendre la maissance d'une véritable monnaie commune à l'Europe. Ces dernières semaines, au gré de diverses décisrations et interprétations, les cours ont fluciué de façon très pronon-ote, et depuis-plus de quinze jours nul ne a est basardé à offrir des obligations en souscription publiteur de tout premier plan se pré-sente dans ce compartiment et affiche aux yeux de tous son sou-tien au marché de l'écu, qui, sinon, risque de s'étioler rapidement.

Les seules opérations récentes libellées en écus ont été émises de façon privée, comme celle de 50 millions lancée jeudi pour le compte du Crédit local de France. Le coût de cette transaction, d'une durée de cinq ans, était de l'ordre de 3,90 % l'an. En fait c'était pour le débiteur un moyen détourné de se procurer des fonds en une autre monnaie. Il en a échangé la produit contre des dollars qu'il aura conditions très intéressantes.

Parmi les emprants internationaux annoncés pour ces prochains jours figurent plusieurs opérations pour le compte de pays d'Amérique latine, l'Argentine en dollars, le Venezuela en marks, Plusieurs spé venezuem en marks. Pruseurs specialistes attendent également une émission pour le compte du Koweit et parient d'un emprunt convertible en actions de Daimler-Benz, société dans laquelle ce pays détient une participation. Il ne ont eu-une forte Influence en Bourse.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

La peseta pousse le mark

Sur des marchés des changes rela-tivement calmes, le franc a continué de reculer par rapport au deutschede reculer par rapport au deutsche-mark, dont le cours à Paris a dépassé 3,41 francs, s'établissant à 3,4130 francs, au plus haut depuis le 19 décembre 1990, soit depuis dix mois. Cet affibilissement est dû à l'agitation sociale, qui inquiète un peu les milieux financiers internatio-naux, au moment même où la Ban-men de France abaisse ses taux direcnaux, au moment meme où la Ban-que de France abaisse ses taux direc-teurs. Sy ajoute la reprise de la peseta espagnole, au pins haut depuis cinq semaines, à 5,42 cen-times, par rapport à une mounaie française qui se situe en queue du système monétaire européen.

Cette reprise de la devise espagnole a d'ailleurs pour effet de pous-ser le mark à la hausse, notamment vis-à-vis du franc. La Banque de France n'est pas intervenue, laissant passer l'orage. On sait qu'elle n'est pas tenue de le faire avant que le cours du mark à Paris n'atteigne son plafond réglementaire, 3,4305 francs,

mais il est probable qu'elle se manifesterait bien avant à 3.42 francs alors que l'on s'attendait à 0.8 % par exemple, ou même moins. If ext certain que la disparition progressive de la prime qu'offraient aux déten-teurs de capitaux les intérêts pratiqués sur placements en francs rend notre momaie plus fragile: sur un mois, le rendement de l'eurofranc est inférieur d'un quart de point à celui de l'euromark même si, à plus long terme, l'écart demeure important.

Sur le front du dollar, aueune activité notable n'a été enregistrée, sauf de faibles variations autour du cours de 1,70 deutschemark. Certes, le billet vert ne baisse plus, avec une solide ligne de résistance aux alen-tours de 1,67 DM, et les analystes estiment que les cours actuels constituent une bonne ligne de départ pour une remontée du dollar_ si la reprise de l'économie américaine s'affirme. Or ce n'est manifestement pas le cas, comme le montrent les derniers chiffres connus ; une baisse, inattendue, de 3,2 % des commandes

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 21 OCTOBRE AU 25 OCTOBRE

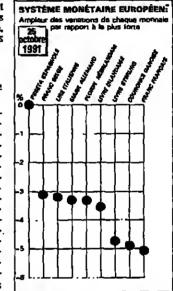
PLACE	Livre	S E.U.	Francis français	Franc	D.merk	Franc belge	Florie	Lire
New-York.	£,7126	-	17,2414	67,1817	58,8235	2,8594	\$2,2050	0,0787
New-York	1,7200		17,3226	67,5219	59,8493	2,8653	52,3834	0,0789
Paris	9,9296	5,8000	-	JE2.65	341,1765	16,5856	302,79	4,5669
	9,9295	5,7730	-	389,804	348,89	16,5415	302,4096	4,5600
Zurich	2,5483	1,4885	25,6638	-	87,5588	4,2565	77,7082	L1720
<i></i>	2,5473	1,4816	25,6539	-	87,4520	42435	77,5798	1,1698
Franciort	2,9104	1,7908	29,3193	114,20	-	4,861,3	88,7497	1,3385
Transcort	2,9128	1,6935	29,3348	114,348	-	4,8524	88,7113	1,3376
Bruneline	59,8486	34,57	6,9733	23,4934	20,5796		18,2563	2,7535
	50,578	34,50	60423	23,5651	20,6082		18,2818	2,7567
Ameterdan	3,2793	1,3155	33,8268	1,7869	112,6765	5,4715		1,5083
William Menn	3,2834	1,5690	33,0677	1,2889	112,7251	5,4699	-	1,5078
Miles	2174,24	1278	218,97	853,21	747,86	36,3168	663,01	-
	2177,52	1266	215,296	854,827	747.564	36,2750	663,174	-
Talan	224.95	13L,40	22,6552	88,2769	77,2941	3,7575	68,5983	9,1034
Tokyo	223,256	129,80	22,4839	87,6434	76,6459	3,719t	67,9931	0,1825

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 25 octobre, 4,4140 F contre 4,4476 F le vendredi 18 octobre 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

militaires et celles de matériel de transport ont lourdement chuté en septembre, et les commandes de biens d'équipement civil ont progressé de près de 8 %. Mais 70 % des chefs d'entreprises industrielles, tout en estimant que la récession est faible au cours des quinze prochains mois, pas plus de 2 % de croissance de l'économie. En outre, les anavstes s'inquiètent de la forte hausse des demandes d'indemnités de chômage, qui ne plaide pas en

de biens durables en septembre



Peu engageant

Le ciel se couvre un peu sur l'Europe, où les perspectives de baisse des taux paraissent avoir du plomb dans l'aile, que ce soit en France, en Allemagne ou en Espagne. Dans notre pays, l'affaiblissement du franc, les troubles socieux et le malaise politique se sont conjugués pour assombrir le climat et déclencher une vague de ventes bénéficiaires sur le MATIF, où le cours de 106.75 à la veille du week-end ce qui a rehaussé le rendement de l'OAT 10 ans à 8,84 % contre 8,75 % il y a huit jours et 8,70 %, an plus bas, veis le 15 octobre. Surtout, la plupart des opérateurs estiment qu'après evoir abaissé d'un quart de point ses taux directeurs, la Banque de France attendra un certain temps avant de récidiver, ce qui rogne les ailes à la spéculation.

En Alfemagne, quelques nuages s'amassent à l'horizon, notamment dans le socieur social. La première séance de nágociations entre le patronat et les syndicats d'une partie de la métallurgie a tourné court, les syndicals réclamant une augmentation de 10,50 % en 1992, rejetée immédiatement par le patronat. Le ministre allemand de l'économie. M. Jurgen Möllemann, a déclaré que les hausses de salaires devraient être PATRICK SERVAIN inférieures à 5%: elles avaient été

de 7 % l'an dernier. Pour la Bundesbank, on le sait, il n'est pas question que les augmentations de salaires dépassent 5 %, sinon elle maniera le bâton, c'est-à-dire qu'elle relèvera ses taux directeurs, au grand dam des partenaires européens de l'Allemagne, la France en premier lieu. Sur le front de l'inflation outre-Rhin, les pronosties ne sont pas roses. Certains économistes voient la hausse l'échéanee décembre, après avoir des prix domestiques passer à 4,3 % atteint 107,60 an début de la en décembre, et peut-être à 4,8 % on semaine dernière, s'est retrouvé à 5 % en mars 1992 après le relèvement des taxes d'Etat (tabac et redevance de télévision, notamment).

Incertitude américaine

Mars devrait être le mois critique pour la Bundesbank, estime M. Dieter Wermuth, directeur de l'antenne de la Caisse des dépôts française à Franciort, cité par le Wnll Street Journal A ce moment-là la poussée d'inflation coïncidera avec les négociations salariales dans la métallurgie, dont le syndicat, 1G Metall, est réputé pour sa combativité. «Si l'inflation s'établit au dessus de 4,2 % en rythme unnuel. In Bundesbunk

agira», estime M. Wermuth. En Espagne, le gouverneur de la banque centrale, M. Mariano Rubio, a déclaré que la politique monétaire resterait restrictive pour le moment, ce qui éloigne les espoirs d'assouplis-

sement qui s'étaient levés après

Aux Etats-Unis, enfin, l'incertitude règne sur les intentions de la Réserve fédérale, qui a stoppé à 5 1/8 % le repli des taux à court terme. Les propositions d'allègements fiscaux, qui font craindre un alourdissement des déficits hudgétaires, et, donc, un recours accru du Trésor aux emprunts sur le marché, out déprimé les cours des obligations d'Etat, le rendement du «30 ans» ayant fait un bond à 8,10 % avant de terminer la semaine à 8,03 % contre 7,96 % huit jours auparavant.

Au Japon, en revanche, il est possible que la Banque centrale abaisse son taux d'escompte, actuellement fixé à 5,5 %, dès que le nouveau

premier ministre entrera en fonction. Sur le marché obligataire, le vif repli des cours sur le MATIF a un peu alourdi l'atmosphère. L'emprunt de 2 milliards de francs lancé, sous l'égide de la Société générale, par la banque européenne d'investissement (BEI), à 9 % nominal, a reçu un aceucil assez moyen, le coupon

ayant été jugé un peu maigre. Le GOBTP, groupement profespublics, a levé un milliard de francs, sous la houlette de la BNP, avec un grand succès, grâce à son rendement de 9,40 %, bien accueilli dans les gnichets des réseaux. Le GOBTP qui, autrefois, avait une cote assez. exécrable, lorsque certaines sociétés de BTP, membres du groupe, battaient de l'aile, a reconquis ses galons, son papier devenant du fond de portefeuille.

Le plafond des émissions d'obliga-tions assimilables au Trésor (OAT) pour 1991, fixé initialement à 100 milliards de francs, sera porté à 115 milliards de francs, a annoncé M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, décision fort logique puis-que le déficit commercial va augmenter, que les rembonrsements liards de francs cette année, et que le Trésor a déjà levé 97,5 milliards de francs depuis janvier.

Il convient encore de signaler que les aebats étrangers de titres de l'Etat français n'ont alteint que 20 milliards de francs eu premier semestre 1991: ils avaient atteint 114 milliards de francs en 1990, 108,3 milliards en 1989 et 16,7 milliards de francs en 1988. Le rafentissement très net signifie que le soutien apporté au franc par ces achats est momere, phénomène à mettre en rapport avec l'affaiblissement actuel de notre monnaie sur le marché des changes.

FRANCOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre nerveux

De tous les métaux non ferreux, le cuivre est sans doute l'un de ceux dout l'évolution des prix relète le mieux les anticipations économiques. La taille même de ce marché explique ce phéno-mène: le pétrole mis à part, le métal rouge nrrive en tête des exportations mondiales de ressources naturelles, devengant tout juste, en valeur, l'autre grand marché celni de l'aluminium. A cela s'ajoute l'existence d'un vaste marché dit dérivé, sur lequel se négo-cient des contrats à terme et d'op-tions servant de support privilégié aux opérations d'arbitrage des investisseurs internationaux. Il est courant, en effet, pour un grand gestionneire de fonds, d'arbitrer dn « cuivre-papier » contre des obligations dn Trésor on des actions, cela l'est moins sur les autres produits dérivés de matières : premières.

The second secon Or on constate depuis le printemps que ce vaste marché, généralement bon baromètra de la croissance économique, n'annouce toujours pas de reprise mondiale. Certes, le prix du métal rouge a enregistré depuis la mi-septembre un parcours honorable, s'éleva ut d'un peu pius de l'300 livres ster-ling la tonne à un peu moins de 1 400 livres cette semaine. Mais ilest trop tôt, de l'avis des opéra-

PRODUITS	COURS DU 25-10
Chive & g. (Loader)	1 363 (- 1)
Trois mois	Livrestoane
Aluminium (Louke)	I 295 (- 22)
Trois mois	Dollars/iome
Niekel (Louises)	7 400 (48)
Trois mois	Dollars/tomos
Sucre (Panis) Décembre	- 284 (- 1) Dollars/toone
Café (Loades)	537 (- 6)
Novembre	Livres/tonne
Cacao (Res-York)	1 126 (- 15)
Décembre	Dollars/tonne
Blå (Chicago)	364 (+ 7)
Décembre	Cents/boisseam
Mais (Cacap)	250 (- 1)
Décembre	Cents/boussess
Seja (Carego)	178.8 (- 06)
Décombre	Dollars/t. courte

de métal rouge, pour en condure que la reprise est « au coin de la rue ». Car cette hausse de cinq dance fondamentale du marché qui n'a jamais franchi le sevil de 1 400 livres la tonne depuis le mois d'avril, si l'on excepte une pointe à ce niveau début juillet lors des grèves dans les mines du

· Comme au mois de juillet, ce sout evant tont des raisons conjoncturelles qui expliquent la remontée des cours. Celles-ci, il est vrai, ne manquent pas. Une cerle marché à l'occasion de la reprise des émentes au Zalre, notamment dans la région productrice de Sanba. Les opérateurs nourrissent également des inquié-tudes eu sujet des installutions zambiennes, qui souffrent de plus en plus du manque d'investissements. Or, à eux deux, ces pays nfricains voisins tirent de leur sous-sol 11 % de-la production mondiale de cuivre.

Les cours ont également évolué ces derniers jours un rythme du conflit social qui perturbe la production de la mine canadienne de Highland Valley. Les discussions entre les représentants des mineurs at la direction portent sur le renonveilement d'un accord saisrial pour trois ans qui expirait au mois de septembre. D'abord rompnes en début de semeine, les negociations out repris jeudi soir dans un climat toujours tendu. La mine de Highland Valley produit environ 180 000 tonnes de métal

Dar an. Antant d'éléments qui axpli-quent la nervosité actuelle du marché. A cet égard, un phénomène bien connn des opérateurs s'est produit vojei quelques jours au London Metal Exchange (LME), la grande Bourse des métaux de Lon-dres : le cours au comptant est repassé au-dessns du conre à terme. Autrement dit, les opéra-teurs préfèrent payer un peu plus cher le métal immédiatement disponible. Signe qu'ils redoutent la pontsuite du mouvement de hausse. Les stocks de métal rouge entreposés au LME ont d'ailleurs diminué cette semaint de 6 075 tonnes, à 294 050 tonnes.

Décembre Dollant courte A plus long terme, en revanche, de 19,48 dollars par ADS fixé les analysies restent très prudents.

Le chiffre entre parentièles indique la carrie marché du métal rouge est sion d'une offre publique nortant

équilibré, voire légèrement excédentaire. Selon les dernières estimations de la maison de courtage britannique Rudolf Wolf, la production mondiale devrait atteindre 8.78 millions de tonnes cette année (contre 8.6 millions de tonnes en 1990), et la consomma-tion s'établir à 8,8 millions de tonnes (contre 8,91 millions de tonnes en 1990). Compte tenu de la production issue du recyclage de métal de « seconde main », le courtier londonien table sur un excédent de 230 000 tonnes cette année et prévoit une réduction de ee surpins autour de 50 000 tonnes en 1992, « Le marche étant pratiquement équilibré, l'orientation des cours dépendra nvant tout de la réalité de la reprise économique », explique-t-on enez Brandeis, le conrtier de Pechiney sur le marché de Londres. Or la hausse de ces dernières semaines, alimentée anriout par des facteurs conjoncturels, interdit toute conclusion hative.

A l'occasion de son introduction au New York Stock Exchange

Total est coté à 21 1/8 dollars

NEW-YORK

de notre correspondant

L'action Total SA, qui faisait son apparition pour la première fois, vendredi 25 octobre, à Is cote du New York Stock Exchange sous forme d'American Depositary Shares (ADS), a figuré en tête des valeurs les plus actives de la séance avec 7,7 millions de titres échangés, loin devant American Express (5.1 millions). Le cours s'est établi à 21 1/8 points (après un pins-hant de 21 1/4 et un plus-bas de 20 3/8) par rapport à un prix initial de 19,48 dollars par ADS fixé

La Commission européenne autorise Thomson-CSF à entrer à hauteur de 49,99% dans Pilkington Optronic La Commission curopéenna a

donné, vendredi 25 octobre, son

sur 12 millions d'ADS représenaccord pour l'entrée à hauteu 49,99 % de Thomson UK, filiale britannique de Thomson-CSF, dans le capital de la société anglaise Pilkington Optronie, filiale de la tant 1,5 million d'actions B de la société. Chaque ADS représente 1/8 d'action B. Cette introduction à Wall société britannique Pilkington, spé-cialisée dans les systèmes optiques Street, menée par Lehman Brothers avec l'appui de Goldman et électroniques utilisés pour les Sachs et de Morgan Stanley, lasers et la vision infra-rouge. s'inscrit dans le cadre d'une aug-Grand spécialiste de l'électronique mentation de capital de 2,9 milmilitaire, Thomson-CSF, dont le lions d'actions, dont la moitié a chiffre d'affaires annuel dépasse 76 été réservé un marché américain milliards de francs, est surtout pré-(le Monde du 5 octobre). Le sent sur les marchés français et solde correspond à 800 000 proche-orientaux, quand Pilkington Optronie a pour marché le actions B pour la partie française Royaume-Uni, les pays du Com-monwealth et les Etsts-Unis. La (menée par Paribas) et 600 000 actions B pour le placement en Commission européenne a considéré dehors des Etats-Unis et de la que le nouvel ensemble n'aura pas France (sous l'égide de First Bosde position dominante, les seuls ton Ltd). clients pour ces produits étant les ministères de la défense

Les Américains sont d'accord pour « entamer des discussions » à propos de l'accord de 1987 sur le sida

tt y a quelques jours, dans un entretien accurdé au Monde. M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. déclarait, « qu'à la lumière de ce que l'on sait aujourd'hui », l'accord franco-américain de 1987 fixant la répartition des bénéfices provenant de la commercialisation des tests de dépistage du virus du sida était n anormalement favorable aux intérête uméricains » (le Monde du

Ces déclarations intervenaient deux jours seulement après la publication d'une enquête du Chicago Tribune tendant à démantre que le virus découvert par l'équipe du professeur Luc Montagnier, à l'Institut Pasteur de Paris, aurait servi à la mise au point du test américain de dépistage du virus

L'ESSENTIEL

DATES

II y a dix ans, l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE 2

ÉTRANGER

Débats

Proche-Orient

La réforme

La crise yougoslave

Elections en Colombie

du mode de scrutin

M. Mitterrand réfléchit ..

Réforme de la loi

sur l'audiovisuel

La querelle scolaire

POLITIQUE

Le Conseil d'Etat donne partielle

ment raison à l'enseignement

Mexime Schwartz, directeur de l'Institut Pasteur, était à Washington. « Au cours de mon séjour, nous a-t-il déclare, j'ai rencontre M. James O. Mason, l'Assistant secretary of Health (sous-secrétaire d'Etat à la santé-NDLR), et M= Bernadine Healy, in directrice du NIII. Deux points essentiels me paraissaient devoir être abordes au cours de nos discussions : d'une pari, avoir une idée sur la date finale de remise du rappart de l'Of-fice pour l'intégrité scientifique (OSI) : d'nutre part, examiner quelles implications pouvaient avoir les nouveaux faits apparus au cours

des derniers mois.» « Pour ce qui est du rapport, déclare le professeur Schwartz, je ne suis pas parvenu à obtenir une date ferme et définitive dans in

Après la plainte

de l'ancien premier ministre

Le professeur Roux

précise ses griefs

contre M. Laurent Fabius

Le professeur Jacques Rnux.

cains ne veulent pas, en quoi que ce soil, exercer de pressions sur l'OSI. Mon impression est qu'ils n'ont aucune intention d'enterrer l'affaire. Je pense que le rapport de l'OSI devrait être disponible d'ici quatre à six mois.»

« Notre posicion, poursuit-il, a toujours êté de dire que cette enquête concernait avant tout les Américains. Dernièrement, nous avons été amenés à infléchir notre position paur deux raisons : d'une part, la date de parution du rapport nous paraissait reculer chaque jour davantage et on pouvait se demander s'il serait un jour rendu public; d'autre part, de nouveaux et importants éléments sont apparus au point qu'aujourd'hui plus personne ne doute du fait que le virus utilise par le professeur Gallo

étnit le virus qui lui nvait été adresse par l'Institut Pasteur, à la condition qu'il ne soit pas utilisé à des fins industrielles. J'ai donc fait valoir ces points à mes interlocu-

« Les nutorités nméricnines, conclut le professeur Schwartz, ont été d'accord pour engager des discussions-sur l'accord franco-américain de 1987 de façon à évaluer l'impact de ces nouveaux éléments sur cet accord et sur les termes de son application. Sans que l'on puisse encore parler de renégociations, nous nilons donc entimer cette phase de discussions nvec les responsables du NIH et du ministère américain de la santé.»

Propos recueilis par FRANCK NOUCH!

JAPON : le départ de M. Kaifu

dans la vie politique nippone

que le Parti libéral-démocrate (PLD) doit se doter d'un nouveau président, qui deviendra le prochain premier ministre, en remplacement de M. Toshiki Kaifu, II est pratiquement acquis que M. Kiichi Miyazawa lui suc-

de notre correspondant M. Toshiki Kaifu quitte le devant de la scène politique comme il y est arrivé : en position de faiblesse. Sa sortie, qui revient à une sorte de « limogeage » par ses mentors, est ninistre au cours de son mandat. Membre du plus petit clan du PLD, celui de M. Komnto, M. Kaifu n'avait pas derrière lui la carrière qui conduit traditionnellement au poste de chef du gouvernement. Il avait simplement été deux fois ministre de l'éducation.

Les fonctions de premier ministre lui échurent à l'été 1989 alors que le PLD était dans la tnurmente : M. Takeshita evait dû démissionner è la suite du scandale Recruit, et son successeur, M. Uno, emporté par une affaire d'alcôve, venait de faire un bref passage à la tête du gouverne-ment. La popularité de Mª Takako Doi, présidente du Parti socialiste,

tait en revanche grandissante.

M. Kaifu fut choisi après plusieur tours de table infructueux. Jeune pour les critères japonais (cinquante-huit ans à l'époque), épargné par les scandales, il passait pour l'héritier de l'alco Milki, l'homme intègre de la politique nippone, qui succéda en 1974 au premier ministre Kakuci Tanaka, impliqué entre autres dans le scandale Lockheed.

scandale Lockheed.

M. Kaifu a rempii son rôle. On doit mettre à son crédit la restauration de l'image du parti gouvernemental duns l'opinium publique, comme en témoigne la victoire du PLD aux élections de février 1990. Il réussira moins bien sur le plan diplomatique. S'il sut désamorcer par sa bonhomie les offensives du Congrès amèricain, il n'a pas èté en mesure d'affirmer la place du Japon sur la continuer la pace du sapon sur la scène internationale. Non par man-que de jugement mais parce qu'il n'a jamais disposé du pouvoir de déci-sinn que réclamaient les circons-

par les siens

indécis lors de la guerre du Gotfe, hésitant au moment du coup d'Etat en URSS, le Japon de M. Kaifu apparut très en retrait de de ses resitės internationales, M. Kaifu Parlement son projet de loi sur la création d'un corps de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies, m la réforme politique pour laquelle il avait été placé au pouvoir.

Cette réforme politique, qui, par un changement du système electoral, duit conduire è une redistribution des équilibres entre circonscriptions rurales sur-représentées et circonscriptions urbaines, est à l'origine de juge-ments pour le moins contrastés sur M. Kaifu. Vu de l'étranger « Mr. Clean» («M. Propre») paraît evoir cté renversé par les «corrompus» du PLD opposés à la réforme. Un manicheisme qui ne correspond guère aux

Car la réforme électorale sert les intérets du PLD, et notamment de Loridon.

C'est dimanche 27 octobre ue le Parti liberal-démocrate LD) doit se doter d'un nou-tors ont reproché à M. Kaifu, c'est de ne pas l'avoir suffisamment fait avancer. Argument quelque peu spéavancer. Argument que qui per spe-cieux, car ce sont aussi eux qui o ont pas donné au premier ministre l'auto-rité suffisante pour y parvenir. Le coup de force in extremis que tenta M. Kaifu en menaçant de dissoudre le Parlement fut en tout cas perçu ceux-ci comme une erreur, et ils lui retirerent leur soutien.

Aucun commeotateur politique japonais d'a exprimé son regret ou sa déception à propos du «limogeage» de M. Kalfn. Le quotidien des milieux d'affaires, Nihon Keizzi, est, pour sa part, veniment: « Un Pinochio est de Rudu sa tempforme au chio qui a voulu se transformer en

Le cabinet de M. Kaifu n'aura été qu'une parenthèse dans la vie politi-que nippone : un intervalle décent entre une période de scandales et la reprise du jeu traditionnel de pouvoir du camp conservateur. Seule faille dans le calcul des caciques du PLD: des bouleversements internationaux se sont produits en cours de cette période de vide politique, auxquels le Japon n'a pas été en mesure de faire

PHILIPPE PONS

Accord sur l'installation du Conseil national suprême

CAMBODGE

Réuni le vendredi 25 octobre à Paris sous la présidence da prince Sihannuk, le Conseil netional suprême du Cambodge a mis au point («à l'initiative et sur proposition de la France») les conditinns de son propre functionne-

Il a été décidé que ses douze membres devront résider en permanence à Pnomh-Penh, où des habitations en préfabriqué seront Khmers ronges avaient d'abard demandé, pour des raisons de sécurité, la délimitation d'une sorte d'enclave «extraterritoriale» – ironiquement qualifiée par le prince Sibanouk de « Vatican, au plutot unti-Vatican »: et la plupart des autres membres du CNS avaient laissé entendre qu'ils entendaient s'installer è Bangkok.

Chacune des douze personnalités pourra disposer d'un maximum de dix gardes do corps, munis sculement, durant leur service, d'armes légères ; seuls trois d'entre eux pourron! l'escorter dans ses déplacements. Enfin, aucun garde du corps ne sera admis aux réunions du Conseil suprême.

Par ailleurs, le ministère français de la défense a confirmé, le 25 octobre, que Paris mettrait à la disposition de la Mission des Nations unies au Cambudge (MIPRONUC) quatre hélicopteres Puma, et deux avions de trans-port : un C-130 Hercules et un C-160 Transell. La missinn de l'ONU, qui comportera progressivement plusicurs milliers d'hommes, comptera environ six cents militaires français, et sera sous les ordres du général Michel

1 % supplémentaire en septembre

Le chômage augmente malgré une légère reprise des embauches

Après une accalmie au mois d'août, le chômage a de nouveau progressé en septembre. La heusse de 1 % en données comgées des variations saisonnières, selon les statistiques mensuelles publiées dans l'après-midi du 25 octobre par le ministère du travail, correspond à 26 500 chômeurs de plus en un mois, soit un total de 2 772 000 demandeurs d'emploi.

En données brutes, la hausse est enenre plus importante; 79 300 chimeurs supplémentaires (+ 2,9 %) et 2 831 800 inserts en fin de mois à l'ANPE, l'Agence natio-nale pour l'emplni. Une onuvelle fois, un record historique est battu. En dannées brutes comme en

dnnnées corrigées, l'augmentation annuelle du chômage est identique 10,9 %. Le taux de chômage par rapport à la population active, qui avait à peine baisse, revient à 9,6 %, à comparer aux 8,9 % de l'an passé. En appliquant les définitions du BIT (Bureau international du travail), il n'y aurait, cependant, que 2 361 100 personnes privées d'emploi. Une difdéfinitivement par la rapport de MM. Paul Dubois et Michel Lucas, MM. Paul Dubois et Michel Lucas, largement commenté depuis que son chiffrage est utilisé (le Monde du 27 juillet) et qui est enfin readu public le même jour que les chiffres du chômage. A ce sujet, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économic, et Mª Martine Aubry, ministre du travail, ont décidé de saisr le Coussil, netional de l'information Conscil netional de l'information statistique.

En tout état de cause, ce débat de spécialistes ne change rien à la rés-lité. Le chômage s'est bet et bien nggravé en septembre, et l'explica-tion qui avait été fournie lors de la diminution imprevue du mois d'août (-0,6 % en données corrigées) reste la bonne. Sortant du système sco-laire, les jeuces – qui s'étaient davantage inscrits à l'ANPE en juil-

Hilton contre Hilton

Rien ne va plus chez les héritiers de Conrad Hilton, qui créa dans les années 30 les hôtels qui portent son nom. Le groupe britannique Ladbroke (bureaux de paris, hôtels, megasine, Immobilier), qui e recheté eo 1987 la chaîne Hilton Internationai, comprenant les 91 hôtels (aujourd'hui 150) de la marque situés hare des Etets-Unis, vient en effet de déposer une pleinte contre Hilton Hatels Corp, qui gère toujours les 270 établissements américains. Il lui rearnche d'avoir nuvert à l'étranger une nouvelle chaîne cinq étalles beptisée Canrad (dix hôtels), en se référent explicitement dans la publicité au « père fondateur » et de faire ainsi une concurrence déloyale.

L'offensive e surpris, car les deux graupes ant encare un système de réservation commun. Pour sa part, Hilton Corp. e répliqué en qualifiant de « frivole > l'accusation et en faisant remarquer que le premier Conrad en date, celui d'Australie, avait été ouvert en 1985, bien avant le rachat de Hilton International par Ladbroke...

let qu'au cœur de l'été - s'y sor présentés en plus grande masse n la rentrée. En conséquence, 97 500, contre 85 600 l'an pessé se sont ins-crits en septembre, entraînant an passage une augmentation de 2,3 % en un mois du chômage des moins

Ce manvement différé dans le temps, ajouté aux phénomènes saisonniers ordinaires, n'a per que provoquer une dégradation. Supérieur de 6,6 % à l'an passé, e faux des nouvelles entrées au chômage est di, comme d'habitude à cette époque, à la fin des contrats à durée déterminée (+64,3 % en un mois) et de contrats d'intérin (+15,6 % en un mois). Mais, mauvaise conjoncture économique aidant, il est également d'h à l'angmentation des licenciements économiques (+24,2 % en un mois, +14,8 % en on an), ainsi qu'à la croissance des démissions et des autres ruptures de contrats de tra-Ce monvement différé dans le autres ruptures de contrats de tra-vail. A noter, au passage, que les emplois des setteurs tertaires ou de services sout maintenant ceux où l'augmentation du chômage est la plus importante, alors que, les mois précédents, les pertes étaient surtout le fait de l'industrie.

Trittefois, la firste ponssée qui arrait l'égiquement pu défeder, pour toutes ces raisons, a été plus limitée que prévu, contrebalancée, par un volume élevé des sorties des listes du chômage. Celles-ci out en effet anginenté de 74,6 % en un mois et de 6,7 % en en en en de mois et de 6,7 % en en en en de mois et de 6,7 % en en en en de mois et de 6,7 % en en en en en dounées. de 6,7 % en en an, en données bruies; ce qui semblerait indiquer, ainsi que le snuligne M= Aubry dans son communiqué, que le mar-ché du travail enregistre quelques

Il faut cependant rester prudent. Les reprises d'un emplor ont certes progressé, mais seulement de 0,7 % en un an et, en cumulé, il y en a en 157 000 de moins qu'an cours des neuf premiers mois de 1990. Les eotrées en stage sont plus nom-breuses mais, parallèlement, le nou-bre des annulations d'inscription à PANPE a été impressionnant, à la suite d'absences à un contrôle ou same d'appences à un controle ou simplement sur inventaire. Peut-être faut-il voir, dans ces départs, la suite logique des opérations de radiation administrative qui out touché 3 602 personnes, officiellement dénombrées sujet, on peut voir la réminiscence du débat sur les faux chômeurs. aussi bien que la traduction, dans les faits, de la volonté du ministre du travail de procéder à un certain net-toyage dans les listes de l'agence...

Oggod bien meme, le chiffre de septembre ne peut pas tassurer. Il montre que la tendence demeure manyaise. Et ne fait que confirmer les prévisions pessimistes de l'INSEE pour l'ensemble de l'année 1991 qui tablent sur 10 % de chômeurs et un flirt avec la barre des trois millions. ALAIN LEBAUBE

o La FEN siguera l'accord salarial dans la fonction publique. - Le burcau fédéral de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) e annoncé vendredi 25 octobre sa décisinn de signer le protucole salarial négocié mardi et prévoyant une hausse générale de 6,5 % des traitements des functionnaires jusqu'en février 1993. « Le mnnda (...) de maintenir le pouvoir d'achat pour la période 1991-1992 est totalement rempli», indique un com-muniqué de la FEN. Parmi les vingt-sept syndicats nationaux qui composent la fédération, dix-neuf ont voté pour la signature et six sy sont opposes; deux ne se sont

CASSER LA CRISE C'EST CASSER **.ES PRIX**

COSTUME SUPER 100 5500F

CACHEMIRE 7500F 259U 2 POLLS 100% CACHEMINE 3500F PAROUS 990F, VESTES 990F, ET DES REMISES DE 40 : 70% SUR

Du samedi 26 Oct. au dimanche 3 Nov.

DAVID SHIFF

PARIS 8=: 13 RUE ROYALE - de 10h à 18h

M. Kiejman prépare un projet .. 8 Livres politiques La rubrique d'André Laurena ... 8 HEURES LOCALES

Le casse-tête des déchets ména-

gers • Une âme dens le béton • Gazoduc contesté en Pays basque . Construction : retour à la rigueur e Bourgogne : un carrefour au bord des vignes 9 à 13

SOCIÉTÉ

La départementalisation de la justice MM. Nallet et Sapin dialoguens avec les magistrats

CULTURE

Mode : prêt-ă-porter Les défités des collections printemps-été 1992...... 17 Musiques : Taj Mahal

La guitariste entamme une tournée à travers la France........... 17 ÉCONOMIE

Le G 7 à Moscou L'Europe et les Etats-Unis divisés

Le Salon automobile de Tokyo Les constructeurs japoneis mettent en avant leurs progràs

Services

Abonnements..... Carnet 16 Marchés financiers 20-21 Météorologie 16 Mots croisés...... 16 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM Le numero du « Monde » date 26 octobre 1991 été tiré à 489 112 exemplaires.

Echec à La Heye, accalmie à Violence et désenchantement . 4

Le prinfesseur Jacques Ritux, ancien directeur général de la santé, réplique, dans les colonnes de France-Soir, du Quotidien de Paris et de l'Humanité à la plainte pour diffamation déposé contre lui par M. Laurent Fabius. Il précise que, sur les 200 millions de francs que le gouvernement avait décidé d'allouer au dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang en 1985. 113 millions seulement ont 1985, 113 millions seulement ont été dépensés: «82 millions pour les tests, 31 pour le chauffage des pro-duits. C'était nettement insuffisant.»

D'antre part, plusieurs spécialistes de la transfusion sanguine ont « désnvoué » publiquement, vendredi 25 octobre, la lettre adressée au pré-sident de la République par trois guine (le Monde du 24 octobre) par laquelle ils demandaient au chef de l'Etat de leur dire s'il est aujourparmi lesquels les docteurs Jean-Jac-

d'hui possible de « distribuer des produits sanguins ». Ces médecins, ques Fournel, Claire Gazengel (Paris), Deny Hnussay (Annecy). Daniel Richard (Muntpellier) et François Pinoo estiment les termes de cette lettre « indignes de l'éthique et des missions transfusionnelles».

Pour la première fois depuis le début de l'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du sida, le premier ministre, M= Edith Cresson, a déclaré jeudi 24 octobre, sur TF1, qu'elle souhaitait que la justice soit « terrible » et « frappe qui que ce soit qui soit vise ».

D. Le tribunal correctionnel de Versailles annule les interpellations de ouze immigrés «claudestins» de la Sonacotra. - Le tribunal correctionnel de Versailles a annulé, vendredi 25 octobre, les procès-verbaux et la procédure d'interpellation de 11 des 134 personnes interpellées le 24 septembre à l'aube lors d'une opération de police destince à déloger les rési-dents irréguliers des foyers Sona-cotra de La Verrière et d'Elancourt (Yvelines) (le Monde du 26 septembre). Le procureur de la République a fait appel de cette décision. Les onze personnes concernées, huit Sénegalais, un Zaīrois, un Gambien et unc Béninoise, qui étaient poursuivis pour séjour irrégulier, et restaient détenus depuis les faits, ont été remis

en liberté.

☐ La brigade criminelle dément les rumeurs faisant état de viols en série de femmes juurnalistes à Paris. - Rendue publique par le Parisien dans son édition du vendredi 25 octobre, l'enquête sur unc séric de dix viols, commis dans des circonstances identiques dans le quartier de la Bourse à Paris, ne concernerait pas sculement des élèves du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ) comme l'affirmait le quotidien. Trois des victimes soot bien jnurnalistes issues de cette école, a précisé la brigade criminelle, les autres n'ont aucune relation avec le mande de la commu-nication. Le CFPJ, de son côté. faisait savoir dans un communique que la pulice ou la justice ne s'était jamais manifestée auprès du centre dans le cadre de celte

La fin d'une parenthèse